

PARTNERS FOR SUSTAINABLE GROWTH

RAPPORT ANNUEL 2016



ACKERMANS & VAN HAAREN

RAPPORT ANNUEL 2016



ACKERMANS & VAN HAAREN

TABLE DES MATIÈRES

Mission	6
2016 en un coup d'œil	8
Faits marquants en 2016	10

13 RAPPORT ANNUEL

Le message des présidents	14
Rapport annuel sur les comptes annuels statutaires	18
Rapport annuel sur les comptes annuels consolidés	20
Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise	27
Rapport des rémunérations	36
Responsabilité sociétale des entreprises	39
Gestion journalière et contrôle	44

46 RAPPORT D'ACTIVITÉS

48 MARINE ENGINEERING & CONTRACTING

DEME	50
CFE	54
Algemene Aannemingen Van Laere	56
Rent-A-Port	58
Green Offshore	59

60 PRIVATE BANKING

Delen Investments	62
Banque J. Van Breda & C°	66
ASCO-BDM	69

70 REAL ESTATE & SENIOR CARE

Extensa	72
Leasinvest Real Estate	75
Anima Care	78
HPA	80

82 ENERGY & RESOURCES

Sipef	84
SNTC	87
Sagar Cements	88
Oriental Quarries & Mines	89

90 GROWTH CAPITAL

Lexique	107
---------------	-----

109 ÉTATS FINANCIERS

Table des matières	111
Comptes annuels consolidés	112
Comptes statutaires	175

Données générales concernant la société et le capital	180
--	-----

CHIFFRES CLÉS 2016

Annexe



MISSION

Notre mission : créer de la valeur pour l'actionnaire en investissant à long terme dans un nombre limité de participations stratégiques avec un potentiel de croissance internationale.

Perspectives à long terme

- Des objectifs clairement définis avec les participations.
- Responsabilité des participations de leur propre position financière.
- Viser une croissance annuelle des résultats de chaque participation et du groupe dans son ensemble.
- Centré sur des sociétés de croissance dans un contexte international.

Positionnement d'Ackermans & van Haaren

- Un groupe indépendant diversifié.
- Géré par une équipe de gestion multidisciplinaire et expérimentée.
- Une structure financière saine permettant le soutien des ambitions de croissance des participations.

Actionnaire proactif

- Impliqué dans la sélection du top management et la définition de la stratégie à long terme.
- En dialogue permanent avec le management.
- Le suivi et le contrôle de l'axe stratégique, de la discipline opérationnelle et financière.
- Soutien actif à la direction pour des projets opérationnels et stratégiques spécifiques.



ACKERMANS & VAN HAAREN

Partners for sustainable growth



Partners

- Un partenariat depuis l'origine d'Ackermans & van Haaren.
- De nombreux partenariats établis avec succès dans les participations.
- Partenariats avec des familles, des coactionnaires et des équipes dirigeantes pour assurer la croissance future.
- Modèle 'active ownership'.

Growth

- Un groupe d'entrepreneurs qui vise l'expansion récurrente de ses entreprises via l'internationalisation et l'innovation.
- Priorité accordée à l'excellence opérationnelle et à la capacité de réaliser une croissance récurrente et rentable à long terme.

Sustainable

- Développement et croissance des activités d'une manière durable, dans le respect des personnes et de la société.
- Un reporting et une communication transparents, en veillant à la discipline et aux équilibres financiers.
- Un objectif de résultats récurrents et de dividende en croissance constante sur le long terme.

2016 EN UN COUP D'ŒIL

- **DEME** réalise un bon résultat, même si le chiffre d'affaires est, comme prévu, en recul. Le carnet de commandes, en hausse, s'établit à 3.800 millions d'euros. **CFE** confirme son redressement et contribue positivement au bénéfice du groupe en 2016.
- Tant la **Banque J.Van Breda & C°** que **Delen Investments** ont une nouvelle fois enregistré en 2016 une solide croissance des actifs confiés par la clientèle et s'assurent ainsi une base solide pour 2017.
- Toutes les participations en 'Real Estate & Senior Care' contribuent au résultat significatif de ce segment. **Extensa** enregistre une belle avancée à la Cloche d'Or (Luxembourg) et à Tour & Taxis (Bruxelles), où elle a finalisé un accord sur la vente de l'immeuble Herman Teirlinck.
- **Sipef** double son résultat en 2016 grâce à une production d'huile de palme en hausse alliée à une augmentation des prix sur le marché. Sipef franchit des pas importants dans l'expansion de ses plantations.
- Les pertes opérationnelles et les réductions de valeur sur **Groupe Flo** et **CKT Offshore** éclipsent l'amélioration des résultats dans la plupart des autres participations en 'Growth Capital'.
- Grâce à la reprise, le 30 septembre 2016, de la participation minoritaire de 26% dans Sofinim, AvH a augmenté son pourcentage de participation dans les participations détenues via Sofinim. Etant donné que le suivi et le contrôle de ces participations sont intégrés dans Ackermans & van Haaren, le 'Development Capital' est désormais repris sous 'AvH & Growth Capital'.

Résultat net

224

(millions d'euros)

6,77

(euros par action)

Fonds propres (part du groupe - avant affectation du résultat)

2.783

(millions d'euros)

83,08

(euros par action)

Dividende brut

68

(millions d'euros)

2,04

(euros par action)

Capitalisation boursière

4.425

(millions d'euros)

132,10

(euros par action)

Composition du résultat net consolidé (part du groupe)

(€ millions)	2016	2015
■ Marine Engineering & Contracting	105,2	109,2
■ Private Banking	98,5	104,0
■ Real Estate & Senior Care	46,2	35,6
■ Energy & Resources	9,2	7,4
Contribution des secteurs principaux	259,1	256,2
Growth Capital	2,7	8,9
AvH & subholdings	-10,8	-9,8
Plus(moins)values nettes / Réductions de valeur	-26,8	5,2
Résultat avant résultats exceptionnels	224,2	260,5
Résultats exceptionnels	-	23,5 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé	224,2	284,1

⁽¹⁾ Plus-value de revalorisation Tour & Taxis

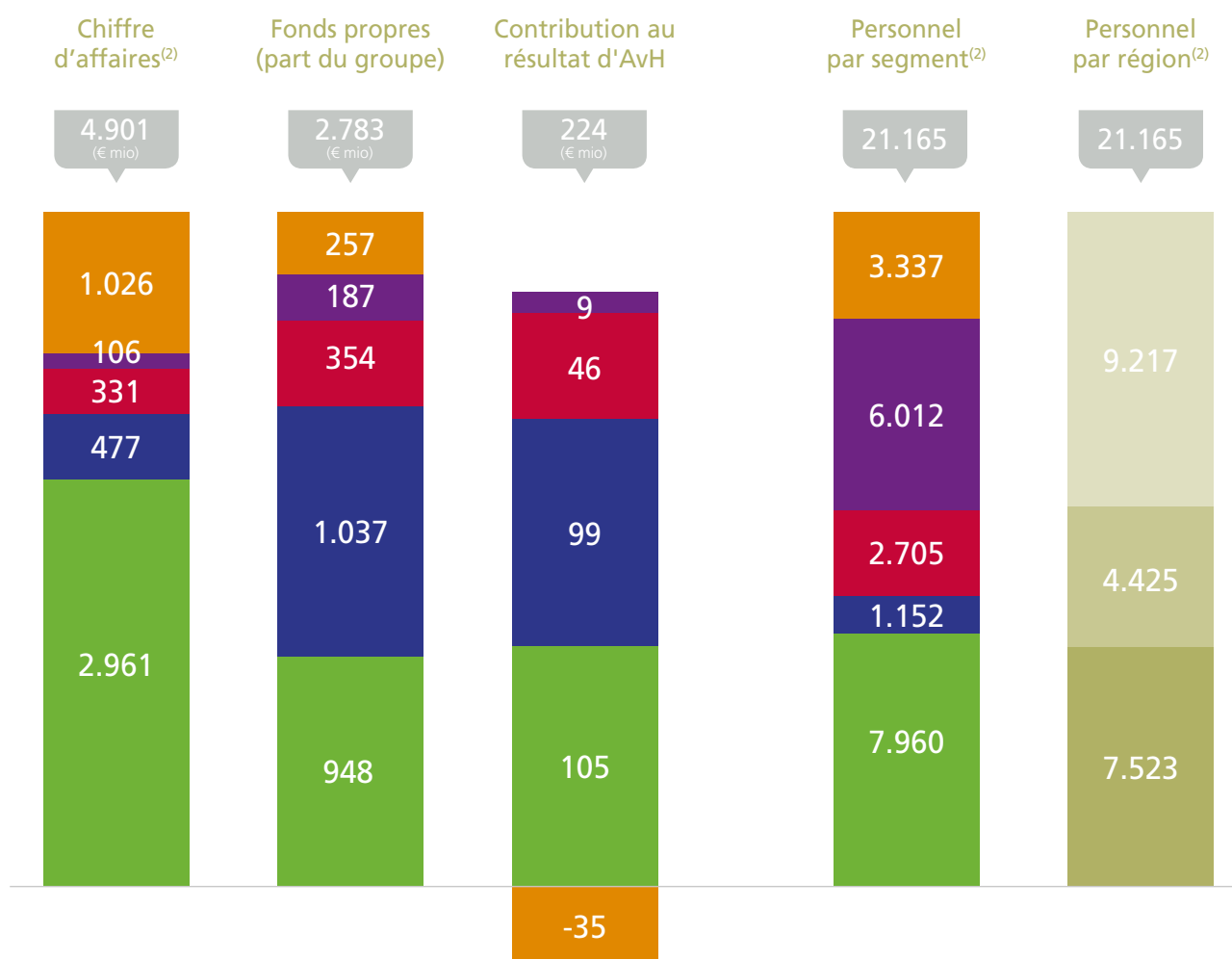
■ Marine Engineering & Contracting
 ■ Private Banking
 ■ Real Estate & Senior Care
 ■ Energy & Resources
 ■ AvH & Growth Capital

■ Belgique
 ■ Europe
 ■ Reste du monde

Chiffres clés bilan consolidé

(€ millions)	31.12.2016	31.12.2015
Fonds propres (part du groupe - avant affectation du résultat)	2.783,1	2.607,3
Trésorerie nette d'AvH & subholdings	68,3	76,3

⁽²⁾ Basée sur les données consolidées 2016 ; pro forma : toutes les participations de contrôle (exclusif) sont reprises intégralement, les autres participations proportionnellement



FAITS MARQUANTS EN 2016

janvier

- AvH réduit sa participation dans Holding Groupe Duval de 37,8% à 21,8% en la convertissant en une participation supplémentaire de 25% dans Patrimoine & Santé, jusqu'à 47,5%.



mars

- CFE se voit attribuer le contrat pour la construction (en partenariat) du nouvel hôpital ZNA à Anvers.



mai

- Jan Suykens succède à Luc Bertrand en tant que président du comité exécutif. Luc Bertrand succède à Jacques Delen en tant que président du conseil d'administration.
- AvH nomme deux nouveaux administrateurs féminins : Valérie Jurgens et Marion Debruyne.
- DEME signe un accord de coopération avec COSCO Shipping pour le développement d'énergie éolienne offshore en Chine.
- DEME et CFE signent des contrats pour le projet Fehmernbelt Fixed Link, le plus grand tunnel routier et ferroviaire immergé au monde, entre l'Allemagne et la Danemark.
- Extensa acquiert l'ancien immeuble de bureaux de la douane à Tour & Taxis.



1. HPA - Le Grand Jardin 2. DEME - Bonny River 3. DEME / CFE - Projet Fehmernbelt Fixed Link 4. Jan Suykens - Luc Bertrand

février

- DEME commande le 'Bonny River', une drague suceuse porteuse de dernière génération.
- DEME et Siemens signent un contrat EPCI pour les fondations du parc éolien offshore Hohe See (Allemagne).

avril

- DEME Concessions prend une participation dans une entreprise écossaise de développement d'énergie marémotrice.
- Leasinvest Real Estate signe un contrat d'usufruit avec le Parlement européen pour le redéveloppement de l'immeuble Montoyer à Bruxelles.

juin

- Tideway (DEME) signe un contrat pour la pose de câbles d'exportation pour le parc éolien offshore Hornsea Project One.
- Leasinvest Real Estate finalise la vente de l'immeuble de bureaux Royal20 au Grand-Duché de Luxembourg.

FAITS MARQUANTS EN 2017

février

- DEME signe de nouveaux contrats en Inde et aux Maldives, ainsi que pour la construction de la Rijnlandroute aux Pays-Bas.

mars

- Sipef parvient à un accord sur une éventuelle acquisition de 95% de Dendy Marker au Sud-Sumatra.
- DEME commande 2 nouveaux navires : 'Orion' et 'Spartacus', d'une valeur totale de 500 millions d'euros.

juillet

- AvH et CFE relèvent leur participation commune dans Rent-A-Port Energy à 100%. L'entreprise est rebaptisée Green Offshore.
- HPA acquiert le contrôle sur CIGMA, une maison de repos et de soins de 60 lits et une crèche de 50 berceaux.

septembre

- DEME remporte des contrats pour le projet d'extension du Freetown Terminal au Sierra Leone et pour l'extension du port de Port Louis à l'île Maurice.
- BPI (CFE) développera, en collaboration avec ImmoBel, le nouveau siège d'Allianz à Bruxelles.
- Delen Private Bank ouvre son agence rénovée à Liège.
- AvH finalise l'acquisition de la participation minoritaire de 26% dans Sofinim.
- AvH prend une participation de 15% dans OncoDNA.

novembre

- CFE Polska entame la construction du 'Holiday Park Kowatny', une nouvelle attraction internationale de Plopsaland.
- Leasinvest Real Estate se diversifie dans un quatrième pays, l'Autriche, par l'acquisition du parc retail Frun Park Asten.
- Anima Care reprend les résidences 'Duneroze' à Wenduine et 'Le Birmingham' à Molenbeek-Saint-Jean.



5. Leasinvest Real Estate - Royal20 (Grand-Duché de Luxembourg) 6. Delen Private Bank (Liège) 7. Anima Care - Duneroze (Wenduine) 8. Sipef - Plantation de palmiers matures

octobre

- Rentel réalise le 'financial close' pour le projet éolien offshore de 309 MW en mer du Nord belge.

décembre

- Sipef parvient à un accord sur l'augmentation de sa participation dans PT Agro Muko à 95%.

RAPPORT ANNUEL 2016



ACKERMANS & VAN HAAREN

LE MESSAGE DES PRÉSIDENTS

Mesdames et messieurs les actionnaires,

L'année 2016 a été marquée par une grande incertitude, tant politique qu'économique, et une grande volatilité sur les marchés financiers.

Sur le plan politique, le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, le référendum institutionnel en Italie et les élections présidentielles aux Etats-Unis ont donné des résultats surprenants. A chaque fois, la grande nervosité observée au préalable sur les marchés a été suivie par une réaction positive tout aussi étonnante de ces marchés.

Sur le plan économique, la politique de taux bas de la BCE n'a pas encore, pour l'heure, relancé durablement le moteur des économies d'Europe occidentale. Entre-temps, toutefois, les rendements des épargnants comme des banques sont sous pression.

Sur le plan financier, le prix du pétrole a fluctué entre 29 USD/baril et 52 USD/baril, le prix de l'huile de palme entre 566 USD et 788 USD, l'Eurostoxx entre 3.088 et 3.288 (avec un plus bas à 2.687) et le BEL20 entre 3.643 et 3.606 (avec un plus bas à 3.131).

Dans ce contexte, les entreprises des secteurs principaux du groupe Ackermans & van Haaren se sont remarquablement comportées. Le fait que leur contribution au résultat du groupe est même supérieure à celle de 2015, la précédente année record, atteste de la résilience et de la durabilité du caractère diversifié du modèle AvH.

2016 est clairement une année durant laquelle le modèle AvH, centré sur une diversification équilibrée et une croissance stable et récurrente des résultats des secteurs principaux, a prouvé sa validité. En outre, ceci a été mis en évidence dans le choix de la nouvelle baseline du groupe : **'Partners for Sustainable Growth'**.

La réussite du modèle AvH repose depuis le début sur des partenariats solides. Ackermans & van Haaren présente, sur ce plan, de sérieuses références, que ce soit avec Vinci chez DEME, la famille Delen dans les banques, la famille Bracht chez Sipef ou les nombreuses équipes dirigeantes dans les entreprises. Ackermans & van Haaren est un groupe d'entrepreneurs qui s'efforce de faire croître les entreprises par la diversification et l'innovation, en mettant l'accent sur l'excellence opérationnelle et les bilans sains. Dans ce cadre, nous visons des résultats récurrents dans les activités que nous développons. Le but recherché n'est pas ici d'accroître le chiffre d'affaires, mais d'obtenir une croissance durable du bénéfice. Le terme 'durable' implique aussi le respect des personnes et de l'environnement et le souhait de nouer des relations à long terme avec toutes les parties prenantes de nos entreprises. Ceci est et reste le cœur de notre action et de notre ambition de créer, sur le long terme, une valeur d'actionnaire durable.

Ackermans & van Haaren entend y parvenir en se focalisant à long terme sur un nombre limité de participations stratégiques. Depuis l'introduction en bourse en 1984, les fonds propres consolidés du groupe AvH ont augmenté en moyenne de 13% par an. Dans les premières années, il y avait un secteur particulièrement performant ou des bénéfices

exceptionnels. Au fil des ans, la **diversification** des activités a conduit à une répartition plus équilibrée.

En 2016, le segment 'Marine Engineering & Contracting' représente 34% des fonds propres consolidés du groupe AvH, le segment 'Private Banking' 37% et les autres participations 29%. La croissance par la spécialisation, la diversification internationale et l'innovation chez DEME et dans nos banques Delen Investments et Banque J.Van Breda & C° a fait en sorte que ces deux secteurs clés représentent, ces 5 dernières années, 84% en moyenne du résultat 'courant' du groupe (contribution des secteurs principaux). Ceci constitue pour le groupe une solide base de bénéfices récurrents. La réussite de 2016 est qu'à côté de ces deux pôles de croissance, les autres activités, comme les activités immobilières – et dans le prolongement de celles-ci, le 'senior care' – et les plantations de Sipef, représentent désormais 21% du résultat du groupe. Sur les 5 dernières années, ce pourcentage ne dépassait pas 16% en moyenne. La dynamique positive autour du développement des sites Tour & Taxis à Bruxelles et Cloche d'Or à Luxembourg et la contribution récurrente d'Anima Care et Residalya ouvrent également de bonnes perspectives pour les années à venir. Les acquisitions par Sipef – annoncées récemment – des intérêts minoritaires dans sa plantation d'Agro Muko et de la plantation de Dendy Marker se traduisent par une extension d'environ 30% de ses surfaces de palmiers à huile. Ces transactions contribueront à la croissance de la contribution récurrente de Sipef dans le segment 'Energy & Resources'. Sipef se profile ainsi comme une participation de plus en plus stratégique au sein du groupe AvH.



Ackermans & van Haaren a réalisé sur l'année 2016 un bénéfice net consolidé de 224,2 millions d'euros, contre 284,1 millions d'euros en 2015. Cette baisse résulte de pertes opérationnelles et de réductions de valeur chez Groupe Flo et CKT Offshore pour un montant total de 34 millions d'euros en 2016, comparé à des plus-values non récurrentes de 55 millions d'euros en 2015 (plus-value de revalorisation Tour & Taxis, Egemin). La contribution sous-jacente des secteurs principaux est en hausse de 3 millions d'euros et s'établit à 259,1 millions d'euros.

DEME réalise en 2016 un résultat de 155,3 millions d'euros sur un chiffre d'affaires économique de 1.978,2 millions d'euros, ces deux valeurs étant en recul par rapport à 2015. Avec les grands travaux au canal de Suez, 2015 fut une année exceptionnelle, sans doute la meilleure que le secteur du dragage ait jamais connue. Le second semestre 2016 était déjà meilleur que le premier grâce au lancement d'une série de nouveaux grands projets, principalement des parcs éoliens offshore. Le carnet de commandes est remonté à un niveau record, soit 3.800 millions d'euros. Si l'on tient compte de deux chantiers qui ont déjà été attribués mais n'ont pas encore démarré, Hohe See et Fehmernbelt, le carnet de commandes totalise environ 5 milliards d'euros. DEME continue à investir dans le renouvellement et l'extension de sa flotte. Parmi les six navires commandés, DEME s'attend à pouvoir mettre en service en 2017 tant le Minerva que le Scheldt River et le Livingstone. DEME a en outre commandé récemment deux nouveaux navires qui rendront l'entreprise encore plus compétitive : le Spartacus sera la drague stationnaire à désagrégateur la plus puissante et la plus avancée au monde pour les travaux de dragage dans les roches et les sols les plus durs. L'Orion sera la nouvelle référence en matière de bateau-grue DP3 offshore, avec une capacité de

levage de plus de 3.000 tonnes à plus de 50 m pour les travaux de construction en pleine mer. Suite au retard pris dans la livraison des nouveaux navires, la dette nette de DEME a provisoirement diminué pour s'établir à 154,6 millions d'euros, pour un total de fonds propres de 1.221 millions d'euros.

L'une des performances les plus remarquables de 2016 est le redressement opéré par **CFE** dans ses activités de construction traditionnelles. Chacune des divisions de CFE contribue positivement à ce résultat. Cela démontre que des efforts soutenus et bénéfiques ont été fournis ces dernières années pour consolider l'organisation, renforcer les procédures et affiner la stratégie. CFE espère toujours recouvrer sa créance en cours sur le Tchad et a proposé à cet effet une solution concrète aux autorités locales. Le carnet de commandes de CFE, tant dans la construction que dans la promotion immobilière, est bien rempli avec un total de 956,7 millions d'euros.

Malgré des bourses extrêmement volatiles, avec des marchés ponctuellement négatifs au premier semestre, nos banquiers ont réalisé une performance commerciale remarquable. L'afflux d'actifs chez **Delen Private Bank** a atteint près de 90% de l'afflux record des dernières années ; à la Banque J.Van Breda & C°, il était quasiment au niveau de 2015. Les avoirs confiés s'élèvent ainsi, chez Delen Private Bank, à environ 27,4 milliards d'euros fin 2016. Si l'on tient compte des dépôts et des produits d'assurance vie à la Banque J.Van Breda & C°, les deux banques gèrent – au bilan et hors bilan – environ 33,5 milliards d'euros pour leur clientèle en Belgique. Au Royaume-Uni, JM Finn & Co gère 8,4 milliards de livres. Suite à la baisse de la livre (impact de 1.520 millions d'euros), ce total ne représente plus que 9.730 millions d'euros. Oyens & Van Eeghen est resté relativement stable à 657

millions d'euros. Delen Investments continue à investir de manière soutenue dans le renforcement de son organisation commerciale, ainsi que dans la numérisation de ses services. Le bénéfice net a dès lors diminué, s'établissant à 87,9 millions d'euros. Les fonds propres d'un montant de 621 millions d'euros génèrent un ratio de capital Core Tier1 très solide de 30,9%.

Les équipes de la **Banque J.Van Breda & C°** ont également réalisé une solide performance commerciale, avec une hausse des dépôts de 7% et des placements hors bilan de 14%. Les réductions de valeur sur le portefeuille de crédits, qui a encore augmenté de 7%, ont à nouveau été extrêmement limitées, à 0,01%. La Banque J.Van Breda & C° a réussi à compenser la pression sur les marges d'intérêt par une augmentation des revenus de commissions. Le recul de son résultat à 37,7 millions d'euros est imputable quasi exclusivement à l'augmentation de la taxe bancaire (+66%), qui représente désormais 10% des coûts généraux. La Banque J.Van Breda & C° affiche elle aussi, avec des fonds propres de 518,3 millions d'euros, un ratio de capital extrêmement solide de 14,8% et un bilan tout aussi robuste avec un ratio de levier de 9,8%.

Dans le segment immobilier, **Leasinvest Real Estate** fournit toujours une contribution récurrente de 10 millions d'euros, grâce à un portefeuille sain et diversifié, avec un nouveau marché en Autriche et avec une gestion active de ses sites. Chez **Extensa**, les projets Tour & Taxis à Bruxelles et Cloche d'or à Luxembourg sont dans une bonne dynamique et fournissent eux aussi, en 2016, une importante contribution au résultat. A Tour & Taxis, l'immeuble Herman Teirlinck, pour lequel un contrat de vente a été conclu avec Baloise, doit être livré au cours de l'année 2017. L'approbation du PPA fin 2016 doit nous permettre de commencer les

développements résidentiels sur le site en 2017. A Luxembourg également, le développement résidentiel sur le site Cloche d'Or connaît un déroulement favorable et la construction de deux immeubles de bureaux a démarré. Sur la base de ces développements, Extensa, devrait pouvoir réaliser, pendant quelques années encore, de solides résultats récurrents. Avec l'échange de notre participation dans Holding Groupe Duval contre une participation de 70% dans HPA/Residalya, la contribution volatile (négative en 2015) de Duval est remplacée par une contribution positive et récurrente de Residalya. **Residalya** exploite actuellement 2.439 lits dans 32 résidences en France, tandis qu'**Anima Care** exploite en Belgique 1.621 lits dans 14 résidences. Anima Care et HPA réalisent déjà, ensemble, un bénéfice de 6,8 millions d'euros. L'implication opérationnelle des deux équipes dirigeantes et la motivation du personnel des deux groupes de maisons de repos sont le gage d'un service de qualité pour les résidents.

Sipef a connu, sur le plan de la production et des prix de l'huile de palme, un meilleur second semestre, si bien que le résultat de l'exercice 2016 a finalement bien progressé pour s'établir à 39,9 millions USD. Les principaux événements se sont produits juste avant et après la fin de l'année : en décembre, Sipef a pu conclure un accord sur la reprise des participations minoritaires dans sa plantation d'Agro Muko (respectivement 36,84% et 10,87%) pour un montant de 144 millions USD. En février 2017, Sipef a annoncé un accord pour l'acquisition d'une nouvelle plantation 'Dendy Marker' (6.562 ha, à étendre jusque maximum 9.000 ha), aux conditions suspensives habituelles, pour une valeur de 53,1 millions USD. La surface de Sipef peut ainsi passer de 56.117 ha à 72.840 ha (hors plantations planifiées), sans prendre en compte dans ce total son propre développement sur les nouvelles plan-

tations de Musi Rawas. Sipef prévoit dans les prochains mois une augmentation de capital de 97,2 millions USD, qui sera soutenue par AvH.

En septembre 2016, AvH a racheté la participation minoritaire de NPM Capital dans **Sofinim** pour 106 millions d'euros, si bien qu'AvH contrôle à présent la totalité des 100%. Sofinim et, de manière plus générale, toutes les initiatives de 'Growth Capital' du groupe, sont désormais regroupées et présentées au sein du segment 'AvH & Growth Capital'. Il appartient à l'équipe AvH, outre l'accompagnement des participations clés, de rester également attentive aux nouvelles idées et initiatives et aux nouveaux entrepreneurs afin d'assurer la croissance à plus long terme, dans un environnement de plus en plus globalisé. Au-delà des réductions de valeur de Groupe Flo et CKT Offshore, qui sont 'détenu- nées en vue de la vente', il convient de mettre en exergue les bons résultats de Turbo's Hoet Groep, Groupe Telemond et Corelio-Mediahuis. Agidens, Distriplus, Euro Media Group et Manuchar résistent bien également.

AvH garde un bilan solide, ce qui est indispensable compte tenu des marchés volatils et pour soutenir les priorités stratégiques des participations. Les fonds propres consolidés s'élèvent à 2.783 millions d'euros, soit 83,08 euros par action. La trésorerie nette atteint 68,3 millions d'euros.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale un dividende brut de 2,04 euros (68,3 millions d'euros au total), en hausse de 4%.

Le conseil d'administration tient à remercier tous les collaborateurs du groupe AvH pour leur engagement au quotidien dans la réalisation des différents objectifs au sein de leur entreprise, et pour le groupe dans son ensemble.

29 mars 2017

Luc Bertrand
Président du conseil d'administration

Jan Suykens
Président du comité exécutif

RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cher actionnaire,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation notre rapport sur les activités de notre société au cours de l'exercice écoulé ainsi que les comptes statutaires et consolidés clôturés au 31 décembre 2016. Les rapports annuels portant sur les comptes annuels statutaires et consolidés ont été réunis, conformément à l'article 119 C. Soc.

I Comptes annuels statutaires

1. Capital et actionnariat

Au cours de l'exercice écoulé, aucune modification n'est intervenue dans le capital de la société. Le capital souscrit est de 2.295.278 euros et est représenté par 33.496.904 actions sans mention de valeur nominale. Toutes les actions ont été entièrement libérées. Dans le cadre du plan d'options sur actions, 40.500 options ont été attribuées en 2016. L'ensemble des options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2016 donnent droit à l'acquisition de 331.000 actions Ackermans & van Haaren (0,99%). La société a reçu, le 31 octobre 2008, une communication en matière de transparence dans le cadre du régime transitoire de la loi du 2 mai 2007, Scaldis Invest SA ayant – conjointement avec Stichting Administratiekantoor 'Het Torentje' – communiqué son pourcentage de participation. Les données pertinentes de cette communication en matière de transparence peuvent être consultées sur le site internet de la société (www.avh.be).

2. Activités

Pour un aperçu des principales activités du groupe au cours de l'exercice 2016, nous renvoyons au Message des présidents (p. 14) et aux Faits marquants (p. 10).

3. Commentaires sur les comptes annuels statutaires

3.1 Situation financière au 31 décembre 2016

Les comptes annuels statutaires ont été établis conformément à la législation comptable belge. Le total du bilan s'élève, fin 2016, à 2.537 millions d'euros, ce qui représente une augmentation par rapport à l'année précédente (2015 : 2.453 millions d'euros). L'actif comprend 11 millions d'euros d'immobilisations corporelles (principalement l'immeuble de bureaux situé dans la Begijnenvest et la Schermersstraat à Anvers), 52 millions d'euros de placements de trésorerie et 2.457 millions d'euros d'immobilisations financières. Du côté du passif du bilan, la comptabilisation du dividende de 68 millions d'euros et du bénéfice de l'exercice de 323 millions d'euros se solde par des fonds propres de 1.680 millions d'euros (2015 : 1.426 millions d'euros). Dans ce montant, il n'est pas tenu compte des plus-values latentes présentes dans le portefeuille d'Ackermans & van Haaren et des sociétés du groupe. En 2016, les dettes financières à court terme se composaient pour l'essentiel de dettes financières contractées à l'égard d'AvH Coordination Center, une société qui fait partie intégrante du groupe et qui joue le rôle de banquier interne du groupe. Les autres dettes incluent déjà la répartition bénéficiaire proposée à l'assemblée générale ordinaire pour l'exercice 2016. Au cours de l'année

2016, Ackermans & van Haaren a acheté 356.058 actions propres et en a vendu 360.912. Ces mouvements s'inscrivent à la fois dans le cadre de l'exécution du plan d'options sur actions et du contrat de liquidité avec Kepler Cheuvreux qui est entré en vigueur le 1er juillet 2013.

3.2 Affectation du résultat

Le conseil d'administration propose d'affecter comme suit le résultat (en euros) :

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	1.232.561.679
Bénéfice de l'exercice	322.517.543
Total à affecter	1.555.079.223
Dotation à la réserve légale	0
Dotation aux réserves indisponibles	1.987.567
Dotation aux réserves disponibles	0
Rémunération du capital	68.333.684
Tantièmes	655.000
Bénéfice à reporter	1.484.102.972

Le conseil d'administration propose de distribuer un dividende brut de 2,04 euros par action. Après retenue du précompte mobilier (30%), le dividende net s'élève à 1,4280 euro par action. Si l'assemblée générale ordinaire approuve cette proposition, le dividende sera mis en paiement à partir du 31 mai 2017. Après cette répartition, les fonds propres s'élèvent à 1.679.713.507 euros et se composent comme suit :

Capital	
Souscrit	2.295.278
Primes d'émission	111.612.041
Réserves	
Réserve légale	248.081
Réserves indisponibles	24.434.922
Réserves immunisées	0
Réserves disponibles	57.020.213
Bénéfice reporté	1.484.102.972
Total	1.679.713.507

3.3 Perspectives

Comme les années antérieures, les résultats de l'exercice en cours dépendront dans une large mesure des dividendes qui seront distribués par les sociétés du groupe et de la réalisation de plus-values et/ou moins-values éventuelles.

4. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Depuis la clôture de l'exercice 2016, il ne s'est produit aucun fait marquant de nature à influencer de manière significative le développement de la société, excepté ceux qui sont mentionnés au point II.3 ci-après.

5. Recherche et développement

La société n'a entrepris aucune activité en matière de recherche et développement.

6. Instruments financiers

Au sein du groupe, des instruments financiers pour la gestion des risques peuvent être utilisés. Il s'agit notamment d'instruments financiers visant à maîtriser les risques liés à des taux d'intérêts ou des taux de change fluctuants. Les contreparties de ces instruments financiers sont exclusivement des banques de premier plan. Fin 2016, ni Ackermans & van Haaren, ni aucune autre participation consolidée intégralement dans le segment 'AvH & subholdings', n'avaient de tels instruments en cours.

7. Communications

7.1 Application de l'article 523 du Code des Sociétés

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 21 mars 2016 :

"Avant que le conseil d'administration n'entame la délibération sur le nouveau projet de convention d'actionnaires avec la famille Delen en ce qui concerne les deux banques, Jacques Delen signale qu'en tant que partie à cette convention, il a un in-

térêt de nature patrimoniale au sens de l'article 523 C. Soc.

A l'issue de la réunion, Jacques Delen informera le commissaire de la société du conflit d'intérêts potentiel. Jacques Delen quitte la réunion et ne prend pas part à la délibération et à la prise de décision sur ce point.

Piet Bevernage précise que la principale raison de la modification de la convention d'actionnaires du 30 janvier 2004 entre Ackermans & van Haaren et la famille Delen découle de la demande de la BNB de supprimer la structure de société en commandite de Delen Investments au motif qu'elle empêcherait un contrôle prudentiel correct des banques. Etant donné que le contrôle exercé conjointement par Ackermans & van Haaren et la famille Delen sur la Banque Delen est actuellement organisé par le biais de cette structure de société en commandite, la suppression de cette structure implique que le contrôle conjoint devra désormais être organisé via une combinaison de mécanismes contractuels et statutaires. Piet Bevernage passe ensuite en revue les principales différences entre la convention existante du 30 janvier 2004 et le nouveau projet (sur le plan de la participation, de la politique de dividende, de la non-concurrence et de la durée des conventions).

Enfin, le conseil d'administration met en exergue quelques dispositions spécifiques du (résumé du) projet de convention.

Le conseil d'administration estime que la poursuite de la collaboration fructueuse avec la famille Delen est dans l'intérêt de la société et approuve les lignes directrices proposées dans la nouvelle convention d'actionnaires. La nouvelle convention d'actionnaires n'aura, sur le plan patrimonial, aucune autre conséquence notable pour la société.

Jacques Delen rejoint à nouveau la réunion."

7.2 Rémunération complémentaire du commissaire

Nous vous informons, conformément à l'article 134, §§ 2 et 4 C. Soc., que nous avons payé une rémunération complémentaire de 6.050 euros (hors TVA) à Ernst & Young Tax Consultants au titre de conseils fiscaux et 1.250 euros (hors TVA) à Ernst & Young Réviseurs d'entreprise au titre d'activités diverses.

7.3 Rachat ou cession d'actions propres

Le 26 novembre 2014, l'assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren à racheter des actions propres dans une fourchette de prix déterminée, et ceci durant une période maximale de 5 ans. Durant

l'exercice 2016, Ackermans & van Haaren a racheté 356.058 actions propres en vue de couvrir ses engagements à la fois dans le cadre du plan d'options sur actions (15.000 actions) et dans le cadre de son contrat de liquidité avec Kepler Cheuvreux. Vous trouverez des informations plus détaillées à ce sujet dans les états financiers (p. 167-168).

Compte tenu de la vente de 360.912 actions, la situation au 31 décembre 2016 se présente comme suit :

Nombre d'actions propres	302.978 (0,90%)
Pair comptable par action	0,07 euro
Prix moyen par action	80,53 euros
Valeur totale d'investissement	24.400.170,03 euros

Par ailleurs, Brinvest, une filiale directe d'Ackermans & van Haaren, détient encore 51.300 actions Ackermans & van Haaren.

7.4 Communication en vertu de la loi sur les offres publiques d'acquisition

Dans un courrier du 18 février 2008, Scaldis Invest a envoyé à la société une communication rédigée conformément à l'article 74, §7 de la loi du 1er avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition. Il ressort de cette communication que Scaldis Invest détient plus de 30% des titres avec droit de vote d'Ackermans & van Haaren et que Stichting Administratiekantoort 'Het Torentje' détient le contrôle final sur Scaldis Invest.

7.5 Mécanismes de protection

Le 26 novembre 2014, l'assemblée générale extraordinaire a renouvelé l'autorisation accordée au conseil d'administration de procéder, dans le cas d'une offre publique d'achat sur les titres d'Ackermans & van Haaren, à une augmentation de capital selon les conditions et dans les limites de l'article 607 C. Soc.

Le conseil d'administration peut faire usage de cette autorisation pour autant que la notification de l'Autorité des Services et Marchés Financiers ('FSMA') informant la société qu'une offre publique d'achat lui a été notifiée, intervienne au plus tard trois ans après la date de l'assemblée générale extraordinaire précitée (soit le 26 novembre 2017).

Le conseil d'administration est également autorisé, pendant une période de trois ans expirant le 14 décembre 2017, à acquérir ou à céder des actions de la société dès lors qu'une telle acquisition ou cession est nécessaire pour éviter à la société de subir un préjudice grave et menaçant.

II Comptes annuels consolidés

1. Risques et incertitudes

Dans ce chapitre sont décrits, en termes généraux, d'une part les risques auxquels Ackermans & van Haaren est confrontée en tant que société d'investissement internationale, et d'autre part les risques financiers et opérationnels liés aux différents segments dans lesquels elle est active (soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire de ses participations).

Le comité exécutif d'Ackermans & van Haaren est responsable de l'élaboration d'un cadre de contrôle interne et de gestion des risques qui est soumis pour approbation au conseil d'administration. Le conseil d'administration est chargé d'évaluer la mise en application de ce cadre, en tenant compte des recommandations du comité d'audit. Au moins une fois par an, le comité d'audit évalue les systèmes de contrôle interne élaborés par le comité exécutif afin de s'assurer que les principaux risques ont été correctement identifiés, signalés et gérés. Les filiales d'Ackermans & van Haaren sont responsables de la gestion de leurs propres risques opérationnels et financiers. Ces risques, qui varient d'un secteur à l'autre, ne sont pas gérés de manière centrale au niveau d'Ackermans & van Haaren. Les équipes de direction des différentes filiales rendent compte de leur gestion des risques à leur conseil d'administration ou à leur comité d'audit.

Risques au niveau d'Ackermans & van Haaren

Risques stratégiques

L'objectif d'Ackermans & van Haaren est de créer de la valeur pour l'actionnaire en investissant à long terme dans un nombre limité de participations stratégiques. La présence d'opportunités d'investissement et de désinvestissement dépend toutefois des circonstances macroéconomiques, politiques et sociales. La réalisation de l'objectif peut être influencée négativement par des difficultés rencontrées lors de l'identification ou du financement de transactions ou lors de la reprise, de l'intégration ou de la vente de participations.

La définition et la mise en œuvre de la stratégie des participations dépendent également de ces circonstances macroéconomiques, politiques et sociales. En agissant comme un actionnaire proactif centré sur la création de valeur à long terme et le maintien d'une discipline opérationnelle et financière, Ackermans & van Haaren s'efforce de limiter ces risques autant que possible.

Dans le cadre de diverses participations, Ackermans & van Haaren travaille en collaboration avec des partenaires. Dans Delen Investments, par exemple,

le contrôle est partagé avec la famille Jacques Delen. Les décisions stratégiques requièrent l'accord préalable des deux partenaires. Dans certaines participations, AvH détient un intérêt minoritaire. Le contrôle plus limité qui peut en résulter pourrait engendrer des risques relativement plus importants, mais ceci est compensé par une collaboration étroite et une représentation active au sein du conseil d'administration des participations concernées.

Risques liés à la cotation en bourse

En raison de sa cotation sur Euronext Brussels, Ackermans & van Haaren est soumise à des dispositions relatives, entre autres, aux obligations en matière d'information, aux notifications de transparence, aux offres publiques d'acquisition, à la gouvernance d'entreprise et au délit d'initié. Ackermans & van Haaren accorde l'attention requise au suivi et au respect de cette législation et de cette réglementation qui font régulièrement l'objet de modifications.

La volatilité sur les marchés financiers a une influence sur la valeur de l'action d'Ackermans & van Haaren et de certaines de ses participations cotées. Comme indiqué plus haut, Ackermans & van Haaren vise une création systématique de valeur pour l'actionnaire sur le long terme. Les variations de cours à court terme et la spéculation y afférente peuvent engendrer temporairement un profil de risque divergent pour l'actionnaire.

Risque de liquidité

Ackermans & van Haaren a des moyens suffisants à sa disposition pour mettre sa stratégie en application et vise une position sans dettes financières nettes. Les filiales sont responsables de leur propre financement de dettes, étant entendu qu'Ackermans & van Haaren, en principe, ne fournit pas de lignes de crédit ou de sûretés au profit de ses participations. Les dettes financières externes de 'AvH & subholdings' correspondent principalement aux certificats de trésorerie émis par Ackermans & van Haaren (programme 'commercial paper').

Ackermans & van Haaren dispose de lignes de crédit confirmées auprès de différentes banques avec lesquelles elle entretient une collaboration à long terme, lesquelles dépassent largement les obligations en cours en matière de 'commercial paper'. Le conseil d'administration estime que le risque de liquidité est assez limité.

Risques au niveau des participations

Marine Engineering & Contracting

Les **risques opérationnels** dans ce segment sont principalement liés à l'exécution de travaux d'entreprise souvent complexes, sur terre et sur l'eau, et portent notamment sur les éléments suivants : la conception technique des projets et l'intégration de nouvelles technologies ; la fixation du prix lors d'une adjudication avec, en cas de divergence, la possibilité ou l'impossibilité de se couvrir contre les surcoûts et les augmentations de prix ; les obligations liées aux prestations (coût, conformité, qualité, délai d'exécution) avec les conséquences directes et indirectes qui en résultent ; l'intervalle entre l'offre et l'exécution effective ; l'évolution du cadre réglementaire ; et les relations avec les sous-traitants, fournisseurs et partenaires. Dans les nouveaux marchés, comme le développement de concessions pour des parcs éoliens, les entreprises sont confrontées à un cadre réglementaire qui n'est pas encore stabilisé, aux évolutions technologiques et à la capacité de financer ces projets de grande ampleur. Pour pouvoir faire face à ces risques, les différentes participations travaillent avec des collaborateurs qualifiés et expérimentés. En participant aux comités de risque chez DEME, CFE et Van Laere, Ackermans & van Haaren suit les risques opérationnels liés aux principaux projets depuis la phase de soumission.

Le secteur de la construction et du dragage est particulièrement sensible aux **fluctuations conjoncturelles**. Le marché des grands travaux traditionnels de dragage et d'infrastructure peut subir de fortes variations cycliques, que ce soit au niveau national ou international. Ceci influence en effet la politique d'investissement, tant des clients privés (p. ex. compagnies pétrolières ou groupes miniers) que des autorités locales et nationales. DEME, CFE et Rent-A-Port, étant actives dans des pays comme Oman, le Qatar, le Vietnam, le Tchad et le Nigeria, sont exposées à des **risques politiques**. Les relations personnelles et un solide réseau local constituent ici les principaux facteurs de gestion du risque.

DEME est active dans une large mesure en dehors de la zone euro et est dès lors exposée à un **risque de change**. DEME se couvre contre les fluctuations des taux de change ou procède à la vente à terme de devises étrangères. Certains matériaux ou matières premières, comme les carburants, sont également couverts. Chez CFE, la plupart des activités se déroulent à l'intérieur de la zone euro, mais on s'efforce néanmoins, s'il y a lieu, de limiter l'exposition aux fluctuations de devises étrangères. Bien que Rent-A-Port soit surtout active dans des pays extérieurs à la zone euro, elle est principalement exposée à l'USD, étant donné que la plupart des contrats commerciaux sont conclus dans cette devise.



DEME - Wissant



DEME - Lower Churchill - Canada

CFE - Docks - Bruxelles



CFE - Wroclaw - Pologne

Vu l'importance des contrats dans ce segment, le **risque de crédit** est aussi suivi de très près. Tant DEME que CFE ont établi des procédures afin de limiter le risque de leurs créances clients. En outre, une grande partie du chiffre d'affaires consolidé est réalisée avec des services publics ou des clients liés à des administrations publiques. D'autre part, la concentration du risque de contrepartie est limitée en raison du grand nombre de clients. Pour canaliser le risque, les participations concernées surveillent en permanence les créances clients en souffrance et ajustent, le cas échéant, leur position. C'est ainsi que DEME, dans le cadre d'importants contrats à l'étranger, fait régulièrement appel au Credendo Group, pour autant que le pays en question entre en ligne de compte et que le risque puisse être couvert par une assurance crédit. Pour les grands travaux de dragage et d'infrastructure, DEME dépend de la capacité des clients d'obtenir le financement requis et peut, le cas échéant, organiser elle-même le financement du projet. Le risque de crédit, bien qu'il soit limité, ne peut néanmoins jamais être totalement exclu. Le carnet de commandes de CFE diminue en Afrique suite à une plus grande sélectivité dans l'acceptation des projets. Fin 2016, le groupe CFE avait encore, au Tchad, une créance nette d'environ 60 millions d'euros sur l'état. Le recouvrement de ces créances constituera, en 2017 également, un défi majeur. CFE met tout en œuvre, avec les autorités locales, pour trouver un financement qui rende possible le paiement des créances. Rent-A-Port, compte tenu du type d'activités dans lesquelles le groupe est actif, a un nombre limité de clients et de contreparties. Il court, de ce fait, un risque accru en matière de crédit. Le groupe parvient à réduire ce risque en s'assurant une couverture contractuelle adéquate, mais aussi en nouant et en entretenant des relations solides avec ses clients. Les participations du segment 'Marine Engineering & Contracting' facturent et sont payées au prorata de l'avancement des travaux.

Le **risque de liquidité** est limité d'une part en répartissant les lignes de crédit et de garantie entre différentes banques, et d'autre part en les répartissant dans une large mesure à long terme. DEME veille en permanence à sa structure de bilan et s'efforce de maintenir un équilibre entre les fonds propres consolidés d'une part, les dettes nettes consolidées d'autre part. Les investissements de DEME portent principalement sur du matériel qui a une longue durée de vie et qui est amorti sur plusieurs années. DEME veille par conséquent à structurer une partie importante de ses dettes sur le long terme. DEME a mis en place en 2015 une nouvelle structure de financement bancaire : en 2015 comme en 2016, un financement non garanti ('unsecured financing') d'une durée moyenne de 7 et 7,5 ans respectivement a été conclu avec, respectivement, 8 et 9 banques. Certains contrats de crédit incluent des ratios (covenants), qui doivent être respectés par DEME. Par ailleurs, pour diversifier ses sources de financement, DEME a émis en janvier 2013 un emprunt obligataire pour 200 millions d'euros. Cet emprunt a été placé auprès d'un groupe diversifié d'investisseurs (principalement privés). Conformément aux modalités de l'émission, DEME ne procédera à aucun remboursement intermédiaire du capital, mais remboursera la totalité à l'échéance en 2019.

Private Banking

Tant Delen Investments que la Banque J. Van Breda & C° sont des acteurs de niche spécialisés dont la culture se caractérise par une approche prudente, ce qui limite l'impact du **risque opérationnel** sur ces deux banques. Les services opérationnels et les fonctions de contrôle travaillent en étroite collaboration selon un modèle 'three lines of defence' afin de surveiller la qualité des opérations. Ils sont aidés en cela par un système informatique performant qui automatise les principaux processus tout en y

intégrant des contrôles. Afin d'assurer la continuité des activités au cas où une situation d'urgence devait se présenter, les deux organisations disposent de plans de continuité et de redressement élaborés.

Le **risque de crédit** et le profil de risque du portefeuille de placements sont délibérément maintenus à un niveau très bas depuis de longues années, aussi bien chez Delen Investments qu'à la Banque J. Van Breda & C°. Les banques investissent de manière conservatrice. Chez Delen Private Bank, l'octroi de crédits est très limité en termes de volume, dans la mesure où ceci n'est qu'un produit de soutien dans le cadre de la gestion de fortune. Les crédits octroyés concernent le plus souvent des besoins en matière de crédit pont et sont amplement couverts par un gage sur un portefeuille de titres. Chez JM Finn & Co, le risque de crédit est très limité. Le portefeuille de crédits de la Banque J. Van Breda & C° est largement réparti parmi la clientèle d'entrepreneurs et titulaires de professions libérales locaux chez Banque J. Van Breda & C° et de cadres chez ABK bank. La banque applique à cet effet des limites de concentration par secteur et des plafonds de crédit par relation.

La Banque J. Van Breda & C° mène une politique prudente en ce qui concerne le **risque de taux** d'intérêt, largement dans les limites des normes de la BNB. Lorsque les durées des éléments d'actif et de passif ne concordent pas suffisamment, la banque a recours à des instruments financiers (une combinaison de swaps de taux d'intérêt et d'options) pour corriger cet écart. Chez Delen Investments, le risque de taux d'intérêt est limité, en raison du fait que la banque se consacre principalement à la gestion de patrimoine.

Delen Investments s'efforce de limiter en permanence le **risque de change**. Les positions en devises sont systématiquement suivies et couvertes sur le marché au comptant. L'exposition nette à la livre britannique est actuellement limitée du fait que l'impact d'une fluctuation du taux de change sur les fonds propres de JM Finn & Co est neutralisé par un impact inverse sur l'engagement de liquidité envers les 20% restants dans JM Finn & Co.

Le **risque de liquidité et de solvabilité** est surveillé en permanence dans le cadre d'une gestion des risques proactive. Les banques veulent s'assurer à tout moment qu'elles répondent aux exigences réglementaires et maintiennent un niveau de capitalisation amplement suffisant pour faire face au niveau de l'activité et aux risques pris. En outre, les deux groupes disposent de liquidités plus que suffisantes pour satisfaire à leurs obligations, même en cas de circonstances imprévues sur le marché, et présentent des ratios de capitaux propres Core Tier1 solides.

Les deux banques disposent d'une protection suffisante contre le **risque lié à la volatilité des revenus**. Les frais d'exploitation de Delen Investments sont plus que suffisamment couverts par la proportion de revenus fixes, tandis qu'à la Banque J.Van Breda & C°, les revenus de la banque de relation sont diversifiés, aussi bien en termes de clients que de produits, et sont complétés par l'activité spécialisée 'vendor' pour concessionnaires automobiles (Van Breda Car Finance).

Le **risque de marché** peut provenir, d'une part, des placements limités à court terme et en nom propre de Delen Investments et de la Banque J.Van Breda & C° et, d'autre part, de positions ouvertes sur les comptes intermédiaires via lesquels des titres sont négociés pour des portefeuilles de clients. Le but est que les positions sur ces comptes intermédiaires soient liquidées, afin que la banque ne soit pas soumise à un risque de marché. La valeur de marché des actifs sous gestion pour des clients est influencée, entre autres, par les développements sur les marchés financiers. Bien que ceci n'ait pas d'effet direct sur la situation patrimoniale des deux banques, le volume total des avoirs sous gestion constitue un facteur déterminant pour leurs produits d'exploitation.

Real Estate & Senior Care

Un premier élément crucial dans les **risques opérationnels** dans le secteur immobilier est la qualité de l'offre de bâtiments et de services. Ensuite, des contrats de location à long terme avec des locataires solvables doivent permettre d'assurer un taux d'occupation le plus élevé possible des biens et des services ainsi qu'un flux de revenus récurrents, et doivent limiter le risque de défaut de paiement. Enfin, le risque de rénovation et d'entretien est également suivi en permanence. Chez Anima Care et HPA, la qualité des soins aux résidents constitue

un élément essentiel. Une grande attention est dès lors portée aux méthodes de travail, aux systèmes opérationnels et à la politique du personnel afin de pouvoir garantir un cadre de vie agréable, avec des services de qualité.

L'activité de promotion immobilière est exposée à de fortes variations cycliques (**risque de conjoncture**). Dans le domaine des immeubles de bureau, les activités de promotion immobilière suivent avant tout le cycle de conjoncture classique, tandis que les activités résidentielles réagissent plutôt de manière directe à la conjoncture, à la confiance et au niveau des taux d'intérêt. Extensa Group est présent aussi bien dans le BeLux (où se situe l'essentiel de son activité) qu'en Turquie, Roumanie et Slovaquie, et est donc soumis également à la conjoncture locale. La répartition des activités immobilières entre différents secteurs (notamment résidentiel, logistique, bureaux, retail) a pour effet de limiter ce risque.

Le **risque de change** est très limité dans la mesure où la majeure partie des activités se situe dans le BeLux, à l'exception des activités d'Extensa en Turquie (risque lié à la livre turque) et en Roumanie (risque lié au RON). Par le fait de l'activité et des investissements en Suisse, Leasinvest Real Estate est exposée à un risque de change, en particulier la volatilité du franc suisse par rapport à l'euro. Pour limiter ce risque, la société procède à une couverture de la variabilité à l'aide d'un instrument de couverture.

Extensa Group et LRE disposent à suffisance de facilités de crédit à long terme et de lignes de back-up pour leur programme 'commercial paper' pour couvrir les besoins d'investissement actuels et futurs. Grâce à ces facilités de crédit et lignes de back-up, le **risque de financement** est couvert.

Le **risque de liquidité** est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes banques, et d'autre part en diversifiant les dates d'échéance des facilités de crédit à long terme. Début 2015, Extensa Group a utilisé, en vue de l'acquisition des 50% restants des actions du groupe T&T, un crédit d'un montant de 75 millions d'euros qui a déjà été partiellement remboursé après la vente de l'Entrepôt Royal. Le recours à des sources de financement diverses s'est concrétisé, en 2013, par le placement réussi d'un emprunt obligataire public et privé par Leasinvest Real Estate pour un montant, respectivement, de 75 millions d'euros et 20 millions d'euros, ceci pour une durée respective de 6 et 7 ans. Chez Anima Care, l'expansion via l'acquisition de résidences existantes et la construction de nouvelles maisons de repos est financée d'une part, par la libération du capital autorisé et d'autre part, par le financement externe. Dans le financement des projets, il est tenu compte du 'cash drain' pendant la phase de démarrage. Residalya a signé 4 contrats bilatéraux, d'une part pour réorganiser une partie de ses dettes, d'autres part pour pouvoir disposer rapidement des moyens

nécessaires pour des investissements. Les activités immobilières de Patrimoine & Santé sont financées par des emprunts à long terme, de 15 à 25 ans.

La politique de couverture des activités immobilières vise à limiter autant que possible le **risque de taux** d'intérêt. Pour cela, il est fait usage d'instruments financiers.

Energy & Resources

Dans ce segment, l'accent est mis sur des entreprises actives dans les marchés émergents comme l'Inde et l'Indonésie. Etant donné que les entreprises en question sont, dans une large mesure, actives en dehors de la zone euro (Sagar Cements et Oriental Quarries & Mines en Inde, Sipef entre autres en Indonésie et Papouasie-Nouvelle-Guinée), le **risque de change** (tant au niveau du bilan que du compte de résultats) est plus significatif dans ce segment que dans les autres. Les développements **géopolitiques** dans ces régions constituent également un point d'attention particulier.

Les volumes produits et, par voie de conséquence, le chiffre d'affaires et les marges réalisés par Sipef, sont également influencés par les conditions **climatiques**, notamment les précipitations, l'ensoleillement, la température et le taux d'humidité.

Quant à savoir si le groupe réussira par ailleurs à réaliser l'**expansion** supplémentaire envisagée, cela dépendra de l'acquisition de nouveaux contrats de concession pour des terres qui soient appropriées sur le plan agronomique et qui cadrent avec la politique de développement durable, à des conditions économiquement fondées.

D'autre part, le groupe est exposé aux variations de prix des **matières premières** (p.ex. principalement huile de palme et huile de palmiste pour Sipef, charbon et électricité pour Sagar Cements).

A la SNTC, le risque de discontinuité des revenus (**risque de crédit**) est jugé relativement faible dans la mesure où l'entreprise a conclu des contrats de transport à long terme avec de grandes sociétés pétrochimiques nationales ou internationales.

Growth Capital

Ackermans & van Haaren fournit du capital à risque à un nombre limité d'entreprises qui présentent un potentiel de croissance internationale. L'horizon d'investissement est plus long, en moyenne, que celui des acteurs traditionnels sur le marché du private equity. Ces investissements se font en général à des taux d'endettement conservateurs, aucune avance ou sûreté n'étant en principe octroyée aux participations concernées ou à leur profit. Le caractère diversifié de ces investissements contribue en outre à une répartition équilibrée des risques économiques et financiers. En règle générale,

Ackermans & van Haaren finance ces investissements avec des capitaux propres.

La situation **conjoncturelle** a un impact direct sur les résultats des participations, surtout en ce qui concerne les entreprises plus cycliques ou dépendantes des consommateurs. La répartition des activités des participations entre différents secteurs assure une protection partielle contre ce risque.

Chaque participation est exposée à des **risques opérationnels** spécifiques, comme les fluctuations des prix des services et matières premières, la capacité d'adapter les prix de vente et les risques de concurrence. Les entreprises suivent elles-mêmes ces risques et peuvent tenter de les limiter par une discipline opérationnelle et financière et par une stratégie cohérente. Sur ce plan, le suivi et le contrôle par Ackermans & van Haaren en tant qu'actionnaire proactif jouent également un rôle important.

Différentes participations (comme Manuchar, Telemond et Turbo's Hoet Groep) sont largement actives en dehors de la zone euro. Dans ces cas-là, le **risque de change** est suivi et contrôlé au niveau de la participation elle-même.

2. Commentaires sur les comptes annuels consolidés

Les comptes annuels consolidés ont été établis selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le total du bilan consolidé du groupe au 31 décembre 2016 s'élève à 12.875 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 5,1% par rapport à 2015 (12.253 millions d'euros). Ce total du bilan est bien entendu influencé par la manière dont certaines participations sont intégrées dans la consolidation. La consolidation intégrale de la participation dans la Banque J. Van Breda & C^o, notamment, a un grand impact sur le bilan consolidé.

Les fonds propres (part du groupe) s'élèvent, fin 2016, à 2.783 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 176 millions d'euros par rapport à 2015 (2.607 millions d'euros). En juin 2016, AvH a distribué un dividende brut de 1,96 euro par action, ce qui a entraîné une diminution des fonds propres de 65,7 millions d'euros.

La reprise par AvH, le 30 septembre 2016, de la participation minoritaire de 26% dans Sofinim, détenue jusqu'alors par NPM Capital, a entraîné une augmentation (mécanique) du pourcentage de participation d'AvH dans les participations détenues via Sofinim. Après cette transaction, l'organisation des segments a été rationalisée. Étant donné que la direction et le suivi du portefeuille Sofinim ont pu être entièrement intégrés dans l'organisation AvH, cette partie du groupe AvH est, à partir des comptes 2016, regroupée en un segment 'AvH

& Growth Capital' dans le reporting et la présentation a été adaptée en conséquence pour les années précédentes.

AvH clôture l'exercice 2016 avec un bénéfice net de 224,2 millions d'euros (part du groupe), ce qui est un excellent résultat. La contribution des secteurs principaux augmente même légèrement par rapport à 2015, qui était pourtant une année record pour DEME et les deux banques du groupe.

Contrairement à l'année 2015, dont les résultats avaient été influencés positivement par la revalorisation qui avait dû être exprimée suite à l'acquisition du contrôle sur le site Tour & Taxis et la plus-value enregistrée par Agidens sur la vente de sa division 'Handling Automation' (Egemin), les éléments non récurrents ont eu un impact négatif sur les résultats de 2016. AvH a ainsi comptabilisé, au-delà de sa part dans les pertes opérationnelles des filiales Groupe Flo et CKT Offshore, des réductions de valeur et des provisions significatives, si bien que l'impact total de ces deux participations sur le résultat du groupe en 2016 s'établit à 34,0 millions d'euros en négatif. AvH a repris les participations dans ces deux entreprises dans la rubrique 'détenu en vue de la vente'.

Après l'échange d'une tranche supplémentaire d'actions Holding Groupe Duval contre Patrimoine & Santé début 2016, les participations d'AvH dans Residalya et Patrimoine & Santé ont été apportées dans la nouvelle structure HPA qui, ce faisant, chapeaute désormais les activités françaises du groupe dans le domaine des maisons de repos. Cette évolution, ajoutée à l'expansion continue d'Anima Care en Belgique et aux bonnes perspectives d'avenir tant chez Extensa que chez Leasinvest Real Estate, jette les bases d'une contribution plus récurrente et structurelle du segment immobilier aux résultats consolidés du groupe.

Fin 2016, la position financière nette d'Ackermans & van Haaren s'élevait à 68,3 millions d'euros, contre 76,3 millions d'euros fin 2015. Outre des liquidités et des dépôts à court terme, la trésorerie comprend notamment des placements de trésorerie (actions propres incluses) pour 68,0 millions d'euros et des dettes à court terme sous forme de commercial paper pour 30,4 millions d'euros.

Une ventilation (économique) des résultats entre les différents pôles d'activités du groupe est fournie dans les 'Chiffres clés' annexés au rapport annuel.

Marine Engineering & Contracting

En 2016, **DEME** (AvH 60,4%) a enregistré un bénéfice net de 155,3 millions d'euros. Comme annoncé précédemment lors de la publication des chiffres semestriels, DEME n'a pas pu reproduire son année record 2015 (avec entre autres les grands travaux sur le canal de Suez), le chiffre

d'affaires (économique) ayant finalement atteint 1.978,2 millions d'euros (2015 : 2.351,0 millions d'euros). Le démarrage de quelques grands chantiers pour l'aménagement de parcs éoliens offshore au cours du second semestre, en plus des autres activités du groupe DEME, s'est déjà traduite par une augmentation sensible du niveau d'activité : le 2e semestre s'est clôturé sur un chiffre d'affaires de 1.175,1 millions d'euros et DEME s'attend à ce que cette évolution positive se poursuive en 2017. L'exécution des nombreux chantiers sur lesquels DEME est actif s'est bien déroulée dans l'ensemble, ce qui s'est traduit par un cash-flow opérationnel (EBITDA) de 450,1 millions d'euros (22,8% du chiffre d'affaires). Ce chiffre, bien qu'inférieur lui aussi à celui de 2015 (558,4 millions d'euros, 23,8%), est nettement supérieur aux attentes et dépasse la fourchette historique de 16% à 20% de marge EBITDA.

Les grands projets exécutés en 2016 comprennent entre autres Jurong Island Westward Extension (JIWE) et Tuas Terminal Phase 1 à Singapour et l'élargissement et l'approfondissement du canal d'accès à l'océan Pacifique au Panama. Au deuxième semestre, DEME a été très active au Royaume-Uni avec les projets Galloper et Race Bank, de même qu'en Afrique, en Inde et en de nombreux endroits en Europe. GeoSea a pu achever plus tôt que prévu le transport et l'installation des fondations des monopiles pour les 54 éoliennes du parc éolien allemand Nordsee One.

DEME a pu ajouter, en 2016, 2.593 millions d'euros de nouveaux contrats à son carnet de commandes, tant dans la construction de parcs éoliens offshore (Merkur en Allemagne, Hornsea1 (GB), Horns Rev au Danemark, Rentel en Belgique) que dans les activités de dragage traditionnelles (renouvellement du contrat d'entretien à la côte belge, Port-Louis à l'île Maurice) et dans la branche environnementale (travaux d'assainissement Blue Gate à Anvers). Le carnet de commandes, en hausse, atteignait 3.800 millions d'euros fin 2016 (2015 : 3.185 millions d'euros). Il est à noter à cet égard que les contrats relatifs aux projets Hohe See phase 2 et Fehmernbelt, bien qu'étant acquis, n'ont pas encore été inclus dans le carnet de commandes dans l'attente du 'financial close' ou de l'obtention des permis définitifs.

Dans l'optique de l'exécution de ce vaste carnet de commandes, DEME a poursuivi son programme d'investissements. 6 nouveaux navires, représentant un investissement total de 500 millions d'euros, sont actuellement en construction (le jack-up autopropulsé Apollo, le navire polyvalent et câblé Living Stone, le bateau-grue DP2 automoteur Gulliver et 3 dragues porteuses). Bien que les chantiers navals accusent un léger retard dans la construction de ces navires, la plupart sera encore livrée en 2017 et immédiatement mise en service. Ce retard a cependant pour effet que plusieurs paiements prévus pour l'année 2016 ont été reportés à 2017. De ce fait, le montant total des investissements de 2016 reste limité à 194,7 millions d'euros, ce qui

a eu un impact positif sur l'endettement net de DEME, lequel s'est amélioré, s'établissant à 154,6 millions d'euros à la fin de l'année 2016 (2015 : 266,7 millions d'euros).

En 2016, DEME a également investi, via sa filiale DEME Concessions, dans une participation de 12,5% dans la société qui développera le parc éolien offshore Merkur (396 MW) et de 18,9% dans Rentel (309 MW).

CFE (AvH 60,4%) a réussi à améliorer sensiblement ses résultats (sans la contribution de DEME) en 2016 : la perte de 26,3 millions d'euros de 2015 s'est transformée en 2016 en un bénéfice de 13,0 millions d'euros.

CFE a pu améliorer à la fois le chiffre d'affaires, le bénéfice et le carnet de commandes de son pôle Contracting.

Le chiffre d'affaires des activités de construction en Belgique a légèrement diminué en 2016 dans un marché concurrentiel. CFE a notamment travaillé à la construction du centre commercial Docks à Bruxelles, au gros-œuvre de l'hôpital AZ Sint Maarten à Malines et à différentes 'Écoles de Demain'. Sur la plupart des chantiers, un bon résultat opérationnel a pu être réalisé. Les entreprises luxembourgeoises et polonaises de CFE ont réalisé un chiffre d'affaires et un résultat en hausse.

Dans la division Multitechnique également, CFE a réalisé un chiffre d'affaires en forte croissance sous l'impulsion du solide développement, en Belgique comme à l'étranger, de sa filiale VMA. VMA a obtenu d'excellents résultats. Les activités HVAC ont dû faire face à quelques chantiers difficiles.

La division 'Rail Infra & Utility Networks' prévoit une croissance du chiffre d'affaires à partir de 2017, mais est restée plus ou moins au même niveau en 2016 par rapport à 2015.

Dans la nouvelle structure organisationnelle de CFE, l'activité de Contracting supporte entièrement ses propres frais généraux depuis 2016. Malgré cela, le bénéfice net de Contracting est en hausse et s'établit à 10,4 millions d'euros, contre 9,7 millions d'euros en 2015. Le carnet de commandes a légèrement augmenté pour atteindre 850,5 millions d'euros (2015 : 836,3 millions d'euros).

Le pôle Promotion Immobilière de CFE a poursuivi, en 2016, le développement de projets entamés précédemment, les principaux en Belgique étant les projets Oosteroever à Ostende, Ernest à Ixelles et Erasmus Gardens à Anderlecht. L'immeuble Kons à Luxembourg ne pourra finalement être transféré à l'acheteur qu'en 2017. En Pologne, la troisième phase du projet Ocean Four a été réceptionnée et les projets à Warschau et Wrocław ont été poursuivis. Aucune transaction importante n'ayant été finalisée en 2016, le résultat de ce pôle reste assez limité.

En 2016, CFE a franchi un pas important dans la suppression des activités et des pertes de la Holding et des opérations non transférées à Contracting. Suite à la cession à DEME de la branche 'Génie civil' fin 2015 et à la diminution du chiffre d'affaires en Afrique après la livraison en 2015 de grands projets

au Tchad et en Algérie, le chiffre d'affaires retombe à 36,3 millions d'euros en 2016, contre 207,2 millions d'euros en 2015.

Sur les chantiers non transférés, CFE a encore dû faire face, en 2016, à des pertes supplémentaires sur les travaux à la station d'épuration de Bruxelles-Sud et aux abords de la gare de Malines. En ce qui concerne la construction de la nouvelle station d'épuration de Bruxelles-Sud, un accord a néanmoins pu être conclu avec le client sur les 2 premières phases du projet. Au Nigeria, le chantier de la tour Eko Tower a pu être achevé et en Belgique l'entreprise est parvenue au décompte final sur différents chantiers, notamment les écoles d'Eupen et plusieurs chantiers pour le CPAS de Bruxelles.

Comme c'était déjà le cas en 2015 avec la vente des activités de construction routière de Van Wellen, CFE a pu réaliser des plus-values sur la vente de ses participations de 25% dans Locorail, la société concessionnaire qui assure le financement et la maintenance du tunnel ferroviaire Liefkenshoek à Anvers, et de 18% dans Coentunnel Company BV, en charge du financement et de la maintenance du deuxième Coentunnel à Amsterdam.

CFE poursuit ses efforts en vue de trouver une solution avec le gouvernement du Tchad pour le refinancement des créances impayées. Bien que des progrès aient été accomplis, une solution n'a pas encore été trouvée. L'exposition nette de CFE au Tchad s'élevait, en fin d'année 2016, à 60 millions d'euros (2015 : 60 millions d'euros).

Algemene Aannemingen Van Laere (AvH 100,0%) a connu une année très chargée en 2016 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 195,0 millions d'euros. Des résultats opérationnels décevants sur un grand chantier ont valu à Van Laere de clôturer avec une perte de 2,5 millions d'euros, contre un bénéfice de 2,1 millions d'euros en 2015. Van Laere a dès lors décidé de se concentrer davantage sur l'excellence opérationnelle. Le carnet de commandes consolidé s'élevait à 127 millions d'euros fin 2016 (2015 : 199 millions d'euros).

Les activités vietnamiennes de **Rent-A-Port** (AvH 72,2%) ont assuré, au second semestre 2016, une contribution positive aux résultats grâce à l'intérêt croissant d'entreprises japonaises et allemandes à venir s'installer dans la zone industrielle de Dinh Vu, une zone qui profite de la construction du port le plus profond du Nord-Vietnam.

La contribution au résultat consolidé d'AvH de 6,9 millions d'euros inclut la participation directe qui est détenue via CFE. AvH détient une participation directe de 45% et, via CFE, une participation supplémentaire de 27,2%. Dans les résultats de CFE, la contribution de la participation de CFE dans Rent-A-Port n'a pas été éliminée.

Début juillet 2016, AvH et CFE ont relevé leur participation dans Rent-A-Port Energy à 100% en reprenant la participation de la direction de Rent-A-Port. En même temps, la société a été rebaptisée **Green Offshore** (AvH 80,2%). Green Offshore détient des participations dans plusieurs parcs éoliens

offshore en Belgique : Rentel (12,5% directement et indirectement), Otary (12,5%) et les projets éoliens offshore Seastar et Mermaid qui sont encore à développer.

Private Banking

Chez **Delen Investments** (AvH 78,75%), les avoirs confiés ont atteint, fin 2016, le niveau record de 37.770 millions d'euros (2015 : 36.885 millions d'euros).

Le solide accroissement des actifs sous gestion chez Delen Private Bank est le résultat d'un impact positif lié à l'évolution de la valeur des actifs gérés pour la clientèle et d'une bonne croissance organique nette. Chez le gestionnaire de fortune britannique JM Finn & Co, les avoirs confiés ont diminué sous l'effet d'un flux sortant limité, mais surtout l'évolution du taux de change de la livre par rapport à l'euro (-13,9%, -1.520 millions d'euros), ceci n'ayant été que partiellement compensé par l'évolution favorable de la valeur des portefeuilles clients, libellée en GBP. Oyens & Van Eeghen gère 657 millions d'euros d'actifs pour des particuliers et des fondations.

Les produits d'exploitation bruts du groupe Delen Investments ont diminué en 2016, malgré l'acquisition d'Oyens & Van Eeghen, pour s'établir à 313,1 millions d'euros, ceci en raison de la baisse des commissions variables dans des marchés volatils, de l'impact du taux de change (GBP) dans la consolidation des revenus de JM Finn & Co et les taux d'intérêt bas sur le marché. Delen Private Bank a néanmoins continué, en 2016, à investir dans le renforcement de l'organisation et l'amélioration des systèmes et des infrastructures. Le cost-income ratio a atteint 57,8% (Delen Private Bank 46,3%, JM Finn & Co 85,8%, Oyens & Van Eeghen 96,8%). Ce ratio est en léger recul par rapport à 2015 (54,9%) dans la mesure où les investissements réalisés et l'augmentation des dépenses ne se traduisent pas immédiatement par une hausse des revenus.

Le bénéfice net a diminué en 2016 pour s'établir à 87,9 millions d'euros (contre 92,4 millions d'euros en 2015), un total qui inclut la contribution de 5,6 millions d'euros de JM Finn & Co et de 0,1 million d'euros d'Oyens & Van Eeghen.

Les capitaux propres consolidés de Delen Investments s'élevaient à 621,2 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre 582,6 millions d'euros fin 2015). Le ratio de capital Core Tier1 s'établissait à 30,9%, un taux nettement supérieur à la moyenne du secteur.

La **Banque J. Van Breda & C°** (AvH 78,75%) a affiché à nouveau des performances commerciales solides en 2016. Les avoirs investis par les clients ont augmenté de 1,3 milliard d'euros (+12%), en 2016 pour s'établir à plus de 12,4 milliards d'euros, dont 4,2 milliards d'euros de dépôts de clients (+7%) et 8,2 milliards d'euros d'actifs confiés (placements hors bilan) (+14%). Delen Private Bank gère plus de 4,7 milliards d'euros pour le compte de clients de la

Banque J. Van Breda & C° et de sa filiale ABK bank. Le portefeuille total de crédits a atteint plus de 4,2 milliards d'euros, soit une augmentation de 7% par rapport à 2015. Les provisions pour les risques de crédit représentaient 0,01% du portefeuille de crédits moyen, soit 0,6 million d'euros.

L'augmentation de 7% des coûts résulte en grande partie de la hausse des taxes bancaires, qui atteignent 8,2 millions d'euros (+66%). Hors taxes bancaires, les coûts n'ont augmenté que de 3%, malgré les investissements dans l'IT et dans le recrutement d'account managers supplémentaires. Le cost-income ratio était de 59,4%, contre 55,6% en 2015. Avec ces chiffres, la Banque J. Van Breda & C° figure toujours parmi les banques les plus performantes en Belgique.

Le bénéfice net a atteint 37,7 millions d'euros (2015 : 40,5 millions d'euros), soit le deuxième meilleur résultat de son histoire. La diminution de 7% du bénéfice net résulte de la pression sur la marge d'intérêt et de la hausse des taxes bancaires. Les fonds propres (part du groupe) ont augmenté, passant de 501,6 millions d'euros à 518,3 millions d'euros. Cela permet de poursuivre la croissance commerciale sans affaiblir une structure de bilan solide qui constitue la principale protection des déposants. La solvabilité, exprimée comme étant le rapport entre fonds propres et actif (ratio de levier), s'élevait à 9,8%, soit un multiple des 3% que l'autorité de surveillance entend instaurer au plus tôt en 2018, sous Bâle III. Le ratio de capital Core Tier1 s'élève à 14,8%.

Real Estate & Senior Care

Leasinvest Real Estate (LRE, AvH 30,0%) a confirmé les attentes positives en 2016 et a clôturé son exercice 2016 avec un résultat net (part du groupe) en hausse, à 31,1 millions d'euros (30,6 millions d'euros au 31/12/2015).

Fin avril, un contrat d'usufruit pour 21 ans a été conclu avec le Parlement européen pour la redéveloppement de l'immeuble Montoyer 63 à Bruxelles. A la fin du deuxième trimestre, LRE a finalisé la vente de l'immeuble de bureaux Royal20 au Grand-Duché de Luxembourg pour un montant de 62,5 millions d'euros (hors TVA). Début novembre 2016, LRE a encore diversifié son portefeuille retail en s'étendant dans un quatrième pays. Le groupe a repris deux sociétés immobilières autrichiennes propriétaires du centre commercial Frun Park Asten. Ce centre de 18.300 m² affiche un revenu locatif annuel de 2,3 millions d'euros et représente un investissement global de 38 millions d'euros.

La juste valeur ('fair value') du portefeuille immobilier consolidé, y compris les développements, s'élevait à 859,9 millions d'euros fin 2016 (contre 869,4 millions d'euros au 31/12/2015). La diminution est due principalement à la vente de Royal20.

Les revenus locatifs ont augmenté de 12% en 2016 et s'établissent à 56,6 millions d'euros. Ce résultat record est attribuable à l'acquisition de l'immeuble de bureaux Entrepôt Royal sur le site de Tour & Taxis à Bruxelles fin 2015. La durée

moyenne du portefeuille a diminué, passant de 4,8 à 4,4 ans, principalement en raison du départ temporaire du locataire de l'immeuble de bureaux Montoyer 63 jusqu'au terme de la rénovation. Le taux d'occupation a augmenté, s'établissant à 96,77% (2015 : 95,80%). Le rendement locatif sur la juste valeur est resté plus ou moins stable par rapport à l'exercice précédent (2016 : 6,78%, 2015 : 6,88%). Les fonds propres (part du groupe) s'élevaient à 356 millions d'euros fin 2016 (2015 : 362 millions d'euros). Le ratio d'endettement est resté constant à 58,05% (2015 : 58,03%).

Le résultat net d'**Extensa Group** (AvH 100,0%) pour l'exercice 2016 - sans la contribution au résultat de LRE - a atteint 30,4 millions d'euros, contre 31,0 millions d'euros en 2015 (sans la plus-value de réévaluation de 23,5 millions d'euros fin 2015 sur l'acquisition du contrôle de Tour & Taxis).

Sur le site de Tour & Taxis, Extensa a acquis l'ancien 'Hôtel des Douanes' (6.511 m² en surface) en vue de le réaffecter en synergie avec les autres bâtiments historiques du site. La rénovation de la 'Gare Maritime' de Tour & Taxis, pour laquelle un contrat a été signé avec un premier locataire (à partir de 2018), a également démarré au troisième trimestre. Le développement résidentiel 'Gloria' a été livré début 2017 et 111 des 115 appartements sont déjà vendus. En ce qui concerne l'imposant chantier de l'immeuble Herman Teirlinck, les travaux de construction se déroulent, là aussi, comme prévu. Extensa a conclu, fin 2016, un accord sur la vente de la société de projet qui développe ce bâtiment à l'assureur Baloise.

Au Luxembourg, la vente d'appartements à la Cloche d'Or connaît, là aussi, un déroulement très favorable. Les travaux de construction sur ce site pour l'immeuble de bureaux pré-loué à long terme à Deloitte Luxembourg (30.000 m²) ont commencé.

Anima Care (AvH 92,5%) a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 56,4 millions d'euros. L'augmentation de 9,4 millions d'euros du chiffre d'affaires est principalement liée à l'expansion du portefeuille. La nouvelle résidence 'Aquamarijn' à Kasterlee a été mis en service fin mars 2015 et a contribué pour une année entière au résultat en 2016. Au dernier trimestre 2016, Anima Care a finalisé les acquisitions de 'Le Birmingham' (60 lits, Molenbeek-Saint-Jean) et de 'Duneroze' (160 lits en maison de repos, 40 lits en centre de convalescence, Wenduine), leur impact sur le résultat restant toutefois encore limité.

Les 4 constructions neuves, mises en service dans la période 2013-2015, atteignent peu à peu leur vitesse de croisière. Ceci s'est traduit en 2016 par une augmentation significative de l'EBITDAR à 14,0 millions d'euros (2015 : 9,3 millions d'euros) et du bénéfice à 3,9 millions d'euros (2015 : 1,1 million d'euros).

Les fonds propres du groupe sont en hausse, passant de 40,0 millions d'euros fin 2015 à 46,6 millions d'euros fin 2016. En 2016, le capital a été libé-

ré à raison de 2,5 millions d'euros supplémentaires. Anima Care exploite, au 31 décembre 2016, 1.347 lits en maison de repos, 77 lits en centre de convalescence et 197 résidences-services, répartis entre 14 résidences (7 en Flandre, 3 à Bruxelles, 4 en Wallonie).

Conformément aux accords conclus à ce sujet avec Eric Duval, AvH a réduit sa participation dans **Holding Groupe Duval** de 37,8% (fin 2015) à 21,8% en la convertissant en une participation supplémentaire de 25% dans la société immobilière Patrimoine & Santé (de 22,5% fin 2015 à 47,5%). Les intérêts d'AvH, du CEO Hervé Hardy et des autres membres de la direction dans Residalya et Patrimoine & Santé ont ensuite été contribué à HPA, une nouvelle structure dont AvH détient 70,9%. HPA détient à son tour 100% de l'opérateur français de maisons de repos Residalya et 73,7% (fin 2016) de Patrimoine & Santé, propriétaire de l'immobilier de la plupart des résidences exploitées par Residalya. Début 2017, la dernière 21,8% de AvH dans Holding Groupe Duval a été convertie en actions Patrimoine & Santé. Ces actions seront contribué à HPA en 2017, dont la participation dans Patrimoine & Santé s'élèvera à 100%.

HPA (AvH 70,9%) a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 105,6 millions d'euros, contre 91,6 millions d'euros en 2015 (Residalya), un Ebitdar de 23,3 millions d'euros et un résultat net de 2,9 millions d'euros.

Cette hausse du chiffre d'affaires est attribuable à l'augmentation du taux d'occupation (98,4%) et à l'extension du portefeuille. En 2016, le groupe a repris les résidences Ambroise Paré (88 lits) à Lyon et Demeure du Bois Ardent (76 lits) à Saint-Lô. HPA a également acquis le contrôle de CIGMA, située à Laval (Mayenne). Outre une maison de repos et de soins de 60 lits, CIGMA compte aussi une crèche de 50 berceaux et est propriétaire de l'immobilier. A la fin 2016, le réseau de HPA totalise 2.439 lits, répartis sur 32 résidences.

Energy & Resources

Sipef (AvH 27,8%) a réalisé une solide performance en 2016. La production d'huile de palme a connu une forte progression (+12,3%) au cours du dernier trimestre, le volume annuel affichant ainsi une croissance de 2,3% en fin d'année. Cette croissance annuelle a été particulièrement marquée dans les plantations propres (+3,2%). La production totale pour l'année s'élève à 297.705 tonnes (contre 290.907 tonnes en 2015).

Les prix du marché pour l'huile de palme ont bénéficié d'une tendance haussière au second semestre, pour atteindre un sommet de USD 795/tonne en décembre.

Grâce à l'augmentation des volumes produits et des prix de l'huile de palme, le chiffre d'affaires a augmenté de 18% pour s'établir à 267 millions USD. La hausse des prix de vente pour l'huile de palme et l'huile de palmiste et la baisse des coûts se

traduisent par un résultat net de 39,9 millions USD, contre 18,7 millions USD en 2015.

Les principaux investissements concernent le paiement d'indemnités foncières supplémentaires et la plantation de palmiers à huile dans le nouveau projet au Sud-Sumatra, outre les habituels investissements de remplacement et l'entretien des plantations qui ne sont pas encore à maturité.

En décembre 2016, Sipef est parvenue à un accord avec ses partenaires en joint-venture PT Austindo Nusantara Jaya TBK et M.P. Evans Group Plc sur l'acquisition de leur participation respective de 10,87% et 36,84% dans PT Agro Muko, pour un montant total de 144,1 millions USD. En conséquence, Sipef possède une participation de 95% et acquiert le contrôle exclusif sur PT Agro Muko.

La **Société Nationale de Transport** par Canalisations (SNTC, AvH 75,0%) a été très impliquée, en 2016, dans les discussions relatives à la révision de la législation sur la sécurité du transport des gaz et autres produits par canalisations. Dans la zone portuaire anversoise, Nitracco (joint-venture entre la SNTC et Praxair) a finalisé en 2016 le projet concernant des extensions supplémentaires au réseau d'azote existant et une extension du réseau d'oxygène existant vers la raffinerie Total d'Anvers (TRA). La SNTC a également conclu un accord avec Nippon Shokubai Europe (NSE) pour la construction d'une nouvelle conduite de propylène entre le site Oiltanking Antwerp Gas Terminal et le site de NSE à Zwijndrecht pour l'approvisionnement de la nouvelle usine.

Le résultat de l'exercice 2016 a dépassé les attentes et s'est établi à 2,5 millions d'euros (2015 : 2,1 millions d'euros).

Sagar Cements (AvH 19,9%) n'a enregistré qu'une faible augmentation du chiffre d'affaires en 2016, celui-ci passant de 7.524 millions INR en 2015 à 7.690 millions INR en 2016. La surcapacité persistante et la faiblesse de la demande sur le marché ont entraîné une baisse des prix, si bien que la forte augmentation des volumes de vente n'a pas pu se traduire par une augmentation proportionnelle du chiffre d'affaires. La hausse des volumes vendus est possible grâce à une augmentation persistante du taux d'occupation de BMM, reprise en 2015. Le résultat net s'est établi à 2,9 millions d'euros (2015 : 6,3 millions d'euros).

Sagar Cements a encore étendu sa capacité en 2016 en faisant l'acquisition d'une 'grinding unit' de 181.500 tonnes dans l'Andhra Pradesh.

Oriental Quarries & Mines (AvH 50,0%), qui exploite 3 carrières en Inde, a connu un deuxième semestre difficile à cause d'une dégradation de la conjoncture dans la construction. OQM a enregistré une légère perte nette. AvH a comptabilisé, à charge du résultat 2016, une réduction de valeur sur le goodwill sur sa participation dans OQM.

AvH & Growth Capital

AvH a finalisé, le 30 septembre 2016, l'acquisition de la participation minoritaire de 26% dans Sofinim, pour un montant de 106 millions d'euros. Une première tranche de 50 millions d'euros a déjà été payée. Le solde sera payé en 2017 et 2018 (28 millions d'euros à chaque fois). Depuis le quatrième trimestre 2016, le pourcentage détenu par AvH dans les participations de Sofinim n'est plus dilué par cette participation minoritaire de 26%. La décote obtenue dans le cadre de cette transaction par rapport à la valeur comptable de l'intérêt minoritaire est d'environ 27 millions d'euros et a été comptabilisée directement dans les fonds propres, étant donné qu'AvH détenait déjà le contrôle exclusif sur Sofinim.

Les résultats des participations sont décrits à partir de la page 48.

3. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Début 2017, **DEME** a pu encore étoffer ce carnet de commandes avec de nouveaux contrats pour une valeur de 100 millions d'euros en Inde et aux Maldives, où des travaux de réclamation seront exécutés en vue de la création de dix îles pour le développement de l'infrastructure touristique et pour une valeur de 128 millions d'euros pour la construction de la Rijnlandroute aux Pays-Bas, un projet d'infrastructure complexe avec un échangeur et un tunnel foré. Entre-temps, le 'financial close' du projet Hohe See a été conclu en février, si bien que ce projet sera repris dans le carnet de commandes en 2017.

En février 2017, DEME a confirmé la commande additionnelle de deux nouveaux navires pour une valeur totale de 500 millions d'euros : Spartacus, une drague stationnaire à désagrégateur la plus puissante (44.180 kW) et plus avancée au monde pour les travaux de dragage dans les roches et les sols les plus durs aussi dans des conditions offshore, et Orion, un bateau-grue offshore (44.180 kW) à positionnement dynamique et avec une capacité de levage de 3.000 tonnes à plus de 50 m pour les travaux de construction en pleine mer tels que les parcs éoliens offshore, les services aux clients pétroliers et gaziers offshore et le démantèlement d'anciennes structures en mer.

AvH a relevé sa participation dans **Sipef** à 28,7% en janvier 2017.

Le 21 février 2017, Sipef a annoncé que les conditions suspensives concernant la transaction Agro Muko ont été remplies et qu'elle a conclu un accord sur la reprise potentielle de 95% des parts de PT Dendy Marker Indah Lestari au Sud-Sumatra, pour un montant de 53,1 millions USD. Dendy Marker est propriétaire de 6.562 hectares de palmiers à huile préparés/plantés, avec un poten-

tiel d'extension jusqu'à 9.000 hectares, et dispose d'une usine d'extraction d'huile de palme d'une capacité de 25 tonnes/heure. Les exploitations de Dendy Marker sont certifiées RSPO. Les transactions seront financées par une augmentation de capital à hauteur maximale de 97,2 millions USD avec maintien du droit préférentiel de souscription pour les actionnaires actuels en combinaison avec un emprunt à long terme. Au cours du mois d'avril, une assemblée générale extraordinaire de Sipef se prononcera sur cette augmentation de capital, laquelle sera soutenue par AvH.

4. Recherche et développement

Sur le plan de la recherche et développement au sein des participations intégralement consolidées d'AvH, les équipes de R&D et du Central Competence Center de DEME développent de nouvelles technologies innovantes, tandis que chez CFE et Van Laere, les services d'études sont impliqués dans les projets en matière de génie civil et de bâtiments. Par le biais d'une participation dans Verdant Bio Science, Sipef est impliquée dans le développement de palmiers à huile à haut rendement.

5. Instruments financiers

Dans le groupe (e.a. la Banque J.Van Breda & C°, Leasinvest Real Estate, DEME, Extensa), on veille à mener une politique prudente en matière de risque de taux d'intérêt en ayant recours aux swaps de taux d'intérêt et aux options. Un grand nombre de participations du groupe (dont DEME, Delen Investments, Sipef, Manuchar, Groupe Telemond, Turbo's Hoet Groep) sont actives en dehors de la zone euro. Dans chaque cas, les risques de taux d'intérêt et de change sont suivis et contrôlés au niveau de la participation elle-même.

6. Perspectives 2017

Le conseil d'administration estime que les participations du groupe sont bien positionnées : DEME dispose d'un carnet de commandes record et se prépare à une forte augmentation de l'activité en 2017 et en 2018 ; Delen Investments et Banque J.Van Breda & C° devraient pouvoir récolter en 2017 les fruits des bonnes performances commerciales de 2016 ; les promotions immobilières d'Extensa et des filiales dans l'immobilier et les soins aux personnes âgées devraient à nouveau générer une solide contribution ; Sipef a entamé l'année 2017 avec de meilleurs prix de marché pour l'huile de palme et a conclu d'importants accords en vue d'étendre de manière substantielle la surface de ses plantations. AvH & Growth Capital devrait améliorer sa contribution au résultat par rapport à 2016.

Sauf circonstances imprévues, ceci devrait constituer la base d'une amélioration du résultat du groupe en 2017.

III Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

1. Généralités

Ackermans & van Haaren utilise comme code de référence le Code belge de gouvernance d'entreprise (le 'Code'), tel que publié le 12 mars 2009. Le Code peut être consulté sur le site web de la Commission Corporate Governance (www.corporategovernancecommittee.be).

Le 14 avril 2005, le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren a approuvé la première Charte de Corporate Governance (la 'Charte'). Le conseil d'administration a ensuite adapté cette Charte à plusieurs reprises.

- Le 18 avril 2006, la Charte a été actualisée afin de la mettre en conformité avec les différents arrêtés royaux adoptés en exécution des règles européennes relatives à l'abus de marché.
- Le 15 janvier 2008, le conseil d'administration a adapté l'article 3.2.2. (b) de la Charte de manière à clarifier la procédure en matière d'examen des irrégularités.

- Le 12 janvier 2010, la Charte a été adaptée au nouveau Code et aux nouveaux critères d'indépendance de l'article 526ter C. Soc.

- Le 4 octobre 2011, le conseil d'administration a délibéré sur l'adaptation de la Charte à la loi du 6 avril 2010 visant à renforcer la gouvernance d'entreprise dans les sociétés cotées et à la loi du 20 décembre 2010 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées. A cette occasion, le conseil d'administration a également durci sa politique en matière de prévention des abus de marché (section 5 de la Charte) par l'introduction d'une interdiction du 'short selling' et de la spéculation en actions.

- Le 10 octobre 2016, la Charte a été adaptée afin d'être mise en conformité avec le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux abus de marché et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission.

- Enfin, le 24 février 2017, la Charte a été mise en conformité avec la loi du 7 décembre 2016

portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises.

La Charte peut être consultée en trois langues (néerlandais, français et anglais) sur le site internet de la société (www.avh.be).

Ce chapitre (la 'Déclaration en matière de Gouvernance d'Entreprise') contient les informations visées aux articles 96, §2 et 119, deuxième alinéa, 7° C. Soc. Conformément aux prescriptions du Code, il accorde une attention particulière aux informations factuelles concernant la gouvernance d'entreprise et donne des explications à propos des dérogations à certaines dispositions du Code pendant l'exercice écoulé selon le principe 'comply or explain'.



Conseil d'administration - de gauche à droite : en haut: Frederic van Haaren, Thierry van Baren, Marion Debruyne, Pierre Macharis, Julien Pestiaux
en bas : Alexia Bertrand, Jacques Delen, Luc Bertrand, Valérie Jurgens, Pierre Willaert

2. Conseil d'administration

● comité d'audit ● comité des rémunérations ● comité des nominations

2.1. Composition

Luc Bertrand (°1951, belge)

○ ○ ●

Président du conseil d'administration (depuis le 23 mai 2016)

Administrateur non exécutif (depuis 1985)

Fin du mandat 2017

- Diplôme d'ingénieur commercial (KU Leuven - 1974).
- A commencé sa carrière chez Bankers Trust, où il a assumé la fonction de Vice-President et Regional Sales Manager, Northern Europe.
- En fonction chez Ackermans & van Haaren depuis 1986.
- Président du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren de 1990 jusqu'au 23 mai 2016.
- Président du conseil d'administration de CFE, DEME et Sipef et administrateur de Delen Private Bank, Banque J.Van Breda & C° et Atenor Group.
- Membre du conseil d'administration d'ING Belgium.
- Président de l'Institut de Duve et de Middelheim Promotors. Membre du conseil d'administration d'une série d'autres associations sans but lucratif et d'institutions publiques comme la KU Leuven, Voka, l'Institut de Médecine Tropicale, le Musée Mayer van den Bergh et Europolia.



Jacques Delen (°1949, belge)

○ ○ ●

Président du conseil d'administration (jusqu'au 23 mai 2016)

Administrateur non exécutif (depuis 1992)

Fin du mandat 2020

- Diplôme d'agent de change (1976).
- Président du conseil d'administration de Delen Private Bank depuis le 1^{er} juillet 2014.
- Président du conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren de 2011 à 2016.
- Administrateur du groupe Sipef, coté en bourse et spécialisé dans les plantations, et de la Banque J.Van Breda & C°.



Alexia Bertrand (°1979, belge)

○ ○ ●

Administrateur non exécutif (depuis 2013)

Fin du mandat 2017

- Licenciée en droit (Université Catholique de Louvain - 2002) ; LL.M. (Harvard Law School - 2005) .
- Travaille depuis 2012 comme conseillère au cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et a été nommée, le 1^{er} octobre 2015, chef de cabinet politique générale.
- Donne périodiquement des formations en techniques de négociation.
- De 2002 à 2012, active comme avocate spécialisée en droit financier et droit des sociétés (chez Clifford Chance puis chez Linklaters).
- Fut, pendant une partie de cette période, assistante à la faculté de Droit de l'Université Catholique de Louvain et collaboratrice scientifique à la Katholieke Universiteit Leuven.



Marion Debruyne sprl⁽¹⁾,

○ ○ ●

ayant comme représentant permanent Marion Debruyne (°1972, belge)

Administrateur indépendant, non exécutif (depuis 2016)

Fin du mandat 2020

- Ingénieur civil (RU Gent - 1995) ; Ph.D. Sciences économiques appliquées (RU Gent -2002).
- A enseigné à la Wharton School, à la Kellogg Graduate School of Management et à la Goizueta Business School, toutes trois aux Etats-Unis.
- A été nommée en 2015 doyenne de la Vlerick Business School.
- Administrateur indépendant chez Kinopolis.



Valérie Jurgens (°1973, néerlandaise)

○ ○ ●

Administrateur indépendant, non exécutif (depuis 2016)

Fin du mandat 2020

- Ph.D. et assistante de recherche attachée à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres (2010).
- Siègle dans les organes consultatifs de plusieurs institutions qui ont pour but d'améliorer le sort des gens et l'environnement au Royaume-Uni et dans les Caraïbes.



Pierre Macharis (°1962, belge)*Administrateur non exécutif (depuis 2004)**Président du comité des rémunérations (depuis 2011)**Fin du mandat 2020*

- Licencié en sciences commerciales et financières (1986) ; Ingénieur industriel en automatisation (1983)
- CEO et président du comité de direction de la société VPK Packaging Group.
- Président de Cobelpa, l'association des fabricants de pâtes, papiers et cartons de Belgique.
- Administrateur de CEPI, la confédération européenne des industries papetières.
- Membre du conseil d'administration et du comité de direction de la FEB.

**Julien Pestiaux** (°1979, belge)*Administrateur indépendant, non exécutif (depuis 2011)**Fin du mandat 2019*

- Ingénieur civil en électromécanique, spécialité énergie (Université Catholique de Louvain - 2003) ; Master en engineering management (Cornell University - Etats-Unis).
- Associé chez Climact, un bureau de conseil sur des thèmes liés à l'énergie et au climat. A collaboré, en 2014, avec le 'Department for Energy and Climate Change' britannique et avec un large consortium international en vue de développer un modèle global pour analyser la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.
- Actif durant 5 ans comme consultant et chef de projet chez McKinsey & C°.

**Thierry van Baren** (°1967, français/néerlandais)*Administrateur indépendant, non exécutif (depuis 2006)**Fin du mandat 2018*

- Licencié et agrégé en philosophie ; MBA, spécialité marketing (Solvay Business School).
- Consultant indépendant.
- Actif durant 13 ans comme consultant marketing chez e.a. TBWA Belgium, BDDP Belgium, Ammirati Puris Lintas et Ogilvy Brussels.

**Frederic van Haaren** (°1960, belge)*Administrateur non exécutif (depuis 1993)**Fin du mandat 2017*

- Entrepreneur indépendant.
- Echevin de la commune de Kapellen.
- Administrateur de différentes sociétés et associations : mandat d'administrateur chez water-link et à la 'Koepel van Vlaamse Bosgroepen', président du 'Consultatiebureau voor het Jonge Kind' à Kapellen, de l'école primaire Zonnekind à Kalmthout et de 'Bosgroepen Antwerpen Noord' et membre du conseil de police de la zone de police Nord.

**Pierre Willaert** (°1959, belge)*Administrateur non exécutif (depuis 1998)**Président du comité d'audit (depuis 2004)**Fin du mandat 2020*

- Licencié en sciences commerciales et financières ; diplômé de l'Association Belge des Analystes Financiers (ABAF-BVFA), dont il est toujours membre.
- Pierre Willaert a été associé commandité et membre du comité d'audit de la Banque Puilaetco jusqu'à la reprise par KBL en 2004. Il a occupé longtemps la fonction d'analyste financier à la Banque Puilaetco et suivait à ce titre les principaux secteurs représentés à la bourse belge. Il y a été, par la suite, responsable du département gestion institutionnelle.
- Administrateur de Tein Technology, une entreprise ICT bruxelloise qui est notamment spécialisée dans la vidéosurveillance.



⁽¹⁾ Lorsqu'il est fait référence, dans le présent rapport annuel, à Marion Debruyne, il faut entendre Marion Debruyne sprl, ayant comme représentant permanent Marion Debruyne.

Les mandats d'Alexia Bertrand, Luc Bertrand et Frederic van Haaren arrivent à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2017. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire de renouveler leurs mandats pour une période de 4 ans.

2.2 Administrateurs indépendants

- Marion Debruyne
- Valérie Jurgens
- Julien Pestiaux
- Thierry van Baren

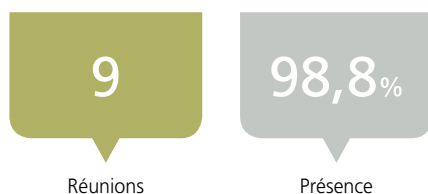
Marion Debruyne, Valérie Jurgens, Julien Pestiaux et Thierry van Baren répondent aux critères d'indépendance de l'article 526ter C. Soc.

2.3 Autres administrateurs

- Alexia Bertrand
- Luc Bertrand
- Jacques Delen
- Pierre Macharis
- Frederic van Haaren
- Pierre Willaert

Luc Bertrand, Jacques Delen et Frederic van Haaren sont administrateurs de Scaldis Invest qui, avec une participation de 33%, est le principal actionnaire d'Ackermans & van Haaren. Luc Bertrand et Frederic van Haaren sont également administrateurs de Belfimas qui, avec une participation de 91,35%, contrôle Scaldis Invest. Scaldis Invest et Belfimas sont des holdings qui investissent exclusivement (directement et indirectement) en actions Ackermans & van Haaren.

2.4 Rapport d'activités



En 2016, le conseil d'administration a notamment examiné et actualisé à intervalles réguliers le budget pour l'exercice courant, suivi les résultats et les activités des participations du groupe sur la base des rapports remis par le comité exécutif, passé en revue les engagements hors bilan et examiné les recommandations des comités consultatifs.

Différents dossiers d'investissement/désinvestissement ont été examinés au cours de l'année 2015, dont l'expansion de Leasinvest Real Estate en Autriche, les investissements réalisés par DEME et GeoSea dans l'achat, respectivement, d'une nouvelle drague suceuse à désagréateur (Spar-

tacus) et d'un ponton-grue autopropulsé (Orion), l'investissement dans OncoDNA, la participation au financement de Rentel (parc éolien offshore de 309 MW) via Green Offshore, le projet Fehmernbelt de DEME et CFE, le relèvement de la participation de Sipef dans Agro Muko et la reprise de la participation de 26% de NPM Capital dans Sofinim.

Le conseil d'administration a consacré une réunion essentiellement à la stratégie du groupe et a également comparé les résultats historiques d'AvH avec ceux de plusieurs groupes européens similaires.

Le conseil d'administration a en outre examiné les propositions de modification des conventions d'actionnaires avec les familles Delen (concernant les deux banques) et Bracht (concernant Sipef).

Le conseil d'administration a par ailleurs invité en 2016 les équipes dirigeantes de DEME, d'Extensa Group et de Leasinvest Real Estate pour une présentation relative à la situation générale de l'entreprise concernée et/ou des explications concernant un investissement concret.

Enfin, le conseil d'administration a nommé Jan Suykens en tant que président du comité exécutif en remplacement de Luc Bertrand à compter du 23 mai 2016.

Des procédures d'évaluation sont organisées de façon périodique au sein du conseil d'administration, conformément à l'article 2.7 de la Charte. Elles se déroulent à l'initiative et sous la conduite du président.

L'évaluation annuelle de la relation entre le conseil d'administration et le comité exécutif par les administrateurs non exécutifs a eu lieu le 21 mars 2016, en l'absence de l'administrateur exécutif. Les administrateurs non exécutifs ont exprimé, à cette occasion, leur satisfaction générale sur la bonne coopération entre les deux organes et ont transmis, à ce propos, quelques suggestions à l'administrateur exécutif.

Alexia Bertrand n'a pas pu participer la réunion du conseil d'administration du 21 mars 2016.

Pour être complet, il convient de préciser que les membres du comité exécutif assistent aux réunions du conseil d'administration.

2.5 Règles de conduite en matière de conflits d'intérêts

Le conseil d'administration a présenté dans la Charte (articles 2.9 et 4.7) sa politique concernant les opérations entre, d'une part, Ackermans & van Haaren ou l'une de ses sociétés liées, et d'autre part, des membres du conseil d'administration ou du comité exécutif (ou leur famille proche), pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts (au sens du Code des sociétés ou autrement). Aucune déci-

sion donnant lieu à la mise en application de cette politique n'a dû être prise en 2016, excepté l'examen de la modification de la convention d'actionnaires entre Ackermans & van Haaren et la famille Delen (supra, I,7.1).

2.6 Règles de conduite en matière de transactions financières

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (section 5) sa politique concernant la prévention de l'abus de marché. Lors de la réunion du 10 octobre 2016, la Charte a été adaptée afin d'être mise en conformité avec le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux abus de marché et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission.

3. Comité d'audit

3.1 Composition

Président	Pierre Willaert Administrateur non exécutif
	Julien Pestiaux Administrateur indépendant, non exécutif
	Thierry van Baren Administrateur indépendant, non exécutif

Tous les membres du comité d'audit disposent de l'expertise nécessaire dans le domaine de la comptabilité et de l'audit :

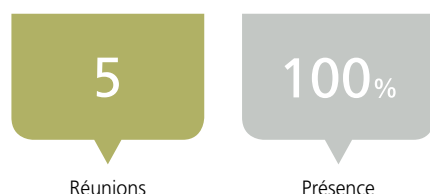
- **Pierre Willaert** (*1959) est licencié en sciences commerciales et financières et a obtenu le diplôme de l'Association Belge des Analystes Financiers (ABAF-BVFA), dont il est toujours membre. Il a occupé longtemps la fonction d'analyste financier à la Banque Puilaetco. Il y a été, par la suite, responsable du département gestion institutionnelle. Pierre Willaert a été associé commandité et membre du comité d'audit de la banque Puilaetco jusqu'en 2004. En 1998, Pierre Willaert a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren et il préside, depuis 2004, le comité d'audit.

- **Julien Pestiaux** (*1979) a obtenu le diplôme d'ingénieur civil en électromécanique (spécialité énergie) en 2003 à l'Université Catholique de Louvain et a aussi obtenu un Master en Engineering Management à la Cornell University (Etats-Unis). Le Master en Engineering Management portait essentiellement sur les analyses financières et économiques. Une grande partie des cours a aussi été donnée à la Johnson Gra-

duate School of Management de Cornell. Julien Pestiaux est associé chez Climact, un bureau de conseil sur des thèmes liés à l'énergie et au climat avec de nombreux clients dans le monde des entreprises. Auparavant, il a été actif durant 5 ans comme consultant et chef de projet chez McKinsey & C° où il s'est familiarisé avec les différents aspects de la comptabilité. Julien Pestiaux a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 2011.

- **Thierry van Baren** (*1967) est licencié et agrégé en philosophie et est titulaire d'un MBA obtenu à la Solvay Business School. Dans le cadre de cette formation, il s'est spécialisé, entre autres, dans les branches 'Finance', 'Financial Accounting' et 'Managerial Accounting'. Thierry van Baren est actuellement consultant indépendant et à ce titre, il est familiarisé avec différents aspects de la comptabilité. Thierry van Baren a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 2006.

3.2 Rapport d'activités



Lors du comité d'audit du 15 janvier 2016, les rapports annuels en matière de contrôle interne et de gestion des risques, avec entre autres le rapport de l'audit IT externe, ont été examinés. Au cours de cette réunion, le comité a également délibéré sur la proposition de renouvellement du mandat du commissaire.

Le 22 février et le 24 août 2016, le comité d'audit s'est principalement penché, en présence de la direction financière et du commissaire, sur le processus d'élaboration des rapports financiers annuels et semestriels, respectivement, ainsi que sur l'analyse de ces rapports. Les membres du comité d'audit avaient reçu au préalable les rapports disponibles des comités d'audit des filiales opérationnelles d'Ackermans & van Haaren.

Le comité d'audit du 16 mars 2016 a été consacré aux rapports financiers, tels qu'ils figurent dans le rapport annuel sur l'exercice 2015, et au contrôle de la règle 'un pour un' en ce qui concerne les services hors audit fournis par Ernst & Young, ainsi qu'à une analyse des engagements hors bilan.

Le 21 novembre 2016, le comité d'audit a délibéré sur l'audit interne et le contrôle portant sur les ressources humaines et l'ICT, les engagements hors bilan, le BEPS ('base erosion and profit shifting') et les rapports de plusieurs filiales opérationnelles.

Le comité d'audit a rendu compte, de façon systématique et détaillée, de l'exercice de ses tâches au conseil d'administration.

4. Comité des rémunérations

4.1 Composition

Président	Pierre Macharis Administrateur indépendant (jusqu'à l'assemblée annuelle du 23 mai 2016), non exécutif
	Thierry van Baren Administrateur indépendant, non exécutif
	Frederic van Haaren (jusqu'au 13 juin 2016) Administrateur non exécutif
	Julien Pestiaux (depuis 13 juin 2016) Administrateur indépendant, non exécutif

4.2 Rapport d'activités



Etant donné que le caractère indépendant du mandat d'administrateur de Pierre Macharis expirait à l'assemblée annuelle du 23 mai 2016, le comité des rémunérations n'était plus composé d'une majorité d'administrateurs indépendants comme l'exige l'article 526quater, §2, deuxième alinéa C. Soc.

Le 13 juin 2016, le conseil d'administration a décidé à l'unanimité des voix de nommer Julien Pestiaux en tant que membre du comité des rémunérations en remplacement de Frederic van Haaren et a remercié Frederic van Haaren pour son attitude professionnelle et constructive, au cours de ces années, en tant que membre du comité des rémunérations.

Le comité des rémunérations, lors de sa réunion du 21 mars 2016, a examiné le projet de rapport de rémunération qui, conformément à l'article 96, §3 C. Soc., constitue une section spécifique de la Déclaration de gouvernance d'entreprise, et s'est assuré que le projet de rapport contenait toutes les informations légales. Le comité a ensuite vérifié si le paiement de la rémunération variable aux membres du comité exécutif respectait les recommandations qu'il avait formulées à ce sujet lors de sa réunion du 17 novembre 2015.

Lors de la réunion du 18 novembre 2016, le comité a examiné les points suivants et a adressé des recommandations à ce sujet au conseil d'administration : la rémunération fixe et variable des membres du comité exécutif pour 2017, la rémunération des administrateurs et le nombre d'options sur actions à attribuer aux membres du comité exécutif. Le comité a notamment recommandé de maintenir le jeton de présence des administrateurs pour la participation aux réunions du conseil d'entreprise, du comité d'audit et du comité des rémunérations à 2.500 euros pour l'exercice 2016.

5. Comité des nominations

Le conseil d'administration, siégeant en tant que comité des nominations, a délibéré le 18 janvier et le 23 février 2016 sur la composition future du conseil d'administration, la succession du CEO et du président du conseil d'administration et a décidé, conformément à la procédure de l'article 2.2.2 de la Charte, de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2016 de nommer Marion Debruyne et Valérie Jurgens en tant qu'administrateurs indépendants et de renommer Jacques Delen, Pierre Macharis et Pierre Willaert.

6. Comité exécutif

6.1 Composition

Le président du conseil d'administration assiste aux réunions du comité exécutif en tant qu'observateur.

Luc Bertrand (°1951, belge)

Président du comité exécutif (jusqu'au 23 mai 2016)

- Diplôme d'ingénieur commercial (KU Leuven - 1974).
- Il a commencé sa carrière chez Bankers Trust, où il a assumé la fonction de Vice-President et Regional Sales Manager, Northern Europe.

Entré chez Ackermans & van Haaren en 1986



Jan Suykens (°1960, belge)

Président du comité exécutif (depuis le 23 mai 2016)

- Licencié en sciences économiques appliquées (UFSIA - 1982) ; MBA (Columbia University - 1984).
- Il a travaillé plusieurs années à la Générale de Banque dans le Corporate & Investment Banking.

Entré chez Ackermans & van Haaren en 1990



Tom Bamelis (°1966, belge)

CFO et membre du comité exécutif

- Ingénieur commercial (KU Leuven - 1988) ; Master in Financial Management (VLEKHO - 1991).
- Il a travaillé chez Touche Ross (maintenant Deloitte) et Group Bruxelles Lambert.

Entré chez Ackermans & van Haaren en 1999



John-Eric Bertrand (°1977, belge)

Membre du comité exécutif

- Ingénieur commercial (UCL - 2001) ; Master in International Management (CEMS - 2002) ; MBA (Insead - 2006).
- Il a travaillé comme senior auditor chez Deloitte et comme senior consultant chez Roland Berger.

Entré chez Ackermans & van Haaren en 2008



Piet Bevernage (°1968, belge)

Secrétaire général et membre du comité exécutif

- Licencié en droit (KU Leuven - 1991) ; LL.M. (University of Chicago Law School - 1992).
- Il a travaillé comme avocat au sein des départements Corporate et M&A de Loeff Claey Verbeke.

Entré chez Ackermans & van Haaren en 1995



André-Xavier Cooreman (°1964, belge)

Membre du comité exécutif

- Licencié en droit (KU Leuven - 1987) ; International Relations (Johns Hopkins University, Bologna Campus - 1998) ; Tax Management (ULB - 1991).
- Il a travaillé pour l'International Development Law Institute (Course Assistant, Italie), Shell Group (Legal Counsel, Pays-Bas), Fortis Banque (Corporate & Investment Banking), McKinsey & C° (Consultant) et Banque Degroof (Responsable Secteur public).

Entré chez Ackermans & van Haaren en 1997



Piet Dejonghe (°1966, belge)*Membre du comité exécutif*

- Licencié en droit (KU Leuven - 1989) ; Post-graduat en gestion (KU Leuven - 1990) ; MBA (Insead - 1993).
- Il était auparavant avocat attaché à Loeff Claey Verbeke et était actif comme consultant auprès du Boston Consulting Group.

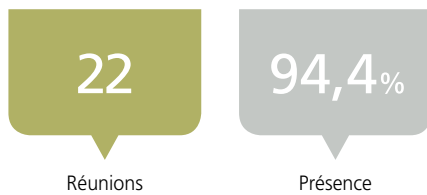
Entré chez Ackermans & van Haaren en 1995**Koen Janssen** (°1970, belge)*Membre du comité exécutif*

- Ingénieur civil en électromécanique (KU Leuven - 1993) ; MBA (IEFSI, France - 1994).
- Il a travaillé pour Recticel, ING Investment Banking et ING Private Equity.

Entré chez Ackermans & van Haaren en 2001

Comité exécutif - de gauche à droite : Piet Bevernage, Jan Suykens, Piet Dejonghe, André-Xavier Cooreman, Koen Janssen, Tom Bamelis, John-Eric Bertrand

6.2 Rapport d'activités



Le comité exécutif est notamment responsable de la gestion journalière d'Ackermans & van Haaren et prépare les décisions qui doivent être prises par le conseil d'administration.

Au cours du dernier exercice, le comité exécutif a préparé et suivi la participation aux conseils d'administration des filiales, étudié de nouvelles propositions d'investissement (à la fois pour les participations actuelles et en dehors de celles-ci), approuvé certains désinvestissements, préparé les rapports financiers trimestriels, semestriels et annuels et étudié l'impact des modifications de loi importantes pour la société.

7. Audit interne et externe

7.1 Audit externe

Le commissaire de la société est Ernst & Young Bedrijfsrevisoren BCVBA, représenté par Patrick Rottiers et Wim Van Gasse. Le commissaire assure l'audit externe (tant sur les chiffres consolidés que sur les chiffres statutaires) d'Ackermans & van Haaren et rend compte deux fois par an au conseil d'administration. Le commissaire a été nommé lors de l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2016 pour une période de trois ans qui s'étend jusqu'à l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2019.

En 2016, la rémunération annuelle payée au commissaire pour le contrôle des comptes statutaires et consolidés d'Ackermans & van Haaren s'élève à 55.000 euros (hors TVA). Par ailleurs, un montant supplémentaire de 6.050 euros (hors TVA) a été payé à Ernst & Young Tax Consultants pour des conseils fiscaux et de 1.250 euros (hors TVA) à Ernst & Young Réviseurs d'entreprise pour des activités diverses.

La rémunération totale qu'Ackermans & van Haaren et ses filiales consolidées ont payée à Ernst & Young pour les activités d'audit s'élevait à 1.174.543 euros (en ce compris les 55.000 euros mentionnés ci-dessus).

7.2 Audit interne

L'audit interne est effectué par les 'group controllers', Hilde Delabie et Bart De Leeuw, qui rendent compte au comité exécutif. Au moins une fois par an, les group controllers rendent compte directement au comité d'audit.

7.3 Caractéristiques principales du contrôle interne et des systèmes de gestion en ce qui concerne le processus de reporting financier et l'élaboration des comptes annuels consolidés

Le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren est responsable de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques. Via le système existant, le conseil d'administration vise, au niveau du groupe, à veiller à la réalisation des objectifs du groupe, et au niveau des filiales, à s'assurer de la mise en place de systèmes adéquats tenant compte de la nature de la société en question (taille, type d'activités,...) et de sa relation avec Ackermans & van Haaren (participation de contrôle, convention d'actionnaires,...). Compte tenu, d'une part, du portefeuille diversifié et d'autre part, de la taille limitée de l'effectif au niveau du holding, le choix s'est porté sur un modèle de contrôle interne adapté mais qui inclut néanmoins tous les éléments essentiels d'un système classique. Le système de contrôle interne et de gestion des risques se caractérise par une structure transparente et collégiale. Le comité exécutif délibère et décide de manière consensuelle. Dans ce cadre, les risques sont identifiés de façon continue et analysés d'une manière adéquate. Des mesures appropriées sont ensuite proposées en vue de l'acceptation, de la limitation, du transfert ou de la prévention des risques identifiés. Ces évaluations et décisions sont clairement consignées et documentées afin de permettre un suivi rigoureux.

Le conseil d'administration estime par ailleurs que la publication en temps utile d'une information financière complète, fiable et pertinente, dans le respect des normes IFRS et des règles belges en matière d'information financière, à l'attention de toutes les parties internes et externes concernées, constitue un élément essentiel de sa politique de gouvernance d'entreprise. Le contrôle interne et les systèmes de gestion en matière d'information financière visent à satisfaire au maximum ces exigences.

7.3.1 Environnement de contrôle

L'environnement de contrôle constitue le cadre dans lequel sont mis en place les systèmes de contrôle et de gestion des risques. Il comprend les éléments suivants :

a. Intégrité et éthique

Les valeurs familiales qui sont à la base de la réussite du groupe se traduisent aujourd'hui par une relation fondée sur le respect entre les différentes parties prenantes, à savoir les actionnaires, la direction, le conseil d'administration et le personnel, mais aussi les partenaires commerciaux. Ces valeurs sont transmises au quotidien par la direction, mais sont aussi reprises de manière explicite dans les 'Directives internes à l'entreprise' afin qu'elles soient claires pour tous.

b. Compétences

La collaboration au sein d'une équipe professionnelle constitue une autre pierre angulaire de la politique d'Ackermans & van Haaren. Le groupe veille ainsi tout particulièrement à pourvoir de manière équilibrée aux différentes fonctions dans l'organisation en y plaçant des personnes de qualité. Une attention particulière est en outre accordée aux formations, afin d'affiner sans cesse les connaissances. Des personnes de valeur, avec l'expérience et la mentalité requises, dans la fonction adéquate : telle est la base du système de contrôle interne et de maîtrise des risques du groupe. Ceci s'applique également au niveau du conseil d'administration et du comité d'audit, où l'on fait en sorte que le bagage et l'expérience des membres soient complémentaires.

c. Organe de gestion / comité d'audit

Le fonctionnement et les responsabilités du conseil d'administration et, par extension, de ses comités consultatifs, parmi lesquels le comité d'audit, sont décrits clairement dans la Charte. Il est ainsi précisé que le comité d'audit exerce un contrôle sur le reporting financier du groupe, le système de contrôle interne et de gestion des risques, le fonctionnement de l'audit interne et de l'audit externe.

d. Structure organisationnelle, responsabilités et compétences

Comme indiqué précédemment, Ackermans & van Haaren présente, au niveau du groupe, une structure organisationnelle très transparente dans laquelle les décisions sont prises collégialement par le comité exécutif. La structure organisationnelle et les compétences sont décrites clairement dans les 'Directives internes à l'entreprise'.

7.3.2 Processus de gestion des risques

Les risques sur le plan du reporting financier ont été identifiés et peuvent être subdivisés en plusieurs catégories.

Risques au niveau des filiales : ces risques sont très variés par nature et sont pris en charge par la participation des 'investment managers' d'Ackermans & van Haaren aux réunions des conseils d'administration et des comités consultatifs des filiales, des instructions claires en matière de reporting à l'adresse des filiales avec des délais et des formats et règles d'évaluation uniformes, et un audit externe portant sur les chiffres semestriels et annuels et tenant compte des éléments de contrôle interne et de gestion des risques au niveau de la société en question.

Risques sur le plan de la transmission d'informations : il est pallié à ces risques par un audit IT périodique, une approche proactive par la mise en œuvre de mises à jour, des dispositifs de sauvegarde et la réalisation en temps voulu de tests de l'infrastructure IT. Des plans de 'business conti-

nuity' et 'disaster recovery' ont également été prévus.

Risques sur le plan des réglementations changeantes : il est remédié à ces risques par un suivi rigoureux du cadre législatif en matière de reporting financier ainsi que par un dialogue proactif avec le commissaire.

Il y a enfin le risque pour l'intégrité, qui est pris en charge par une intégration maximale de la comptabilité et du logiciel de reporting, un reporting interne détaillé à différents niveaux et une évaluation proactive des transactions complexes et importantes.

7.3.3 Activités de contrôle

Comme indiqué ci-dessus dans la section consacrée aux risques, différents contrôles sont mis en place au niveau du reporting financier afin de pouvoir répondre de manière optimale aux objectifs fixés en matière de reporting.

Premièrement, une série de contrôles de base comme la séparation des fonctions et la délégation de pouvoir sont prévus dans les cycles administratifs au niveau du groupe : achats, payroll et (dés) investissements. Ceci fait en sorte que seules des transactions licites soient traitées. L'intégration de la comptabilité et du logiciel de reporting au niveau du groupe permet de pallier à une série de risques pour l'intégrité. D'autre part, une infrastructure IT stable, avec les systèmes de sauvegarde requis, permet d'assurer une transmission appropriée de l'information.

Des instructions claires en matière de reporting avec des délais communiqués en temps voulu, des formats de reporting standardisés et des règles d'évaluation uniformes permettent de se prémunir d'une série de risques quant à la qualité des rapports émanant des filiales.

Il existe par ailleurs un cycle d'audit externe portant à la fois sur le reporting consolidé du groupe et le reporting des filiales. Ce contrôle externe a également comme but de faire une évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de maîtrise des risques au niveau des filiales et de rendre compte de cette évaluation au commissaire d'Ackermans & van Haaren.

Il existe, enfin, un système de vérification interne du reporting financier par les différents niveaux de gestion et de direction. Cette vérification interne est réalisée préalablement au reporting externe.

Les modifications au niveau du cadre législatif concernant le reporting financier sont suivies de près et l'impact sur le reporting du groupe est analysé de manière proactive avec la direction financière et l'auditeur externe.

7.3.4 Information et communication

Dans la Charte, il est stipulé que tout collaborateur d'Ackermans & van Haaren peut s'adresser directement au président du conseil d'administration et/ou au président du comité d'audit pour leur faire part d'éventuelles irrégularités en ce qui concerne le reporting financier ou d'autres questions.

7.3.5 Pilotage

Le système de contrôle interne et de gestion des risques est testé annuellement par l'un des 'group controllers' qui en vérifie l'efficacité et la bonne application. Ceci fait l'objet d'un rapport à l'adresse du comité d'audit.

8. Structure de l'actionnariat

8.1 Structure de l'actionnariat

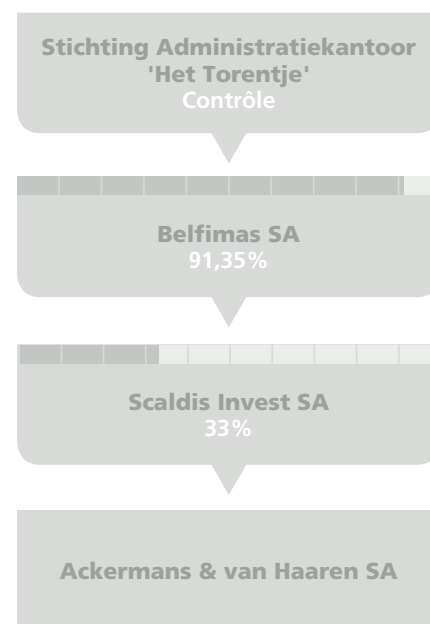
Scaldis Invest possède 11.054.000 actions, ce qui représente une participation de 33% dans le capital d'Ackermans & van Haaren. Scaldis Invest est à son tour contrôlée par Belfimas, qui détient une participation de 91,35% dans le capital de Scaldis Invest. Le contrôle final sur Scaldis Invest est exercé par Stichting Administratiekantoor 'Het Torentje'.

8.2 Participations croisées

Ackermans & van Haaren détient, au 31 décembre 2016, 302.978 actions propres. Ces actions ont été acquises en vue, notamment, de couvrir le plan d'options sur actions. Sa filiale directe Brinvest SA (99,9%) détient 51.300 actions Ackermans & van Haaren.

8.3 Présentation schématique

La situation de l'actionnariat, telle qu'on la connaît au 31 décembre 2016, peut être représentée comme suit :



8.4 Actionnaire de référence

Belfimas est (indirectement) l'actionnaire de référence d'Ackermans & van Haaren. Le seul objet de Belfimas est d'investir, directement ou indirectement, en actions Ackermans & van Haaren. Tout transfert de titres émis par Belfimas est soumis à un droit d'approbation statutaire du conseil d'administration de Belfimas. Deux administrateurs d'Ackermans & van Haaren, à savoir Luc Bertrand et Frederic van Haaren, sont membres du conseil d'administration de Belfimas. Le conseil d'administration n'a connaissance d'aucune convention entre actionnaires d'Ackermans & van Haaren.

9. Comply or explain

La Charte d'Ackermans & van Haaren ne déroge aux recommandations du Code que sur un point :

- Composition du comité des nominations

Conformément à la disposition 5.3/1 de l'Annexe D du Code, le comité des nominations doit être constitué d'une majorité d'administrateurs indépendants non exécutifs. Le comité des nominations d'Ackermans & van Haaren est constitué de tous les membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration estime cependant qu'en tant qu'ensemble, il est mieux à même d'évaluer sa taille, sa composition et la planification de sa succession.

IV Rapport de rémunération

1. Procédure pour l'élaboration d'une politique de rémunération et pour la fixation du niveau de rémunération

En 2016, la société a suivi la procédure suivante pour l'élaboration de sa politique de rémunération et la fixation du niveau de rémunération des administrateurs non exécutifs et des membres du comité exécutif.

1.1 Politique de rémunération

Le comité des rémunérations, lors de sa réunion du 21 mars 2016, a examiné le projet de rapport de rémunération qui, conformément à l'article 96, §3 C. Soc., constitue une section spécifique de la Déclaration de Gouvernance d'Entreprise, et s'est assuré que le projet de rapport contenait toutes les informations légales.

Le comité a ensuite vérifié si le paiement de la rémunération variable aux membres du comité exécutif respectait les recommandations qu'il avait formulées à ce sujet lors de sa réunion du 17 novembre 2015. Il est rappelé que l'assemblée générale extraordinaire du 25 novembre 2011 a autorisé le conseil d'administration, par dérogation à l'article 520ter, deuxième alinéa C. Soc., à lier l'entiereté de la rémunération variable des membres du comité exécutif à des critères de prestation prédéterminés et objectivement mesurables sur une période d'un an.

Enfin, le comité a proposé de maintenir la rémunération des administrateurs (jetons de présence inclus) pour l'exercice 2016 au même niveau qu'en 2015.

1.2 Niveau de rémunération

La rémunération des membres du comité exécutif comprend cinq composantes (infra, 2.1). Ces composantes sont évaluées chaque année, en général lors d'une réunion en novembre, par le comité des rémunérations, lequel vérifie si elles sont conformes au marché. Cette vérification est effectuée à partir de données publiques (p.ex. données de rémunération reprises dans les rapports annuels d'autres sociétés cotées comparables) et/ou d'études salariales. Les modifications proposées par le comité des rémunérations sont ensuite soumises pour approbation au conseil d'administration.

La rémunération des administrateurs non exécutifs se compose uniquement d'une rémunération fixe. Cette rémunération fixe comprend une rémunération de base, une rémunération complémentaire selon que l'administrateur en question est membre d'un comité déterminé et un jeton de présence par participation à une réunion du conseil d'adminis-

tration, du comité d'audit ou du comité des rémunérations. La rémunération des administrateurs non exécutifs est évaluée périodiquement par le comité des rémunérations.

Les modifications proposées par le comité des rémunérations sont soumises pour approbation à l'assemblée générale.

2. Application de la politique de rémunération aux membres du comité exécutif en 2016

2.1 Principes

La rémunération des membres du comité exécutif comprend cinq composantes : (i) une rémunération fixe, (ii) une rémunération variable, à savoir un bonus (en espèces) lié au résultat net consolidé, (iii) des options sur actions, (iv) une assurance de groupe de type 'contribution fixe' (pension complémentaire, capital en cas de décès, allocation d'invalidité et pension d'orphelin) et une assurance hospitalisation, et enfin (v) une voiture de société et un smartphone.

La société vise un mélange sain entre une rémunération fixe conforme au marché, d'une part, et une combinaison d'incitants à court terme (comme le bonus annuel en espèces) et d'incitants à long terme (options sur actions), d'autre part.

La rémunération fixe des membres du comité exécutif (émoluments, assurance de groupe et hospitalisation, voiture de société) évolue en fonction de leurs responsabilités et de leur expérience, ainsi que des développements sur le marché.

Le bonus accordé aux membres du comité exécutif dépend de critères de prestation prédéterminés et objectivement mesurables, mesurés sur une période d'un exercice, et notamment du résultat net consolidé. Il n'existe pas de plan d'incitation en espèces à long terme. Le bonus est payé en espèces, après approbation par le conseil d'administration du résultat net consolidé de l'exercice précédent.

L'attribution d'options sur actions n'est pas liée à des critères de prestation prédéterminés et objectivement mesurables. Le conseil d'administration statue sur l'attribution d'options sur actions aux membres du comité exécutif, sur recommandation du comité des rémunérations. L'attribution intervient dans le cadre d'un plan d'options sur actions qui a été approuvé en 1999 par le conseil d'administration et qui prévoit également des incitants pour d'autres personnes que les membres du comité exécutif. Conformément à la législation fiscale applicable, les membres du comité exécutif sont chargés de l'attribution des options sur actions. La valeur finale de cette composante de la rémunération dépend de l'évolution du cours de l'action.

2.2 Importance relative de chaque composante de la rémunération

La part relative de chaque composante dans la rémunération totale des membres du comité exécutif s'établissait comme suit en 2016 :

Rémunération fixe	43,95%
Bonus	39,46%
Options sur actions	7,15%
Assurance groupe et assurance hospitalisation	8,75%
Voiture de société et smartphone	0,69%

2.3 Caractéristiques des options sur actions

Les options sur actions qui sont attribuées dans le cadre du plan d'options sur actions d'Ackermans & van Haaren ont les caractéristiques suivantes :

- Offre : début janvier.
- Prix d'exercice : prix déterminé sur la base de la valeur la plus basse entre (i) le cours de clôture de l'action avant la date de l'offre et (ii) le cours de clôture moyen de l'action au cours des 30 jours précédant l'offre.
- Période d'exercice : les options sont exerçables à partir de la fin de la troisième année civile suivant l'année pendant laquelle l'offre a eu lieu et jusqu'à la fin de la huitième année à compter de la date de l'offre.

2.4 Changements dans la politique de rémunération

La politique de rémunération n'a pas subi, en 2016, de changements notables par rapport à 2015, hormis le fait que Jan Suykens a succédé, le 23 mai 2016, à Luc Bertrand en tant que président du comité exécutif. Ce changement de fonction et cette évolution dans les responsabilités ont eu un impact sur la rémunération fixe et variable des personnes concernées.

2.5 Politique de rémunération pour les deux prochains exercices (2017-2018)

Le conseil d'administration prévoit de ne pas modifier fondamentalement la politique de rémunération pendant l'exercice en cours et le suivant.

2.6 Rémunération du CEO

Comme indiqué plus haut, Jan Suykens a succédé à Luc Bertrand en tant que CEO immédiatement après l'assemblée annuelle du 23 mai 2016 et Luc Bertrand a été nommé, à cette date, président du conseil d'administration. Etant donné qu'il s'agit

d'une année de transition, les rémunérations individuelles de Luc Bertrand en tant que CEO et de Jan Suykens - également en tant que CEO - présentées ci-après portent respectivement sur les 5 premiers mois de l'année et sur les 7 derniers mois de l'année. Il convient de signaler à cet égard que le conseil d'administration, sur proposition du comité des rémunérations, a décidé d'octroyer à Luc Bertrand une rémunération variable pour l'ensemble de l'exercice 2016 en reconnaissance du dynamisme avec lequel il a, au cours des 30 dernières années en tant que CEO, donné corps à la stratégie de diversification du groupe et l'a traduite en une croissance rentable. Sous sa direction, la capitalisation boursière d'Ackermans & van Haaren est notamment passée, sur les 30 dernières années, de 50 millions d'euros à près de 5 milliards d'euros actuellement.

Luc Bertrand (janvier jusqu'à mai 2016) :

Statut	indépendant
Rémunération fixe	€ 290.550
Rémunération variable (12 m)	€ 747.758
Assurance groupe (type 'contribution fixe') et assurance hospitalisation (primes versées par la société)	€ 75.673
Avantages en nature (voiture de société et smartphone)	€ 8.287

Jan Suykens (juin jusqu'à décembre 2016) :

Statut	indépendant
Rémunération fixe	€ 277.830
Rémunération variable (7 m)	€ 264.359
Options sur actions (base imposable)	€ 64.165
Assurance groupe (type 'contribution fixe') et assurance hospitalisation (primes versées par la société)	€ 60.167
Avantages en nature (voiture de société et smartphone)	€ 3.096

2.7 Rémunération des autres membres du comité exécutif

Le montant global brut de la rémunération et autres avantages accordés en 2016, directement ou indirectement, par Ackermans & van Haaren ou ses filiales aux autres membres du comité exécutif (y inclus les montants et avantages accordés à Jan Suykens en sa qualité de membre du comité exécutif jusqu'en fin mai 2016), peut être ventilé comme suit :

Statut	indépendant
Rémunération fixe	€ 2.134.050
Rémunération variable	€ 1.414.454
Options sur actions (base imposable)	€ 375.826
Assurance groupe (type 'contribution fixe') et assurance hospitalisation (primes versées par la société)	€ 402.047
Avantages en nature (voiture de société et smartphone)	€ 31.272

2.8 Options exercées par et options accordées aux membres du comité exécutif en 2016

(i) Exercées en 2016

En 2016, trois membres du comité exécutif ont exercé au total 14.500 options.

Nom	Nom-bre	Prix d'exercice	Année d'attribution
Piet Bevernage	2.000	€ 62,12	2007
Piet Bevernage	2.000	€ 66,05	2008
Piet Bevernage	2.000	€ 60,81	2011
Piet Bevernage	2.000	€ 56,11	2012
André-Xavier Cooreman	2.000	€ 52,05	2010
André-Xavier Cooreman	2.000	€ 56,11	2012
Koen Janssen	2.500	€ 60,81	2011

(ii) Attribuées en 2016

Echéance	3 janvier 2024
Prix d'exercice	€ 130,95
Jan Suykens	8.000
Tom Bamelis	5.000
Piet Bevernage	5.000
André-Xavier Cooreman	5.000
Koen Janssen	5.000
John-Eric Bertrand	4.000
Total	32.000

2.9 Principales conditions contractuelles

Les contrats des membres du comité exécutif contiennent les dispositions usuelles en matière de rémunération (fixe et variable), de non-concurrence et de confidentialité. Les contrats ont une durée indéterminée. Aucun contrat n'a été conclu après le 1er juillet 2009, à l'exception des contrats conclus respectivement le 17 avril 2012, le 27 juin 2014 et le 3 juillet 2015 avec Koen Janssen, André-Xavier Cooreman et John-Eric Bertrand concernant leur mandat en tant que membre du comité exécutif dont ils font partie depuis, respectivement, le 1er avril 2012, le 1er juillet 2014 et le 1er juillet 2015.

Le président actuel du comité exécutif peut mettre fin à son contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de préavis de 6 mois. La société peut mettre fin de manière unilatérale à ce contrat moyennant la notification d'un délai de préavis de 24 mois.

Les autres membres du comité exécutif peuvent mettre fin à leur contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de préavis de 6 mois. La société peut mettre fin de manière unilatérale au contrat de ces membres moyennant la notification d'un délai de préavis de 18 mois. Ce délai peut être porté à 24 mois maximum en fonction de l'âge du membre concerné du comité exécutif au moment de la résiliation unilatérale du contrat par la société, excepté pour Koen Janssen, André-Xavier Cooreman et John-Eric Bertrand, dont les contrats de prestation de services indépendants sont postérieurs à l'entrée en vigueur de l'article 554, quatrième alinéa C. Soc. (à savoir le 3 mai 2010), qui a introduit des limitations en ce qui concerne la durée des délais de préavis :

- 18 mois en cas de résiliation avant le 50^{ème} anniversaire,
- 20 mois en cas de résiliation entre le 50^{ème} et le 52^{ème} anniversaire,
- 22 mois en cas de résiliation entre le 52^{ème} et le 54^{ème} anniversaire,
- 24 mois en cas de résiliation après le 54^{ème} anniversaire.

Les contrats entre la société et les membres du comité exécutif contiennent désormais des dispositions concernant les critères d'attribution relatifs à la rémunération variable et prévoient un droit de recouvrement au profit de la société de la rémunération variable accordée sur la base de données financières incorrectes.

3. Rémunération des administrateurs exécutifs ou non exécutifs

Sur recommandation du comité des rémunérations, le conseil d'administration a proposé, le 27 mars 2013, d'adapter comme suit la rémunération des administrateurs, qui était restée inchangée durant les exercices 2011 et 2012, dès l'exercice 2013 :

Montant de base pour le président du conseil d'administration	€ 60.000
Montant de base pour les administrateurs	€ 30.000
Montant supplémentaire pour les membres du comité des rémunérations	€ 2.500
Montant supplémentaire pour le président du comité d'audit	€ 10.000
Montant supplémentaire pour les membres du comité d'audit	€ 5.000
Jeton de présence par participation à une réunion du conseil d'administration ou du comité d'audit ou des rémunérations	€ 2.500

Cette proposition a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2013. Au cours de l'assemblée susmentionnée, le président a précisé que le montant de 2.500 euros pour les jetons de présence devait être considéré comme un montant maximal. Le conseil d'administration a décidé de mettre cette augmentation en application de manière graduelle, à savoir 800 euros pour 2013, 1.600 euros pour 2014 et 2.500 euros pour 2015 et les années suivantes.

Compte tenu du fait que Luc Bertrand a été nommé président du conseil d'administration le 23 mai 2016 en remplacement de Jacques Delen et qu'en outre, dans l'intérêt du groupe, il est devenu ou est resté président de CFE, DEME et Sipef et est resté administrateur de Delen Private Bank, Banque J. Van Breda & C^o et Atenor Group, le comité des rémunérations a proposé de lui accorder une rémunération fixe de 350.000 euros par an à compter du 1^{er} juin 2016. Cette proposition a été communiquée à l'assemblée générale du 23 mai 2016.

Chaque administrateur a reçu un tantième en 2016 (sur l'exercice 2015).

Les montants de la rémunération individuelle et autres avantages accordés aux administrateurs en 2016 par Ackermans & van Haaren s'établissent comme suit :

Compte tenu du fait que les montants des rémunérations, tantièmes et jetons de présence ne sont pas en rapport avec l'importance des résultats, ces montants peuvent être assimilés à une rémunération fixe non liée aux prestations.

Pour être complet, il convient de préciser que Luc Bertrand a également reçu en 2016 une rémunération en tant que président du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren (jusqu'à fin mai 2016) ainsi qu'un tantième de Sipef pour un montant de 42.500 euros. Jacques Delen a reçu en 2016, directement et indirectement, une rémunération de 406.500 euros (y compris l'assurance-pension) en tant que président du conseil d'administration de la Banque Delen et en tant que gérant d'entreprise de Delen Investments et il dispose d'une voiture de société. En tant qu'administrateur de Sipef, il a également reçu un tantième de 25.000 euros en 2016. Les rémunérations payées par Sipef à Luc Bertrand et Jacques Delen sont mentionnées dans le rapport financier annuel de Sipef (Rapport des rémunérations - Rémunération des administrateurs non exécutifs) portant sur l'exercice 2016.

Au nom du conseil d'administration,
le 29 mars 2017

Luc Bertrand
Président du conseil d'administration

	Tantièmes	Jetons de présence
Alexia Bertrand	€ 30.000	€ 20.000
Luc Bertrand	€ 45.000	€ 22.500
Marion Debruyne sprl	€ 30.000	€ 12.500
Jacques Delen	€ 45.000	€ 22.500
Teun Jurgens	€ 30.000	€ 10.000
Valérie Jurgens	€ 30.000	€ 12.500
Pierre Macharis	€ 32.500	€ 27.500
Julien Pestiaux	€ 37.500	€ 37.500
Thierry van Baren	€ 37.500	€ 40.000
Frederic van Haaren	€ 32.500	€ 25.000
Pierre Willaert	€ 40.000	€ 35.000
Total	€ 390.000	€ 265.000

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

Ackermans & van Haaren souhaite développer et faire croître ses activités d'une manière durable, dans le respect des personnes et de la société, avec un reporting et une communication transparents et en veillant aux équilibres financiers. Notre nouvelle baseline '**Partners for sustainable growth**' affirme cette ambition et fixe, plus clairement encore, la ligne pour le futur.

Ackermans & van Haaren porte haut les valeurs familiales de ses familles fondatrices, qui sont toujours étroitement impliquées dans l'entreprise. C'est ainsi que des éléments tels que la continuité, l'entreprise éthique, la réflexion à long terme, la création de valeur par la croissance, la collaboration avec les partenaires et le respect mutuel sous-tendent la politique du groupe depuis des années. En tant que 'Partners for sustainable growth', nous

continuons à bâtir sur ces fondations, conjointement avec nos parties prenantes.

Ackermans & van Haaren en tant que partenaire

Notre baseline 'Partners for sustainable growth' s'articule autour de 4 piliers :



Un partenariat avec nos participations

Nous croyons fermement à une relation à long terme avec nos participations. Notre groupe, autrefois spécialisé dans le dragage, s'est développé en un groupe industriel avec un portefeuille différencié dans 4 segments stratégiques. Dans notre politique d'investissement, nous prenons aussi en compte les tendances globales, comme le réchauffement de la planète et le vieillissement de la population. Dans ce cadre, notre groupe a été étendu en 2009 via une participation dans Anima Care, et en 2016 via une petite participation dans OncoDNA.

Notre horizon d'investissement à long terme donne à nos participations le temps d'élaborer elles-mêmes et de mettre en œuvre une stratégie à long terme. Cela se traduit concrètement, pour nos principales participations dans chacun des 4 segments stratégiques, par une croissance sur les 10 dernières années (2006-2016) en fonds propres de :

- 15,3% pour DEME,
- 12,5% à la Banque J. Van Breda & C° et chez Delen Investments,
- 14,7% dans le segment 'Real Estate & Senior Care',
- 12,5% chez Sipef.

Nous attendons de nos participations qu'elles investissent dans l'innovation et dans l'expansion de leurs activités dans le respect des personnes et de la société. Nous analysons ensemble les tendances, sur le plan mondial s'il y a lieu, afin de pouvoir prendre en tant que partenaires les décisions stratégiques au sein du conseil d'administration. Pour plus de détails à ce sujet, nous renvoyons à la partie consacrée à la responsabilité sociale parmi nos participations.

Nous assistons à tous les conseils d'administration et comités d'audit de nos participations et nous apportons, si nécessaire, un soutien lors d'un défi opérationnel majeur. A cet effet, nous avons assigné à chacune de nos participations un ou plusieurs investment managers. Ils constituent un contact stable entre la participation et le groupe.

A intervalles réguliers, nous réunissons les représentants de nos participations autour d'un thème commun. Celui-ci peut porter sur les achats, la politique du personnel ou encore la sensibilisation et la prévention de la fraude. Nous visons, de cette manière, à renforcer les connaissances de tous au sein de notre groupe et à promouvoir les échanges de bonnes pratiques. Une fois par an se tient notre 'AvH Event' : la direction de nos participations reçoit une mise à jour de la stratégie du groupe et est invitée à mener une réflexion sur un (nouveau) défi via un 'key note speaker', par exemple dans le domaine de la numérisation ou des RH.

Un partenaire pour nos actionnaires

Depuis la création de notre groupe, né d'un partenariat entre Hendrik Willem Ackermans et Nicolaas van Haaren, nous nous efforçons d'être un bon partenaire pour nos actionnaires, de même que pour nos participations. Avec notre communication et notre reporting transparents, nous voulons renforcer la confiance que nos actionnaires placent en nous. Ceci est l'un des 9 principes de notre 'Charte de Corporate Governance', également disponible sur notre site internet.

Sur la période des 10 dernières années (2006-2016), la croissance annuelle moyenne de nos fonds propres s'établit à 6,9%, une croissance constante tout au long de la période. Le dividende a suivi la même tendance, avec un taux de croissance annuel moyen de 5,9%. La valeur de marché de l'action AvH a augmenté de 7,7% en moyenne par an sur cette période. Ceci s'est traduit par une création de valeur pour l'actionnaire (action et dividende) de 8,9% en moyenne par an. A titre de comparaison, l'indice Bel All-Share a diminué, sur la même période, de 0,7% en moyenne par an.

Les employés comme partenaires

Le capital humain joue un rôle crucial dans le succès de toute stratégie d'entreprise, tant chez Ackermans & van Haaren que dans ses participations. Une priorité consiste donc à attirer et fidéliser des collaborateurs talentueux aux connaissances et expériences complémentaires. AvH est aussi impliqué activement dans la sélection du top management de ses participations.

Le statut du personnel, la politique de sélection et de promotion et les systèmes d'évaluation n'opèrent aucune distinction sur la base du sexe,

des convictions, de l'origine ou de l'orientation sexuelle. Le groupe interdit par ailleurs toute forme de discrimination lors du recrutement et de la promotion.

Des lignes de conduite en matière de transactions financières sont établies dans la 'Charte de Corporate Governance' et doivent être respectées par tous nos collaborateurs et par les membres du conseil d'administration.

Nous pouvons nous appuyer, au siège central, sur une équipe stable de 30 employés qui ont en moyenne 18 ans d'ancienneté. Ce groupe assure un contact continu avec les participations. La continuité dans la collaboration est ainsi assurée sur le long terme.

En 2016, le conseil d'administration a été élargi à 10 membres, dont 3 femmes et 7 hommes. L'ancienneté moyenne est de 14 ans. Les membres de notre conseil d'administration définissent la ligne stratégique à long terme du groupe. Le comité exécutif se réunit toutes les deux semaines pour traduire cette stratégie dans la gestion journalière.

Un partenaire dans la société

Depuis des années, Ackermans & van Haaren soutient certains projets de nature scientifique et socioculturelle qui entretiennent autant que possible un lien avec la région anversoise. Dans ce cadre, elle s'efforce de construire une relation durable avec ses partenaires, étant entendu que cette relation est évaluée périodiquement. En 2016, AvH a consacré environ 300.000 euros à des aides en faveur de différentes institutions, organisations et projets, notamment :

Scientifique

- de Duve Institute (www.deduveinstitute.be)
- Insead Innovator Prize (www.insead.edu)
- Institut de Médecine Tropicale (www.itg.be)
- KU Leuven Doctoral Student (www.kuleuven.be)
- Itinera (www.itinerainstitute.org)

Culturel

- Musée Royal des Beaux-Arts d'Anvers (www.kmska.be)
- Musée Middelheim d'Anvers (www.middelheimmuseum.be)
- Festival van Vlaanderen (www.festival.be)
- Musée Mayer van den Bergh (www.museummayervandenbergh.be)
- Le Concert Olympique (www.leconcertolympique.eu)
- Europalia (www.europalia.eu)

Social

- Hoger Wal (Fondation Roi Baudouin) (www.hogerwal.be)
- Lucia (www.luciaweb.be)
- Monnikenheide (www.monnikenheide.be)
- Communauté de Sant'Egidio (www.santegidio.be)
- SOS Villages d'Enfants (www.sos-villages-enfants.be)
- Belgo-Indian Village Reconstruction Organisation (www.villagereconstruction.org)
- Point Urbain (www.pointurbain.com)

La responsabilité sociétale de nos participations

Notre nouvelle baseline vise à assurer un développement et une croissance des activités d'une manière durable, dans le respect des personnes et de la société. Toutes nos participations se sont engagées dans cette voie. Nous reprenons ci-dessous quelques exemples éloquentes au sein de nos 4 segments stratégiques. Nous tenons à remercier tous ceux qui, par leur engagement, ont contribué l'an dernier, même modestement, à cette responsabilité sociétale au sein de l'une de nos participations. C'est ensemble que nous pouvons réellement concrétiser et transmettre cette noble conception de l'entreprise.

Innovation

La demande croissante pour une gestion d'entreprise responsable et éthique s'exprime aussi à travers une dimension supplémentaire sur le plan de l'innovation, tant au niveau technologique qu'au niveau des services et produits proposés. En effet, il ne suffit plus de développer de nouvelles applications ; celles-ci doivent également tenir compte de l'impact sur la société.

DEME a remporté en 2016, conjointement avec Royal IHC, le 'DPC Innovation Award' pour les premières dragues au GNL. Ces prix sont attribués aux projets les plus innovants et porteurs d'avenir dans le secteur du dragage et des ports. Les dragues suceuses porteuses 'Minerva' et 'Scheldt River', construites par Royal IHC, seront les premières dragues au monde équipées de moteurs fonctionnant sur deux types de carburant et capables de fonctionner entièrement au GNL. Ces deux navires recevront un 'Green Passport' et une 'Clean Design Notation'. Ils répondent aux normes d'émissions internationales les plus strictes.

En 2016, DEME a lancé la construction d'une série de navires d'avant-garde, dont certains constituent une première mondiale, qui renforceront la flotte cette année. Soucieuse de préserver l'avenir de la planète, DEME investit dans des navires 'dual fuel', à savoir des moteurs qui peuvent fonctionner à la fois au diesel et au GNL. Ceci permet de réduire



Sipef
Plantations d'huile de
palme certifiées RSPO

Leasinvest Real Estate - Treesquare



nale et très positive : BlueBeam. BlueBeam permet de travailler de façon numérique et en temps réel et simplifie différents processus.

Sipef travaille, en collaboration avec New Britain Palm Oil, au développement de palmiers à huile hybrides F1 à haut rendement qui devraient apporter des améliorations sensibles en termes de rendement et de productivité pour l'industrie mondiale de l'huile de palme, et pour l'agriculture en général. Une variété hybride F1 est la première génération d'un croisement entre deux lignées clairement distinctes et génétiquement uniformes, possédant toutes deux le même ensemble de chromosomes. Cette technologie a le potentiel d'augmenter substantiellement le rendement d'huile de palme par unité de surface par rapport à la méthode conventionnelle.

Investissements durables

Dans les investissements également, il convient de prendre en compte les défis auxquels fait face notre société. Lorsque des investissements sont envisagés, on examine leur caractère durable : apportent-ils une amélioration pour l'homme ou l'environnement et sont-ils acceptables sur le plan éthique ? Ensuite, nos produits doivent être exploités de manière responsable.

L'énergie renouvelable a pris, ces dernières années, une place toujours plus importante dans la stratégie d'Ackermans & van Haaren. Un grand nombre de participations ont opéré des investissements et des extensions en matière d'énergie renouvelable, d'économies d'énergie ou de cogénération. Par ailleurs, la majeure partie des participations intègre des initiatives respectueuses de l'environnement dans leurs activités existantes et leur fonctionnement quotidien.

La volonté de **DEME** d'être en pointe dans le domaine de l'énergie bleue est illustrée par son implication dans MeyGen, un projet novateur en matière d'énergie marémotrice initié en Ecosse par Tidal Power Scotland, dans laquelle DEME a pris une participation en avril 2016. Ce projet vise à créer la première usine marémotrice au monde dotée de plusieurs turbines et raccordée au réseau électrique. GeoSea, une filiale de DEME, a par ailleurs reçu le contrat d'installation pour la Phase 1A de MeyGen, un projet ambitieux pour lequel il a été fait appel au navire auto-élévateur 'Neptune'. MeyGen 1A représente une puissance de 6 MW, avec une turbine Atlantis de 1,5 MW et trois turbines Andritz Hammerfest de 1,5 MW. GeoSea envisage avec enthousiasme l'application de son expertise, qui fait autorité sur le plan mondial, dans ce projet passionnant et novateur. GeoSea travaille actuellement à la préparation de la deuxième phase de 6 MW de MeyGen, qui sera exécutée en 2018. DEME est impliquée par ailleurs dans deux autres développements en matière d'énergie marémotrice : West Islay Tidal Energy Park en Ecosse (30 MW)



DEME - Orion

les émissions de CO₂ et d'éliminer presque entièrement les émissions de NOx, SOx et particules fines. Une fois ce programme d'investissement réalisé, DEME sera l'un des rares propriétaires d'une flotte appliquant cette technologie à une telle échelle. Les investissements vont bien au-delà des exigences légales et tous les navires de DEME (notamment Minerva, Scheldt River, Apollo, Blanew, Gulliver) recevront un 'Green Passport' et un certificat 'Clean Design'.

En 2016, le fleuron de DEME est le 'Living Stone', le premier navire écologique polyvalent. Ce navire 'dual fuel' est équipé d'un système de récupération de chaleur. En outre, l'huile utilisée à bord est biodégradable. Ce navire allie l'écologie avec une capacité de charge impressionnante de 12.500 tonnes et une surface de pont de 3.000 m². Il effectuera sa première mission au deuxième trimestre 2017 dans le parc éolien Hornsea Project One, au large du Yorkshire. En 2017, DEME présentera fièrement une nouvelle acquisition : 'Bonny River', une drague suceuse 'dual fuel' qui, grâce à une coque spécialement conçue, est idéale pour les travaux de protection côtière, avec en outre une optimisation de la consommation de carburant et donc une réduction de l'empreinte CO₂.

DEME se prépare pour l'avenir en investissant dans les navires 'Spartacus' et 'Orion'. Avec une puissance de coupe de 9.000 kW, la nouvelle drague suceuse à désagrégateur 'Spartacus' sera le navire de ce type le plus puissant au monde. Il aura une puissance supérieure de 50% à celle des actuelles dragues suceuses à désagrégateur de DEME, qui elles-mêmes sont déjà des colosses. Avec son

énorme puissance de coupe, il pourra s'attaquer à des sols plus durs, avec des vitesses qui étaient auparavant exclues. Cela signifie que la drague pourra elle-même assurer les travaux sans devoir recourir à la dynamite et aux explosions. Le 'Spartacus' pourra draguer jusqu'à 45 mètres de profondeur, alors que la limite actuelle sur le marché est de 35 mètres. Grâce à une grande autonomie de carburant et à sa capacité d'hébergement, il pourra en outre opérer dans des endroits très éloignés avec une infrastructure limitée. Il sera doté de pompes de dragage offrant une puissance étourdissante de 26.000 kW. Le nouveau navire en chantier sera aussi plus confortable pour l'équipage, le rouf étant porté par des coussins d'air afin de réduire au maximum les vibrations. Il y a aussi à bord un atelier pour la réparation des têtes de coupe. Un autre colosse dans lequel DEME investit est 'l'Orion', qui opérera principalement sur le marché de l'éolien offshore. Ce navire de 210 m de long pour les travaux de construction offshore sera équipé d'une grue d'une capacité de levage sans égal. 'l'Orion' offre une capacité de transport exceptionnelle et peut transporter en une fois plusieurs monopiles et pièces de raccordement extrêmement lourdes et volumineuses. Les deux navires seront livrés en 2019.

Dans la construction aussi, l'innovation joue un rôle de plus en plus important. Les entreprises du groupe **CFE** en sont pleinement conscientes et investissent dans des programmes de formation à grande échelle dans les domaines BIM (Building Information Model) et 'Lean'. CFE Bouw Vlaanderen a testé l'approche BIM sur le terrain, ce qui a débouché sur le développement d'une formule origi-



L'Institut de
Médecine Tropicale
Anvers



DEME - Entrepreneur pour Entrepreneurs

CFE - Docks - Bruxelles

et Fair Head en Irlande du Nord (100 MW). Ces projets sont développés en collaboration avec des partenaires locaux.

Sipef continue à investir dans la réduction des émissions de biogaz. Cinq des huit usines de traitement sont aujourd'hui équipées de systèmes de récupération du méthane afin de pouvoir satisfaire aux normes pour la certification à des fins d'énergie verte en Europe. Au Nord-Sumatra, une installation de compostage ultramoderne a été livrée, laquelle permettra d'absorber l'ensemble des fruits vides ('Empty Fruit Bunches - EFB') et des déchets liquides de l'usine, d'améliorer la structure des sols des plantations de palmiers à huile les plus anciennes et de réduire l'utilisation d'engrais chimiques. A Bengkulu, l'installation pour la production d'électricité à partir de gaz de méthane a également été livrée et pourra, dès que les autorités indonésiennes seront prêtes, commencer la fourniture d'électricité sur le réseau public, essentielle pour Sipef et pour les autorités locales.

Pour la préservation de l'environnement, Sipef mène une politique agricole écologique et responsable, selon les principes et les critères de la 'Roundtable on Sustainable Palm Oil' (RSPO). Cette politique porte sur une série de sujets sociaux et environnementaux comme la transparence, le respect des normes légales, une bonne politique agricole, le développement durable des terres et la recherche permanente de la perfection. Le groupe se base à cet effet sur la 'Sipef Responsible Plantations Policy', une politique globale pour le groupe en matière de durabilité, soutenue à son tour par diverses politiques plus spécifiques. Le but est de garantir les efforts positifs des activités à long terme, et cela sur 4 plans : pratiques socialement responsables, gestion responsable des plantations

et de la transformation, nouveaux développements responsables et traçabilité totale. Les bananeraies 'Plantations J. Eglin' en Côte d'Ivoire et la plantation de thé Cibuni en Indonésie ont été certifiées par la 'Rainforest Alliance' en 2016.

Delen Private Bank a un impact sociétal supplémentaire à travers les choix qu'elle opère en matière d'investissement. Dans ce cadre, la banque souscrit aux 'Principles for Responsible Investment' soutenus par l'ONU, confirmant ainsi son engagement en matière d'investissement responsable. Dans ce domaine, elle collabore avec le gestionnaire de fonds Capfi Delen Asset Management (Cadelam), une filiale de Delen Private Bank. Ensemble, ils veillent à ce que les investissements soient conformes aux principes de base qui ont été préétablis. La banque accorde une grande importance au caractère prudent de la philosophie d'investissement, énoncée comme une philosophie de 'bon père de famille dynamique'. Celle-ci est axée sur le long terme, l'accent étant mis, ici aussi, sur la simplicité et le bon sens.

A la **Banque J. Van Breda & C°**, la 'compliance' est une fonction indépendante qui contrôle et promeut le respect des règles relatives à l'intégrité de l'activité bancaire. La politique d'intégrité vise en priorité les domaines suivants : prévention du blanchiment de capitaux, prévention des mécanismes particuliers en matière fiscale, opérations en instruments financiers, délits d'initiés, manipulation des cours, protection de la vie privée, devoir de discrétion, codes de déontologie, etc.

Leasinvest Real Estate s'efforce d'obtenir un score 'BREEAM In-Use Excellent' pour le redéveloppement des immeubles de bureaux Treesquare et Montoyer à Bruxelles. Pour l'immeuble de bureaux

Monnet à Luxembourg, un score 'BREEAM Refurbishment Excellent' est attendu sur la base du dossier introduit en février 2016. Des mesures d'économie d'énergie sont également prises autant que possible afin d'améliorer la durabilité et l'efficacité énergétique des bâtiments. C'est ainsi que le toit du parc retail Frun à Asten, acquis en 2016, a été équipé de panneaux solaires dans le but d'optimiser la durabilité du centre. Plus de 0,500 GkWh d'électricité verte sont ainsi produits chaque année sur le site, entraînant une réduction des émissions de CO₂ de 400 tonnes.

CFE aussi se préoccupe de l'environnement dans ses constructions. Le groupe a construit divers bâtiments passifs : l'école 'De Vonck' à Knokke (MBG), une crèche à ossature bois à Laken, l'école 'Les Trèfles' à Anderlecht (CFE Brabant), la cafétéria 'La Laiterie' dans un parc protégé à Schaerbeek (Le Loup Entreprises Générales), ou encore l'immeuble Green Wall pour l'IFAPME à Gembloux (Druart). De nombreux projets ont obtenu ou vont obtenir la certification BREEAM 'Very Good' ou 'Excellent'. Citons notamment le grand complexe Docks Bruxelles (BPC), le projet Promenada (CFE Polska) et les immeubles Kons et Glesener à Luxembourg (CLE). Divers autres projets de BPI ont également obtenu ou vont obtenir des certifications de durabilité : Edengreen, Greenhill, G4S, Differdange, Kiem, Route d'Esch.

Enfin, AvH et CFE ont relevé en 2016 leur participation dans **Green Offshore** pour la porter à 100%. Le groupe possède des participations dans différents projets de parcs éoliens offshore comme Rentel, au large de la côte à Ostende, qui approvisionnera environ 285.000 ménages en énergie renouvelable.

Politique du personnel

Le groupe AvH s'efforce d'entretenir la motivation et l'engagement du personnel, qui se compose de 21.165 collaborateurs (via ses parts dans les différentes participations). Formation et entraînement constituent un élément important pour tous les collaborateurs afin de continuer à développer leurs talents et à contribuer ainsi au succès du groupe. Certaines participations disposent pour cela de leur propre centre de formation, tandis que d'autres font appel à des organisations externes. Enfin, la sécurité joue également un rôle important dans ce contexte.

DEME a été couronné dans plusieurs pays en tant qu'employeur. Les initiatives à la base de ces reconnaissances sont, entre autres, 'People@DEME' et 'Time To'. La plateforme 'People@DEME' donne à chaque travailleur l'accès à un tableau de développement personnel. Celui-ci donne un aperçu de la fonction et des responsabilités et propose diverses possibilités de formation. Outre les formations obligatoires, il suggère également des options facultatives pour le développement de la carrière personnelle. En 2016 a également été lancée la plateforme d'évaluation 'Time To'. Celle-ci aide les travailleurs et les managers à évaluer leurs prestations, leurs aptitudes et leurs besoins en matière de développement. Le système fournit par ailleurs à DEME une précieuse base de données sur les aptitudes, de manière à sélectionner les bons spécialistes pour les projets.

Le groupe **Van Laere** entend se profiler comme une entreprise à la pointe dans le domaine de la sécurité, de la vitalité/santé, de l'environnement, de la qualité et de l'orientation client. Pour atteindre cet objectif, un système de gestion dynamique a été mis en place et est intégré dans la politique globale de l'entreprise. Ce système de gestion décrit tous les principes pour le respect de la législation et de la réglementation, l'optimisation de la satisfaction des clients internes et externes et l'amélioration continue des aspects de sécurité, santé, environnement et qualité. Pour rendre le message plus concret, il est fait usage d'un logo qui apparaît régulièrement lors des formations ou sur les affiches. Le but recherché est de faire en sorte que les collaborateurs intègrent un réflexe de sécurité et de qualité, d'accroître l'attention pour la sécurité et d'éviter les accidents, les incidents et les coûts d'inefficacité.

La **Banque J. Van Breda & C°** attache une grande importance à sa politique du personnel et s'engage, en tant qu'employeur, sur les points suivants : liberté, espace d'action et égalité des chances dans l'optique d'un épanouissement maximal ; une approche pragmatique ; intégrité, collégialité et satisfaction ; des objectifs clairs ; reconnaissance et appréciation du professionnalisme et de l'engagement ; la possibilité d'un échec dont on tire les leçons pour mieux repartir ; un accompagnement professionnel ou personnel, le cas échéant ; une

communication ouverte et directe ; une évaluation sous forme d'échange ; et enfin, du travail à celui qui contribue pleinement à la réalisation de cette mission d'entreprise.

Anima Care vise la qualité. L'entreprise allie un cadre de vie et de travail agréable et un service de grande qualité. Elle accorde une grande attention à l'amélioration constante de ses méthodes de travail et des systèmes opérationnels, de même qu'à la sélection, à l'accompagnement et au développement de ses collaborateurs, lesquels mettent en pratique, jour après jour, la conception de la qualité et les valeurs d'Anima Care. Les collaborateurs sont coachés en permanence et bénéficient régulièrement d'un recyclage afin qu'ils puissent évoluer dans leur fonction et entrer en ligne de compte pour de plus hautes responsabilités. Grâce à des procédures bien étudiées et définies avec précision, les équipes sont encouragées à travailler plus efficacement, ce qui laisse plus de temps pour l'essentiel, à savoir des soins de qualité pour les résidents.

Dans le but d'optimiser la gestion des plantations, **Sipef** accorde une grande attention à la formation du personnel local, à la fois dans le domaine agronomique et en matière de leadership. La politique du groupe sur le plan agronomique, technique, environnemental et général est exposée en détail dans des manuels, avec des directives pratiques pour le respect de cette politique. Son application correcte est soutenue par des sessions de formation. Le groupe veille à ce que chaque membre du personnel puisse travailler dans un environnement sain et sécurisé.

Dans la société

Les parties prenantes, pour une entreprise, ne se limitent évidemment pas au personnel, aux clients et aux fournisseurs. Les entreprises font partie de la collectivité et influencent - et sont influencées par - des groupes et individus très divers. Les principales participations soutiennent dès lors, de manière structurelle, des projets organisés dans leur environnement ou liés à leurs activités.

DEME a remporté la deuxième édition du 'Trophée de l'Entrepreneur pour Entrepreneurs' 2016 en tant qu'entreprise la plus durable. DEME s'est vu attribuer ce titre avant tout pour un projet de dragage durable sur le fleuve Congo. Depuis 1989, DEME assurait régulièrement le dragage du fleuve Congo, mais le groupe a décidé de rechercher une solution plus durable. Un système de péage a été instauré pour les bateaux sur le fleuve Congo afin de dégager les moyens nécessaires pour maintenir en permanence la profondeur du fleuve et éviter l'ensablement. Le partenariat public-privé assure également la formation de 40 jeunes Congolais. Le parcours de formation comprend notamment une formation de quatre ans à la Hogere Zeevaartschool à Anvers. Après une année préparatoire au Congo, les deux premiers

étudiants sont arrivés en Belgique pour y entamer leurs études.

Via sa propre fondation indonésienne, **Sipef** fournit sur le long terme, depuis plusieurs années, une contribution à la sauvegarde de la nature dans ce pays. Elle le fait, entre autres, par le biais de l'exploitation d'un petit établissement qui assure la protection de deux plages sur la côte sud de Sumatra, où des espèces menacées de tortues marines viennent pondre leurs œufs, et par la protection active de plus de 12.000 hectares de forêt menacés situés aux abords du Parc national de Kerinci Seblat. Sipef œuvre ici en étroite collaboration avec la population locale pour arrêter les braconniers et l'abattage illégal. Le groupe a par ailleurs l'intention de replanter des forêts dans le cadre d'une convention de 60 ans avec les autorités.

Chaque année, **Delen Private Bank** sélectionne une série d'initiatives qu'elle soutient financièrement dans le cadre de son engagement social. L'attention se porte avant tout sur des projets à petite échelle qui poursuivent un but caritatif, pédagogique ou artistique d'une manière sympathique et sincère.

La **Banque J. Van Breda & C°** est conscient de sa responsabilité sociétale. Elle côtoie journalièrement des entrepreneurs et titulaires de profession libérale qui connaissent le succès, mais elle n'ignore pas que cette réussite est loin d'être une évidence. C'est pourquoi la banque soutient structurellement deux initiatives sociales auxquelles les clients sont également très attachés. Ces organisations étant assez peu connues du grand public, elles ont parfois du mal à collecter des fonds. La banque apporte ainsi son aide à 'Entrepreneurs sans Frontières' et 'Médecins sans Vacances'.

Chez **Leasinvest Real Estate**, chaque année, de nouvelles opportunités sont évaluées et de nouvelles initiatives sont mises sur pied. En 2016, il y a eu Cliniclowns, l'asbl De Zwaluw, gérée par la Fondation Roi Baudouin, Oscare (centre d'après soins et de recherche sur les brûlures chez les enfants) et 'Médecins sans Frontières'.



ACKERMANS & VAN HAAREN
Partners for sustainable growth

GESTION JOURNALIÈRE ET CONTRÔLE

Comité exécutif

Président	Jan Suykens
Membres	Tom Bamelis John-Eric Bertrand Piet Bevernage André-Xavier Cooreman Piet Dejonghe Koen Janssen

Gestion participations

(à côté des membres du comité exécutif)

Marc De Pauw
Matthias De Raeymaeker
An Herremans
Philip Heylen
Jens Van Nieuwenborgh

Services de groupe

Finances

Tom Bamelis	Directeur financier
Hilde Delabie	Group controller
Bart De Leeuw	Group controller
Marc De Groote	Accountant
Bart Bressinck	Accountant
Jean-Claude Janssens	Treasurer
Katia Waegemans	Communication & information manager



Services de groupe

Affaires juridiques et administratives

Piet Bevernage
Sofie Beernaert

Secrétaire général
Legal counsel

Administration

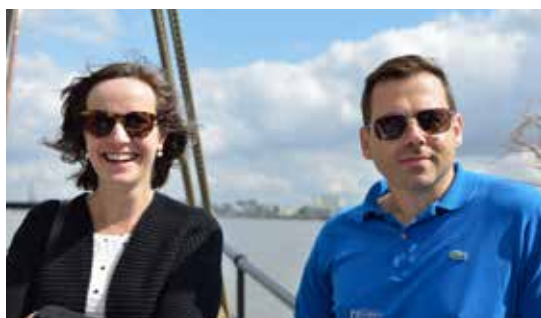
Patricia Bielen
Chantal Dille
Sarah Franssens
Michaëla Goelen
Sonja Goossens

Lydie Makiadi
Robin Muller
Filip Portael
Brigitte Stockman
Garry Suy
Petra Van de Velde

Management assistant
Management assistant
Management assistant
Réception
Administration
du personnel
Management assistant
Réception
IT
Management assistant
Conciërge
Management assistant

Commissaire

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprise SCRL,
représenté par Patrick Rottiers & Wim Van Gasse



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



ACKERMANS & VAN HAAREN

ACKERMANS & VAN HAAREN

31/12/2016

MARINE ENGINEERING & CONTRACTING

DEME 60%
CFE 60%
Van Laere 100%
Rent-A-Port 72%
Green Offshore 80%

PRIVATE BANKING

Delen Investments 79%
Banque J.Van Breda & C° 79%
ASCO-BDM 50%

REAL ESTATE & SENIOR CARE

Extensa 100%
Leasinvest Real Estate 30%
Anima Care 93%
HPA 71%

ENERGY & RESOURCES

Sipef 28%
SNTC 75%
Sagar Cements 20%
Oriental Quarries & Mines 50%

AvH & GROWTH CAPITAL

Agidens ⁽¹⁾ 86%	Distriplus 50%	Telemond 50%	
Atenor 11%	Euro Media Group 22%	Transpalux 45%	CKT Offshore ⁽²⁾ 48%
Axe Investments 48%	Manuchar 30%	Turbo's Hoet Groep 50%	Groupe Flo ⁽²⁾ 23%
Corelio 26%	OncoDNA 15%		

⁽¹⁾ Y compris via Axe Investments⁽²⁾ Détenus en vue de la vente



MARINE ENGINEERING & CONTRACTING

DEME réalise un bon résultat, même si le chiffre d'affaires est, comme prévu, en recul. Le carnet de commandes, en hausse, s'établit à 3.800 millions d'euros. CFE confirme son redressement et contribue positivement au bénéfice du groupe en 2016.

DEME - Jurong Island Westward Extension - Singapour

60%

DEME

La société de dragage et d'environnement DEME est une des entreprises de dragage et de travaux maritimes les plus importantes et les plus diversifiées au monde.

60%

CFE

CFE est un groupe industriel de construction belge coté, actif en Belgique, au Luxembourg et en Pologne.

100%

A.A.
VAN LAERE

Van Laere est un entrepreneur général de grands projets de construction en Belgique.

72%

RENT-A-PORT

Rent-A-Port développe des projets portuaires sur la base de son know-how et de son expérience portuaire et logistique.

80%

GREEN
OFFSHORE

Green Offshore détient des participations minoritaires dans des parcs éoliens offshore.

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions)	2016	2015	2014
DEME	93,9	121,6	103,0
CFE	7,2	-13,4	-3,4
Algemene Aannemingen Van Laere	-2,5	2,1	0,9
Rent-A-Port	6,9	1,0	4,3
Green Offshore	-0,3	-2,0	-0,2
Total	105,2	109,2	104,5

60%

Pourcentage de participation AvH

DEME

DEME est l'une des plus grandes entreprises de travaux hydrauliques au monde. A partir de son activité de base, à savoir les travaux de dragage et de génie civil hydraulique, le groupe a développé des activités complémentaires 'offshore' dans le domaine de l'énergie renouvelable, du pétrole et du gaz, ainsi qu'en matière d'assainissement des sols et des boues et d'extraction d'agrégats et de minerais.

Aperçu financier de l'année 2016

En 2016, DEME a enregistré un bénéfice net de 155,3 millions d'euros. DEME n'a pas pu reproduire son année record 2015 (avec entre autres les grands travaux sur le canal de Suez), le chiffre d'affaires (économique) ayant finalement atteint 1.978,2 millions d'euros (2015 : 2.351,0 millions d'euros). Le démarrage de quelques grands chantiers pour l'aménagement de parcs éoliens offshore au cours du second semestre, en plus des autres activités du groupe DEME, s'est déjà traduit par une augmentation sensible du niveau d'activité : le 2e semestre s'est clôturé sur un chiffre d'affaires de 1.175,1 millions d'euros et DEME s'attend à ce que cette évolution positive se poursuive en 2017.

L'exécution de nombreux chantiers sur lesquels DEME est active s'est bien déroulée dans l'ensemble, ce qui s'est traduit par un cash-flow opérationnel (EBITDA) de 450,1 millions d'euros (22,8% du chiffre d'affaires). Ce chiffre, bien qu'inférieur lui aussi à celui de 2015 (558,4 millions d'euros, 23,8%), est nettement supérieur aux attentes et dépasse la fourchette historique de 16% à 20% de marge EBITDA.

DEME a pu ajouter, en 2016, 2.593 millions d'euros de nouveaux contrats à son carnet de commandes, tant dans la construction de parcs éoliens offshore (Merkur en Allemagne, Hornsea1 en GB, Horns Rev au Danemark, Rentel en Belgique) que dans les activités de dragage traditionnelles (renouvellement du contrat d'entretien à la côte belge, Port Louis à l'île Maurice) et dans la branche environnementale (travaux d'assainissement Blue Gate à Anvers). Le carnet de commandes, en hausse,

atteignait 3.800 millions d'euros fin 2016 (2015 : 3.185 millions d'euros).

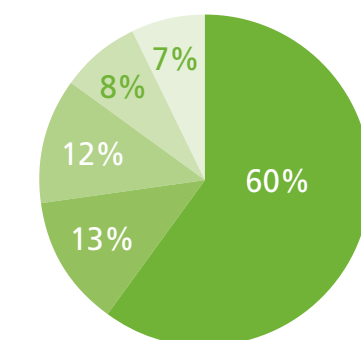
Programme d'investissements

Dans l'optique de l'exécution de ce vaste carnet de commandes, DEME a poursuivi son programme d'investissements. 6 nouveaux navires, représentant un investissement total de 500 millions d'euros, sont actuellement en construction (le jack-up

autopropulsé Apollo, le navire polyvalent et câblé Living Stone, le bateau-grue DP2 automoteur Guliver et 3 dragues porteuses). Bien que les chantiers navals accusent un léger retard dans la construction de ces navires, la plupart sera encore livrée en 2017 et immédiatement mise en service. Ce retard a cependant pour effet que plusieurs paiements prévus pour l'année 2016 ont été reportés à 2017. De ce fait, le montant total des investissements de 2016 reste limité à 194,7 millions d'euros, ce qui a eu un impact positif sur l'endettement net de DEME, lequel s'est amélioré, s'établissant à 154,6 millions d'euros à la fin de l'année 2016 (2015 : 266,7 millions d'euros).

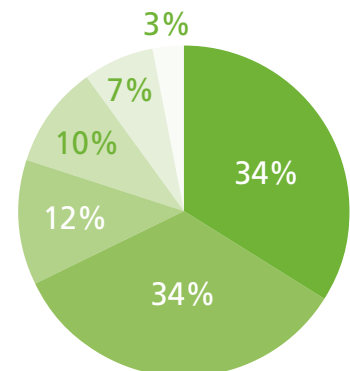
En février 2017, DEME a confirmé la commande additionnelle de deux nouveaux navires pour une valeur totale de 500 millions d'euros : Spartacus, une drague stationnaire à désagrégateur la plus puissante (44.180 kW) et plus avancée au monde pour les travaux de dragage dans les roches et les sols les plus durs aussi dans des conditions offshore,

Répartition géographique
du chiffre d'affaires économique



- Europe
- Asie Pacifique
- Afrique
- Amerique
- Moyen-Orient & Inde

Répartition par activité
du chiffre d'affaires économique



- Dragages d'infrastructures
- Construction maritime
- Dragages de maintenance
- Environnement
- Fallpipe et atterrages
- Construction civile



Panama



Nouvelle Route du Littoral - La Réunion



Singapour

et Orion, un bateau-grue offshore (44.180 kW) à positionnement dynamique et avec une capacité de levage de 3.000 tonnes à plus de 50 m pour les travaux de construction en pleine mer tels que les parcs éoliens offshore, les services aux clients pétroliers et gaziers offshore et le démantèlement d'anciennes structures en mer.

Dragage et travaux hydrauliques

DEME a consolidé sa position avec une série de nouveaux contrats et la poursuite de divers projets à long terme.

En Belgique, les travaux de dragage d'entretien dans les ports de Zeebrugge, Ostende et Blankenberge et dans les chenaux vers la Mer du Nord et l'Escaut se sont poursuivis en 2016. DEME a également participé à la rénovation du mur de quai du terminal à conteneurs PSA dans le port d'Anvers. A la côte belge, une série de brise-lames ont été démantelés pour la pose de l'atterrage des câbles électriques provenant des parcs éoliens. Aux Pays-Bas, DIMCO (DEME Infra Marine Contractors) a exécuté des travaux d'approfondissement et d'amélioration du sol pour la construction du nouveau quai de l'Offshore Terminal Rotterdam. En juin, DEME a achevé les travaux de protection côtière pour le projet de 290 ha Waterdunen à

Breskens. Toujours aux Pays-Bas, DEME a achevé la dernière phase des travaux de remblayage côtier à Dishoek, Zoutelande et Goeree-Westhoofd. En 2016, de Vries & van de Wiel a réalisé, avec un partenaire néerlandais, le projet Kooyhaven, une zone d'activités liées aux voies d'eau d'environ 21 ha, et les travaux de dragage sur le Waddenzee ont été achevés. En Allemagne, Nordsee Nasbagger- und Tiefbau a mené des travaux d'entretien sur la Weser dans le cadre d'un contrat de deux ans, les travaux avec injection d'eau sur l'Elbe et le canal de Kiel se sont poursuivis, et un contrat a été décroché pour l'élargissement de l'Europakaai à Cuxhaven. En France, SDI (Société de Dragage International) a mené des activités à Bayonne, sur la Seine entre Le Havre et Rouen et sur le littoral à Wissant. A La Réunion, DEME poursuit sa participation à la 'Nouvelle Route du Littoral', une route côtière de 13 km construite sur la mer. DEME assure notamment le dragage des puits de fondation pour le viaduc de la nouvelle route. En Italie, des travaux de dragage d'entretien ont été réalisés dans le port de Livourne. Sur le Yard Belleli di Taranto, SIDRA (Società Italiana Dragaggi) construit un rideau de palplanches et une installation d'épuration d'eau.

Grâce à des équipements et des techniques d'avant-garde, les travaux dans le cadre du méga-projet Tuas Terminal Phase 1 à Singapour sont en vitesse de croisière. DEME réalise ici, en joint

venture avec le sud-coréen Daelim Industrial, 21 quais en eau profonde d'une capacité de conteneurs annuelle de 20 millions EVP. Une étape importante a été la mise à l'eau réussie, en avril 2016, des premiers caissons (sur un total de 222) qui formeront l'ossature du quai du terminal. Le projet Jurong Island Westward Extension se poursuit selon les plans et sera achevé en 2018. Ce projet comprend la récupération d'environ 38 millions m³ de terres sur Jurong Island, le hub pétrochimique de Singapour. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les travaux pour l'extraction de sédiments miniers potentiellement contaminés dans la Lower Ok Tedi River ont repris en mars 2016, après une période de baisse d'activité due à des niveaux d'eau particulièrement bas sous l'effet d'El Niño. Le contrat actuel court encore jusque 2020 au moins.

Le projet La Mer Jumeirah Open Beach à Dubaï, qui constituait un sérieux défi sur le plan géotechnique, a été clôturé avec succès en 2016. Ce projet comprenait une nouvelle extension de terres de 2,9 millions m³ pour un usage résidentiel, commercial et récréatif. Début 2016, le projet New Port à Doha a été entièrement achevé. Les travaux comprenaient le dragage du chenal et l'extension de terres pour la zone économique et la nouvelle base marine. En 2016, DEME a également poursuivi ses activités en Egypte. Les travaux dans le cadre du deuxième contrat à la demande de la Suez Canal



Northwind



Zoutelande Dishoek - Pays-Bas

Authority pour le dragage du chenal d'entrée est de Port Said ont été achevés bien avant l'échéance prévue. Par ailleurs, DEME a exécuté des travaux de dragage dans le port d'Alexandrie, des travaux de dragage et d'extension de terres pour l'élargissement de la base marine Ras Al Teen et des travaux de dragage et de pose de canalisations pour le projet Burullus Combined Cycle Power. En Turquie, DEME a terminé l'élargissement et l'approfondissement du chenal, du bassin de virement, du bassin et du canal d'accès dans le port de Mersin.

En 2016, Dredging International est retournée au Panama pour poursuivre l'élargissement et l'approfondissement du Pacific Access Channel, des travaux qui ont pu être achevés plus tôt que prévu. DEME sera toujours en activité sur le canal de Panama en 2017 avec des travaux de dragage près des Cocoli Locks. Toujours au Panama, DEME a effectué des travaux d'approfondissement et d'élargissement du bassin de virement et du canal d'accès du Manzanillo International Terminal. DEME a également opéré à Mariel Port (Cuba), à Barranquilla et Cartagena (Colombia), le port de Montevideo (Uruguay), dans le port de Santos et dans le Rio Grande (tous deux au Brésil).

A travers sa filiale International Seaport Dredging (ISD), DEME reste un acteur de premier plan en Inde avec, entre autres, le projet d'agrandissement du port de Kamarajar et les travaux de dragage dans les ports de Dhamra, Salaya et Kakinada. Fin 2016, DEME a commencé un projet d'extension de terres dans l'Emboodhoo Lagoon, aux Maldives. Dix îles paradisiaques vont y être aménagées pour le tourisme.

En 2016, DEME était toujours engagée dans le vaste projet EKO Atlantic City au Nigeria. Les travaux de dragage d'entretien se poursuivent sur la Bonny River dans le cadre d'une concession avec la National Ports Authority nigérienne. Au Nigeria toujours, DEME a participé à l'agrandissement du port à Onne et à une extension de terres à Ilubirin Island. Une commande a également été attribuée pour les travaux de dragage sur le canal d'accès à la base Lagos Deep Offshore Logistics. DEME a aussi décroché des commandes pour des extensions portuaires au Sierra Leone, à l'île Maurice et en Guinée et pour un contrat d'entretien en Côte d'Ivoire. Des

travaux de dragage d'entretien ont également été exécutés en Angola. Au Congo, le PPP avec la compagnie locale La Congolaise des Voies Maritimes se poursuit pour les travaux d'entretien sur le fleuve Congo.

Solutions maritimes et offshore

En matière d'énergie offshore, l'année 2016 a été particulièrement chargée. Les travaux au parc éolien allemand Nordsee One ont été achevés début 2016. GeoSea a aussi placé 91 fondations pour le parc éolien Race Bank et a installé en décembre la première fondation pour le parc éolien Galloper, tous deux au Royaume-Uni. Tideway, une autre filiale de DEME, assurera la protection des fondations contre l'érosion. GeoSea a remporté un contrat majeur pour Hornsea Project One (Royaume-Uni), le plus grand projet éolien offshore dans le monde, et s'est vue attribuer un contrat pour le Borkum Riffgrund 2 en Allemagne. GeoSea a également remporté les contrats EPCI pour Merkur (Allemagne) et Rentel (Belgique), dont les travaux débiteront au cours de l'année 2017. Au Danemark, GeoSea a décroché un contrat pour le parc éolien de 400 MW Horns Rev 3. Au quatrième trimestre, GeoSea

a participé à la construction de l'usine marémotrice MeyGen, une centrale unique dans l'extrême nord de l'Ecosse, les fondations ayant été placées pour une première série de quatre turbines sous-marines. GeoSea a également obtenu le contrat EPCI pour Hohe See en Allemagne, dont le bouclage financier a eu lieu au premier trimestre 2017.

En octobre, un accord de partenariat unique a été signé entre DEME et la société chinoise COSCO Shipping en vue de développer ensemble de l'énergie éolienne offshore en Chine.

Dans le cadre d'un contrat de maintenance, GeoSea Maintenance a effectué des travaux de maintenance pour C-Power sur la côte belge. Des travaux de maintenance ont été réalisés avec les pontons-grues 'Neptune' et 'Thor' pour différents clients en Mer d'Irlande et en Mer du Nord. Avec ses bateaux d'équipage rapides et ses pontons-grues, GeoSea Maintenance assurera des services logistiques et de maintenance pour Rentel.

Eversea, la filiale de DEME spécialisée dans les projets complexes d'ingénierie maritime offshore, a exécuté avec succès les travaux d'installation de la plateforme gazière P11-E, fonctionnant sans per-

DEME SA

(€ 1.000)	2016		2015	
	(1)	(2)	(1)	(2)
Chiffre d'affaires	1.978.250	1.978.194	2.286.124	2.351.020
EBITDA	447.389	450.145	489.215	558.389
EBIT	226.956	217.584	269.211	318.364
Résultat net (part groupe)	155.334	155.334	199.196	199.196
Fonds propres (part groupe)	1.220.638	1.220.638	1.132.860	1.132.860
Trésorerie nette	-151.215	-154.639	-269.465	-266.747
Total du bilan	3.288.676	3.312.389	3.149.769	3.233.452
Carnet de commandes (€ mio)		3.800		3.185
Capex (€ mio)		195		373
Personnel		4.284		4.186

⁽¹⁾ Suite à l'introduction des normes comptables modifiées IFRS10/IFRS11, les participations sur lesquelles DEME exerce un contrôle conjoint sont reprises, à partir du 1/1/2014, par la méthode de mise en équivalence.

⁽²⁾ Dans cette présentation, les participations sur lesquelles DEME exerce un contrôle conjoint sont encore intégrées proportionnellement. Ceci n'est donc pas conforme aux nouvelles normes comptables IFRS10 et IFRS11, mais cela donne une image plus complète des opérations et de l'actif/passif de ces entreprises. Dans la mise en équivalence telle qu'elle est appliquée sous (1), la contribution des entreprises est regroupée sur une seule ligne dans le bilan et dans le compte de résultats.

sonnel, pour le compte de la société néerlandaise Oranje-Nassau Energie. Dans le cadre du démantèlement de la plateforme gazière Thames en mer du Nord, Eversea a participé à l'enlèvement et au transport d'une tour de ventilation et d'une flèche de grue.

En dépit des conditions difficiles dans le secteur du pétrole et du gaz, Tideway a réussi à maintenir un haut niveau d'activité en 2016, grâce entre autres à des projets dans le secteur de l'éolien offshore. En Allemagne, Tideway a réalisé les croisements de câbles pour les parcs éoliens DolWin 3 et Veja Mate. Pour les parcs Nordsee One et Galloper, Tideway a assuré la protection des fondations contre l'érosion. Tideway a aussi effectué le remplacement du câble électrique intra-champs du parc éolien C-Power au large de la côte belge. Des travaux d'enrochement ont été exécutés pour les parcs éoliens Godewind I et II en Allemagne. Des travaux d'enrochement ont aussi été réalisés au Canada pour le projet Lower Churchill.

Services auxiliaires

La joint venture Combined Marine Terminal Operations (CTOW) a poursuivi, en 2016, le contrat pour la fourniture de services de remorquage portuaire dans le port d'Onne au Nigeria. Deux nouveaux remorqueurs, 'CTOW Bieke' et 'CTOW Lala', ont rejoint la flotte.

Scaldis Salvage & Marine Contractors

Scaldis a assuré le renflouage du 'Flinterstar', le bateau qui avait coulé au large de la côte belge en 2015. Scaldis a transporté et installé les sous-stations pour les parcs éoliens offshore Nordsee One et Rampion et le poste de transformation pour Nobelwind. Scaldis a exécuté des travaux de levage dans le cadre du démantèlement de la plateforme gazière Viking Bravo en mer du Nord. Des travaux préparatoires ont été réalisés sur différentes plateformes qui seront démantelées entre 2017 et 2020.

DEME Concessions

En 2016, le bouclage financier a été obtenu pour les parcs éoliens offshore Merkur (Allemagne) et Rentel (Belgique), dans lesquels DEME Concessions a une participation de 12,5% et 18,9% respectivement. Outre Rentel, DEME Concessions dispose de concessions pour les parcs éoliens offshore belges Seastar et Mermaid. La participation dans le 'Coentunnel' à Amsterdam et la moitié de la participation dans le parc éolien offshore C-Power ont été vendues.

Une participation minoritaire a été prise dans Tidal Power Scotland Limited (TPSL) qui, conjointement

avec Scottish Enterprise, est notamment propriétaire de MeyGen, la plus grande usine maréomotrice au monde. Outre la participation dans TPSL, DEME est également, via DEME Blue Energy (DEME Concessions 70% - ParticipatieMaatschappij Vlaanderen 30%) et en collaboration avec Nuhma, partenaire (50%-50%) dans Blue-Power, une autre entreprise de développement dans le domaine de l'énergie maréomotrice. DEME développe, en collaboration avec l'entreprise irlandaise DP Marine Energy, les projets West Islay Tidal Energy Parc (30 MW - Ecosse) et Fair Head (100 MW - Irlande du Nord).

Global Sea Mineral Resources est une filiale de DEME active dans l'extraction en eaux profondes. Un pré-prototype d'avant-garde, le 'Patania', a été développé et sera testé en 2017 à l'occasion d'une expédition dans l'océan Pacifique, à une profondeur plus de 4 km.

Solutions en matière d'infrastructures maritimes

Début 2016, DIMCO a obtenu, en joint venture avec un partenaire néerlandais, le contrat pour la construction d'un mur de quai de 460 mètres de long pour le nouveau terminal offshore dans le port de Rotterdam. Les 150 premiers mètres du quai sont devenus opérationnels en décembre 2016. DIMCO a également obtenu, en janvier 2016, la commande pour le placement de 6 ducs d'albe et 27 bouées d'amarrage dans le port de Rotterdam et a remporté des contrats pour la pose d'un nouvel appontement au 'Maasvlakte Oil Terminal' et l'extension de l'appontement Ca-land. DIMCO poursuit ses travaux dans le cadre du projet 'Sporzone Delft', où l'entreprise participe à la conception et à la construction du tunnel ferroviaire 'Willem van Oranje', long de 2,3 km. DIMCO assure, avec deux partenaires, la rénovation d'envergure du complexe de barrage sur le Lek.

Solutions environnementales

DEC (DEME Environmental Contractors), la branche environnementale de DEME, a travaillé sur différents projets d'assainissement en Belgique : Carcoke à Zeebrugge, Rhodia à Gand, Bayer à Rieme, Electrabel à Evergem et Eandis à Courtrai et Furnes. Pour Blue Gate à Anvers, des études de sol ont été menées à bien dans le cadre des travaux d'assainissement qui débutent en 2017. DEC poursuit également l'exploitation d'Amoras où sont traitées les boues provenant du port d'Anvers. DEC exécute des travaux d'assainissement au Royaume-Uni pour le projet Avenue Coking Works à Chesterfield et a terminé un projet à Staveley Goyts portant sur l'enlèvement et le traitement de sédiments contaminés. En 2016, DEC a commencé, en collaboration avec la société norvégienne Veidekke Entreprenør, l'assainissement d'une ancienne raffinerie norvégienne pour le compte d'ExxonMobil.

En automne, de Vries & van de Wiel a commencé les travaux d'assainissement des sols sur l'ancien terrain de NAF à Alphen aan den Rijn.

Ecoterres, la filiale environnementale wallonne de DEME, a traité environ 450.000 tonnes de sols et de sédiments contaminés dans ses centres de recyclage spécialisés en Belgique et en France.

Purazur, une filiale de DEME spécialisée dans l'épuration des eaux, a entamé en 2016 la construction d'une nouvelle installation d'épuration des eaux pour l'entreprise de traitement des déchets Indaver à Anvers. Purazur assure la conception, la construction et la mise en service de la nouvelle installation.

DEME Building Materials

Malgré le ralentissement observé ces dernières années dans le secteur européen de la construction, DEME Building Materials a enregistré une nette augmentation de ses activités en 2016, en particulier au premier semestre, avec une occupation totale des dragues suceuses porteuses à gravier 'Charlemagne' et 'Victor Horta'. Ceci est grâce en grande partie à la demande croissante au Royaume-Uni. Aux Pays-Bas, DEME Building Materials a fourni environ 50.000 tonnes de sable et de gravier pour le nouveau terminal offshore de Rotterdam, construit par DIMCO.

Perspectives pour 2017

Le carnet de commandes bien fourni de DEME, qui a atteint un nouveau record, permet à DEME de poursuivre sur la lancée des derniers mois de 2016. Cela devrait se traduire par une nette hausse du taux d'activité (chiffre d'affaires), avec des marges qui se situent dans la fourchette historique.



www.deme-group.com

De gauche à droite : Christel Goetschalckx, Philip Hermans, Eric Tancre, Hugo Bouvy, Steven Poppe, Lucas Bols, Els Verbraeck, Dirk Poppe, Alain Bernard, Luc Vandenbulcke, Tom Lenaerts, Bart Verboomen, Pierre Potvlieghe, Wim Biesemans, Theo Van De Kerckhove, Hans Casier, Bernard Paquot, Martin Ockier, Pierre Catteau



60%

Pourcentage de participation AvH

CFE

CFE est un groupe industriel belge coté sur Euronext Bruxelles et actif dans trois grands domaines : Dragage et Travaux maritimes, Contracting et Promotion Immobilière.

Aperçu financier de l'année 2016

Après deux années de réorganisation difficiles en 2014 et 2015, CFE clôture 2016 en bénéfice et avec un carnet de commandes bien rempli.

CFE a pu améliorer à la fois le chiffre d'affaires, le bénéfice et le carnet de commandes de son pôle Contracting. Dans la nouvelle structure organisationnelle de CFE, l'activité de Contracting supporte entièrement ses propres frais généraux depuis 2016. Malgré cela, le bénéfice net de Contracting est en hausse et s'établit à 10,4 millions d'euros, contre 9,7 millions d'euros en 2015. Le carnet de commandes a légèrement augmenté pour atteindre 850,5 millions d'euros (2015 : 836,3 millions d'euros).

Le pôle Promotion Immobilière a poursuivi en 2016 le développement de projets entamés précédemment. Aucune transaction importante n'ayant été finalisée en 2016, le résultat de ce pôle reste assez limité.

En 2016, CFE a franchi un pas important dans la suppression des activités et des pertes du Holding et des opérations non transférées à 'Contracting'. Suite à la cession à DEME de la branche 'Génie civil' fin 2015 et à la diminution du chiffre d'affaires en Afrique après la livraison en 2015 de grands projets au Tchad et en Algérie, le chiffre d'affaires de ce segment retombe à 36,3 millions d'euros en 2016.

Aperçu opérationnel de l'année 2016

La réorganisation menée en 2015 s'est concrétisée par une redistribution des activités de CFE (à l'exception de l'activité de dragage de DEME) en deux entités autonomes : d'une part CFE Contracting (dans le Benelux, en Pologne et en Tunisie) pour

la construction, les multitechniques et rail infra & utility networks, d'autre part BPI pour l'ensemble de la promotion immobilière. Cette filialisation, qui n'exclut en rien les formes de synergie rentables, a rapidement porté ses fruits.

Un nombre limité d'activités restent au niveau du holding, comme l'activité de construction internationale, qui se consacre à l'achèvement de contrats en cours et au recouvrement de la créance (60 millions d'euros) sur le Tchad.

Contracting

2016 fut une année positive pour CFE Contracting, avec des résultats globalement en hausse sur différents marchés, en Belgique comme à l'étranger (Pologne, Luxembourg et Tunisie). Grâce au niveau satisfaisant des carnets de commandes, 2017 peut être envisagée avec confiance.

Les deux succursales de CFE Bouw Vlaanderen ont à nouveau connu une excellente année. MBG a poursuivi le chantier de l'hôpital AZ Sint-Maarten (Malines) et a achevé plusieurs chantiers dans le

cadre du programme 'Scholen van Morgen' (Ecoles de Demain). Atro Bouw a livré le prestigieux 'Bâtiment O' aux façades dorées pour l'Université d'Anvers et a enregistré une forte progression de son chiffre d'affaires. Les deux succursales poursuivront leur convergence en 2017. Groep Terry, qui forme désormais une entité à part entière de CFE, a vécu une année de transition sous la conduite d'une nouvelle équipe dirigeante. BPC Brabant a livré, entre autres, le grand centre commercial Docks Bruxelles à la satisfaction du client. CFE Brabant, qui a renoué avec la rentabilité, a fusionné avec BPC Brabant au 1er janvier 2017 et opère désormais sous la marque BPC. Une fusion est également prévue entre Amart et Leloup Entreprise Générale, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 50%. Après une solide croissance, BPC Hainaut-Liège-Namur a subi un léger recul. L'année a néanmoins été marquée par la livraison de plusieurs grands projets, dont le centre commercial 'Les Grand Prés' à Mons.

Au Grand-Duché de Luxembourg, CLE a entamé, poursuivi ou livré un grand nombre de projets de construction et de génie civil, dont la Galerie Kons et le Viaduc de Pulvermühle. Le chiffre d'affaires a augmenté de 60%. En Pologne également, CFE Polska affiche un excellent résultat et clôture l'année avec un chiffre d'affaires en hausse de 40% et de belles marges, malgré une concurrence accrue. En Tunisie, CTE reste confrontée à des conditions de marché difficiles.

CFE (y exclus DEME) : Répartition par pôle

(€ millions)	Chiffre d'affaires		Résultat net ⁽¹⁾	
	2016	2015	2016	2015
Bâtiment	548,5	516,9		
Multitechnique	159,2	140,5		
Rail Infra	62,8	61,5		
Contracting	770,5	718,9	10,4	9,7
Promotion Immobilière	12,1	27,2	1,4	7,0
Holding, éléments non transférées et éliminations	36,3	207,2	1,2	-43,0
Total	818,9	953,3	13,0	-26,3

⁽¹⁾ Contributions de Rent-A-Port (45%) et Green Offshore (50%) à CFE incluses

Docks - Bruxelles



AZ Sint-Maarten - Malines



Tunnel R11 - Deurne

Promotion Immobilière

BPI, qui regroupe les activités immobilières du groupe en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg et en Pologne, a poursuivi avec succès le développement et la commercialisation de divers grands projets.

En Belgique, BPI a notamment poursuivi la livraison des projet Solvay à Ixelles et Oosteroever à Ostende, a lancé la commercialisation des appartements Erasmus Garden et a franchi les premières étapes d'un projet ambitieux sur le site Allianz dans le centre de Bruxelles.

Au Grand-Duché, BPI Luxembourg a mis la touche finale au projet Kons (livraison en 2017), a obtenu l'approbation finale pour le projet G4S, a commencé la commercialisation du site sur la route d'Esch et a acquis le projet Kiem sur le plateau du Kirchberg.

En Pologne, au 1er janvier 2017, toutes les unités du projet Wola Tarasy sauf une étaient vendues. La commercialisation de Wola Libre se poursuit à Varsovie. A Gdansk, les tours 3 et 4 du complexe Four Oceans sont presque entièrement vendues. BPI Polska a aussi entamé la commercialisation du projet Bulwary Książęce à Wrocław et a acquis un terrain pour un bâtiment résidentiel à Varsovie.

Perspectives pour 2017

Le pôle Contracting devrait confirmer en 2017 l'évolution positive qui s'est amorcée en 2016. Le pôle Promotion Immobilière devrait afficher un résultat net sensiblement plus élevé en 2017. Le résultat du pôle Holding et des activités non transférées dépendra en grande partie de l'évolution du groupe CFE au Tchad.



www.cfe.be

De gauche à droite : Raymund Trost, Frédéric Claes, Piet Dejonghe, Renaud Bentégeat, Gabriel Marijsse, Fabien De Jonge, Jacques Lefèvre, Yves Weyts



Dans la division Multitechnique, un cluster 'Electro' a été constitué, début 2017, comprenant VMA, VMA West, Vanderhoydonks et Nizet Entreprise, dans le but de former un groupe solide dans les installations électriques pour la construction, l'infrastructure et l'industrie. VMA a exécuté d'importantes commandes d'automatisation, outre diverses installations dans l'automobile, les secteurs de la santé et des bureaux. Son chiffre d'affaires est en augmentation et elle réalise de bons résultats. Ceci vaut également pour VMA West et Vanderhoydonks. Nizet Entreprise a mené de nombreuses activités en Belgique, au Sri Lanka et au Vietnam. Elle a ouvert une succursale au Grand-Duché de Luxembourg. Malgré quelques belles réalisations, comme le projet 'Rive Gauche' à Charleroi, 2016 a été une année difficile pour Druart. La nou-

velle direction a pour mission d'améliorer la rentabilité de l'entreprise en 2017. La filiale Procool voit son chiffre d'affaires augmenter de 25% et dispose d'un carnet de commandes bien rempli. be.Maintenance a encore renforcé sa position en tant qu'acteur de premier plan sur le marché de la maintenance et des services techniques.

ENGEMA a connu une activité stable dans la signalisation et le remplacement de caténaires et une activité en hausse dans l'électrification. Réorganisée en profondeur, ETEC a clôturé l'année en bénéfice. Louis Stevens & Co a exécuté diverses commandes d'électrification et d'installations télécom. Remacom a poursuivi les activités développées en 2015, principalement pour Infrabel.

CFE SA (y inclus DEME)

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	2.797.085	3.239.406	3.510.548
EBITDA	465.863	504.925	479.485
EBIT	227.570	228.905	220.399
Résultat net (part groupe)	168.411	174.961	159.878
Fonds propres (part groupe)	1.521.559	1.423.277	1.313.627
Trésorerie nette	-213.051	-322.719	-188.130
Total du bilan	4.328.219	4.302.159	4.215.452
Carnet de commandes (€ mio)	4.757	4.160	3.566
Personnel	7.752	8.160	8.021

A.A. VAN LAERE

Le groupe Van Laere, actif principalement en Belgique en tant qu'entrepreneur, se concentre sur des projets durables et innovants d'envergure, à la fois dans le génie civil et dans la construction industrielle, les immeubles de bureaux, le secteur de la santé et les projets résidentiels, dans le cadre de projets de construction, de restauration et de rénovation.

Aperçu financier de l'année 2016

Le groupe Van Laere a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 195 millions d'euros, en hausse de 14% par rapport à l'année précédente, ce qui reflète un niveau d'activité très élevé. Les efforts commerciaux de ces dernières années ont clairement porté leurs fruits. Cette progression du chiffre d'affaires s'est toutefois accompagnée de troubles de croissance. Les frais de soumission pour d'importants chantiers futurs, les résultats médiocres des filiales, mais aussi et surtout un chantier accusant une lourde perte, ont conduit à une situation déficitaire.

Aperçu opérationnel de l'année 2016

Algemene Aannemingen Van Laere

Le niveau élevé d'activité était surtout sensible au sein de la société mère Van Laere. Celle-ci a été particulièrement active sur le site Tour & Taxis à Bruxelles, où l'immeuble Herman Teirlinck, le plus grand immeuble de bureaux passif en Belgique (66.500 m²), abritera 2.600 fonctionnaires flamands à partir de 2017. 115 appartements ont également été construits dans le cadre d'une série de projets pour Extensa. Sur le plan résidentiel, les projets Regatta et Hemixveer 1 pour Vooruitzicht ont été livrés avec succès, tandis que Hemixveer 2 a démarré. La construction dans le cadre du projet d'appartements Verrewinkel à Uccle, pour le compte de Bouygues Immobilier, s'est poursuivie.

Grâce à une culture très pointue de la sécurité et

à une approche rigoureuse, Van Laere a été choisi pour exécuter divers travaux à Brussels Airport. Le projet Passport a ainsi été construit pour le compte de Codic, tandis que le projet Gateway, réalisé à proximité pour le compte de Codic et Immoebel, a été livré.

Sur le marché des bureaux, le projet 'Design & Build' Imalso, portant sur la restauration et la construction de bureaux pour le gouvernement flamand, a pris beaucoup de retard. Les projets de bureaux Square de Meeus et Montoyer à Bruxelles ont été mis en route pour le compte de Leasinvest Real Estate. A Utrecht, aux Pays-Bas, un complexe de cinéma pour Kinopolis a été construit avec succès et dans un court délai.

Van Laere a encore été particulièrement actif dans le cadre du programme DBM 'Ecoles de Demain' (Scholen van Morgen). Au cours de l'année 2016, pas moins de 9 écoles ont été livrées et la construction d'une école à Laeken a débuté, tandis que la phase d'entretien des écoles livrées, qui s'étale sur 30 ans, a pris cours. La Karel de Grote Hogeschool à Anvers a également été livrée.

Dans le secteur de la santé, l'hôpital AZ Delta de 120.000 m² à Roulers a été livré et la commande pour Cofinimmo portant sur la reconversion d'un immeuble de bureaux en un maison de repos et de soins à Bruxelles a été remportée.

Dans le secteur industriel, Van Laere a mené des activités sur le site BASF à Anvers et sur le site de Genzyme (Sanofi) à Geel, tandis que la clean room pour IMEC à Louvain a été livrée. Un centre de distribution de 44.000 m² à Marche-en-Famenne est en voie d'achèvement.

Le segment des parkings reste important. La construction du parking souterrain Speecquest à Malines, commandée par Q-Park, a démarré, tandis que la construction des parkings sous les 'Gedempte Zuiderdokken' à Anvers, pour le même client, commencera en 2017.

En 2016, Van Laere a investi dans son avenir par l'accroissement de son personnel et via le programme Secure, avec lequel l'entreprise s'engage dans l'excellence opérationnelle, le 'Lean Construction' ou les techniques innovantes telles que BIM (Building Information Model). Ce programme, auquel participent activement plus de la moitié des travailleurs concernés, se poursuivra en 2017. Sur le plan commercial, Van Laere continue à investir dans les grands comptes et les formules d'équipes de construction. Ceci a généré un carnet de commandes intéressant. D'autre part, Van Laere fait partie de consortiums sélectionnés qui participent aux appels d'offres pour les grands projets d'infrastructure, comme la liaison Oosterweel à Anvers.

Groupe Thiran

Thiran a réalisé, dans un marché difficile, un chiffre d'affaires en recul de 13% par rapport à 2015. La date de lancement retardée d'une série de chantiers a entraîné un déplacement de chiffre d'affaires et de marge vers 2017, tandis qu'un chantier déficitaire, chez Thiran également, a engendré un résultat négatif. Thiran reste une valeur sûre dans le secteur hospitalier et est appréciée pour la qualité de son exécution. Le carnet de commandes pour 2017 est prometteur, mais la pression sur les marges reste élevée.

Arthur Vandendorpe

Cet entrepreneur spécialisé dans les travaux de restauration, fortement tributaire des travaux publics, a connu une année difficile. La croissance prévue du chiffre d'affaires n'a pas été atteinte, tandis que les nombreux changements de personnel ont affecté le déroulement de certains chantiers. Entre-temps, l'effectif a été renforcé, mais cela reste un



Herman Teirlinck - Bruxelles

Karel de Grote Hogeschool - Anvers



Kinepolis - Utrecht



Gateway - Zaventem

marché difficile compte tenu des économies actuelles du gouvernement. L'entreprise devrait renouer avec le bénéfice au terme de l'année 2017.

Alfa Park

Alfa Park a affiché de bonnes performances en 2016, année durant laquelle des 'service level agreements' intéressants ont été décrochés auprès de grands comptes, les parkings existants ont vu leur chiffre d'affaires évoluer positivement et atteignent peu à peu leur vitesse de croisière, et les charges ont diminué. Malgré cela, Alfa Park n'a toujours pas pu contribuer positivement au ré-

sultat du groupe. En 2016, l'entreprise a examiné comment, à partir de la plateforme existante dont l'évolution est positive, accélérer encore la croissance de ces activités.

Perspectives pour 2017

Le premier semestre 2017 sera marqué par un chiffre d'affaires en baisse, étant donné que bon nombre de projets pour des grands comptes et en équipes de construction n'entreront en phase d'exécution qu'au second semestre 2017. Le carnet de commandes pour 2017 et les années suivantes, qui atteint 127 millions d'euros, est déjà

bien rempli, d'autant que ce total n'inclut pas encore les projets décrochés entre-temps, comme les 'Gedempte Zuiderdokken' à Anvers. En 2017, l'entreprise poursuivra la mise en œuvre du programme d'excellence opérationnelle 'Secure'. Il s'agira donc d'une année de transition.



www.vanlaere.be

A.A. Van Laere SA

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	194.986	170.491	166.861
EBITDA	-920	5.893	4.989
EBIT	-3.399	3.258	2.490
Résultat net (part groupe)	-2.466	2.084	856
Fonds propres (part groupe)	36.199	39.277	37.014
Trésorerie nette	15.378	17.851	8.129
Total du bilan	114.790	104.775	100.920
Personnel	462	465	460

De gauche à droite : Veerle Vercruysse, Geert De Kegel, Natalie Verheyden, Jean Marie Kyndt, Johan Vanhaleweyck, Rudi De Winter



72%

Pourcentage de participation AvH

RENT-A-PORT

Rent-A-Port développe des projets portuaires et des zones industrielles portuaires 'greenfield'. La gestion intégrale de la distribution des services collectifs (électricité, eau, collecte des déchets, épuration d'eau) doit permettre de financer les initiatives en matière d'énergie renouvelable et d'approvisionnement en eau potable. Ces initiatives sont mises en œuvre par les filiales Rent-A-Port Green Energy et Infra Induss, un joint venture avec Waterlink.



Tien Phong Sud - Vietnam

engineering, en gestion financière et en opérations portuaires.

Au Vietnam et à Oman, des pas ont été franchis en vue de renforcer le contrôle des réseaux de distribution d'électricité du groupe. Les autorités locales et centrales de ces pays sont en plus demandeuses pour la production d'énergie verte, si bien que la transition vers l'éolien, les panneaux solaires et le 'waste to energy' entre dans une phase décisive.

Dans la province de Quang Ninh (Vietnam), Rent-A-Port a pris la direction lors de l'obtention de deux grandes concessions : Tien Phong Sud (360 ha, sans partenaire externe) et Tien Phong Nord (1.200 ha, en partenariat avec une entreprise du Qatar). En 2016, le remblayage hydraulique de Tien Phong Sud a commencé et la structure administrative nécessaire a été mise en place pour un premier parc industriel. Le 'Investment Certificate' requis a été obtenu le 28 décembre 2016. Ce projet est sur la même ligne de ce que Rent-A-Port a réalisé avec la concession Dinh Vu dans les années 2001 à 2004.

2016 a été, pour Rent-A-Port et Rent-A-Port Green Energy, une année de consolidation et de préparation de la croissance future.

La cession de la participation de Rent-A-Port dans les parcs éoliens offshore Rentel, Seastar et Mer-

maid aux actionnaires AvH et CFE a permis de renforcer le bilan de Rent-A-Port en 2016. Le ratio d'endettement a sensiblement diminué. Les activités de développement au Vietnam et à Oman, qui expliquent pour une part substantielle le résultat de Rent-A-Port, sont intégrées par mise en équivalence.

Suite aux recrutements opérés à Oman, au Vietnam et au Qatar, l'effectif en personnel du groupe Rent-A-Port a augmenté et s'établit actuellement à 330 collaborateurs. Ceux-ci sont spécialisés en

L'approche 'home country', avec une connaissance approfondie du pays et les contacts nécessaires, a été appliquée avec succès au Vietnam, à Oman et au Qatar en 2016. C'est ainsi qu'au Vietnam, en étroite concertation avec le gouvernement national à Hanoï, une série d'initiatives ont été entreprises pour l'autonomisation du réseau de distribution électrique de Dinh Vu, l'enlèvement massif des déchets flottants de la Baie d'Halong et la production d'eau douce propre à l'irrigation dans le Delta du Mékong.


www.rentaport.be

De gauche à droite : Geert Dom, Marc Stordiau, Lutgart Devillers, Marcel Van Bouwel, Valentijn Maussen



Rent-A-Port SA

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	4.309	4.386	5.981
EBITDA	-2.334	-2.040	-2.173
EBIT	-2.373	-2.073	-2.208
Résultat net (part groupe)	4.423	2.599	5.927
Fonds propres (part groupe)	45.788	41.551	33.530
Trésorerie nette	-7.620	-9.372	-8.914
Total du bilan	61.664	60.045	53.708

80%

Pourcentage de participation AvH

GREEN OFFSHORE

Green Offshore participe au développement de parcs éoliens offshore.



Début juillet 2016, AvH et CFE ont relevé leur participation dans Rent-A-Port Energy à 100% en reprenant la participation de la direction dans Rent-A-Port Energy. Dans le même temps, la société a été rebaptisée Green Offshore.

Green Offshore détient des participations dans plusieurs parcs éoliens offshore en Belgique : Rentel (12,5% directement et indirectement), Otary

(12,5%) et les projets éoliens offshore Seastar et Mermaid qui doivent encore être développés.

Rentel est une concession éolienne offshore en mer du Nord belge. Le parc éolien se situe à environ 40 km d'Ostende et comptera 42 éoliennes de 7,35 MW. Il fournira une capacité installée totale de 309 MW d'énergie renouvelable à quelque 285.000 ménages. Avec une hauteur de 183 m au point le

plus élevé, ces éoliennes seront les plus hautes jamais installées en mer du Nord belge. Elles seront fournies et entretenues par Siemens et seront à entraînement direct. Dans ce cas, le rotor est directement relié au générateur (sans train d'engrenages).

Rentel a réalisé le 'financial close' au quatrième trimestre 2016. Les opérations offshore débuteront au printemps 2017 et la première injection d'électricité dans le réseau belge est attendue à la mi-2018. Fin 2018, le parc éolien devrait être pleinement opérationnel. Le projet Rentel contribuera alors au rôle de leader de la Belgique dans l'énergie éolienne offshore et à la réalisation des objectifs climatiques belges à l'horizon 2020.

Green Offshore SA

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	0	37	0
EBITDA	-182	-321	-302
EBIT	-184	-354	-302
Résultat net (part groupe)	-342	-375	-322
Fonds propres (part groupe)	5.001	4.342	2.117
Trésorerie nette	-27.103	0	0
Total du bilan	32.694	7.197	4.985

A modern office interior with large windows, a white wall, and a dark sofa. A large blue rectangular overlay covers the right side of the image, containing the title and text.

PRIVATE BANKING

Tant la Banque J.Van Breda & C^o que
Delen Investments ont une nouvelle fois enregistré
en 2016 une solide croissance des actifs confiés
par la clientèle et s'assurent ainsi
une base solide pour 2017.

79% DELEN INVESTMENTS

Delen Investments est axée sur la gestion de fortune et le conseil patrimonial pour une large clientèle de particuliers.

79% BANQUE J.VAN BRED A & C°

La Banque J.Van Breda & C° est une banque conseil spécialisée qui s'adresse exclusivement aux entrepreneurs et aux professions libérales.

50% ASCO-BDM

Le groupe d'assurances ASCO-BDM se concentre, via des courtiers, sur les assurances maritimes et industrielles.

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions)	2016	2015	2014
Finaxis	-1,0	-0,8	-0,6
Delen Investments	69,2	72,8	63,6
Banque J.Van Breda & C°	29,7	31,9	28,0
ASCO-BDM	0,6	0,1	0,4
Total	98,5	104,0	91,4



DELEN INVESTMENTS

Delen Investments SCA se concentre sur la gestion de fortune et le conseil patrimonial pour une large clientèle de particuliers. Le groupe Delen Investments est aujourd'hui une valeur sûre, tant en Belgique (Delen Private Bank) qu'aux Pays-Bas (Oyens & Van Eeghen) et au Royaume-Uni (JM Finn & Co). Le groupe gèrait, fin 2016, un total de 37.770 millions d'euros.

Aperçu financier de l'année 2016

Les actifs confiés au groupe Delen Investments atteignaient, fin 2016, un niveau record de 37.770 millions d'euros (fin 2015 : 36.885 millions d'euros).

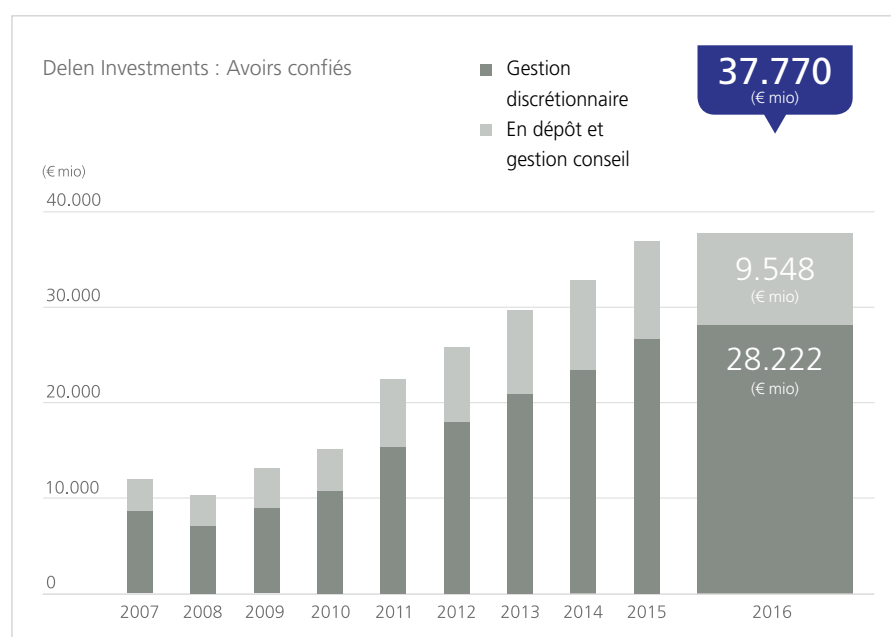
La forte croissance chez **Delen Private Bank**, où les actifs confiés sont passés de 25.555 millions d'euros (2015) à 27.383 millions d'euros (2016), est le résultat d'un impact positif de l'évolution de la valeur des actifs et d'une solide croissance nette organique record provenant des clients particuliers, à la fois nouveaux et existants. L'afflux constant de capitaux, auquel tous les établissements belges contribuent, témoigne de la confiance de la clientèle à l'égard de Delen Private Bank et confirme sa position d'acteur de premier plan dans la gestion de fortune discrétionnaire en Belgique. Au premier semestre de l'année, dans des conditions de marché difficiles, l'afflux de capitaux a subi un léger recul par rapport au niveau record de 2015. Au second semestre 2016, toutefois, il s'est entièrement rétabli. La stratégie d'investissement prudente continue à démontrer sa valeur ajoutée. Delen Private Bank a réalisé en 2016, pour ses clients, de meilleurs rendements que la moyenne du secteur (avec un profil de risque similaire).

Chez le gestionnaire de fortune britannique **JM Finn & Co** (Delen Investments 80,1%), les actifs confiés ont également augmenté, passant de 10.758 millions d'euros (7.929 millions £) fin 2015 à 9.730 millions d'euros (8.331 millions £) fin 2016. Cette diminution s'explique par un flux sortant limité, mais surtout par l'évolution du taux de change de la livre par rapport à l'euro (-13,9%, -1.520 millions d'euros), ceci n'ayant été que partiellement compensé par l'évolution favorable de la valeur des portefeuilles clients, libellée en GBP.

Au 31 décembre 2016, les actifs sous gestion pour des particuliers et des fondations s'élevaient, chez **Oyens & Van Eeghen**, à 657 millions d'euros (fin 2015 : 572 millions d'euros).

Les revenus bruts d'exploitation du groupe Delen Investments ont diminué en 2016 malgré l'acquisition d'Oyens & Van Eeghen, pour s'établir à 313,1 millions d'euros, la part de JM Finn & Co et Oyens & Van Eeghen s'élevant à 81,0 millions d'euros. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des commissions variables dans un marché volatil, l'impact du taux de change (GBP) dans la consolidation des revenus de JM Finn & Co et les taux d'intérêt bas sur le marché. Les charges d'exploita-

tion ont augmenté de 5,8% (8,2% hors JM Finn & Co et Oyens & Van Eeghen). L'augmentation, chez Delen Private Bank, des charges liées au développement continu dans le domaine IT, au recrutement de personnel, à la location temporaire de bureaux à Anvers et à l'organisation d'événements clients est une conséquence directe de l'activité croissante. Chez JM Finn & Co, l'augmentation des charges en monnaie locale est plus limitée et résulte d'une hausse des frais de personnel (notamment par le recrutement de nouveaux collaborateurs) et des dépenses en marketing et IT. Le cost-income ratio est resté très compétitif à 57,8% (46,3% seulement chez Delen Private Bank, 85,8% chez JM Finn & Co et 96,8% chez Oyens & Van Eeghen). Ce ratio est en léger recul par rapport à 2015 (54,9%) dans la mesure où les investissements réalisés et l'augmentation des dépenses ne se traduisent pas immédiatement par une hausse des revenus. Fin 2016, le groupe employait 657 personnes (ETP), dont 335 chez Delen Private Bank, 296 chez JM Finn & Co et 26 chez Oyens & Van Eeghen.





1. Delen Private Bank - Liège
2. Delen Private Bank - Bruxelles
3. Delen Private Bank - Bruxelles
4. Delen Private Bank - Gand
5. Delen Private Bank - BP Building - Anvers



Delen Private Bank - Gand



Delen Private Bank - Hasselt

Le bénéfice net a diminué en 2016 pour s'établir à 87,9 millions d'euros (contre 92,4 millions d'euros en 2015). La contribution de JM Finn & Co au résultat net du groupe était de 5,6 millions d'euros (après charges d'amortissement de la clientèle et 19% d'intérêts minoritaires, ensemble 2,5 millions d'euros ; en 2015 : 5,5 millions d'euros). La contribution d'Oyens & Van Eeghen au résultat net du groupe était de 0,1 million d'euros (après charges d'amortissement de la clientèle de 0,1 million d'euros).

Les fonds propres consolidés de Delen Investments s'élevaient à 621,2 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre 582,6 millions d'euros au 31 décembre 2015. Ceci tient déjà compte de l'option de vente qui donne la possibilité à la direction de JM Finn & Co, passé un certain délai, de vendre les actions restantes (valorisées à 25,0 millions d'euros) au groupe Delen Investments. Les fonds propres stricto sensu du groupe (compte tenu des immobilisations incorporelles de 241,0 millions d'euros, dont 50,7 millions d'euros pour la clientèle de JM Finn & Co et 7,2 millions d'euros pour la clientèle d'Oyens & Van Eeghen) s'élevaient à 377,3 millions d'euros à la fin de l'année (contre 284,9 millions d'euros fin 2015). Le groupe Delen Investments est largement capitalisé et satisfait amplement aux exigences de Bâle III en matière de fonds propres. Le ratio de capital Core Tier1, qui s'établit à 30,9%, est nettement supérieur à la moyenne du secteur et tient compte de l'engagement, pris sur le long terme, d'offrir aux actionnaires minoritaires de JM Finn & Co la possibilité de vendre leur participation. Delen Investments présente un bilan solide et transparent. Les liquidités sont toujours investies de manière prudente auprès de la Banque Nationale de Belgique, dans des titres publics de qualité (pas d'exposition aux pays PIIGS), auprès de banques de qualité à court terme ou dans des certificats de qualité à court terme d'entreprises blue-chip. La réglementation Bâle III a très peu d'impact pour Delen Investments dans la mesure où le groupe présente un capital composé exclusivement de capital Core Tier1, un portefeuille d'investissements conservateur et des ratios qui dépassent déjà largement les exigences actuelles et futures. Le rendement des fonds propres (moyens) s'élevait à 14,6%, un chiffre très satisfaisant.

Aperçu opérationnel de l'année 2016

Delen Private Bank

Delen Private Bank a appliqué en 2016 ses principes d'investissement traditionnels pour faire profiter les avoirs de ses clients - en fonction de leur profil de risque - des opportunités sur les marchés. Dans un contexte de changements politiques majeurs, de hausse des taux et de mauvaises performances des banques européennes, Delen Private Bank a enregistré des résultats très corrects et a limité constamment le niveau des risques.

En 2016, Delen Private Bank a poursuivi sa stratégie visant à optimiser la qualité et l'efficacité de la gestion de fortune en s'efforçant constamment d'augmenter la proportion de mandats de gestion. A la fin 2016, 76% (20.728 millions d'euros) des actifs confiés étaient gérés soit directement de manière discrétionnaire, soit via des sicavs patrimoniales propres. La part des comptes de gestion dans l'ensemble des comptes atteint 90%. Cela représente aujourd'hui plus de 22.000 mandats de gestion. Delen Private Bank a investi pour ses clients dans des portefeuilles d'actions très diversifiés, en mettant l'accent sur l'Europe. Du côté des obligations, la durée est restée courte (moins d'un an) afin de se prémunir contre le risque de hausses des taux. Sur le plan des devises, la diversification étendue en dehors de la zone euro a été maintenue et même légèrement accrue au dernier tri-

mestre. La part d'obligations dans les portefeuilles est restée principalement investie en placements à court terme dans des pays et entreprises solides, avec une contribution plus dynamique grâce à des investissements en obligations perpétuelles. Cette politique a porté ses fruits en 2016 et toutes les classes d'actifs ont contribué au résultat.

Delen Private Bank, bien qu'étant déjà un acteur de premier plan, continue à gagner des parts de marché dans le secteur des banques privées en Belgique, grâce notamment à l'accroissement important des actifs confiés par la clientèle privée. Le développement de l'ancrage local de la banque porte ses fruits. Plus de trois quarts de l'afflux net de capitaux provient d'autres agences que la siège d'Anvers et de Luxembourg. Ceci encourage Delen Private Bank à continuer d'investir dans le personnel et les infrastructures. En 2016, l'agence rénovée de Liège a ouvert ses portes. Les collaborateurs d'Anvers ont emménagé dans des locaux provisoires, si bien que les travaux d'extension et de rénovation du siège central peuvent commencer en 2017. D'autres investissements sont prévus en Flandre-Occidentale, et à Louvain et à Namur où Delen Private Bank ouvrira des nouvelles agences. A Bruxelles et à Gand, des extensions sont au programme.

La Banque J. Van Breda & C° a une fois encore apporté, via ses agences, une importante contribution au résultat de Delen Private Bank. Au 31 décembre 2016, Delen Private Bank gérait 4.737

Delen Investments SCA

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Revenus bruts d'exploitation	313.071	314.094	278.546
Résultat net (part groupe)	87.877	92.417	80.825
Fonds propres (part groupe)	621.204	582.554	517.390
Actifs sous gestion	37.769.779	36.884.917	32.866.141
Coefficient d'exploitation (cost-income ratio)	57,8%	54,9%	55,0%
Rendement sur fonds propres moyens	14,6%	16,8%	16,5%
Ratio de capital Core Tier1 ⁽¹⁾	30,9%	26,0%	27,8%
Personnel (ETP)	657	641	563

⁽¹⁾ Core Tier1 = ratio de solvabilité

millions d'euros pour le compte de clients apportés par le réseau de la Banque J. Van Breda & C°. Delen Private Bank se charge par ailleurs de l'administration des titres de la Banque J. Van Breda & C° (865 millions d'euros). Cette dernière représente ainsi environ 20,1% du total des actifs confiés de Delen Private Bank.

JM Finn & Co

Chez JM Finn & Co, les portefeuilles de clients, avec une pondération en moyenne plus élevée en actions, ont évolué très positivement. Après une période volatile à l'approche du vote sur le Brexit, le marché d'actions londonien a résolument opté pour une tendance à la hausse. L'affaiblissement de la livre britannique a aussi engendré une contribution additionnelle des actions étrangères. Grâce au talent de ses gestionnaires de fortune et à la solidité des marchés au Royaume-Uni, JM Finn & Co a été en mesure, en 2016, de réaliser de bons résultats pour ses clients.

L'acquisition de 73,49% du gestionnaire de fortune londonien JM Finn & Co en 2011 a marqué une étape importante pour le groupe Delen Investments. En 2016, Delen Investments a racheté 6,52% aux actionnaires minoritaires, portant ainsi sa participation directe à 80,1%. Fin 2016, JM Finn & Co disposait de 9.730 millions d'euros (8.331 millions £) d'actifs confiés, dont 71% en gestion discrétionnaire. La croissance des actifs confiés et de la part de gestion discrétionnaire confirme que JM Finn & Co est une entreprise saine avec un potentiel de croissance. La position de JM Finn & Co sur le marché de la gestion de fortune on-shore au Royaume-Uni, combinée au dynamisme et à l'expérience de Delen Private Bank, devrait permettre à JM Finn & Co de continuer à croître et à évoluer pour devenir à terme un acteur de premier plan sur le marché britannique de la gestion de fortune.

Sur le plan opérationnel, 2016 a été, une fois de plus, une année chargée pour JM Finn & Co avec l'harmonisation de la politique tarifaire, d'importantes initiatives pour satisfaire aux règles renforcées en matière de compliance, le renforcement de l'efficacité de l'organisation et un nouvel approfondissement de la collaboration avec Delen Private Bank. Par ailleurs, l'accent est mis sur l'intensification de l'activité commerciale, notamment par le déploiement de la nouvelle activité de planification patrimoniale et la mise en service du nouveau logiciel CRM. Le comité de direction de JM Finn & Co continue à faire en sorte que les initiatives et priorités stratégiques soient progressivement mises en œuvre avec succès afin que la réussite de la stratégie de croissance s'accompagne d'une nécessaire amélioration du bénéfice.

Oyens & Van Eeghen

Delen Private Bank a acquis en 2015 toutes les parts d'Oyens & Van Eeghen, l'une des plus anciennes institutions financières indépendantes aux Pays-Bas, établie en 1797. Ce faisant, Delen Private Bank a renforcé sa présence dans le Benelux. Fin 2016, Oyens & Van Eeghen gère 657 millions d'euros d'actifs confiés pour des clients particuliers, dont 94% en gestion discrétionnaire. Par ailleurs, Oyens & Van Eeghen gère aussi 667 millions d'euros pour des autorités locales dans le cadre de mandats à échéance fixe. Ces dernières années, Oyens & Van Eeghen s'est orienté de plus en plus résolument, et avec succès, vers le segment de la gestion de fortune spécialisée et du conseil fiduciaire pour particuliers et clients institutionnels. Oyens & Van Eeghen propose une plateforme de choix pour étendre le modèle Delen sur le marché néerlandais de la gestion de fortune on-shore.

Oyens & Van Eeghen a commencé l'année avec une surpondération en actions et présentait dès lors, au premier trimestre, une exposition accrue aux marchés plus difficiles. La reprise a permis d'engranger de bons résultats et la partie actions a même été augmentée en fin d'année. La stratégie consistant à acheter dans des secteurs cycliques qui, après une période difficile, sont relativement sous-évalués, a aussi contribué positivement au résultat des investissements. Les durées de la partie obligataire des portefeuilles sont un peu plus longues que chez Delen Private Bank, mais restent néanmoins courtes. Alliées à une sélection efficace du risque de crédit, les durées courtes ont fourni une belle contribution pour les portefeuilles obligataires.

Sur le plan opérationnel, 2016 a été une année chargée, avec des développements importants. Différentes équipes de collaborateurs ont fait en sorte que l'expertise, en particulier dans le domaine des sicavs, et les systèmes IT développés en Belgique par Delen Private Bank puissent aussi être déployés aux Pays-Bas. Cela se traduira en 2017 par une amélioration significative du service et un gain d'efficacité aux Pays-Bas. Oyens & Van Eeghen sera ainsi en mesure de servir un public plus large au départ de ses bureaux d'Amsterdam et Den Bosch. Il est prévu également de recruter des collaborateurs commerciaux de talent pour accompagner et accélérer la croissance. Dans ce cadre, quatre collaborateurs commerciaux supplémentaires ont été engagés en 2016.

Perspectives pour 2017

Delen Private Bank s'en tient à sa philosophie d'investissement prudente et est convaincue que cette approche continuera à faire la différence sur le long terme. Delen Private Bank (Belgique, Luxembourg et Suisse), JM Finn & Co (Royaume-Uni) et Oyens & Van Eeghen (Pays-Bas) poursuivront leurs efforts en vue d'attirer de nouveaux capitaux, en se

concentrant sur les régions où leur notoriété est en progression. Delen Private Bank aborde 2017 avec une bonne dose d'optimisme teintée de prudence. Delen Private Bank s'efforcera de profiter au mieux des nouvelles conditions de marché et de suivre de près les évolutions afin de protéger et de faire fructifier les avoirs de ses clients à long terme.

Outre la bonne exécution des initiatives stratégiques visant à renforcer le modèle JM Finn & Co et la poursuite de l'intégration d'Oyens & Van Eeghen au sein du groupe, le groupe Delen Investments continuera à évaluer les opportunités de croissance externe. Le groupe est convaincu que son modèle économique, qui se développe à un rythme constant en Belgique, pourrait également s'appliquer à d'autres marchés sur lesquels le groupe est présent.

DELEN
INVESTMENTS

www.delen.be

Delen Private Bank - de gauche à droite : René Havaux, Alexandre Delen, Filip De Ferm, Paul De Winter, Arnaud van Doosselaere, Bernard Woronoff, Eric Lechien, Christian Callens



JM Finn & Co - de gauche à droite : en haut : Simon Temple-Pedersen, Gregory Swolfs, Hugo Bedford, Eric Lechien
en bas : Charles Beck, Sarah Soar, Steven Sussman, Paul Dyas



Oyens & Van Eeghen - de gauche à droite : Eric Lechien, Pim Baljet, Frederik Baert, Frederik Kalff, Marc Bakker



79%

Pourcentage de participation AvH

BANQUE J.VAN BREDA & C°

La Banque J.Van Breda & C° est une banque conseil spécialisée qui s'adresse exclusivement aux entrepreneurs et aux professions libérales. Sa filiale ABK bank se positionne en tant que gestionnaire de fortune pour particuliers. Van Breda Car Finance propose des financements automobiles et du leasing financier automobile via les concessionnaires.

Aperçu financier de l'année 2016

En 2016, la Banque J.Van Breda & C° a une nouvelle fois affiché des résultats commerciaux solides dans chacune de ses trois activités : accompagnement patrimonial pour les entrepreneurs et les professions libérales (Banque J.Van Breda & C°), accompagnement patrimonial pour les particuliers (ABK bank) et financement et leasing automobiles via des revendeurs (Van Breda Car Finance).

Les volumes commerciaux (total investi par les clients + octroi de crédits aux clients) ont augmenté de 11%, passant de 15,1 milliards d'euros fin 2015 à 16,7 milliards d'euros fin 2016.

Avec un bénéfice net consolidé de 37,7 millions d'euros (-7% par rapport à 2015), la banque a réalisé le deuxième meilleur résultat de son histoire. Comme les années précédentes, le bénéfice est basé sur des résultats commerciaux sous-jacents solides. En dépit de la croissance en volume, le bénéfice net est en diminution en raison de la pression sur la marge d'intérêt et de la hausse des taxes bancaires.

Les fonds propres de la banque ont augmenté pour s'établir à 518 millions d'euros, un rendement sur fonds propres (ROE) de 7,4% ayant été réalisé.

Le produit bancaire se maintient malgré la pression sur la marge d'intérêt

En 2016, le produit bancaire consolidé a atteint 134 millions d'euros. Celui-ci est presque entièrement soutenu par les activités commerciales. Les plus-values réalisées, les revenus de dividendes et

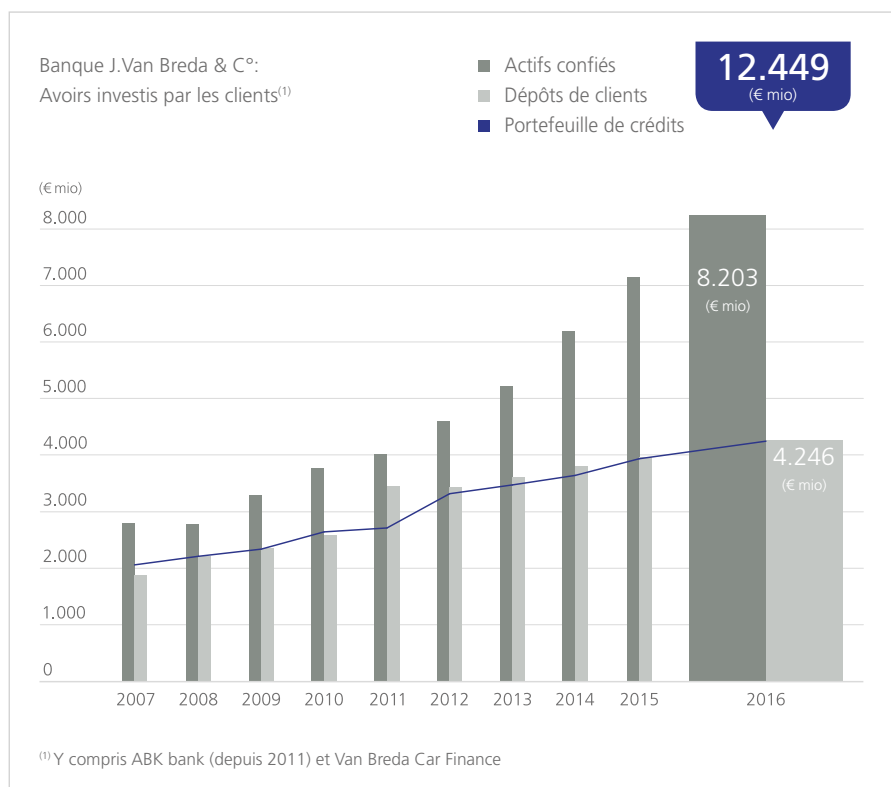
les résultats provenant des instruments de couverture représentent en effet moins de 2% du total du produit bancaire.

- En dépit de la croissance des dépôts (+7%) et des crédits (+7%), le résultat d'intérêts a diminué de 4%. Ceci résulte d'une courbe des taux plate, de la pression sur la marge d'intérêt et de la stratégie de la banque visant à faire passer la sécurité avant le rendement dans son portefeuille d'investissements.

- La croissance des revenus de commissions (+5%) a été soutenue par la forte hausse des actifs confiés (+14%).
- L'augmentation de 7% des coûts résulte en grande partie de la hausse des taxes bancaires, qui atteignent 8,2 millions d'euros (+66%). Hors taxes bancaires, les coûts n'ont augmenté que de 3%, malgré les investissements dans l'IT et dans le recrutement d'account managers supplémentaires. Le cost-income ratio était de 59%, contre 56% en 2015. Avec ces chiffres, la Banque J.Van Breda & C° figure toujours parmi les banques les plus performantes en Belgique.

Actifs confiés et octroi de crédits

Les avoirs investis par les clients ont augmenté de 1,3 milliard d'euros (+12%) pour s'établir à plus de 12,4 milliards d'euros, dont 4,2 milliards d'euros



Banque J. Van Breda & C°
Anvers



Banque J. Van Breda & C°
's Gravenwezel



ABK bank - Gand

de dépôts de clients (+7%) et 8,2 milliards d'euros d'actifs confiés (placements hors bilan, +14%). Le portefeuille total de crédits a atteint plus de 4,2 milliards d'euros, soit une augmentation de 7% par rapport à 2015.

Les réductions de valeur sur crédit représentaient 0,01% du portefeuille de crédits moyen, soit 0,6 million d'euros. Cette politique prudente, toutefois, n'a aucunement freiné la production de crédits, le portefeuille de crédits ayant augmenté de 7%.

Liquidité et solvabilité solides

L'approche prudente de la Banque J. Van Breda & C° lui assure en permanence une position de liquidités amplement suffisante. Le 'Liquidity Coverage Ratio' (LCR) et le 'Net Stable Funding Ratio' (NSFR) se sont établis respectivement à 150% et 123%, soit bien au-delà du seuil exigé de 100%. Le portefeuille de crédits est entièrement financé avec les dépôts de clients, si bien que la banque n'est pas dépendante d'un financement externe sur les marchés internationaux.

Les fonds propres (part du groupe) ont augmenté, passant de 502 millions d'euros à 518 millions d'euros. Cela permet de maintenir le rythme de la croissance commerciale sans affaiblir une structure de bilan solide qui constitue la principale protection des déposants. La solvabilité, exprimée comme étant le rapport entre fonds propres et actif (ratio de levier), s'élevait à 9,8%, soit un multiple des 3% que l'autorité de surveillance entend instaurer au plus tôt en 2018, sous Bâle III.

Aperçu opérationnel de l'année 2016

Banque J. Van Breda & C°

En 2016, la banque a poursuivi son mouvement de croissance commerciale constante. Grâce à un accroissement total de 1,3 milliard d'euros (+12%), les avoirs investis par les clients entrepreneurs et titulaires de profession libérale ont atteint 12,1 milliards d'euros.

Malgré un contexte d'intérêts faibles, les dépôts de clients ont augmenté de 294 millions d'euros

(+8%) pour atteindre un volume total de 4 milliards d'euros. Compte tenu de sa stratégie d'accompagnement patrimonial, la Banque J. Van Breda & C° présente un important volume de comptes à terme de longue durée. En raison des taux faibles, la banque a toutefois enregistré une plus forte croissance des dépôts à court terme durant l'année écoulée.

Les actifs confiés se sont accrus de 1 milliard d'euros (+14%) pour s'établir à 8,1 milliards d'euros. Ce total inclut 4,7 milliards d'euros confiés à Delen Private Bank sous forme de gestion de fortune.

Malgré un contexte économique incertain, le volume de crédits aux entrepreneurs et aux professions libérales a augmenté de 288 millions d'euros (+8%) pour s'établir à 3,8 milliards d'euros.

La Banque J. Van Breda & C° et les curateurs d'Optima Bank sont parvenus, en 2016, à un accord en vertu duquel la Banque J. Van Breda & C° reprenait le portefeuille d'assurances pension complémentaire auprès des compagnies d'assurance belges Baloise Insurance et Ergo Insurance. En tant que gestionnaire de fortune pour entrepreneurs



Banque J.Van Breda & C° - Anvers



Equipe féminine de bobsleigh Belgian Bullets

et professions libérales, la Banque J.Van Breda & C° possède une expertise approfondie dans la constitution d'une pension complémentaire. La reprise de ce portefeuille d'assurances ouvre à la Banque J.Van Breda & C° l'accès à une clientèle additionnelle. Il s'agit d'un portefeuille d'environ 6.600 contrats, représentant au total environ 140 millions d'euros de réserves accumulées. Ce sont principalement des contrats d'épargne-pension et des contrats 'deuxième pilier' (contrats de pension complémentaire pour indépendants, contrats INAMI pour professions libérales médicales et engagements individuels de pension pour dirigeants d'entreprise. Grâce à cette reprise, les titulaires d'assurance peuvent désormais faire appel aux services de la Banque J.Van Breda & C°.

ABK bank

ABK bank accompagne ses clients dans une vision à long terme pour l'accroissement, la gestion et la protection de leur patrimoine.

ABK bank a affiché de solides performances en 2016, à la fois sur le plan commercial et opérationnel. Le nombre de nouvelles relations a encore progressé, de même que le montant moyen des avoirs

confiés. Fin 2016, les avoirs confiés par les clients atteignaient 344 millions d'euros. Parmi les dépôts de clients, on a encore relevé un flux sortant de clients hors groupe cible, mais qui a été presque entièrement compensé par l'augmentation des actifs confiés par les clients du groupe cible. Cette augmentation se situe à la fois dans la gestion de fortune et les fonds de Delen Private Bank et dans les assurances d'investissement.

Le portefeuille de crédits a diminué de 19,3 millions d'euros, s'établissant à 124 millions d'euros. Cette diminution est presque entièrement liée à la baisse des crédits dans le segment professionnel qui, depuis la reprise, ne sont plus la priorité stratégique.

Avec l'ouverture d'une agence à Gand, ABK bank a franchi un premier pas en dehors de la province d'Anvers. Ceci confirme les ambitions nationales de la banque.

Van Breda Car Finance

En tant que division d'ABK bank, Van Breda Car Finance est active dans toute la Belgique dans le secteur du financement et du leasing financier automobiles.

Le nouveau volume de production a progressé de 12% en 2016, tandis que le portefeuille a augmenté de 8% pour s'établir à 319 millions d'euros. Cette augmentation significative est liée entre autres à l'évolution favorable des ventes de voitures neuves et d'occasion sur le marché belge. L'augmentation continue de la part du leasing financier dans le volume de production total a assuré le maintien de la marge d'intérêts. La hausse des volumes de production s'est traduite par une augmentation des revenus de commissions, dont l'impact a cependant été fortement atténué par la hausse des commissions versées aux concessionnaires. Les charges d'exploitation ont diminué de 2%. Les réductions de valeur sur crédits n'ont pas dépassé 0,04% du portefeuille de crédits moyen. Il résulte de tout cela que Van Breda Car Finance a affiché, à nouveau, un bon résultat en 2016.

Perspectives pour 2017

La volatilité des taux d'intérêt, les différentes élections européennes dans un contexte géopolitique délicat, l'incertitude quant à la politique américaine dans le futur et un contexte européen de croissance fragile rendent difficile toute prévision de bénéfices.

La pression sur la marge d'intérêts, les taxes bancaires et les investissements indispensables dans le futur pèsent sur le résultat. Néanmoins, la Banque J.Van Breda & C° reste bien armée pour l'avenir dans chacun des trois domaines d'activité.

Ces dernières années, la banque a démontré sa capacité à produire un beau résultat même dans des circonstances difficiles ou incertaines. Le fonds de commerce, la réputation, le positionnement, les investissements permanents et la structure financière saine de la banque : tous ces éléments forment une base solide pour une croissance financière performante sur le long terme.



www.banquevanbreda.be

De gauche à droite : Dirk Wouters, Vic Pourbaix, Marc Wijnants



Banque J.Van Breda & C° SA

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Produit bancaire	133.964	133.872	119.377
Résultat net (part groupe)	37.736	40.479	35.494
Fonds propres (part groupe)	518.257	501.633	474.981
Total du bilan	4.992.240	4.717.833	4.487.430
Avoirs investis par les clients	12.448.468	11.134.393	10.018.353
Portefeuille de crédits	4.223.318	3.932.237	3.639.208
Réductions de valeur sur crédits	0,01%	0,01%	0,01%
Coefficient d'exploitation (cost-income ratio)	59,4%	55,6%	59,7%
Rendement sur fonds propres moyens	7,4%	8,3%	7,7%
Ratio de capital Core Tier1	14,8%	14,5%	14,9%
Ratio de solvabilité (RAR)	15,8%	15,9%	16,8%
Personnel	471	465	459

50%

Pourcentage de participation AvH

ASCO-BDM

Le groupe d'assurances ASCO-BDM se concentre, via des courtiers, sur les assurances maritimes et industrielles. BDM est une agence de souscription proposant des solutions de couverture de risques dans des niches spécifiques pour le compte de l'assureur ASCO et de quelques grandes compagnies d'assurances internationales. La collaboration intensive entre BDM et ASCO au sein du même groupe assure à BDM une importante capacité de souscription tout en offrant à ASCO un canal de distribution puissant.

BDM a pu se concentrer davantage, en 2016, sur la commercialisation des produits de niche 'Property & Casualty' via les courtiers en assurance de moyenne importance, procédant à cet effet au recrutement d'un Chief Commercial Officer et de plusieurs spécialistes techniques. Dans le secteur Marine, les actions commerciales menées ont permis d'accroître encore la part de marché dans la 'Navigation de plaisance'.

Le portefeuille 'Property & Casualty' a progressé de 3% en 2016. La forte croissance enregistrée dans les activités de niche, comme Engineering (13%), a été quelque peu contrebalancée par une réduction volontaire de la part dans les activités plus volatiles.

Le portefeuille Marine a connu une nouvelle baisse, nettement moins prononcée qu'en 2015. Ceci résulte avant tout de l'achèvement des assainissements entamés ces dernières années, mais aussi de la baisse des prix des matières premières et de la faiblesse du marché en Cargo et Hull. Vers la fin de l'année 2016, un redressement prudent du volume de primes était perceptible.

Les primes brutes d'**ASCO** ont augmenté de 4% en 'Property & Casualty', mais ont diminué de 37% en Marine. Cette dernière baisse est la résultante des actions d'assainissement opérées ces dernières années dans cette partie du portefeuille, mais s'est aussi accompagnée de très bons résultats tech-

niques dans ce segment. Malgré un résultat technique décevant en Voiture, et même après la prise en compte de la part d'ASCO dans le 'pool terrorisme' (cf. les attentats terroristes du 22/03/16), ASCO a enregistré, fin 2016, le meilleur résultat technique depuis des années.

Grâce à d'excellents résultats d'investissement et à des frais généraux sous contrôle, le bénéfice net s'est établi à 1,1 million d'euros, contre un bénéfice net de 0,2 million d'euros en 2015.

En 2017, le groupe vise, en 'Property & Casualty', une nouvelle extension de son réseau commercial constitué de petits et moyens courtiers en assurance. ASCO-BDM entend se profiler plus que jamais, à travers le contact direct avec les spécialistes produits, comme un partenaire des courtiers en assurance dans les domaines où l'entreprise peut offrir une expertise spécifique.

BDM SA - Assurances Continentales SA (ASCO SA)

(€ 1.000)	2016	2015	2014
ASCO			
Primes brutes	27.794	32.175	29.260
Résultat net (part groupe)	1.145	248	577
Fonds propres (part groupe)	11.782	10.614	10.352
BDM			
Primes perçues	52.685	53.631	60.217
Produits d'exploitation	5.989	6.155	6.753
Résultat net (part groupe)	47	72	202
Fonds propres (part groupe)	5.266	5.177	5.437
Personnel (ASCO-BDM)	50	55	68



www.bdmantwerp.be



www.ascocontinentale.be

De gauche à droite : Bart Dewulf, Michel de Lophem, Wilfried Van Gompel, Hugo De Cupere, Sofie Lins, Luc De Backer, Jos Gielen





REAL ESTATE & SENIOR CARE

Toutes les participations en Real Estate & Senior Care contribuent au résultat significatif de ce segment.

Extensa enregistre une belle avancée
à la Cloche d'Or (Luxembourg) et
à Tour & Taxis (Bruxelles), où elle a finalisé
un accord sur la vente de l'immeuble Herman Teirlinck.



100%

EXTENSA

Extensa est un promoteur immobilier centré sur les projets résidentiels et mixtes en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg.

30%

LEASINVEST
REAL ESTATE

La société cotée en bourse LRE gère des bâtiments pour la distribution, des bureaux et des bâtiments logistiques au Grand-Duché de Luxembourg, en Belgique, en Suisse et en Autriche.

93%

ANIMA
CARE

Anima Care vise le segment supérieur de l'hébergement et des soins aux personnes âgées en Belgique.

71%

HPA

HPA est active dans l'hébergement des personnes âgées en France et recouvre les activités de Residalya (exploitation) et Patrimoine & Santé (immobilier).

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions)	2016	2015	2014
Extensa	30,4	31,0	3,4
Leasinvest Real Estate	10,1	9,9	10,3
Anima Care	3,6	1,1	0,5
HPA	2,1	1,6	-
Holding Groupe Duval	-	-8,0	0,5
Total	46,2	35,6	14,7

EXTENSA GROUP

Extensa est un promoteur immobilier centré sur les projets résidentiels et mixtes en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg.

Aperçu financier de l'année 2016

Le résultat net d'Extensa Group pour l'exercice 2016 - sans la contribution au résultat de LRE - a atteint 30,4 millions d'euros, contre 31,0 millions d'euros en 2015 (sans la plus-value de réévaluation de 23,5 millions d'euros fin 2015 sur l'acquisition du contrôle de Tour & Taxis).

La contribution nette du projet Tour & Taxis s'élève à 27,1 millions d'euros et provient de la location et de la gestion des propriétés (entre autres Sheds, Hôtel de la Poste, parkings, événements) et de la comptabilisation d'un résultat partiel (selon la méthode 'percentage of completion') de la marge sur l'immeuble Herman Teirlinck et la résidence Gloria. Au Luxembourg, la contribution des résidences et des deux projets de bureaux à la Cloche d'Or a atteint 11,7 millions d'euros.

Le total du bilan est en hausse, passant de 559 millions d'euros fin 2015 à 654 millions d'euros fin 2016. Ceci s'explique dans une large mesure par les projets de construction en cours. Les fonds propres ont augmenté sur cette période, passant de 205 millions d'euros à 242 millions d'euros.

Aperçu opérationnel de l'année 2016

Projets de développement urbain

La procédure en vue de l'élaboration d'un plan particulier d'affectation pour le site **Tour & Taxis** à Bruxelles a été engagée en 2015 et a été approuvée par la ville de Bruxelles en décembre 2016. Après approbation par la Région de Bruxelles-Capitale début 2017, le processus de planification du site pourra enfin être achevé.

Les travaux à l'immeuble de bureaux Herman Teirlinck (surface brute de 48.096 m²) ont com-

mencé en avril 2015 et se termineront au deuxième trimestre 2017. Cet immeuble à très haute performance énergétique a été prêté à la Communauté flamande et abritera le nouveau Centre administratif flamand à Bruxelles. Comme prévu, Participatiemaatschappij Vlaanderen (PMV) a pris une participation de 49% dans la société de projet en 2015. Extensa est ensuite parvenue, fin 2016, à un accord sur la vente de la société de projet à l'assureur Baloise. La contribution des deux transactions est reprise selon le pourcentage d'achèvement ('percentage of completion') de l'immeuble et s'élevait à 20,2 millions d'euros en 2016. Les produits permettront à Extensa de rembourser le solde du crédit-pont de 75 millions d'euros qui avait été souscrit début 2015 pour acquérir la participation de 50% dans Tour & Taxis.

Les 115 appartements de la résidence Gloria, le premier immeuble à appartements sur le site de Tour & Taxis, seront livrés intégralement au cours du premier trimestre 2017. Presque toutes les unités d'habitation étaient vendues fin 2016. Pour le reste de ce quartier résidentiel, de part et d'autre d'une nouvelle avenue bordée d'arbres, une demande de permis de bâtir a été introduite au quatrième trimestre 2016. Il comprend une maison de repos et de soins, des résidences-services et 350 appartements, le tout conçu par les bureaux d'architectes AWG, Sergison Bates et noA. Dès que le plan particulier d'affectation sera devenu définitif, le permis de bâtir pourra être approuvé. Les travaux pourront donc commencer en 2017.

En mai 2016, Extensa a acheté l'Hôtel des Douanes de Sopima (Etat fédéral belge). Cet ancien immeuble de bureaux des autorités douanières d'une surface (brute) de 8.872 m² jouit d'une situation stratégique à l'angle sud du site de Tour & Taxis. Il se trouve en face du futur pont Picard qui sera construit à partir du deuxième trimestre 2017. Fin 2016, Publicis One a centralisé ses activités belges dans ce bâtiment en attendant son emménage-

ment permanent dans la 'Gare Maritime' fin 2018.

La rénovation de la structure existante de la 'Gare Maritime' a commencé et s'achèvera fin 2017. Cette ancienne gare de marchandises (40.000 m²) sera le nouveau point central du site Tour & Taxis et combinera des ateliers, des magasins à thème et des points de vente en aliments et boissons. Plusieurs des bâtiments aux alentours (le Quai, 'Les Produits Dangereux') ont également été rénovés et sont utilisés principalement pour des événements.

Sur le terrain qui jouxte le futur pont Picard, Extensa prévoit un immeuble à appartements de 138 unités d'habitation. Le début de la vente et des travaux est prévu pour le premier semestre 2017.

Dans le cadre du projet **Cloche d'Or**, Grossfeld PAP (Extensa 50%) dispose d'options d'achat sur des terrains très bien situés dans le sud de la ville de Luxembourg. La ville et l'état luxembourgeois aménagent actuellement les grands axes de circulation qui structurent cette zone.

La vente sur plan des appartements a commencé en octobre 2014. Fin 2016, 567 unités d'habitation étaient vendues. Les travaux de construction pour les phases 1, 2 et 3 ont débuté. La vente de la phase 4 a démarré au premier trimestre 2017.

Les travaux pour la construction du siège d'Alter Domus (10.500 m²) et de Deloitte Luxembourg (30.000 m²) ont commencé également. La réception est prévue au troisième trimestre 2018.

Sur le terrain qui a été vendu en 2014, Auchan Group construit actuellement un centre commercial régional qui ouvrira ses portes en 2019. Ceci augmentera encore l'attrait du site pour les résidents et les clients d'affaires.



1. Cloche d'Or - Immeuble de bureaux Deloitte - Luxembourg (artist impression)
2. Cloche d'Or - Luxembourg (artist impression)
3. Cloche d'Or - Luxembourg
4. Tour & Taxis - Bruxelles



Tour & Taxis - Bruxelles

Lotissements et projets résidentiels en Belgique

Dans le projet en centre-ville 'De Munt' à Roulers (50% Extensa), la quatrième et dernière phase des 145 appartements a été livrée. Il reste quelques appartements à vendre. En 2016, un supermarché City Delhaize a été ouvert et vient compléter l'offre commerciale existante dans le projet.

Pour différents projets de construction, les procédures administratives en vue de l'obtention de permis exécutables sont en cours. En Flandre, des projets sont à l'étude à Edegem, Schilde, Wuustwezel, Kapellen, Brasschaat et Louvain. Le processus de planification du projet Groeninge à Kontich (651 maisons et appartements) a enregistré des progrès significatifs. En Wallonie, une issue favorable se profile pour les projets à Wavre, La Hulpe et Tubize.

Slovaquie, Roumanie, Turquie

A Trnava, en Slovaquie, Top Development (Extensa 50%) a consolidé son centre commercial (7.789 m²) en y ajoutant une station-service. D'autres développements sur les terrains disponibles sont à l'étude.

En ce qui concerne le développement des terrains en Roumanie, aucune avancée spécifique n'a été réalisée vu les conditions du marché.

Le contrôle a été acquis sur un nouveau terrain à proximité du palais de Topkapi (Zeytinburnu) à Istanbul (Turquie) en vue du développement d'environ 250 appartements (dont 147 unités pour Extensa).

Investissements immobiliers

Début 2016, outre les bâtiments historiques sur le site de Tour & Taxis, il ne restait dans le portefeuille que quatre autres bâtiments loués, d'une valeur comptable totale de 12 millions d'euros. Ces biens sont gérés de manière active.

Perspectives pour 2017

Les développements d'Extensa à Tour & Taxis et à la Cloche d'Or continueront à soutenir les résultats d'Extensa en 2017 et les années suivantes.

extensa

www.extensa.eu

De gauche à droite : Filip Dumalin, Laurent Jacquemart, Kris Verhellen, Peter De Dursel, Ward Van Gorp



Extensa Group SA

(€ millions)	2016	2015	2014
Bilan			
Leasinvest Real Estate (LRE) ⁽¹⁾	104,3	106,1	98,4
Tour & Taxis	359,8	240,0	52,8
Cloche d'Or	80,3	91,1	100,2
Autres positions	58,3	58,2	59,8
Trésorerie & équivalent	32,9	38,3	11,5
Autres actifs	18,2	25,4	8,4
Total d'actif	653,8	559,1	331,3
Fonds propres (part groupe)	242,4	205,2	135,3
Intérêts minoritaires	5,7	8,4	2,2
Dettes financières ⁽²⁾	293,0	266,1	166,2
Autres passifs	112,7	79,4	27,6
Total du passif	653,8	559,1	331,3

⁽¹⁾ Nombre d'actions : 1.444.754 (29,3%) ; actions via AvH : 37.211

⁽²⁾ Dette financière nette : € 260,1 millions d'euros, € 227,9 millions (2015), € 154,7 millions (2014)

30%

Pourcentage de participation AvH

LEASINVEST REAL ESTATE

Leasinvest Real Estate (LRE) est une société immobilière réglementée publique qui se concentre sur la distribution et les bureaux dans quatre pays (Grand-Duché de Luxembourg, Belgique, Autriche et Suisse).

La conjoncture économique a connu, en 2016, une évolution très favorable au Grand-Duché de Luxembourg et relativement bonne en Belgique. En Suisse, l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro début 2015 a eu pour effet une diminution de la consommation intérieure. En se diversifiant vers le Luxembourg (depuis 2006), la Suisse (fin 2014) et l'Autriche (fin 2016), LRE s'étend, en dehors de la Belgique, dans des pays qui présentent un rating AAA, une économie saine avec peu de chômage, un PIB par habitant élevé et une croissance constante.

Au Grand-Duché de Luxembourg, où LRE est l'un des principaux investisseurs immobiliers étrangers, les locations de bureaux ont diminué de 35% en 2016 après une année 2015 record, mais la distribution affiche des chiffres comparables à ceux de 2015. En Belgique, le marché des bureaux a enregistré une amélioration notable des volumes de location, avec une hausse de 50% par rapport à 2015. Les loyers sont restés stables et le taux d'inoccupation est descendu à 9%. Le volume de location dans le marché de la distribution a par contre évolué positivement, avec une progression de 10%. En Suisse, le marché de la location dans la distribution est resté stable.

L'acquisition du parc retail Frun à Asten, en Autriche, marque la présence de Leasinvest Real Estate dans un quatrième pays. L'impact financier de cette opération ne se fera pleinement sentir qu'en 2017. Cette transaction est conforme à la réorientation stratégique vers plus de distribution, moins de bureaux et une diversification géographique dans 4 pays.

Aperçu financier de l'année 2016

La juste valeur ("fair value") du portefeuille immobilier consolidé, y compris les développements, s'élevait à 859,9 millions d'euros fin 2016 (contre 869,4 millions d'euros au 31/12/2015). La diminution de 1% est due principalement à l'importante vente de Royal20. Le portefeuille immobilier global se compose à 48% de surfaces commerciales (2015 : 42%), 37% de bureaux (2015 : 42%) et 15% d'espaces logistiques (2015 : 16%). Il y a 15 sites au Luxembourg (49% sur la base de la juste valeur du portefeuille), 13 en Belgique (42%), 3 en Suisse (5%) et 1 en Autriche (4%).

Les revenus locatifs ont augmenté de 12% en 2016 et s'établissent à 56,6 millions d'euros. Ce résultat record est attribuable à l'acquisition de l'immeuble de bureaux Entrepôt Royal sur le site de Tour & Taxis à Bruxelles fin 2015. La durée moyenne du portefeuille a diminué, passant de 4,8 ans à 4,4 ans, principalement en raison du départ temporaire du locataire de l'immeuble de bureaux Montoyer 63 jusqu'au terme de la rénovation. Le taux d'occupation a augmenté, s'établissant à 96,77% (2015 : 95,80%). Le rendement locatif sur la juste valeur est resté plus ou moins stable par rapport à l'exercice précédent (2016 : 6,78%, 2015 : 6,88%).

Les fonds propres (part du groupe) s'élevaient à 356 millions d'euros à la fin de l'année 2016 (2015 : 362 millions d'euros). L'actif net revalorisé s'élevait à 72,2 euros par action sur la base de la juste valeur des actifs immobiliers (73,4 euros au 31/12/2015) et 75,6 euros sur la base de la valeur d'investissement (76,9 euros au 31/12/2015). Les dettes financières ont légèrement augmenté pour s'établir à 541 millions d'euros (532 millions d'euros au 31/12/2015). Le taux d'endettement (calculé selon l'A.R. du 12/05/14) est resté inchangé

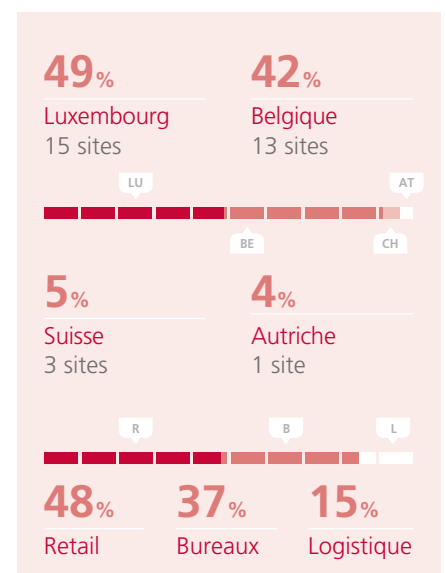


Knauf centre commercial - Luxembourg

à 58%. Le total du bilan s'élevait à 988 millions d'euros à la fin de l'exercice (2015 : 976 millions d'euros).

LRE a clôturé son exercice 2016 avec un résultat net (part du groupe) en hausse s'établissant à 31,1 millions d'euros (30,6 millions d'euros au

LRE : Portefeuille immobilier
(% sur la base de la juste valeur)





1. Parc retail Frun® Asten - Autriche
2. Royal20 - Luxembourg
3. Retail Park Strassen - Luxembourg (artist impression)
4. Treesquare - Bruxelles (artist impression)

31/12/2015), soit 6,30 euros par action (6,20 euros au 31/12/2015). Le bénéfice EPRA a augmenté de 9% pour s'établir à 27,9 millions d'euros.

Le cours de l'action LRE a oscillé, en 2016, entre 90,20 euros et 114,00 euros. Le cours de clôture à la fin de l'année s'établissait à 105,50 euros. Le dividende brut par action sur l'exercice 2016 sera de 4,90 euros, ce qui représente un rendement en dividende brut (sur la base du cours de clôture) de 4,6% (exercice 2015 : 5,05%).

Aperçu opérationnel de l'année 2016

Début janvier, le permis de démolir et de construire a été obtenu pour l'immeuble de bureaux Tree-square, situé au Square de Meeûs à Bruxelles. Les travaux de démolition et de construction ont commencé et la réception provisoire est prévue pour fin 2017.

Fin mars, Leasinvest Real Estate a été reprise dans l'indice BelMid d'Euronext Bruxelles.

Fin avril, un contrat d'usufruit a été conclu avec le Parlement européen, le locataire occupant de l'immeuble de bureaux Montoyer 63 à Bruxelles, pour une durée fixe et irrévocable de 21 ans. Le bâtiment sera réaménagé et a été libéré fin novembre.

A la mi-juin, l'acte de vente pour le bâtiment Zeustestraat à Malines a été passé, l'immeuble ayant été vendu à un utilisateur final pour 4,5 millions d'euros.

Fin juin a été passé, selon le planning prévu, le deuxième acte notarié concernant la vente à terme de l'immeuble de bureaux Royal20, situé dans la ville de Luxembourg, qui a été livré. Celui-ci a été vendu à un investisseur privé pour un montant de 62,5 millions d'euros (hors TVA).

En septembre, les travaux de rénovation de la première phase du Retail Park Strassen (Luxembourg) ont démarré. Ils s'achèveront fin juin 2017. Les locataires occupants ont prolongé leurs contrats de bail.



Montoyer 63 - Bruxelles (artist impression - © SVR-ARCHITECTS)

Toujours en septembre, au Raghen Park de Malines, une prolongation a été signée avec le locataire actuel pour la moitié de l'espace de bureaux. Une partie de la surface de bureaux restante sera aménagée en un business center. Pour l'autre partie, de nouveaux locataires seront recherchés.

Début novembre, l'acquisition du Frun Park Asten (Autriche) a été réalisée pour une juste valeur de 38 millions d'euros. Ceci marque le premier investissement de LRE dans un quatrième pays.

Pendant l'année 2016, diverses mises en location ont été réalisées au Luxembourg, en Belgique et en Suisse.

Perspectives pour 2017

Après les bons résultats de 2016, la société s'attend pour 2017 à un bénéfice EPRA conforme à celui des années antérieures. En conséquence, la société prévoit de maintenir le dividende pour 2017 au même niveau.

Leasinvest Real Estate SCA



www.leasinvest.be

De gauche à droite : Jean-Louis Appelmans, Michel Van Geyte



(€ 1.000)	2016	2015	2014
Résultat net (part groupe)	31.118	30.618	32.572
Fonds propres (part groupe)	356.407	362.405	336.410
Portefeuille immobilier (juste valeur)	859.931	869.361	756.327
Rendement locatif (%)	6,78	6,88	7,23
Taux d'occupation (%)	96,77	95,80	96,24
Par action (en €) :			
Valeur de l'actif net	72,20	73,40	68,10
Cours de clôture	105,50	93,09	91,61
Dividende brut	4,90	4,70	4,55

ANIMA CARE

Anima Care se concentre sur le secteur des soins et de la santé en Belgique et vise le segment supérieur de l'hébergement et des soins pour personnes âgées. Dans l'aide résidentielle aux personnes âgées, Anima Care investit aussi bien dans l'exploitation que dans l'immobilier.

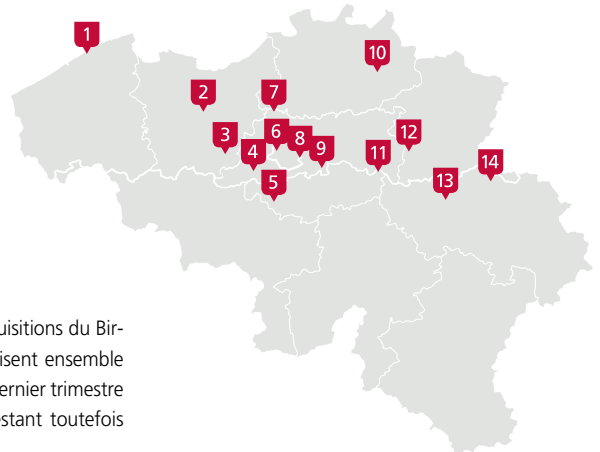
Anima Care opte résolument pour la qualité. L'entreprise allie un cadre de vie agréable et un service de grande qualité. Elle accorde une grande attention à l'amélioration constante de ses méthodes de travail et des systèmes opérationnels, de même qu'à la sélection, à l'accompagnement et au développement de ses collaborateurs, lesquels mettent en pratique, jour après jour, la conception de la qualité et les valeurs d'Anima Care.

Anima Care exploite, au 31 décembre 2016, 1.347 lits en maison de repos, 77 lits en centre de convalescence et 197 résidences-services, répartis entre 14 résidences (7 en Flandre, 3 à Bruxelles, 4 en Wallonie).

Aperçu financier de l'année 2016

Anima Care a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 56,4 millions d'euros. L'augmentation de 9,4 millions d'euros du chiffre d'affaires par rapport à 2015 est principalement liée à l'expansion du portefeuille. Le projet de construction Aquamarijn à Kasterlee a été mis en service fin mars 2015 et a contribué pour une année entière au résultat en 2016. Les acquisitions du Birmingham et de Duneroze, qui totalisent ensemble 260 lits, ont été reprises à partir du dernier trimestre 2016, leur impact sur le résultat restant toutefois encore limité.

1. Duneroze - Wenduine
2. Kruienberg - Berlare
3. De Toekomst - Alost
4. Home Scheut - Anderlecht
5. Au Privilège - Haut-Ittre
6. Le Birmingham - Molenbeek-Saint-Jean
7. Zonnestein - Zemst
8. Parc des Princes - Auderghem
9. Résidence St. James - La Hulpe
10. Aquamarijn - Kasterlee
11. Zevenbronnen - Landen
12. Philemon & Baucis - Zoutleeuw
13. Château d'Awans - Awans
14. Les Comtes de Méan - Blegny



Aquamarijn - Kasterlee



Les 4 constructions neuves, mises en service dans la période 2013-2015, atteignent leur vitesse de croisière. Ceci s'est traduit en 2016 par une augmentation significative de l'EBITDAR à 14,0 millions d'euros (2015 : 9,3 millions d'euros) et du bénéfice à 3,9 millions d'euros (2015 : 1,1 million d'euros).

Les fonds propres du groupe sont en hausse, passant de 40,0 millions d'euros fin 2015 à 46,6 millions d'euros fin 2016. En 2016, le capital a été libéré à raison de 2,5 millions d'euros supplémentaires. Fin 2016, il reste 6,7 millions d'euros de capital à libérer.

Les dettes financières nettes ont augmenté, passant de 69,2 millions d'euros au 31/12/2015 à 72,7 millions d'euros au 31/12/2016. L'augmentation de l'endettement net est principalement attribuable au financement de la reprise de l'exploitation et des bâtiments de Duneroze. Les acquisitions de



Blegny (artist impression)

Duneroze - Wenduine

Aquamarijn
Kasterlee

Duneroze et du Birmingham expliquent pour une bonne part l'augmentation du total du bilan, lequel passe de 140,2 millions d'euros fin 2015 à 151,9 millions d'euros fin 2016.

Aperçu opérationnel de l'année 2016

Au printemps 2016, Anima Care a commencé la construction de 22 résidences-services à Blegny. Elles sont construites à côté de l'établissement de soins qui a été mis en service en octobre 2013. Elles seront livrées au deuxième trimestre 2017.

En novembre 2016, Anima Care a repris Le Birmingham à Molenbeek-Saint-Jean et Duneroze à Wenduine. Le Birmingham compte 60 lits en maison de repos. Duneroze totalise 160 lits en maison de repos et 40 lits en centre de convalescence en exploitation.

Fin 2016, un contrat a été signé pour la reprise des trois maisons de repos bruxelloises de Valmont Santé Belgium, qui exploitent ensemble 167 lits en maison de repos. La reprise est prévue pour fin mars 2017.

Différents projets de construction - notamment à Alost, à Zoutleeuw et dans la Région de Bruxelles-Capitale - et de rénovation - à Berlare et Awans - sont en préparation.

Perspectives pour 2017

En 2017, une grande attention sera portée à l'intégration et à l'amélioration du fonctionnement opérationnel des récentes acquisitions. Au printemps commencera la construction d'une extension de 30 lits à Alost, ainsi que la rénovation de 52 chambres à Berlare. La reprise des activités de Valmont Santé Belgium comprend également un projet de construction neuve à Forest. Le permis de bâtir a déjà été délivré et les travaux commenceront

dans le courant de l'année 2017. En fonction de l'obtention des permis nécessaires, les chantiers des autres projets de construction qui sont en préparation commenceront également.

Anima Care continuera à investir dans sa croissance via des acquisitions, le développement de nouvelles résidences, l'extension de résidences existantes et l'élargissement de son offre de services. La croissance des activités, la qualité du service et l'amélioration du fonctionnement opérationnel forment la base d'une amélioration de la rentabilité dans le futur. Avec son ancrage 100% belge et sa stratégie consistant à garantir des prestations de soins optimales tout en investissant dans de l'immobilier de qualité, Anima Care est un acteur unique sur le marché belge.

Anima
Care

www.animacare.be

Anima Care SA

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	56.438	46.981	37.927
EBITDA	13.094	8.890	5.388
EBIT	8.392	4.539	2.423
Résultat net (part groupe)	3.939	1.075	463
Fonds propres (part groupe)	46.645	40.039	35.744
Trésorerie nette	-72.705	-69.242	-60.232
Total du bilan	151.902	140.180	121.957
Personnel	1.119	824	659

De gauche à droite : Olivier Fassin, Jeroen Versnick, Ingrid Van de Maele, Peter Rasschaert, Johan Crijns, Luc Devolder



71%

Pourcentage de participation AvH

HPA

Le groupe HPA comprend Residalya, qui exploite des maisons de repos en France, et Patrimoine & Santé, qui est propriétaire de la plupart de ces résidences. Residalya est spécialisée dans l'accueil et les soins pour personnes âgées dépendantes, en privilégiant les relations humaines entre les résidents et le personnel.

Conformément aux accords conclus à ce sujet avec Eric Duval, AvH a réduit sa participation dans Holding Groupe Duval de 37,8% (fin 2015) à 21,8% en la convertissant en une participation supplémentaire de 25% dans la société immobilière Patrimoine & Santé (de 22,5% fin 2015 à 47,5%). Les intérêts d'AvH, du CEO Hervé Hardy et des autres membres de la direction dans Residalya et Patrimoine & Santé ont ensuite été intégrés dans HPA, une nouvelle structure dont AvH détient 70,9%. HPA détient à son tour 100% de l'opérateur français de maisons de repos Residalya et 73,7% (fin 2016) de Patrimoine & Santé, propriétaire de l'immobilier de la plupart des résidences exploitées par Residalya. Début 2017, les derniers 21,8% qu'AvH détenait encore dans Holding Groupe Duval ont été convertis en actions Patrimoine & Santé. En 2017, ces actions seront apportées dans HPA, dont la participation dans Patrimoine & Santé s'élèvera alors à 100%.

Sur le plan organisationnel, HPA, société de droit belge, a été constituée en tant que holding animatrice de l'ensemble des activités de Residalya (exploitation) et Patrimoine & Santé (immobilier). La première phase de cette restructuration juridique a été réalisée en juin 2016 lorsque les différents actionnaires ont procédé à l'apport formel des titres dans cette holding. Après cette phase initiale, des contrats bilatéraux sous format 'Euro PP' ont été signés avec quatre établissements bancaires et deux investisseurs. Le but était, d'une part, de refinancer une série de dettes existantes à moindres coûts - en allégeant les charges de remboursement - et d'autre part, d'ouvrir une ligne de crédit propre pour les activités de développement.

Aperçu financier de l'année 2016

HPA a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 105,6 millions d'euros, contre 91,6 millions d'euros en 2015 (Residalya seule), un EBITDAR de 23,3 millions d'euros et un résultat net de 2,9 millions d'euros. Cette hausse du chiffre d'affaires est attribuable à l'augmentation du taux d'occupation (98,4%) et à l'extension du portefeuille.

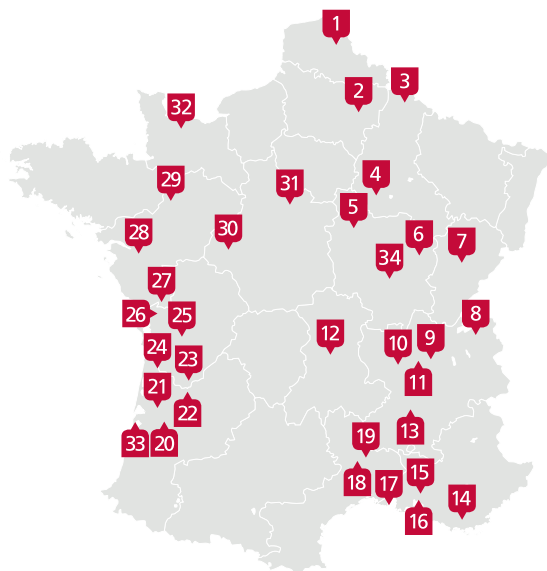
Aperçu opérationnel de l'année 2016

Residalya a poursuivi l'expansion de ses activités en 2016. Depuis janvier 2016, La Demeure du Bois Ardent à Saint-Lô (76 lits) et La Résidence Ambroise Paré (Residalya 60%) à Lyon (88 lits) ont rejoint le réseau.

En juillet 2016, HPA a procédé à l'intégration complète de SCI Cigma du Tertre, propriétaire du complexe immobilier dans lequel sont exploitées une maison de repos et de soins de 60 lits (Le Cigma de Laval) et une crèche d'entreprise de 50 berceaux (Crèche du Tertre). Depuis, ces deux établissements ont également été intégrés dans le réseau de Residalya.

Le réseau Residalya a réussi, en 2016, à maintenir un niveau d'activité constant. Sur l'ensemble de l'année 2016, le taux d'occupation des établissements consolidés a atteint 98,4%, contre 95,8% en 2015. Le loyer moyen, une composante importante du chiffre d'affaires, a aussi augmenté de manière constante en 2016. Le loyer est comparable aux prix

- | | |
|-------------------------------|-------------------------------|
| 1. Les Terrasses de la Scarpe | 18. Les Portes de NiTmes |
| 2. Les Portes de Champagne | 19. Les Cinq Sens |
| 3. Résidence Ducale | 20. Le Clos Caychac |
| 4. Les Jardins de Creney | 21. Résidence Aloha |
| 5. Résidence d'Automne | 22. Le Mont des Landes |
| 6. Résidence Valmy | 23. La Chenaie |
| 7. Résidence Granvelle | 24. Le Jardin des Loges |
| 8. Villa Charlotte | 25. Les Jardins de Saintonge |
| 9. Résidence Marguerite | 26. Le Littoral |
| 10. Résidence Le Rivage | 27. Les Portes du Jardin |
| 11. Résidence Ambroise Paré | 28. La Lande Saint-Martin |
| 12. Les Rives d'Allier | 29. CIGMA de Laval |
| 13. Le Clos Rousset | 30. Le Clos Saint-Vincent |
| 14. Le Grand Jardin | 31. Résidence Valois |
| 15. Les Séolanes | 32. La Demeure du Bois Ardent |
| 16. Les Maisons de Marie | 33. Le Pyla sur Mer (2017) |
| 17. La Carrairade | 34. Villa Thalia (2017) |



pratiqués par les établissements concurrents dans les environs.

Residalya poursuit ses programmes de rénovation (La Lande St Martin, Garons), ainsi que les projets d'équipements des établissements. Ces investissements sont indispensables pour démarquer l'entreprise vis-à-vis de la concurrence. Durant l'été 2016, les travaux d'extension ont démarré à la résidence Granvelle. La capacité de la maison de repos et de soins sera étendue de 84 à 99 lits, avec en outre 25 résidences-services. La réception est attendue en 2018. Il s'agira de la première résidence exploitée



Résidence Valois



Les Jardins de Saintongne



Le Rivage

en partie en tant que maison de repos et de soins et en partie comme complexe de résidences-services. Cette configuration offre la possibilité de répondre aux besoins spécifiques de certains résidents qui, sans séjourner dans un établissement médicalisé, se sentent néanmoins plus en sécurité dans un centre adapté à leur grand âge.

Dans le cadre du développement sur la base d'un modèle mixte combinant à la fois des maisons de repos et de soins et des résidences-services, divers projets sont à l'étude. Il s'agit des projets Le Taillan Médoc en Gironde, La Tour de Salvagny dans le Rhône et Oyonnax dans l'Ain. La mise en œuvre de

ces projets se poursuivra dans les mois à venir. L'ouverture des nouveaux établissements est prévue entre 2019 et 2020.

Au 31 décembre 2016, Residalya gère 32 résidences réparties en France, avec un total de 2.439 lits.

Perspectives pour 2017

HPA a également pris des initiatives en vue d'étendre son réseau par le biais d'acquisitions. Deux projets mis sur les rails en 2016 ont déjà été clôturés en janvier 2017 : la résidence Pyla sur Mer (60 lits,

qui seront étendus à 83 lits dans les années à venir par un transfert de lits) et la résidence Villa Thalia (95 lits). Dans ces deux projets, HPA est en mesure non seulement d'acquiescer l'activité d'exploitation et les bâtiments, mais aussi de planifier des travaux de rénovation, voire d'extension, si bien qu'une augmentation du loyer moyen dans le futur est envisageable.



www.residalyu.fr

HPA SA

(€ 1.000)	2016 ⁽¹⁾	2015 ⁽²⁾	2014 ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	105.578	91.576	80.819
EBITDA	20.169	6.369	5.379
EBIT	3.703	2.868	2.280
Résultat net (part groupe)	2.936	1.875	1.454
Fonds propres (part groupe)	61.062	25.604	23.729
Trésorerie nette	-182.297	-22.238	-23.268
Total du bilan	337.224	96.267	83.754
Personnel	1.547	1.445	1.322

⁽¹⁾ Y compris Patrimoine & Santé

⁽²⁾ Non compris Patrimoine & Santé

De gauche à droite : Christophe Fabre, Marie-José Le Roy Raynal, Hervé Hardy, Frédéric Hoepffner



A photograph of a tea plantation in a hilly region. In the foreground, there are rows of tea bushes with vibrant green leaves. The middle ground shows terraced tea fields following the contours of the hills. In the background, more hills are visible under a bright blue sky with scattered white clouds. The overall scene is lush and green, representing a sustainable agricultural landscape.

ENERGY & RESOURCES

Sipef double son résultat en 2016 grâce à une production d'huile de palme en hausse allée à une augmentation des prix sur le marché. Sipef franchit des pas importants dans l'expansion de ses plantations.

Sipef - La plantation de thé Cibuni avec, en avant-plan, un détail sur les jeunes pousses


28%

SIPEF

Sipec est un groupe agro-industriel spécialisé dans l'agriculture tropicale, avec des plantations pour l'huile de palme, le caoutchouc et le thé en Extrême-Orient.


75%

SNTC

SNTC réalise et gère des canalisations pour le transport de gaz industriels et de produits pour l'industrie pétrochimique.


20%SAGAR
CEMENTS

La société indienne cotée en bourse Sagar Cements produit un large assortiment de ciment.


50%ORIENTAL
QUARRIES &
MINES

OQM est active dans l'exploitation et la production d'agréats en Inde, destinés tant à la construction de routes qu'à la production de béton.

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions)	2016	2015	2014
Sipec	10,0	4,6	9,9 ⁽¹⁾
Société Nationale de Transport par Canalisations	1,9	1,6	1,7
Sagar Cements	0,4	1,2	6,0
Oriental Quarries & Mines	-3,1	0,0	0,3
Total	9,2	7,4	18,0

⁽¹⁾ Révisé suite à IAS41R

28%

Pourcentage de participation AvH

SIPEF

Sipef est un groupe belge de plantations coté en bourse qui se consacre à l'agriculture tropicale durable (60.637 ha de palmiers à huile, 6.325 ha d'arbres à caoutchouc) en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

La base des activités du groupe se situe, historiquement, sur l'île de Sumatra (Indonésie) où 47.016 hectares de palmiers à huile et 6.325 hectares d'arbres à caoutchouc au total, répartis entre plusieurs sites, ont été plantés, la production étant soutenue par 5 usines d'extraction d'huile de palme et 3 usines de caoutchouc. Dans les montagnes proches de Bandung, sur l'île de Java, se trouve Cibuni, une plantation de thé de haute qualité de 1.743 hectares dotée d'une usine pour la production de thé noir. Les activités indonésiennes sont de loin les plus importantes pour le groupe et représentent 58,4% du bénéfice d'exploitation brut.

Depuis les années '70, une deuxième activité de plantation, plus modeste, a été développée en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les plantations de palmiers à huile ont été progressivement étendues pour former une exploitation de 13.621 hectares avec 3 usines, tandis que les activités de caoutchouc, par manque de rentabilité, ont été vendues en 2016. Les récoltes d'une superficie plus ou moins équivalente de palmiers à huile appartenant à des agriculteurs villageois sont également transformées, de sorte que les activités d'huile de palme de Papouasie-Nouvelle-Guinée représentent 35,4% du bénéfice d'exploitation brut.

L'entreprise est donc pleinement centrée sur l'Asie du Sud-Est. Parmi les participations dans des entreprises agricoles africaines, autrefois plus importantes, seule a été conservée la production ivoirienne rentable de bananes et de fleurs tropicales pour le marché d'exportation européen, ceci sur une surface de 732 hectares plantés représentant 4,8% du bénéfice d'exploitation brut de 2016.

Aperçu financier de l'année 2016




Sipef a connu une bonne année sur le plan opérationnel, la forte hausse du volume d'huile de palme au quatrième trimestre ayant pu compenser les conditions de production relativement difficiles rencontrées plus tôt dans l'année. Grâce à des coûts stables et à des prix de vente en hausse vers la fin de l'année pour l'huile de palme et le caoutchouc, le chiffre d'affaires annuel du groupe a augmenté de 18,2% et le bénéfice d'exploitation brut de 69,1%. Le résultat d'exploitation a ainsi atteint 47,5 millions USD, contre 21,4 millions USD l'année précédente.

Etant donné que les investissements à long terme dans le secteur agricole sont traditionnellement financés sur les fonds propres de l'entreprise, les charges financières sont très limitées. Après une charge d'impôts effective de 26,9%, le résultat net IFRS (part du groupe) s'établit à 39,9 millions USD. C'est plus du double par rapport au résultat de 18,7 millions USD réalisé en 2015.

Aperçu opérationnel de l'année 2016

Les activités d'huile de palme ont subi, aux deuxième et troisième trimestres de l'année en particulier, les effets différés de la sécheresse due au phénomène climatique El Niño qui a sévi en 2015. Un quatrième trimestre particulièrement productif a toutefois permis d'inverser la tendance, si bien que le groupe a malgré tout pu clôturer l'année avec une hausse générale de la production de 2,3%. Les plantations relativement jeunes du projet d'huile de palme UMW/TUM au Nord-Sumatra (+33,9%) et de Hargy Oil Palms en Papouasie-Nouvelle-Guinée (+7,9%) ont visiblement moins souffert de la sécheresse que les plantations plus matures des autres sites du Nord-Sumatra (-7,7%) et d'Agro Muko à Bengkulu (-2,0%). De même, les

Production (en tonnes)⁽¹⁾ et surfaces plantées (en hectares)

	T	297.705
	ha	60.637
	T	9.192
	ha	6.325
	T	2.940
	ha	1.743

⁽¹⁾ Propre + sous-traitée

plantations plus anciens des agriculteurs villageois de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont eu besoin de plus de temps pour se rétablir (-2,1%).

L'augmentation annuelle des rémunérations des travailleurs imposée par les autorités locales a été en grande partie compensée par la baisse des prix des engrais et des carburants. En outre, grâce à l'affaiblissement persistant des monnaies locales par rapport à l'USD, les coûts de production libellés en USD sont restés sous contrôle.

Les marchés d'huile de palme ont, dans un premier temps, totalement ignoré les signaux de la baisse attendue de la production d'huile de palme due à El Niño, et les récoltes records de fèves de soja en Amérique du Sud ont soutenu cette évolution baissière des prix. Ce n'est qu'au troisième trimestre que l'industrie a pris pleinement conscience de l'impact d'une réduction de 6 millions de tonnes du volume annuelle des deux principaux producteurs que sont l'Indonésie et la Malaisie. Une telle baisse était sans précédent et sous l'effet de la réduction des stocks, les positions à court terme, en particulier, ont été entraînées vers des hausses de prix. L'année s'est ainsi clôturée sur une valeur de 765 USD par tonne CIF Rotterdam.



1. Plantation avec des palmiers matures
2. Une équipe de cueilleurs de thé expérimentés au travail dans la plantation de thé de Cibuni
3. Fruits de palmier fraîchement récoltés
4. Palmier immature, planté par Luc Bertrand en septembre 2015

Malgré la vente des plantations de caoutchouc déficitaires en Papouasie-Nouvelle-Guinée et une augmentation des volumes de 3% en Indonésie, la contribution des activités de caoutchouc au bénéfice d'exploitation brut est restée légèrement négative. Avec la baisse persistante des prix du caoutchouc en 2016, même les plantations indonésiennes très efficaces en termes de coûts n'ont pas été en mesure de générer un bénéfice. La hausse soudaine des prix sur le marché mondial en fin d'année était dès lors plus que bienvenue. Une hausse des achats de la Chine et la perspective d'un redressement économique aux Etats-Unis après les élections, combinées à des précipitations abondantes dans les pays producteurs que sont la Thaïlande et le Vietnam, ont incité à reconsidérer les stocks existants et ont fait repasser les prix au-delà des 2 USD par kg en fin d'année.

Le thé noir produit par Sipef en Indonésie est comparable, en termes de qualité, au thé kényan qui, grâce aux bonnes précipitations, était présent en quantités suffisantes dans les premiers mois de l'année. Il a fallu attendre le quatrième trimestre pour que la baisse des cotations se stabilise quelque peu et qu'elles repartent à la hausse, poussées par un effet de sécheresse limité sur les champs kényans, lié à La Niña. Le bénéfice d'exploitation brut pour le thé a dès lors diminué de moitié par rapport à la bonne année 2015.

Les bananes produites par Sipef sont, au départ de la Côte d'Ivoire, offertes à des prix contractuels fixés à l'avance à une clientèle essentiellement britannique et française, si bien que l'influence de la volatilité des marchés de bananes, induite par les volumes fluctuants provenant de l'Amérique Centrale et du Sud, reste limitée. En raison des conditions météorologiques et des changements intervenus au niveau de la direction, les volumes de 2016 ont été inférieurs aux attentes pour cette activité en expansion.

Toutefois, les plans d'extension de Sipef étaient entièrement centrés sur le développement de plantations de palmiers à huile supplémentaires au



Plantation de thé Cibuni avec, à l'avant plan, quelques jeunes pousses

Sud-Sumatra et en Indonésie. Sur les 3 concessions dans la région de Musi Rawas, avec la compensation supplémentaire de 2.662 hectares, le groupe s'était déjà assuré, fin 2016, un total de 11.354 hectares de terres agricoles pour le développement. Sur ce total, 6.097 hectares ont été plantés ou préparés à la mise en plantation, soit le double par rapport à fin 2015. Sipef souhaite atteindre au moins 18.000 hectares pour l'ensemble du projet, dont 3.000 hectares prévus pour les agriculteurs villageois.

Après la cession de plus de 3.000 hectares de caoutchouc déficitaire, la mise en plantation de 2.854 hectares supplémentaires d'huile de palme permet à Sipef d'atteindre, fin 2016, une superficie totale de 69.437 hectares, dont 18,9% n'ont pas encore atteint le stade de production. Dans cette extension des activités, les aspects liés à la durabilité dans le cadre de la certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) restent la première exigence.

Perspectives pour 2017

Grâce à des conditions climatiques favorables, l'année a bien commencé, avec des volumes en hausse pour l'huile de palme et le caoutchouc sur les deux premiers mois de l'année. En dépit des tendances normales de la production, les attentes en termes de volume restent positives pour les prochains mois, et les prix évoluent aussi favorablement au premier semestre. Ces évolutions récentes sur le marché ont dès lors été mises à profit pour placer sur le marché des volumes qui doivent permettre de s'assurer de bons prix pour le premier semestre. Entre-temps, les récoltes records de fèves de soja

annoncées en Amérique du Sud et du Nord pour le reste de l'année pèsent sur l'évolution des prix prévue pour le second semestre.

La contribution attendue du caoutchouc est soutenue dans une large mesure par la hausse rapide des prix sur le marché mondial sous l'effet d'une demande croissante et d'une perturbation temporaire de l'offre en provenance de Thaïlande et du Vietnam.

Au premier trimestre 2017, Sipef clôturera également l'acquisition - annoncée en décembre 2016 - de 47,71% de PT Agro Muko à Bengkulu, en Indonésie, par le paiement de 144,1 millions USD. Ceci portera la participation à 95% avec, pour le groupe, l'acquisition d'un contrôle exclusif. 9.366 hectares viendront s'ajouter aux surfaces existantes (part du groupe). Le 21 février 2017, il a également été annoncé qu'un accord avait été conclu sur la reprise éventuelle de 95% des actions de PT Dendy Marker, pour un montant de 53,1 millions USD. Dendy Marker est propriétaire de 6.562 hectares de palmiers à huile préparés/plantés avec un potentiel d'extension jusqu'à 9.000 hectares, ainsi que de 2.781 hectares exploités par des agriculteurs villageois, et d'une usine d'huile de palme pouvant traiter 25 tonnes/heure.

Ces transactions seront financées au premier semestre 2017 par une augmentation de capital à hauteur maximale de 97,2 millions USD avec maintien du droit préférentiel de souscription pour les actionnaires actuels en combinaison avec un emprunt à long terme. Après cette acquisition et la réalisation de l'expansion prévue à Musi Rawas, Sipef approchera les 90.000 hectares plantés (part du groupe).



www.sipef.com

De gauche à droite : Thomas Hildenbrand, Charles De Wulf, Johan Nelis, Robbert Kessels, François Van Hoydonck



Sipef SA

(USD 1.000)	2016	2015	2014 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	266.962	225.935	285.899
EBITDA	76.587	49.586	82.307
EBIT	47.479	21.447	60.819
Résultat net (part groupe)	39.874	18.708	48.967
Fonds propres (part groupe)	448.063	415.429	410.946
Trésorerie nette	-45.061	-50.521	-24.617
Total du bilan	615.332	579.032	571.383

⁽¹⁾ Retraités suite à l'application anticipative par Sipef, à partir de 2015, des amendements à l'IAS16 et l'IAS41 - immobilisations corporelles et actifs biologiques.

75%

Pourcentage de participation AvH

SNTC

La Société Nationale de Transport par Canalisations (SNTC), fondée à l'origine par l'Etat belge, est spécialisée dans la réalisation et l'entretien de canalisations pour le transport de gaz industriels et de produits pour l'industrie pétrochimique.



Les canalisations constituent, pour le secteur pétrochimique, des conduites d'alimentation stratégiques, fiables, sûres et respectueuses de l'environnement et sont indispensables pour son ancrage en Belgique. En tant que gestionnaire d'un réseau de canalisations de 700 km, la SNTC y apporte sa contribution. Pour pouvoir assurer la gestion de manière optimale, la SNTC a recours à un vaste système de gestion de la sécurité et à un système d'information géographique.

La SNTC a été étroitement impliquée dans les discussions relatives à la révision de la législation sur

la sécurité du transport des gaz et autres produits par canalisations. Cette législation révisée entrera en vigueur en 2017. L'examen des modifications éventuelles à apporter au système existant de gestion de la sécurité pour répondre à cette législation révisée a déjà commencé.

Nitraco (joint venture entre SNTC et Praxair) a mis en service en 2016 la nouvelle canalisation d'oxygène entre ses centrales d'Anvers et de Zwijndrecht, ainsi que le prolongement d'une canalisation d'azote existante vers Vynova, à Tessenderlo. Par ailleurs, le projet concernant les nouvelles

extensions du réseau d'azote existant dans la zone portuaire d'Anvers a été achevé et l'extension du réseau d'oxygène existant dans la zone portuaire anversoise vers la raffinerie Total d'Anvers a démarré.

La SNTC a conclu en 2016 un accord avec Nippon Shokubai Europe (NSE) pour la pose d'une nouvelle conduite de propylène entre le site Oiltanking Antwerp Gas Terminal et le site de NSE à Zwijndrecht pour l'approvisionnement de la nouvelle usine. La construction de cette conduite a démarré fin 2016 et devrait être achevée à la mi-2017. La mise en service, toutefois, n'interviendra que début 2018.

Le résultat de l'exercice 2016 est légèrement supérieur à celui de 2015. Cette progression est due principalement à la mise en service des nouvelles canalisations Nitraco et à une hausse du transport sur la canalisation de propylène Anvers-Geel. Pour 2017, indépendamment des modifications engendrées par la vente de Canal Re début janvier 2017, un résultat similaire à celui de 2016 est attendu. Pour les prochaines années, on s'attend à ce que les nouvelles canalisations aient un impact positif sur le résultat de la SNTC.



Société Nationale de Transport par Canalisations SA

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	13.539	13.739	13.641
EBITDA	4.905	5.088	5.444
EBIT	2.994	2.872	3.145
Résultat net (part groupe)	2.545	2.129	2.294
Fonds propres (part groupe)	30.012	28.899	28.204
Trésorerie nette	20.909	19.577	17.218
Total du bilan	42.898	43.328	43.984
Personnel	4	5	5

De gauche à droite : Gert Van de Weghe, Guy De Schrijver



20%

Pourcentage de participation AvH

SAGAR CEMENTS

Sagar Cements est un producteur de ciment coté en bourse, basé à Hyderabad (Inde). Les usines dans les états Telangana et Andhra Pradesh, dans le sud de l'Inde, ont une capacité totale de 4 millions de tonnes de ciment par an.

Stimulée par les réformes économiques, le faible niveau des prix des matières premières et une inflation stable, l'économie indienne a connu en 2016 l'une des plus fortes croissances au niveau mondial. Dans le secteur de la construction, néanmoins, la croissance est restée faible suite aux retards pris dans de grands projets d'infrastructure et aux défis posés par la démonétisation des billets de banque indiens, qui ont sérieusement affecté la demande en fin d'année.

Sagar Cements n'a enregistré qu'une faible augmentation du chiffre d'affaires en 2016, celui-ci passant de 7.524 millions INR en 2015 à 7.690 millions INR en 2016. La surcapacité persistante et la faiblesse de la demande sur le marché ont entraîné une baisse des prix, si bien que la forte augmentation des volumes de vente n'a pas pu se traduire par une augmentation proportionnelle du chiffre d'affaires. La hausse des volumes vendus est possible grâce à une augmentation persistante du taux d'occupation de BMM. La reprise en 2015 de BMM Cements, située dans le sud de l'Andhra Pradesh, qui possède une usine d'une capacité de 1 million de tonnes et sa propre centrale thermique de 25 MW, a entraîné une expansion de la capacité de production de Sagar à 3,75 millions de tonnes en 2015 et une optimisation significative des frais de transport de l'entreprise. L'usine de BMM se trouve à la limite sud des marchés historiques de l'usine de Sagar à Matampally. Sagar a desservi de manière croissante, au départ de BMM, les marchés de Karnataka et Tamil Nadu situés au sud, caractérisés par une dynamique d'offre et de demande plus favorable. L'usine de BMM a fourni en 2016 une importante contribution opérationnelle aux résultats du groupe.

Dans le même temps, Sagar a poursuivi sa diversification au-delà de ses marchés clés de l'Andhra Pradesh et du Telangana par la vente sur les marchés de l'est. Pour limiter les coûts logistiques de l'approvisionnement de ces marchés et optimiser l'occupation de la capacité du four de l'usine de Matampally, Sagar Cements a acquis à Vizag une installation de broyage d'une capacité de 0,18 million de tonnes de ciment par an. Grâce à cette acquisition, Sagar pourra offrir dans les zones côtières de l'est, les états d'Andhra Pradesh et d'Odisha, du ciment de haut fourneau (PSC) ainsi que des klinkers sortant de l'usine de Matampally. L'entreprise étend actuellement la capacité de l'installation de broyage à 0,3 million de tonnes et a l'intention de l'accroître encore pour atteindre 1,5 million de tonnes par an.

Sagar Cements a augmenté son capital de 31 millions d'euros en deux phases, fin 2016 et début 2017 pour financer cette expansion et pour investir dans sa propre centrale électrique thermique de 15 MW et dans un système de récupération de chaleur de 6 MW à la cimenterie de Matampally. Ceci permettra de réduire d'autant la dépendance au réseau électrique et d'optimiser le coût de la



production d'électricité. Fin 2016, AvH a souscrit à la première émission d'actions sur une base 50/50 avec la famille Reddy, les promoteurs de Sagar Cements. La deuxième phase de l'augmentation de capital était réservée aux 'qualified institutions' et a été clôturée avec succès en février 2017. En conséquence, la participation d'AvH a légèrement diminué pour s'établir à 17,6%.

Les états de l'Andhra Pradesh et du Telangana mènent actuellement de grands projets d'infrastructure comme des ports, des aéroports et des zones industrielles. Nous pensons par ailleurs que la demande de ciment sera stimulée par des dépenses publiques supplémentaires dans les infrastructures et par une reprise - attendue de longue date - de la demande dans les zones rurales. Etant donné que l'on ne prévoit pas de mise en service de nouvelles capacités dans le sud de l'Inde avant 2018, l'occupation de la capacité dans la région devrait augmenter sensiblement.

Sagar Cements LTD

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	103.613	105.341	65.920
EBITDA	16.377	19.689	46.348
EBIT	10.057	15.849	43.580
Résultat net (part groupe)	2.913	6.415	32.686
Fonds propres (part groupe)	80.510	75.581	65.269
Trésorerie nette	-64.206	-60.229	-475
Total du bilan	184.842	176.554	128.578
Cours du change INR/€			
P&L	74,22	71,43	80,65
Bilan	71,55	72,12	77,29


www.sagarcements.in

50%

Pourcentage de participation AvH

ORIENTAL QUARRIES & MINES

Oriental Quarries & Mines (OQM), une joint venture d'AvH et Oriental Structural Engineers, est active dans l'exploitation et la production d'agréats destinés à la construction de routes, pavés, aérodrômes, chemins de fer, circuits automobiles et bâtiments, ainsi qu'à la production de béton prêt à l'emploi. Les produits d'OQM sont commercialisés sous la marque 'Oriental Aggregates'.

Fin 2016, OQM exploitait trois carrières : à Mau et Bilaua (dans la région de Gwalior, dans le nord de l'Inde) et à Bidadi (sud de l'Inde). Les agréats provenant des carrières d'OQM dans le nord de l'Inde sont utilisés pour de grands travaux d'infrastructure comme des autoroutes, des chemins de fer et des circuits automobiles. La carrière de Bidadi se focalise principalement sur le marché du béton prêt à l'emploi et les projets immobiliers.

OQM a dû faire face à de sérieux défis en 2016. La décision du gouvernement de remplacer les billets de banque a entraîné un ralentissement de l'activité dans la construction. Ceci s'est répercuté sur la vente d'agréats dans les différentes régions, surtout au cours du quatrième trimestre 2016. A Bidadi, la demande a aussi fortement souffert du manque de nouveaux projets immobiliers. Mau et Bilaua ont été affectées par une série de modifications dans la

réglementation du secteur minier, ce qui a notamment conduit à une fermeture temporaire de tous les sites dans la zone de Bilaua. OQM a néanmoins réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 9,5 millions d'euros. AvH a comptabilisé, à charge du résultat 2016, une réduction de valeur sur le goodwill sur sa participation dans OQM.

Le secteur s'attend à une solide reprise de la demande d'infrastructures compte tenu d'une augmentation des recettes fiscales du gouvernement en 2017 et de son intention de stimuler les dépenses publiques. Selon les prévisions, la demande d'agréats augmentera dans tout le pays en 2017, soutenue par le lancement de plusieurs projets autoroutiers. La baisse progressive des taux hypothécaires au début de 2017 devrait également ranimer la demande sur le marché du logement.



Oriental Quarries & Mines Pvt LTD

(€ 1.000)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	9.496	6.230	8.015
EBITDA	374	500	738
EBIT	-64	-84	462
Résultat net (part groupe)	-44	-34	662
Fonds propres (part groupe)	7.824	7.770	7.281
Trésorerie nette	2.072	1.705	1.362
Total du bilan	9.335	9.455	8.912
Cours du change INR/€			
P&L	74,22	71,43	80,65
Bilan	71,55	72,12	77,29


www.orientalaggregates.com

De gauche à droite : Sandeep Aiyappa, Manoj Mishra, Parijat Mondal, Sunil Sharma



The background of the slide is a photograph of an industrial manufacturing environment. In the upper left, a red robotic arm is visible, positioned over a work area. Below it, a worker in dark clothing is seen from the side, working on a yellow industrial frame. In the foreground, there are stacks of metal components on a cart. The overall scene is a busy factory floor with various industrial equipment and materials.

GROWTH CAPITAL

Les pertes opérationnelles et les réductions de valeur sur Groupe Flo et CKT Offshore éclipsent l'amélioration des résultats dans la plupart des autres participations en 'Growth Capital'.

Telemond - Production Henschel Engineering Automotive

Agidens⁽¹⁾
86%

Distriplus
50%

Telemond
50%

Atenor
11%

Euro
Media Group
22%

Transpalux
45%

Axe Investments
48%

Manuchar
30%

Turbo's Hoet
Groep
50%

Corelio
26%

OncoDNA
15%

⁽¹⁾ Y compris la participation indirecte via Axe Investments
⁽²⁾ Détenu en vue de la vente

CKT Offshore⁽²⁾
48%

Groupe Flo⁽²⁾
23%

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions)	2016	2015	2014
Contribution des participations	2,7	8,9	-2,1
AvH & subholdings	-10,8	-9,8	-9,9
Plus(moins)-values nettes et réductions de valeur	-26,8	5,2	-2,9
AvH & Growth Capital	-34,9	4,3	-14,9

AvH & GROWTH CAPITAL

Dans un environnement volatil, la plupart des participations ont réussi à améliorer leurs résultats. Ceci a cependant été éclipsé par les pertes et réductions de valeur substantielles chez CKT Offshore et Groupe Flo.

En 2016, le marché M&A a commencé à montrer des signes de surchauffe, soutenu par l'argent bon marché. Par ailleurs, les acteurs institutionnels, attirés par les bons rendements et l'absence de véritable alternative, souhaitent toujours maintenir, voire augmenter, les montants alloués au private equity. En outre, la présence d'acheteurs chinois disposant de moyens considérables est de plus en plus sensible dans certains secteurs. Tant les paramètres de valorisation absolus (EV/EBITDA) que la part des dettes bancaires dans le financement total (NFD/EBITDA) atteignent les multiples les plus élevés depuis des années. Les acheteurs financiers prennent de plus en plus le pas sur les acteurs industriels, surtout lorsqu'il s'agit de grandes entreprises, et la proportion de 'secondary buy-outs' reste élevée. On se trouve ainsi dans un marché vendeur, avec comme conséquence une grande concurrence dans les offres. Cela incite à adopter une politique d'investissement prudente.

Un autre fait marquant est l'augmentation constante des start-ups avec des idées et des modèles économiques innovants qui sont à la recherche de financements et de marchés, ainsi qu'un intérêt grandissant pour le capital de croissance. Les nombreux exemples de réussite, l'aide des pouvoirs publics et diverses initiatives privées élargissent clairement la base de soutien pour un nouvel entrepreneur. On ne peut que s'en féliciter.

Les conditions dans lesquelles évoluent nos participations n'étaient pas plus faciles en 2016. Les conséquences de la crise financière et les économies qui en ont résulté chez le gouvernement ont continué à peser sur la confiance des consommateurs et le pouvoir d'achat. A cela sont venus s'ajouter les attentats terroristes, le Brexit et les développements de la politique américaine, avec leurs répercussions potentielles sur le commerce international. Cela a eu un impact sur les taux de change, les prix des matières premières et les taux d'intérêt.

Dans ce climat, AvH continue à mettre l'accent sur les améliorations opérationnelles, l'accroissement de la part de marché ou la découverte de nouveaux marchés, ceci en lien avec une bonne gouvernance et sans recours excessif au levier de la dette. Le groupe se concentre sur un nombre limité de participations en veillant à développer une connaissance approfondie de leurs marchés, en étroite concertation avec la direction de ces entreprises. AvH peut ainsi, en connaissance de cause, aider à définir la stratégie à suivre. L'horizon de placement qui est appliqué dans ce cadre est plus long que ce n'est généralement le cas dans le secteur, ce qui favorise une politique et des investissements stables. AvH étudie de manière sélective de nouveaux projets lorsque les perspectives de croissance à long terme et les valorisations le justifient, sur la base des tendances qu'AvH perçoit dans les secteurs, les technologies et les marchés géographiques.

AvH & Growth Capital

AvH a finalisé, le 30 septembre 2016, l'acquisition de la participation minoritaire de 26% dans Sofinim, pour un montant de 106 millions d'euros. Une première tranche de 50 millions d'euros a déjà été payée. Le solde sera payé en 2017 et 2018 (28 millions d'euros à chaque fois). Par conséquent, depuis le quatrième trimestre 2016, le pourcentage détenu par AvH dans les participations de Sofinim n'est plus dilué par cette participation minoritaire de 26%. La décote obtenue dans le cadre de cette transaction par rapport à la valeur comptable est d'environ 27 millions d'euros et a été comptabilisée directement dans les fonds propres, étant donné qu'AvH détenait déjà le contrôle exclusif sur Sofinim.

Étant donné que le suivi et le contrôle des participations de Sofinim sont entièrement intégrés dans AvH depuis le quatrième trimestre 2016, ceci sera désormais repris dans le segment 'AvH & Growth

Capital'. Concomitamment à ce regroupement en un seul segment, la participation dans le Groupe Telemond (50%) a été reclassée vers le segment 'AvH & Growth Capital' (précédemment 'Energy & Resources').

En 2016, le Growth Capital n'a pas pu compter sur l'importante plus-value qui avait été enregistrée en 2015 chez Egemin pour un montant de 31,7 millions d'euros. Les pertes opérationnelles et les réductions de valeur chez le néerlandais CKT Offshore et le français Groupe Flo ont au contraire généré un impact négatif de 34 millions d'euros. Après correction de ces effets, l'amélioration des performances des autres participations apparaît plus clairement.

Contribution des participations

La plupart des participations ont enregistré de bons résultats. Amsteldijk Beheer, Agidens, Corelio, Manuchar, Groupe Telemond, Transpalux et Turbo's Groep ont affiché un bénéfice net en forte hausse. Atenor a pu maintenir son résultat. Distriplus et Euro Media Group, quant à eux, ont limité les pertes par rapport aux années précédentes. CKT Offshore a présenté une perte toujours substantielle, comparable à celle de 2015.

La plupart des participations ont continué à investir de manière soutenue, que ce soit dans le développement et le renouvellement de leurs canaux de distribution (Distriplus, Manuchar et Turbo's Hoet Groep) ou dans leur diversification géographique et en termes de produits. Chez Corelio, le modèle économique de Mediahuis semble être réussi. Début 2017, les activités de Mediahuis ont encore été élargies dans le domaine de la télévision et de la radio et au niveau de Media Groep Limburg, aux Pays-Bas. Dans un certain nombre de participations (Corelio, CKT Offshore, Euro Media Group et Telemond) ont été menées d'importantes restructurations qui ont pesé sur les résultats. Chez Telemond, le revirement semble s'être opéré dans des conditions de marché difficiles. Chez Euro Media Group, tous les pays ont affiché de bons résultats sauf la France, où d'autres actions vont être entreprises. Sur ce même marché français, Transpalux s'est nettement redres-



1. Agidens
2. Euro Media Group
3. OncoDNA
4. Corelio
5. Telemond

sée. Chez Agidens, le redémarrage sans la division Handling Automation (Egemin), qui a été vendue, s'est déroulé avec succès. CKT Offshore, active sur un marché offshore mis à mal par le faible niveau des prix pétroliers, a opéré une lourde restructuration et s'est concentrée sur l'achèvement de chantiers problématiques existants. Sofinim, conjointement avec les autres actionnaires, a rendu cela possible avec divers investissements complémentaires. L'entreprise va maintenant se focaliser sur des chantiers moins risqués et de taille plus réduite, en attendant que le marché se redresse.

Les investissements sont restés limités à 6,7 millions d'euros, notamment chez CKT Offshore, et à la prise d'une participation dans OncoDNA. Avec une participation de 15%, AvH devient l'investisseur le plus important dans cette entreprise belge encore relativement jeune qui développe des diagnostics médicaux visant au traitement de tumeurs.

GIB

Les conditions de marché toujours difficiles en France, liées notamment aux attaques terroristes et au climat menaçant engendré par ces attaques, ont à nouveau entraîné une diminution du chiffre d'affaires et une baisse substantielle des résultats d'exploitation chez Groupe Flo. Ceci a conduit, fin 2016, à réexaminer toutes les options stratégiques, qui connaîtront leur dénouement en 2017.

Pourcentage de participation AvH
(Y compris la participation indirecte via Axe Investments)

AGIDENS

Agidens fournit des conseils et des services d'automatisation et de maintenance pour cinq marchés cibles : Life Sciences, Tank Terminals, Food & Beverage, Infrastructure et Chimie.

Pour Agidens, le premier exercice complet après la cession de la division Handling Automation et de la marque Egemin a été un succès. Le plan stratégique quinquennal '20/20 Vision', élaboré en 2015, a connu un excellent départ. Le carnet de commandes a atteint environ 50 millions d'euros. Le groupe compte aujourd'hui environ 600 collaborateurs répartis entre la Belgique, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne et la Suisse.

La stratégie d'Agidens repose sur quatre grands piliers : internationalisation, différenciation des marchés, innovation produit et relations durables. Pour soutenir cette stratégie, le 'Agidens Innovation Eco System' a été élaboré en 2016. Dans le futur, le développement de nouveaux produits, services et modèles opérationnels contribuera largement à la croissance continue d'Agidens.

En 2016, Agidens Process Automation a développé, via l'innovation ouverte et en collaboration avec plusieurs partenaires, de nouvelles applications logicielles. Celles-ci assureront, dès 2017, une croissance supplémentaire dans le marché des termi-

naux de stockage (Tank Terminal) en Belgique et à l'étranger. La division **Tank Terminal** a encore consolidé, en 2016, sa position de premier plan sur le marché dans la région ZARAG (la zone entre Zeebrugge, Amsterdam, Rotterdam, Anvers et Gand). Bien qu'il y ait eu moins de projets 'greenfield' sur le marché, un chiffre d'affaires record a été réalisé. La division **Food** a réussi, malgré des conditions de marché difficiles, à enregistrer une croissance grâce aux initiatives stratégiques identifiées.

Dans le **secteur de la chimie (fine)** également, quelques beaux succès ont été réalisés.

La division **Life Sciences**, s'appuyant sur sa stratégie à succès de 'key account management', a poursuivi sa belle croissance. Elle a réussi à décrocher une série de contrats 'managed services' auprès

de grands acteurs de l'industrie pharmaceutique. D'autre part, les activités d'automatisation ont été étendues avec succès à la Suisse au départ des marchés traditionnels que sont la Belgique et les Pays-Bas. Les nouvelles implantations en France et en Allemagne ont remporté leurs premiers succès en 2016 et ont posé les bases d'une poursuite de la croissance en 2017.

La division **Infra Automation** a travaillé, en 2016, à l'écluse Beatrix aux Pays-Bas, le plus grand projet réalisé par Agidens durant ses 70 ans d'existence. Les premiers projets d'ingénierie internationaux sont également venus étoffer le carnet de commandes.

Avec un plan et un objectif stratégiques clairs, une demande d'automatisation croissante et un carnet de commandes bien rempli pour 2017, Agidens entrevoit une croissance rentable dans les années à venir également.



www.agidens.com

De gauche à droite : Jo Janssens, Marc Boeckstael, Geert Stienen, Arnoud den Hoedt, Pieter Tilkens, Steven Peeters



Projet tank terminal

Agidens SA

(€ 1.000, IFRS)	2016	2015 ⁽¹⁾	2014 ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	75.026	61.930	128.356
EBITDA	4.557	62.898	10.170
Résultat net (part groupe)	1.588	58.504	4.335
Fonds propres (part groupe)	22.564	88.074	26.376
Trésorerie nette ⁽³⁾	2.613	71.100 ⁽³⁾	5.911

⁽¹⁾ Agidens sans Handling Automation (sauf plus-value)

⁽²⁾ Egemin International (y inclus Handling Automation)

⁽³⁾ 2015 : Y compris le produit de la vente de Handling Automation

11%

Pourcentage de participation AvH

ATENOR GROUP

Atenor Group, coté en bourse, est un promoteur immobilier spécialisé dans les projets urbains de grande envergure (bureaux, complexes résidentiels mixtes), remarquablement situés et d'une grande qualité technique et architecturale. Fort d'un know-how considérable, le groupe est en mesure d'assurer la conception et la réalisation de projets en Belgique comme à l'étranger.

Atenor Group a clôturé l'exercice 2016 avec un résultat net positif de 20,4 millions d'euros. Ce faisant, le groupe améliore son résultat pour la quatrième année consécutive.

Les résultats ont été influencés par la livraison de l'immeuble Trebel au Parlement européen à la fin du premier semestre. Le second semestre a été marqué par la vente d'un premier bâtiment dans la zone d'activité Vaci Greens à Budapest (Hongrie). Atenor a aussi poursuivi la construction et la

commercialisation de différents projets résidentiels pour lesquels la marge sur les unités vendues a été comptabilisée à mesure de l'avancement des travaux. Enfin, Atenor a perçu des revenus locatifs sur les projets à Budapest et à Bucarest (Roumanie). En plus d'améliorer ses résultats, Atenor diversifie aussi ses sources de revenus.

Dans le prolongement d'acquisitions antérieures, Atenor a acquis un nouveau projet dans le centre de Bucarest (Dacia, 12.000 m² de bureaux). Le groupe a également acquis le contrôle de la société qui est propriétaire du projet Realex (42.000 m² de bureaux) dans le quartier européen à Bruxelles.

Malgré les incertitudes qui sont inhérentes aux activités de tout promoteur immobilier, Atenor a déjà, depuis le début de 2017, une vue claire sur ses résultats futurs. L'activité soutenue sur le marché immobilier à Budapest et Bucarest apparaît, en particulier, très prometteuse.

En novembre 2016, les actionnaires de référence, dont fait partie Sofinim, ont reconduit la convention d'actionnaires qui les lie pour une période d'au moins 5 ans.



Trebel - Bruxelles (artist impression)



Vaci Greens - Budapest - Hongrie (artist impression)


www.atenor.be

De gauche à droite : Sidney D. Bens, Stéphane Sonnevill, William Lerinckx, Laurent Collier



Atenor SA

(€ 1.000, IFRS)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	156.830	116.748	110.801
EBITDA	35.853	34.612	30.795
Résultat net (part groupe)	20.375	19.958	15.333
Fonds propres (part groupe)	136.654	126.799	112.904
Trésorerie nette	-305.077	-339.342	-199.572

48%

Pourcentage de participation AvH

AXE INVESTMENTS

La société d'investissement Axe Investments est une joint venture d'Anacom (contrôlée par Christian Leysen) et Ackermans & van Haaren.



Immeuble Ahlers

Axe Investments détient, en tant que société d'investissement, des participations dans l'entreprise IT Xylos, dans Agidens et dans REstore, une entreprise active dans l'énergie. Axe Investments possède en outre une partie de l'immeuble Ahlers sur la Noorderlaan à Anvers.

Xylos est une entreprise de premier plan dans le paysage IT en Belgique et se concentre sur la transformation numérique de ses clients. Elle propose à cet effet des solutions dans les domaines 'change management', poste de travail numérique, Intelligent Cloud, apps mobiles et plateformes de col-

laboration. Le groupe Xylos englobe les marques Inia (Unified Communications), Neo (apprentissage numérique), IntoApps (Mobile Apps) et Thingtank (Internet of Things). L'entreprise emploie 200 personnes et possède des bureaux à Bruxelles, Anvers et Herentals.

REstore est une entreprise technologique du secteur de l'énergie, spécialisée dans la réponse automatisée à la demande. REstore offre aux fournisseurs d'énergie et aux gestionnaires de réseau de transport une puissance interruptible sous la forme d'une centrale de pointe virtuelle. Via ses propres plateformes logicielles FlexPond™ en FlexTreo™, REstore relie ces acteurs aux grands consommateurs commerciaux et industriels et permet à ces derniers de réduire leurs coûts énergétiques et de maximiser les revenus de la réponse automatisée à la demande. FlexTreo™, introduit en 2016, fait usage de la connectivité 'Cloud' et de 'l'Energy Intelligence' basée sur le 'big data' pour pouvoir répondre en temps réel aux opportunités sur le marché de l'énergie.

Axe Investments a affiché une bonne occupation de l'immobilier. Les travaux de rénovation en cours ont encore pesé sur la contribution de l'immobilier d'Axe Investments.

Les résultats des participations et les revenus locatifs de l'immeuble Ahlers ont déterminé, au même titre que les résultats de placements, le résultat annuel d'Axe Investments.

Axe Investments SA⁽¹⁾

(€ 1.000, IFRS)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	718	614	553
EBITDA	159	184	107
Résultat net (part groupe)	14.898 ⁽²⁾	402	277
Fonds propres (part groupe)	13.144	15.582	15.530
Trésorerie nette	2.237	4.920	5.120

⁽¹⁾ Les chiffres d'Agidens / Egemin ne sont pas consolidés au niveau d'Axe Investments.

⁽²⁾ Y compris le dividende distribué par Agidens. Dans les comptes consolidés d'AvH, ce dividende est éliminé étant donné qu'Agidens est consolidée intégralement.

www.axe-investments.com

axe investments

26%

Pourcentage de participation AvH

CORELIO

Le groupe de médias Corelio est, via sa participation dans Mediahuis, le plus grand acteur sur le marché flamand des journaux imprimés et numériques et dispose en outre, avec NRC Handelsblad, d'un titre qui constitue aux Pays-Bas la référence journalistique absolue. Le groupe est par ailleurs actif dans les médias audiovisuels et la presse régionale gratuite et possède deux divisions d'imprimerie distinctes.

Mediahuis a poursuivi ses investissements multi-médias dans ses marques de journaux et ses plateformes numériques. L'année s'est ainsi clôturée sur une hausse de son REBITDA (de 41,8 millions d'euros à 43,6 millions d'euros). Avec des ventes de 516.803 exemplaires, les marques de journaux de Mediahuis - Het Nieuwsblad/De Gentenaar, Gazet van Antwerpen, De Standaard, Het Belang van Limburg - ont maintenu leur forte position. Le chiffre d'affaires publicitaire a légèrement augmenté et la part des revenus de la publicité en ligne a aussi continué de croître.

NRC a réalisé, grâce à une solide performance sur le marché des lecteurs, un REBITDA de 19,4 millions d'euros (2015 : 18,4 millions d'euros).

Chez **De Vijver Media**, SBS et ses chaînes Vier, Vijf et Zes ont continué à investir dans l'extension de leur couverture, avec comme résultat une augmentation des revenus publicitaires. Chez Woestijnvis, les nouveaux droits de production externes ont entraîné une nette amélioration du résultat d'exploitation en 2016. Le long métrage 'De Premier', diffusé en première vision en automne, a engrangé un joli succès.

Les stations de radio **Nostalgie** ont poursuivi sur leur élan des années précédentes. La chaîne de télé louvaniste **ROB** a continué à se développer et le magazine gratuit **Rondom** a récolté les fruits d'un marché publicitaire local à nouveau attractif.

Printing Partners a réalisé un solide résultat annuel et a conclu un accord social sur la fusion des deux sites de production à Paal-Beringen d'ici fin 2021. **Corelio Printing** s'est bien comportée également.

Les plans d'innovation et de réorganisation mis en œuvre les années précédentes ont produit pleinement leurs effets en 2016. Cela s'est traduit par une amélioration significative à la fois du REBITDA et du bénéfice net consolidé. La forte diminution de l'endettement net est attribuable aux excellents résultats opérationnels de toutes les divisions.

Mediahuis connaîtra une nouvelle extension en 2017. Après l'approbation des autorités de la concurrence, De Limburger, Metro (50%), De Vijver Media (30%), Nostalgie SA (50%), Vlaanderen Eén (75%), ATV, TV Limburg, TV Oost et ROB TV seront intégrés dans Mediahuis.



NRC

Corelio SA



De gauche à droite : Bruno de Cartier, Geert Steurbaut, Gert Ysebaert



(€ 1.000, IFRS)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	513.078	521.898	398.274
EBITDA	51.032	67.665	27.328
Résultat net (part groupe)	13.904	11.379	1.773
Fonds propres (part groupe)	74.602	66.044	59.313
Trésorerie nette	-117.426	-162.171	-89.492

50%

Pourcentage de participation AvH

DISTRIPLUS

Distriplus est un distributeur qui opère dans le secteur 'beauty & care' sous les marques Planet Parfum et Di, avec 203 points de vente en Belgique et au Luxembourg.



Di



De gauche à droite : en haut: Marc Boumal, Helen Willems, Matthias De Raeymaeker, Barbara Sindic
en bas : Veerle Hoebrechts, Tanguy De Ripainseel



Dans un marché de la distribution marqué par les attentats de Bruxelles et de Paris, **Planet Parfum** a réussi à augmenter légèrement son chiffre d'affaires en 2016 pour le porter à 97 millions d'euros. Le nombre de points de vente, en hausse, s'établit à 82 grâce à 4 ouvertures, dont 3 en Wallonie et 1 à Bruxelles.

Le nouveau concept de magasin, qui joue plus résolument sur la perception du client et l'expérience multicanal, a démontré qu'il était bien accueilli. Le déploiement va être accéléré et 40 points de vente seront rénovés en 2017. Fin 2017, 90% du chiffre d'affaires seront réalisés dans ces magasins rénovés.

La présence en ligne de Planet Parfum a encore été renforcée, si bien que le chiffre d'affaires de l'e-shop a plus que doublé en 2016.

Pour 2017, il est prévu, outre la rénovation du parc de magasins, d'investir fortement dans la formation, à laquelle viendront s'ajouter des outils de e-learning.

Di a connu une année difficile en termes de chiffre d'affaires. La région de Bruxelles, où Di a une forte présence, a été particulièrement marquée par l'impact des attentats. Le nombre de points de vente a été étendu à 121, avec 5 ouvertures.

En raison de la croissance du 'low-end retail', très agressif sur le plan promotionnel, le chiffre d'affaires de Di est resté stable à 105 millions d'euros, malgré plusieurs ouvertures. Di vise à se différencier plus nettement et plus rapidement encore en proposant son propre assortiment de produits de beauté abordables.

Au niveau consolidé, Distriplus clôture sur un résultat opérationnel qui, après élimination de quelques éléments non récurrents, est comparable à celui de 2015. Le résultat net s'est établi à -2,4 millions d'euros (2015 : -13,1 millions d'euros).

Distriplus SA

(€ 1.000, IFRS)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	203.841	203.226	199.927
EBITDA	7.523	8.399	12.019
Résultat net (part groupe)	-2.394	-13.127	3.717
Fonds propres (part groupe)	50.862	53.256	66.382
Trésorerie nette	-44.491	-50.556	-54.199

22%

Pourcentage de participation AvH

EURO MEDIA GROUP

Euro Media Group (EMG) est un acteur important sur le marché européen des services techniques audiovisuels. Le groupe est présent dans 7 pays : France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Royaume-Uni, Suisse et Italie.

EMG possède une solide capacité en matière d'installations de production et studios mobiles et assure différents services spécialisés, comme des solutions de production à distance, des solutions de fréquence radio (RF) et des caméras 'slow motion' et autre caméras spécialisées. EMG fournit également des solutions 'second screen' via Netco Sports, acquise en septembre 2015.

2016 a été une année particulièrement chargée pour EMG. Ceci est lié en grande partie aux événements sportifs internationaux de 2016 (Euro 2016 et Jeux Olympiques d'été au Brésil), où le groupe était très présent. D'autre part, EMG a profité de la contribution pour l'année entière des acquisitions de 2015, notamment Broadcast RF au Royaume-Uni et Netco Sports en France.

Les résultats en France se sont nettement améliorés en 2016, non seulement en raison des événements sportifs internationaux, mais aussi grâce à l'impact positif en 2016 de la restructuration des activités studio menée en 2015. Malheureusement, cet im-

pact positif a été partiellement contrebalancé par la décision d'un grand client d'Euro Media en France de mener ses activités studio en interne à partir d'août 2016. EMG continuera à travailler au redimensionnement et à la rentabilité de ses activités françaises.

Les Pays-Bas, l'Italie et l'Allemagne ont enregistré une forte croissance en 2016, avec des développements positifs sur les marchés locaux malgré une solide concurrence. La Belgique a produit à nouveau de bons résultats financiers, comparables à ceux de 2015. Le vote en faveur du Brexit de juin 2016 a eu un impact significatif sur le taux de change entre la livre et l'euro. Les activités au Royaume-Uni sont restées - en devise locale - conformes aux attentes, grâce à un marché local dynamique.

Le résultat net reste négatif en 2016 (-4,4 millions d'euros), même si ce chiffre résulte, à raison de 6,5 millions d'euros, de la comptabilisation de charges d'intérêts sur des obligations convertibles émises par EMG en 2014, et s'établit après des charges



Euro Media France chez Olympique Lyon

non récurrentes de 7,4 millions d'euros (notamment pour restructurations). Si l'on exclut ces différentes charges non récurrentes et non liquides, le groupe a enregistré un résultat positif en 2016.

EMG a étudié en 2016 des opportunités de croissance externe dans différents pays. Il en résulte que l'entreprise a pu clôturer en janvier 2017 la reprise de DB Vidéo en Belgique. Avec DB Vidéo, EMG renforcera encore sa position dans le segment institutionnel et corporate, tout en tirant avantage de la présence de DB Vidéo sur le marché des événements sportifs et 'live'.

Selon les prévisions d'EMG, les résultats financiers du groupe, corrigés de l'impact des événements sportifs internationaux de 2016 et comparés à 2015, devraient continuer à s'améliorer en 2017. EMG mettra en œuvre en 2017 sa nouvelle stratégie de groupe, avec une attention accrue pour les événements sportifs et 'live', une nouvelle extension de son offre de services intégrés et une maximisation de la valeur ajoutée provenant des activités non sportives et non 'live'.

Financière EMG⁽¹⁾

(€ 1.000, IFRS)	2016	2015	2014 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	318.638	294.000	317.848
EBITDA	55.098	38.094	39.250
Résultat net (part groupe)	-4.431	-18.803	-9.873
Fonds propres (part groupe) ⁽²⁾	94.643	96.143	
Trésorerie nette (sans obligations convertibles)	-61.494	-66.262	

⁽¹⁾ Financière EMG a été créée en 2014 suite à l'entrée de PAI (et l'acquisition du contrôle) dans l'actionnariat d'Euro Media Group. La première année fiscale (prolongée) de Financière EMG a été clôturée au 31 décembre 2015. Financière EMG détient 100% du capital d'Euro Media Group et n'a pas d'activités en dehors de sa participation dans Euro Media Group. Le compte de résultats de Financière EMG est par contre influencé par la structure de financement au niveau de Financière EMG, qui est constituée d'actions privilégiées cumulatives et qui comprend pour 78,7 millions d'euros d'obligations convertibles (2015 : 72,2 millions d'euros).

⁽²⁾ 78,7 millions d'euros d'obligations convertibles, émises par Financière EMG au profit des actionnaires de Financière EMG, sont inclus dans ces chiffres, dans les fonds propres et non dans la trésorerie nette (2015 : 72,2 millions d'euros).


www.euromediagroup.com

30%

Pourcentage de participation AvH

MANUCHAR

Manuchar est active dans l'achat et la vente d'un large éventail de produits, tout en se focalisant sur les produits chimiques et l'acier. Manuchar offre en outre une valeur ajoutée dans la logistique, la distribution, de même que le financement de ces produits. Manuchar se tourne vers les marchés émergents et est active, avec 1.875 collaborateurs, dans 41 pays, principalement en Amérique latine, Afrique et Asie.



Dans le secteur des produits chimiques, Manuchar combine ses activités commerciales avec des services logistiques et la distribution de **produits chimiques** dans les pays émergents. L'amélioration de la rentabilité s'est poursuivie en 2016, malgré des conditions de marché toujours difficiles dans des pays comme le Brésil, la Colombie et le Nigeria.

www.manuchar.com

Manuchar poursuit sa stratégie visant à conserver le contrôle et à maîtriser les coûts tout au long de la chaîne de valeur via ses propres entrepôts. De nouveaux entrepôts ont été livrés et mis en service au Vietnam, au Honduras, en Colombie et en Argentine. Au Brésil et au Vietnam, l'extension des entrepôts pour les céréales et les engrais a débuté. Ce faisant, Manuchar répond à la demande croissante pour ces produits dans ces régions. En outre, Manuchar élargit constamment son portefeuille de produits dans le but de s'assurer une place parmi le top 3 dans les marchés émergents pour la dis-

tribution de produits chimiques. Les marchés qui sont nouveaux pour Manuchar, comme la Turquie et Dubaï, ont continué à évoluer positivement en 2016. L'installation de production pour le sulfate de sodium au Mexique est devenue opérationnelle en 2016 et a réalisé ses premières ventes. En tant que leader mondial dans la distribution de sulfate de sodium, Manuchar vise ainsi à répondre à la demande pour des sources sud-américaines. Elle vise également à mieux surveiller la qualité de l'exploitation jusqu'à la livraison au client.

Les activités de négoce dans **l'acier** (Manuchar Steel) ont connu une année difficile. Le chiffre d'affaires a diminué dans un marché difficile avec une forte concurrence. Les produits d'acier pour le commerce international sont achetés dans différents pays et sont livrés, par Manuchar, principalement dans les pays émergents d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie.

Manuchar est aussi active dans le commerce **d'autres produits de base** comme les polymères, le papier, les produits pharmaceutiques, les pièces pour automobiles, le bois et le ciment. Ce dernier, en particulier, a enregistré une forte progression du chiffre d'affaires en 2016.

En 2016, la rentabilité a dès lors été réalisée de manière croissante par la valeur ajoutée dans la logistique et la vente locales, au détriment des gains de trading pur.

Manuchar s'en tient à une stratégie de produits et services divers dans des marchés émergents, où elle peut se différencier par ses services de distribution et de logistique.



Manuchar SA

(€ 1.000, BGAAP)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	1.105.746	1.196.725	1.084.583
EBITDA	51.451	57.164	43.364
Résultat net (part groupe)	11.697	8.245	8.263
Fonds propres (part groupe)	84.014	76.873	70.269
Trésorerie nette	-293.978	-314.139	-297.925

15%

Pourcentage de participation AvH

ONCODNA

Créée en 2012 et basée en Belgique, OncoDNA se consacre aux analyses moléculaires spécialisées pour des patients atteints d'un cancer. Ces analyses permettent de proposer aux patients de nouvelles options de traitement, mieux adaptées aux caractéristiques de leur tumeur.

Après quatre ans, OncoDNA collabore déjà avec plus de 3.000 oncologues et une centaine d'institutions dans plus de 50 pays. Fin 2016, l'équipe d'OncoDNA comptait 35 collaborateurs, un chiffre qui ne cesse de croître.

Au 1^{er} septembre 2016, Ackermans & van Haaren est devenu le principal actionnaire (15%) de la société OncoDNA, après la clôture d'une opération de financement pour un total de 7,7 millions d'euros.

En 2016, OncoDNA a lancé officiellement sa nouvelle solution OncoTRACE. Ce test, le premier au monde à être réellement personnalisé, utilise un simple échantillon de sang pour suivre l'évolution du cancer du patient, ce qui permet d'évaluer rapidement l'efficacité du traitement.

OncoSHARE, la plateforme innovante pour la communication, le partage et le réseautage, rassemble aujourd'hui la plus grande communauté en ligne dans le domaine du cancer, avec plus de 10.000 utilisateurs (oncologues, patients et proches des patients).

OncoDNA entend accélérer sa croissance internationale et continuer à élargir son réseau d'oncologues. Cela passe entre autres par le lancement, dans toute l'Europe, de la solution SaaS (Software as a Service) OncoKDM. Celle-ci permettra à un grand nombre de centres de lutte contre le cancer à travers le monde d'accéder à la base de données et à l'expertise d'OncoDNA. Diverses collaborations importantes ont déjà été concrétisées ou sont en passe de l'être. OncoDNA s'appuiera sur les pre-

miers succès de 2016 pour étendre son réseau de partenaires et renforcer les liens avec les firmes pharmaceutiques.

En 2017, une nouvelle solution, OncoSTRAT&GO, sera lancée officiellement. Celle-ci donne la possibilité de faire des analyses de tumeurs sur la base d'une biopsie de la tumeur primaire ou d'un métastase, et également à partir du sang. Deux grands projets seront lancés avec l'aide de la Région wallonne. Le premier, ARCHE, démontrera l'efficacité clinique d'OncoSTRAT&GO. Plus de 1.200 patients seront impliqués. Le deuxième grand projet en bio-informatique sera dévoilé au cours de l'année 2017.

L'oncologie est le premier domaine thérapeutique qui applique des traitements personnalisés, en combinant des outils de diagnostic, des bases de données et des thérapies médicamenteuses. OncoDNA est actuellement bien placée pour devenir l'acteur européen de référence dans cette révolution scientifique bénéfique pour les patients.

www.oncodna.com

De gauche à droite : Pierre Flamant, Jean-Stephane, Jean-Pol Detiffe, Jean-François Laes



50%

Pourcentage de participation AvH

GROUPE TELEMOND

Groupe Telemond est avant tout un fournisseur dans le secteur des grues et de l'automobile, avec des sites de production en Pologne. Sa compétence de base est la production et la gestion de la chaîne d'approvisionnement de constructions métalliques complexes, avec une forte spécialisation dans l'acier de haute qualité résistant à l'usure.



Henschel Engineering Automotive



Teleyard

Les clients de Telemond ont encore été confrontés à un net recul dans le secteur du levage et un ralentissement dans le secteur de la construction sur différents marchés clés, dont la Chine, l'Amérique du

Sud et la Russie. La surcapacité a été compensée par une réduction du personnel. Les effets de ces réductions de coûts se sont manifestés à partir de 2016. Le groupe a réalisé un bénéfice net de 2,2 millions

d'euros. Le chiffre d'affaires a légèrement diminué pour s'établir à 69,0 millions d'euros à cause de la persistance de conditions de marché difficiles dans les pays BRICS et dans le sud de l'Europe.

Malgré l'évolution négative du marché, **Teleskop** et **Montel** ont pu accroître leur part de marché auprès des principaux clients dans le secteur du levage. Le groupe a également conclu de nouvelles collaborations dans le secteur ferroviaire et dans la construction de plateformes de levage.

Teleyard, la nouvelle entité à Stettin (Pologne), vise la marine et le secteur offshore. Cette entité renforce sa réputation de fournisseur fiable de structures métalliques complexes de très grandes dimensions et a fortement élargi sa base de clientèle.

Henschel Engineering Automotive a intensifié la production de la nouvelle ligne de plateformes de chargement à ridelles rabattables pour la camionnette Crafter de VW.

Pour 2017, le groupe prévoit une nouvelle amélioration de son résultat grâce au développement de ses activités chez Teleyard et à l'augmentation du chiffre d'affaires de Henschel Engineering Automotive.


www.telemond.be

De gauche à droite : Tobias Müller, Christopher Maas, Reiner Maas, Dieter Schneider, Frank Ceuppens

Telemond, Telehold, Henschel⁽¹⁾

(€ 1.000, IFRS)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	69.006	69.869	79.588
EBITDA	6.592	1.724	7.789
Résultat net (part groupe)	2.176	-2.623	3.826
Fonds propres (part groupe)	47.405	47.225	49.735
Trésorerie nette	-13.623	-17.781	-17.209

⁽¹⁾ Consolidation du consortium

45%

Pourcentage de participation AvH

TRANSPALUX

Transpalux est un acteur français de premier plan dans la location de matériel pour le cinéma. L'entreprise dispose d'un parc étendu de matériel d'éclairage, de caméras, de véhicules et de générateurs. Transpalux est aussi le plus grand exploitant de studios de cinéma en France.



L'entreprise met son savoir-faire et plus de 65 ans d'expérience au service des plus grands producteurs et réalisateurs. Transpalux est ainsi impliquée chaque année dans la production de plus de 200 films pour le cinéma et la télévision.

Elle a par exemple livré en 2016 à Europacorp, la société de Luc Besson, tout l'équipement d'éclairage pour la superproduction 'Valérian et la cité des mille planètes' qui sortira en salle en juin 2017.

2016 a aussi été marquée par une modification cruciale de la loi sur le crédit d'impôt pour les productions cinématographiques, qui est passé de

20% à 30%. Cette nouvelle disposition fiscale est beaucoup plus avantageuse pour les producteurs français, si bien que bon nombre de productions ont pu retourner en France et surtout que le départ d'autres productions a été évité.

Transpalux a enregistré en 2016 un chiffre d'affaires de 29,7 millions d'euros (une hausse de 19%), avec un cash-flow opérationnel (EBITDA) de 3,5 millions d'euros. Le résultat net du groupe a atteint 1,4 million d'euros. Cette forte progression du résultat a également été rendue possible par l'acquisition de l'exploitation des studios de Bry-sur-Marne. Le chiffre d'affaires de ces studios

a atteint, pour le premier exercice complet, près de 4 millions d'euros, ce qui confirme le potentiel du site.

L'activité 'musées et expositions' a bien contribué, elle aussi, au résultat. Les installations électriques pour foires et salons ont encore été développées.

Enfin, 2016 a été marquée par le changement de l'actionnaire principal de Transpalux au mois de novembre. Le groupe B Live a repris la part majoritaire de 55% détenue par le groupe Watchers.

Les perspectives du groupe Transpalux pour 2017 restent encourageantes et le groupe s'est déjà assuré quelques grosses productions pour l'année 2017, malgré une concurrence accrue. Le régime fiscal continuera à jouer en faveur de Transpalux, idéalement placée pour travailler pour de grandes productions de films. La seule fausse note éventuelle est la concurrence accrue de la part des autres acteurs français, lesquels n'hésitent pas à réduire drastiquement leur marge. Transpalux peut compter sur la qualité et le savoir-faire de ses équipes.



www.transpalux.com

De gauche à droite : Didier Diaz, Thierry Masurel



Transpalux

(€ 1.000, French GAAP)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	29.695	24.570	22.681
EBITDA	3.517	2.966	2.732
Résultat net (part groupe)	1.368	-100	409
Fonds propres (part groupe)	8.590	7.104	7.204
Trésorerie nette	-3.011	-3.554	-2.605

50%

Pourcentage de participation AvH

TURBO'S HOET GROEP

Turbo's Hoet Groep (THG), dont le siège principal est situé à Hooglede (Roulers), est actif dans la vente, l'entretien et le leasing de camions. THG assure en outre la distribution et la révision de pièces et turbos pour camions et voitures. Le groupe possède ses propres établissements en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Russie, en Biélorussie, en Bulgarie, en Roumanie et en Pologne.



Turbo's Hoet Groep - Hooglede

TH Trucks (concessionnaires, vente et entretien de camions, utilitaires légers et semi-remorques) compte 34 établissements répartis en Belgique (12), France (7), Russie (10), Bulgarie (4) et


www.th-group.eu

De gauche à droite : Serge Van Hulle, Peter Tytgadt, Filip Matthijs, Bart Dobbels, Kristof Derudder, Piet Wauters



Biélorussie (1) et est l'un des plus grands revendeurs DAF au monde. Par ailleurs, TH Trucks distribue les marques Iveco, Dongfeng, Nissan, Mitsubishi et Kögel, entre autres. 350 mécaniciens sont chaque jour à la disposition des clients.

TH Lease (location à court et long terme de camions, utilitaires légers et semi-remorques) est la plus grande société de leasing indépendante pour les véhicules utilitaires en Belgique, avec un parc de plus de 3.600 unités. Ce service est offert également dans les autres pays.

TH Parts (Belgique, France, Pays-Bas, Russie, Bulgarie, Pologne, Biélorussie) est un opérateur important pour les pièces de camions, utilitaires légers et semi-remorques. Plus de 200 spécialistes conseillent les clients dans le choix des bonnes pièces. Le vaste stock garantit une grande disponibilité.

TH Turbos est, au niveau mondial, l'un des plus grands distributeurs de turbos pour le marché secondaire. Les établissements de l'entreprise, situés dans 6 pays (Belgique, France, Pays-Bas, Bulgarie, Pologne, Roumanie), disposent d'un stock très étendu de turbos, nouveaux comme révisés, pour voitures, camions et applications industrielles. L'assistance technique, les réparations et les conditions de garantie assurent en outre un service clientèle irréprochable.

Les immatriculations de poids lourds ont augmenté de 12,3% dans l'UE en 2016. TH Groep a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 393 millions d'euros, en hausse de 12% par rapport à 2015. L'EBITDA, en hausse de 21%, s'est établi à 25,9 millions d'euros et le résultat net à 9,3 millions d'euros.

En 2016, en Belgique, le garage de Strépy (Hainaut) a été rénové. En Bulgarie, la construction d'un nouveau garage a débuté à Sofia et en France, un centre de service technique a été acquis à Roncq. En 2017, THG prévoit de nouveaux centres de service technique à Erembodegem (Belgique), Dunkerque et St-Quentin et un garage neuf à Le Havre (France). D'autre part, le groupe étudie activement diverses possibilités d'expansion.

Turbo's Hoet Groep SA

(€ 1.000, BGAAP)	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	393.046	350.573	366.514
EBITDA	25.863	21.366	14.989
Résultat net (part groupe)	9.279	8.425	355
Fonds propres (part groupe)	97.565	86.885	81.009
Trésorerie nette	-94.413	-85.291	-96.212

Fin 2016, AvH a transféré ses intérêts dans Groupe Flo et CKT Offshore vers les actifs détenus en vue de la vente, sur la base de leur valeur de réalisation estimée. Les contributions négatives et les réductions de valeur sur ces participations ont globalement un impact de -34 millions d'euros sur le compte de résultat.

CKT OFFSHORE

(€ 1.000, IFRS)	2016	2015
Chiffre d'affaires	15.077	76.262
EBITDA	-20.423	-15.750
Résultat net (part groupe)	-19.467	-19.799
Fonds propres (part groupe)	-1.619	3.466
Trésorerie nette	729	4.169

CKT Offshore est un contractant EPC spécialisé dans la conception, la fabrication, l'entretien et la réparation d'emménagements (modulaires), modules techniques, finitions architecturales et isolation sur une base 'clé sur porte'. En 2016, CKT Offshore s'est principalement cen-

trée sur l'achèvement du projet Aasta Hansteen pour le compte de la société norvégienne Statoil. Comme en 2015, CKT Offshore a souffert d'un net recul des investissements dans ce secteur et doit faire face à des pertes sur l'achèvement de quelques grandes commandes. A la lumière de la baisse

sensible du chiffre d'affaires, CKT Offshore a opéré une restructuration avec, entre autres, la fermeture de sa filiale au Royaume-Uni et une forte réduction de son personnel aux Pays-Bas. Le groupe a réalisé sur l'exercice une perte nette de 19,5 millions d'euros.

GROUPE FLO

(€ 1.000, IFRS) ⁽¹⁾	2015	2014
Chiffre d'affaires	294.555	313.605
EBITDA	7.869	20.188
Résultat net (part groupe)	-51.494	-35.724
Fonds propres (part groupe)	75.991	126.728
Trésorerie nette	-73.803	-68.487

⁽¹⁾ Chiffres 2016 non-finalisés

Groupe Flo est le numéro un de la restauration commerciale en France. Le groupe détient un portefeuille de marques de restaurants à thème à très forte notoriété (Hippopotamus, Tablapizza et Taverne de Maître Kanter) et de brasseries de renommée mondiale (e.a. La Coupole, Bofinger, Le Bœuf sur le Toit). Ces établissements sont répartis sur tout le territoire français, avec une dominante sur Paris et sa région.

2016 a été marquée par une nouvelle dégradation du contexte économique français et un marché difficile dans le secteur des restaurants. Après une année 2015 exceptionnelle du fait des attentats, 2016 a aussi connu ses heures sombres avec l'attentat au soir du 14 juillet à Nice. Ces différents événements ont entravé le redressement du marché. Groupe Flo a continué à subir les effets de la baisse généralisée de la fréquentation des restaurants, même si fin 2016, quelques éléments positifs étaient perceptibles. Ce recul touche toutes les chaînes à l'exception de Tablapizza qui, après une année de transition depuis le lancement du

nouveau concept et la révision de l'offre, clôture 2016 avec un résultat légèrement positif. Les Brasseries ont encore été fortement influencées par l'effondrement des visites touristiques à Paris. Hippopotamus a suivi plus ou moins la tendance du marché mais a connu quelques périodes difficiles. Au second semestre 2016, le premier Hippopotamus de la nouvelle génération a ouvert ses portes sur la Place de la Bastille. Les projets suivants sont en préparation. Cette nouvelle identité visuelle vise à moderniser radicalement le concept afin de l'inscrire dans son temps. Enfin, les concessions ont encore généré un bon rendement en 2016, même si l'activité des établissements Disney a plus souffert cette année.

Le processus de la vente de sites non stratégiques a été accéléré en 2016 afin de libérer les moyens nécessaires au financement et à la réorientation des activités. L'organisation générale du groupe a encore été optimisée et continue à évoluer en permanence afin de s'adapter le mieux possible aux défis qui se présentent.

Compte tenu de l'impact de ce contexte très difficile sur ses performances et sa trésorerie, le Groupe Flo est parvenu, au début du mois de décembre 2016, à un accord avec ses banques pour un 'stand-still' jusque fin avril 2017. Au même moment, le groupe a annoncé qu'il examinait ses options stratégiques. Dans ce contexte, Groupe Flo a reçu, en février 2017, des offres sans engagement pour l'achat de certains actifs ou concernant des investissements dans le capital de Groupe Flo. De telles opérations, qui sont encore assorties de différentes conditions, nécessiteraient le cas échéant un accord sur la restructuration des dettes bancaires.

En raison de l'incertitude inhérente aux évolutions décrites ci-dessus, Groupe Flo n'avait pas encore établi ses comptes annuels lors de l'établissement des chiffres annuels 2016 consolidés d'AvH. A la fin de l'année 2016, AvH a valorisé sa participation (indirecte) dans Groupe Flo au cours boursier de fin 2016.

LEXIQUE

- **Bénéfice EPRA** : Résultat net à l'exclusion du résultat du portefeuille et des variations dans la juste valeur des couvertures de taux non effectives, appelé auparavant résultat net courant.
- **Cost-income ratio** : Le rapport coût/efficacité relatif (coûts par rapport aux produits) des activités bancaires.
- **EBIT** : Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts.
- **EBITDA** : EBIT plus les amortissements et réductions de valeur sur les immobilisations corporelles.
- **EBITDAR** : EBITDA plus loyers externes.
- **Ratio de capital Core Tier1** : Un ratio portant sur les réserves détenues par les banques pour pouvoir faire face aux pertes éventuelles, considérées sous l'angle de l'autorité de surveillance. Les fonds propres de la banque sont constitués du capital-actions et des bénéfices non distribués antérieurement. Les fonds propres sont nécessaires pour pouvoir compenser les pertes sur les crédits.
- **REBITDA** (Recurring Earnings Before Interest Taxes Depreciation and Amortisation) : Le bénéfice qui est réalisé avec les éléments actifs (récurrents).
- **Rendement locatif sur la base de la juste valeur** : Dans le calcul du rendement locatif, seuls sont pris en compte les immeubles en exploitation, à l'exception des projets et des actifs détenus en vue de la vente.
- **Rentabilité des fonds propres** (ROE) : La rentabilité relative du groupe, plus précisément le rapport entre le résultat net et les ressources propres engagées.
- **Position financière nette** : La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements de trésorerie moins les dettes financières à court et à long terme.



ÉTATS FINANCIERS 2016



ACKERMANS & VAN HAAREN

TABLE DES MATIÈRES

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

112

COMPTE DE RÉSULTATS

113

ÉTAT DES RÉSULTATS RÉALISÉS ET NON-RÉALISÉS

114

BILAN

116

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

117

ÉTAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

118

NOTES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. Règles d'évaluation	118
2. Filiales et entités contrôlées conjointement	123
3. Entreprises associées	129
4. Acquisitions et cessions d'entreprises	131
5. Information sectorielle	133
6. Immobilisations incorporelles	145
7. Goodwill	146
8. Immobilisations corporelles	146
9. Immeubles de placement évalués à leur juste valeur	148
10. Participations mises en équivalence	149
11. Actifs financiers	150
12. Banques - créances sur établissements de crédit et clients	156
13. Stocks et contrats de construction en cours	157
14. Intérêts minoritaires	158
15. Location-financement et location simple	160
16. Provisions	160
17. Dettes financières	161
18. Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	162
19. Instruments financiers	164
20. Impôts	166
21. Paiement fondé sur des actions	167
22. Droits et engagements hors bilan	168
23. Emploi	169
24. Obligations en matière de pensions	169
25. Parties liées	171
26. Résultat par action	173
27. Dividendes proposés et distribués	173

174

RAPPORT DU COMMISSAIRE

175

COMPTES STATUTAIRES

179

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES STATUTAIRES

Les comptes annuels consolidés d'AvH sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) et aux interprétations de l'IFRIC en vigueur au 31 décembre 2016, telles qu'elles ont été approuvées par la Commission européenne.

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2016	2015
Produits		3.649.117	4.011.231
Prestations de services		179.897	156.934
Produits provenant des leasings		8.546	8.607
Produits immobiliers		179.314	119.053
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		106.615	116.083
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		48.011	44.663
Produits provenant des contrats de construction		3.020.241	3.453.179
Autres produits des activités ordinaires		106.493	112.712
Autres produits opérationnels		9.782	7.869
Intérêts sur créances immobilisations financières		317	869
Dividendes		9.292	6.881
Subventions de l'état		121	0
Autres produits opérationnels		52	118
Charges opérationnelles (-)		-3.347.785	-3.702.275
Matières premières et consommables utilisées (-)		-1.769.842	-1.989.833
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)		25.780	-13.281
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-32.544	-38.986
Frais de personnel (-)	23	-717.569	-725.540
Amortissements (-)		-262.910	-275.012
Réductions de valeur (-)		-30.230	-21.275
Autres charges opérationnelles (-)		-552.702	-630.028
Provisions		-7.766	-8.319
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats		40.587	82.463
Actifs financiers détenus à des fins de trading	19	0	0
Immeubles de placement	9	40.587	82.463
Profit (perte) sur cessions d'actifs		17.635	97.281
Plus(moins)-value sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles		3.514	19.037
Plus(moins)-value sur réalisation d'immeubles de placement		3.584	3.231
Plus(moins)-value sur réalisation d'immobilisations financières		9.350	73.846
Plus(moins)-value sur réalisation d'autres actifs		1.188	1.167
Résultat opérationnel		369.337	496.569
Produits financiers		31.433	50.709
Revenus d'intérêt		11.423	10.492
Autres produits financiers		20.010	40.216
Charges financières (-)		-90.491	-108.603
Charges d'intérêt (-)		-49.546	-42.970
Autres charges financières (-)		-40.946	-65.633
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats	19	122	-4.348
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	10	108.660	110.549
Autres produits non-opérationnels		1.785	1.566
Autres charges non-opérationnelles (-)		0	0
Résultat avant impôts		420.847	546.442
Impôts sur le résultat	20	-54.794	-108.046
Impôts différés		13.146	-50.447
Impôts		-67.940	-57.599
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies		366.053	438.395
Résultat après impôts des activités abandonnées	4	0	-1.141
Résultat de l'exercice		366.053	437.254
Part des tiers		141.816	153.175
Part du groupe		224.237	284.079

RESULTAT PAR ACTION (€)			
1. Résultat de base par action			
1.1. Provenant des activités poursuivies et abandonnées		6,77	8,58
1.2. Provenant des activités poursuivies		6,77	8,59
2. Résultat dilué par action			
2.1. Provenant des activités poursuivies et abandonnées		6,74	8,54
2.2. Provenant des activités poursuivies		6,74	8,56

(1) Nous renvoyons à l'information sectorielle (pages 133-144) pour plus d'information sur le résultat consolidé.

Etat des résultats réalisés et non-réalisés

(€ 1.000)	2016	2015
Résultat de l'exercice	366.053	437.254
Part des tiers	141.816	153.175
Part du groupe	224.237	284.079
Résultats non-réalisés	-24.305	28.706
Eléments recyclables en compte de résultats dans les périodes futures		
Variation de la réserve de réévaluation : titres disponibles à la vente	-3.711	14.934
Impôts	267	1.532
	-3.444	16.466
Variation de la réserve de réévaluation : réserve de couverture	-5.325	-19
Impôts	-1.378	-684
	-6.702	-703
Variation de la réserve de réévaluation : écarts de conversion	-1.622	10.770
Eléments non recyclables en compte de résultats dans les périodes futures		
Variation de la réserve de réévaluation : écarts actuariels plans de pensions à prestations définies	-19.333	904
Impôts	6.796	1.270
	-12.536	2.174
Total des résultats réalisés et non-réalisés	341.748	465.960
Part des tiers	127.414	163.277
Part du groupe	214.335	302.683

La comptabilisation à la valeur de marché des titres disponibles à la vente génère 3,4 million d'euros de perte non-réalisée. Ceci résulte de la réévaluation comptable (il s'agit en effet de plus(moins)-values non-réalisées) de titres qui sont encore en portefeuille au 31 décembre 2016 mais qui sont disponibles à la vente. L'évolution négative de la valeur s'explique par la diminution des plus-values non-réalisées sur le portefeuille de placements d'AvH, sur les placements chez Leasinvest Real Estate (principalement des actions Retail Estates), et à la Banque J.Van Breda & C°.

Les réserves de couverture résultent de fluctuations dans la valeur de marché d'instruments de couverture qui ont été souscrits par différentes sociétés du groupe pour se couvrir contre certains risques. Plusieurs sociétés du groupe se sont ainsi couvertes contre une hausse des taux d'intérêt. Sur l'année 2016, l'évolution de la valeur de marché de cette couverture est négative, principalement en raison de l'évolution de ce poste chez Leasinvest Real Estate (-10,3 millions d'euros). Il est cependant à

noter que la valeur de marché de ces couvertures a évolué positivement au second semestre 2016. Par conséquent, la variation de cette réserve de réévaluation s'avère moins négative que ce n'était le cas au 30 juin 2016, par exemple.

Ecarts de conversion sont créés suite aux fluctuations dans les taux de change de participations qui établissent leurs états financiers dans des monnaies étrangères. Sur 2016, les fluctuations négatives (notamment GBP et PLN) ont dépassé les positives (USD) à raison de -1,6 million d'euros au total.

Depuis l'introduction en 2013 de la norme comptable IAS 19 modifiée, les gains et pertes actuariels sur certains plans de pension sont directement intégrés via les résultats non-réalisés. L'évolution négative de 2016 de 12,5 millions d'euros s'explique principalement par les ajustements actuariels apportés aux plans de pension de DEME (âge de la pension, traitement des plans à cotisations définies).

Actifs

(€ 1.000)	Note	2016	2015
I. Actifs non-courants		8.523.262	7.952.062
Immobilisations incorporelles	6	166.832	157.012
Goodwill	7	342.539	333.882
Immobilisations corporelles	8	2.134.639	1.945.772
Terrains et constructions		475.433	231.112
Installations, machines et outillage		1.488.867	1.587.959
Mobilier et matériel roulant		31.411	32.120
Autres immobilisations corporelles		4.364	4.100
Immobilisations en cours et acomptes versés		134.301	90.174
Contrats de location simple - en tant que bailleur (IAS 17)		263	306
Immeubles de placement	9	1.010.754	955.090
Participations mises en équivalence	10	1.153.300	1.137.249
Immobilisations financières	11	289.146	261.386
Participations disponibles à la vente		113.043	101.491
Créances et cautionnements		176.103	159.894
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	19	3.576	4.228
Créances à plus d'un an	11	160.669	138.445
Créances commerciales		4.230	1.845
Créances location-financement	15	129.272	113.956
Autres créances		27.167	22.644
Impôts différés	20	134.236	113.272
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an	12	3.127.572	2.905.726
II. Actifs courants		4.247.159	4.261.397
Stocks	13	114.536	98.981
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	13	247.803	370.095
Placements de trésorerie		621.408	636.083
Actifs financiers disponibles à la vente	11	621.405	636.073
Actifs financiers détenus à des fins de trading		3	10
Instruments financiers dérivés à un an au plus	19	3.551	9.455
Créances à un an au plus	11	1.405.260	1.365.992
Créances commerciales		1.166.164	1.149.540
Créances location-financement	15	47.850	43.750
Autres créances		191.245	172.703
Impôts sur le résultat à récupérer	20	24.429	11.748
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus	12	1.041.064	994.336
Banques - créances sur les établissements de crédit		74.156	85.220
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		931.915	879.746
Banques - créances sur des banques centrales		34.993	29.370
Trésorerie et équivalents de trésorerie		754.315	704.987
Dépôts à terme à trois mois au plus		156.773	204.333
Valeurs disponibles		597.542	500.654
Comptes de régularisation		34.793	69.720
III. Actifs détenus en vue de la vente	9-10	104.637	39.587
Total actifs		12.875.059	12.253.045

La ventilation du bilan consolidé par segment est reprise aux pages 136-137 du présent rapport. Il en ressort que la consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° (segment Private Banking) a un impact significatif à la fois sur le total du bilan et sur la structure du bilan d'AvH. La Banque J.Van Breda & C° contribue pour 4.992,2 millions d'euros au total du bilan, qui s'élève à 12.875,1 millions d'euros, et bien

que cette banque soit fortement capitalisée avec un ratio Core Tier 1 de 14,8%, ses ratios bilantaires, qui s'expliquent par son activité, diffèrent de ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation. Pour une meilleure lisibilité du bilan consolidé, certains postes provenant du bilan de la Banque J.Van Breda & C° ont été résumés dans le bilan consolidé.

Capitaux propres et passifs

(€ 1.000)	Note	2016	2015
I. Capitaux propres		3.916.348	3.815.612
Capitaux propres - part du groupe		2.783.083	2.607.339
Capital souscrit		113.907	113.907
Capital		2.295	2.295
Prime d'émission		111.612	111.612
Réserves consolidées		2.682.090	2.496.006
Réserves de réévaluation		11.915	21.817
Titres disponibles à la vente		31.145	32.153
Réserves de couverture		-18.635	-17.821
Ecarts actuariels plans de pensions à prestations définies		-11.569	-3.912
Ecarts de conversion		10.974	11.397
Actions propres (-)	21	-24.830	-24.392
Intérêts minoritaires	14	1.133.265	1.208.273
II. Passifs à long terme		2.675.375	2.617.200
Provisions	16	105.989	103.191
Obligations en matière de pensions	24	56.021	45.600
Impôts différés	20	256.685	217.986
Dettes financières	17	1.413.303	1.336.904
Emprunts bancaires		892.811	812.546
Emprunts obligataires		434.049	417.040
Emprunts subordonnés		3.344	2.200
Contrats de location-financement		79.446	104.083
Autres dettes financières		3.654	1.035
Instruments financiers dérivés non-courants	19	84.352	85.145
Autres dettes		54.346	46.230
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	18	704.680	782.144
Banques - dépôts des établissements de crédit		0	0
Banques - dépôts des clients		647.175	719.359
Banques - titres de créances, y compris les obligations		0	3
Banques - dettes subordonnées		57.505	62.782
III. Passifs à court terme		6.277.332	5.820.233
Provisions	16	37.865	34.392
Obligations en matière de pensions	24	214	246
Dettes financières	17	560.632	438.892
Emprunts bancaires		299.610	274.998
Emprunts obligataires		0	0
Contrats de location-financement		52.202	17.776
Autres dettes financières		208.819	146.118
Instruments financiers dérivés courants	19	25.147	36.188
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	13	222.816	212.179
Autres dettes à un an au plus		1.573.372	1.582.065
Dettes commerciales		1.270.310	1.281.046
Avances reçues		3.814	4.138
Dettes salariales et sociales		183.864	188.642
Autres dettes		115.384	108.239
Impôts	20	51.989	49.603
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	18	3.727.271	3.395.076
Banques - dépôts des établissements de crédit		24.422	42.007
Banques - dépôts des clients		3.532.914	3.183.127
Banques - titres de créances, y compris les obligations		161.693	166.179
Banques - dettes subordonnées		8.242	3.763
Comptes de régularisation		78.027	71.593
IV. Passifs détenus en vue de la vente	10	6.004	0
Total des capitaux propres et passifs		12.875.059	12.253.045

Tableau des flux de trésorerie (méthode indirecte)

(€ 1.000)	2016	2015
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	704.987	922.226
Résultat opérationnel	369.337	496.569
Reclassement 'Profit (perte) sur cessions d'actifs' vers flux de trésorerie provenant des désinvestissements	-25.102	-97.281
Dividendes des participations mises en équivalence	65.608	42.548
Autres produits (charges) non-opérationnels	1.785	1.566
Impôts sur le résultat	-65.173	-131.986
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie		
Amortissements	262.910	275.012
Réductions de valeur	30.171	21.183
Palements fondés sur des actions	-1.618	2.194
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-40.587	-82.463
Augmentation (diminution) des provisions	1.342	7.056
Augmentation (diminution) des impôts différés	-13.146	50.447
Autres charges (produits) non cash	1.391	-6.989
Cashflow	586.920	577.855
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	71.291	-163.854
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	115.994	3.082
Diminution (augmentation) des créances	-37.227	-111.537
Diminution (augmentation) des créances sur établissements de crédit et clients (banques)	-265.930	-332.534
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	7.038	71.259
Augmentation (diminution) des dettes envers établissements de crédit, clients & titres (banques)	261.979	213.169
Diminution (augmentation) autre	-10.563	-7.294
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	658.211	414.001
Investissements	-1.168.089	-912.027
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-217.138	-308.165
Acquisitions d'immeubles de placement	-114.766	-36.223
Acquisitions d'immobilisations financières	-222.562	-209.509
Nouveaux emprunts accordés	-81.695	-19.444
Acquisitions de placements de trésorerie	-531.929	-338.685
Désinvestissements	701.601	603.454
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	9.275	32.568
Cessions d'immeubles de placement	66.146	23.974
Cessions d'immobilisations financières	51.563	206.975
Remboursements d'emprunts accordés	35.527	8.593
Cessions de placements de trésorerie	539.090	331.344
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-466.488	-308.573
Opérations financières		
Revenus d'intérêt	11.142	9.830
Charges d'intérêt	-57.421	-54.954
Autres produits (charges) financiers	-20.366	-24.964
Diminution (augmentation) des actions propres	-801	-4.110
Augmentation (diminution) des dettes financières	53.279	-169.852
Répartition du bénéfice	-64.980	-60.363
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-64.717	-49.172
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-143.863	-353.586
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	47.859	-248.158
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	1.814	27.857
Augmentations de capital (part des tiers)	275	1.799
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-620	1.263
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	754.315	704.987

A la page 139 de ce rapport est reprise une ventilation par secteur de ce tableau des flux de trésorerie.

Etat des variations de capitaux propres consolidés

(€ 1.000)			Réserves de réévaluation							
	Capital & prime d'émission	Réserves consolidées	Titres disponibles à la vente	Réserves de couverture	Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	Ecart de conversion	Actions propres	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde d'ouverture, 1 janvier 2015	113.907	2.276.983	25.322	-16.646	-5.290	-173	-22.029	2.372.075	1.097.172	3.469.247
Résultat de l'exercice		284.079						284.079	153.175	437.254
Résultats non-réalisés			6.831	-1.175	1.378	11.569		18.604	10.102	28.706
Total des résultats réalisés et non-réalisés	0	284.079	6.831	-1.175	1.378	11.569	0	302.683	163.277	465.960
Distribution de dividende de l'exercice précédent		-60.363						-60.363	-49.172	-109.535
Opérations actions propres							-2.363	-2.363		-2.363
Autres (e.a. variations de périmètre conso, % d'intérêt)		-4.693						-4.693	-3.004	-7.697
Solde de clôture, 31 décembre 2015	113.907	2.496.006	32.153	-17.821	-3.912	11.397	-24.392	2.607.339	1.208.273	3.815.612

(€ 1.000)			Réserves de réévaluation							
	Capital & prime d'émission	Réserves consolidées	Titres disponibles à la vente	Réserves de couverture	Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	Ecart de conversion	Actions propres	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde d'ouverture, 1 janvier 2016	113.907	2.496.006	32.153	-17.821	-3.912	11.397	-24.392	2.607.339	1.208.273	3.815.612
Résultat de l'exercice		224.237						224.237	141.816	366.053
Résultats non-réalisés			-1.007	-814	-7.658	-423		-9.902	-14.402	-24.305
Total des résultats réalisés et non-réalisés	0	224.237	-1.007	-814	-7.658	-423	0	214.335	127.414	341.748
Distribution de dividende de l'exercice précédent		-64.980						-64.980	-64.717	-129.696
Opérations actions propres							-438	-438		-438
Autres (e.a. variations de périmètre conso, % d'intérêt)		26.827						26.827	-137.705	-110.878
Solde de clôture, 31 décembre 2016	113.907	2.682.090	31.145	-18.635	-11.569	10.974	-24.830	2.783.083	1.133.265	3.916.348

La note relative aux réserves de réévaluation qui, conformément aux règles IFRS, sont intégrées directement dans les fonds propres, est reprise à la page 113 du présent rapport.

Le premier juin 2016, AvH a distribué un dividende de 1,96 euro par action.

En 2016, dans le cadre du plan d'options sur actions au profit du personnel, AvH a vendu 20.000 actions propres et en a acheté 15.000. Au 31 décembre 2016, au total 331.000 options sur actions ont été attribuées. Pour la couverture de cet engagement et des options offertes début 2017, AvH (avec sa filiale Brinvest) avait au total 352.000 actions en portefeuille.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat conclu par AvH avec Kepler Cheuvreux en vue de soutenir la liquidité de l'action AvH, 341.058 actions AvH ont été achetées et 340.912 ont été vendues en 2016. Ces transactions sont gérées en toute autonomie par Kepler Cheuvreux, mais étant donné qu'elles sont réalisées pour le compte d'AvH, l'achat net de 146 actions AvH dans ce cadre a un impact (limité) sur les fonds propres d'AvH.

Le poste 'Autres' dans le tableau des variations comprend pour l'essentiel l'écart de consolidation négatif de 27,3 millions d'euros enregistré sur l'acquisition, au 30 septembre 2016, de la participation minoritaire de 26% de NPM Capital dans Sofinim. Etant donné qu'AvH contrôlait déjà Sofinim au moment de la transaction, ce montant est repris directement en capitaux propres.

Données générales concernant le capital

Capital souscrit

Le capital social souscrit s'élève à 2.295.277,90 euros. Le capital est entièrement libéré et est représenté par 33.496.904 actions sans mention de valeur nominale. Nous référons à la page 180 pour plus d'information sur le capital d'AvH.

Gestion de capital

Fin 2016, AvH (subholdings inclus) disposait d'une trésorerie nette de 68,3 millions d'euros, contre 76,3 millions d'euros fin 2015. Outre des liquidités et des dépôts à court terme, la trésorerie comprend notamment des placements de trésorerie (actions propres incluses) pour 68,0 millions d'euros et des dettes à court terme sous forme de commercial paper pour 30,4 millions d'euros. La trésorerie nette du groupe ne diminue que très légèrement par rapport à 2015, malgré les investissements de l'année dans Sofinim et Green Offshore/Rentel, entre autres. Nous renvoyons à la page 140 pour plus de détails sur la trésorerie nette d'AvH (y compris Sofinim et subholdings).

Outre les programmes de commercial paper, qui donnent la possibilité à AvH d'émettre pour 250 millions d'euros de commercial paper au total, AvH dispose au 31/12/2016 de lignes de crédit confirmées réparties entre différentes banques pour un montant de 280 millions d'euros. AvH a pour règle de ne jamais contracter d'engagements ou fournir de sûretés pour des obligations de participations. Du reste, l'inverse s'applique également. Il ne peut y être dérogé que dans des cas exceptionnels.

Note 1 : règles d'évaluation IFRS

Déclaration de conformité

Les comptes annuels consolidés sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) et aux interprétations de l'IFRIC en vigueur au 31 décembre 2016, telles qu'elles ont été approuvées par la Commission européenne.

Les principes appliqués en matière d'information financière sont conformes à ceux de l'exercice précédent, à l'exception des normes IFRS et interprétations IFRIC ci-dessous, nouvelles ou modifiées, qui sont d'application au 1er janvier 2016 :

- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Entités d'investissement : Application de l'exemption à la consolidation, applicables à compter du 1er janvier 2016
- Amendements à IFRS 11 Partenariats – Acquisition d'une participation dans une entreprise commune, applicables à compter du 1er janvier 2016
- Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers – Initiative concernant les informations à fournir, applicables à compter du 1er janvier 2016
- Amendements à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles – Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables, applicable à compter du 1er janvier 2016
- Amendements à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 41 Actifs biologiques – Plantes productrices, applicable à compter du 1er janvier 2016
- Amendements à IAS 19 Avantages au personnel – Régimes à prestations définies : Cotisations des employés, applicables à compter du 1er février 2015
- Amendements à IAS 27 Etats financiers individuels – Méthode de la mise en équivalence, applicables à compter du 1er janvier 2016
- Améliorations annuelles aux IFRS - cycle 2010-2012 (publiées en septembre 2013), applicables à compter du 1er février 2015
- Améliorations annuelles aux IFRS - cycle 2012-2014 (publiées en septembre 2014), applicables à compter du 1er janvier 2016

Hormis l'amendement à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 41 Actifs biologiques – Plantes productrices, l'application des amendements précités aux autres normes existantes n'a eu aucun impact sur cette période ou la précédente et il est peu probable que ceci aura un impact sur les périodes futures.

Application des amendements à l'IAS 16 Immobilisations corporelles et l'IAS 41 Actifs biologiques - plantes productrices

En novembre 2015, les amendements à l'IAS 16 (immobilisations corporelles) et l'IAS 41 (actifs biologiques – plantes productrices) ont été approuvés pour application dans l'Union européenne à partir du 1er janvier 2016 au plus tard. Il en résulte que les « plantes productrices » doivent à nouveau être valorisées au coût historique plutôt qu'à la juste valeur.

Sipef a choisi d'appliquer cette norme anticipativement sur les comptes de l'exercice 2015 et de retraiter ses états financiers de la période précédente. Il a été considéré avant tout que la partie des actifs biologiques qui relève toujours, conceptuellement, de l'IAS 41 - actifs biologiques - dénommée en générale la 'production biologique croissante' - ne pouvait pas, de manière objective, être distinguée des plantes productrices et par conséquent, ne pouvait pas être valorisée de manière fiable à la juste valeur. Au cours de l'année 2016, une approche de type « benchmark » a été développée dans le secteur de l'huile de palme pour définir la production biologique croissante comme étant l'huile contenue dans les fruits de palmier, de sorte que la juste valeur de ces actifs distinctifs pouvait être évaluée de manière fiable. Ce retraitement a eu un impact limité de -0,6 million USD sur le résultat net (2015) de Sipef et de +1,6 million USD sur ses capitaux propres (part du groupe). Pour les états financiers consolidés d'AvH (Sipef 27,6% en 2015), cette modification est non significative ; en conséquence, le compte de résultats 2015 d'AvH n'a pas été retraité et l'impact sur les capitaux propres a été comptabilisé en fonds propres.

Normes nouvelles et modifiées et interprétations

Certaines nouvelles normes et certains amendements à des normes existantes ont été publiés par l'IASB mais leur application n'était pas encore obligatoire pour l'exercice prenant cours le 1er janvier 2016, et ils n'ont pas été appliqués anticipativement. AvH a l'intention d'appliquer ces normes et interprétations lorsqu'elles entrèrent en vigueur.

- IFRS 9 Instruments financiers, applicable à compter du 1er janvier 2018
- IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients, dont amendements à l'IFRS 15 : Date d'entrée en vigueur d'IFRS 15, applicable à compter du 1er janvier 2018

- IFRS 16 Contrats de location, applicable à compter du 1er janvier 2019*
- Amendements à IAS 7 Etat des flux de trésorerie – Initiative concernant les informations à fournir, applicables à compter du 1er janvier 2017*
- Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé pour des pertes non réalisées, applicables à compter du 1er janvier 2017*

IFRS 9 Instruments financiers

La version définitive de l'IFRS 9 Instruments financiers remplace l'IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, ainsi que toutes les versions antérieures de l'IFRS 9. IFRS 9 regroupe les trois aspects du projet en ce qui concerne la reconnaissance des instruments financiers : classification et évaluation, réduction de valeur et comptabilité de couverture. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, l'application anticipée étant autorisée. A l'exception de la comptabilité de couverture, l'application rétrospective est exigée, mais il n'est pas obligatoire de fournir des informations comparatives. Pour la comptabilité de couverture, les exigences sont, dans l'ensemble, appliquées de manière prospective, à quelques exceptions près.

(I) Classification et évaluation :

La classification des actifs financiers se déroulera en 2 étapes :

- Le test 'business model' déterminera comment un portefeuille est géré dans son entièreté.
- Le test 'Solely Payment of Principal and Interest (SPPI)' déterminera quelles sont les caractéristiques des flux de trésorerie définis contractuellement.

Les conséquences du reclassement doivent encore être examinées plus en détail par AvH et ses participations, mais selon toute attente, la classification et l'évaluation des actifs financiers devraient correspondre, dans une large mesure, à l'IAS 39. Pour les obligations financières, aucune modification n'est attendue.

(II) Réductions de valeur

Avec l'introduction de l'IFRS 9, on passe d'un modèle 'incurred loss' à un modèle 'expected loss' pour ce qui concerne les réductions de valeur. Sous l'IFRS 9, une provision doit être constituée pour les pertes attendues au début du contrat. En règle générale, tous les actifs financiers porteront une provision pour risques de crédit (à quelques exceptions près). Vu la qualité du portefeuille de crédits à la Banque J. Van Breda & C°, l'impact sur les capitaux propres sera très limité. Les autres participations poursuivront leur analyse d'impact. En 2017, la Banque J. Van Breda & C° poursuivra la mise en application des concepts de l'IFRS 9 dans les modèles, les systèmes, les processus et la gouvernance. Un 'run' parallèle est également prévu.

(III) Selon les prévisions, les règles de comptabilité de couverture adaptées n'auront aucun impact significatif.

IFRS 15 Produits tirés de contrats avec des clients

L'IFRS 15 introduit un modèle en cinq étapes pour la reconnaissance du chiffre d'affaires tiré de contrats avec des clients. Sous l'IFRS 15, les produits au titre du transfert de biens ou de services sont reconnus à hauteur de la rémunération à laquelle l'entreprise s'attend à avoir droit.

La nouvelle norme remplace toutes les exigences IFRS existantes pour la reconnaissance des produits. Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, soit une application rétrospective complète, soit une application rétrospective adaptée est requise.

AvH introduira la nouvelle norme à la date d'entrée en vigueur requise et opérera vraisemblablement pour la méthode rétrospective complète. Les principales participations procèdent actuellement à leur exercice. Il ressort des premières analyses que l'impact sera relativement limité. Bien que les conséquences de l'introduction de l'IFRS 15 n'aient pas été quantifiées à ce stade, AvH pense que le principe de la reconnaissance des produits dans les activités dans le cadre de contrats restera similaire ; seul l'étalement dans le temps de la reconnaissance des revenus peut être différent pour une série de contrats spécifiques.

IFRS 16 Contrats de location*: cette nouvelle norme détermine la comptabilisation, l'évaluation et les informations à fournir en ce qui concerne les contrats de leasing (1/1/2019) et remplace IAS 17. En conséquence, tous les engagements de leasing et de location (comme les contrats de location relatifs à l'immobilier) apparaissent au bilan. L'impact de ce changement doit encore être évalué.

Principes de consolidation

Les comptes annuels consolidés comprennent les données financières de la société-mère AvH SA, de ses filiales et entités contrôlées conjointement ainsi que la part du groupe dans les résultats des entreprises associées.

*Pas encore approuvée par la Commission européenne au 31 mars 2017

1. Filiales

Les filiales sont des entités qui sont contrôlées par le groupe. Il y a contrôle lorsque AvH (a) détient le pouvoir sur la participation ; (b) est exposée ou a des droits sur les rendements variables en raison de son implication dans la participation ; et (c) a la capacité d'utiliser son pouvoir sur la participation pour influencer sur le montant des rendements. Les participations dans les filiales sont consolidées intégralement à partir de la date de l'acquisition jusqu'à la fin du contrôle.

Les états financiers des filiales sont établis pour la même période de rapport qu'AvH, des règles d'évaluation IFRS uniformes étant appliquées. Toutes les opérations intra-groupe et les bénéfices et pertes intragroupe non réalisés sur des transactions entre des entreprises du groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont éliminées à moins qu'il s'agisse d'une perte de valeur.

2. Entités contrôlées conjointement et entreprises associées

Entités contrôlées conjointement

Les entreprises qui sont contrôlées conjointement (définies comme des entités dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint, notamment via le pourcentage de participation ou une convention avec un ou plusieurs coactionnaires et qui sont considérées comme des coentreprises) sont reprises sur la base de la méthode de mise en équivalence, à partir de la date de l'acquisition jusqu'à la fin du contrôle conjoint.

Entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées sur lesquelles le groupe exerce une influence, plus précisément les entreprises dans lesquelles AvH a le pouvoir de participer (sans contrôle) aux décisions politiques financières et opérationnelles, sont reprises selon la méthode de mise en équivalence depuis la date de l'acquisition jusqu'à la fin de l'exercice de l'influence.

Méthode de mise en équivalence

Selon la méthode de mise en équivalence, les participations sont initialement actées à leur coût d'acquisition et la valeur comptable est ensuite adaptée pour reprendre la part du groupe dans le bénéfice ou la perte de la participation, et ce, à compter de la date d'acquisition. Les états financiers de ces entreprises sont établis pour la même période de rapport qu'AvH, des règles d'évaluation IFRS uniformes étant utilisées. Les bénéfices et pertes intragroupe non réalisés sur des transactions sont éliminés à concurrence du pourcentage d'intérêt.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité prévue. La durée d'utilité prévue est évaluée sur une base annuelle, ainsi que la valeur résiduelle éventuelle. La valeur résiduelle est supposée nulle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, valorisées elles aussi au coût d'acquisition, ne sont pas amorties mais subissent un test de dépréciation chaque année lorsque des indications suggèrent une perte de valeur éventuelle.

Les frais pour le lancement de nouvelles activités sont portés au résultat au moment où ils sont supportés.

Les frais de recherche sont imputés au résultat de l'exercice. Les frais de développement qui répondent aux critères rigoureux de l'IAS 38 sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile.

Les règles d'évaluation relatives au traitement des acquisitions de maisons de repos et de soins sont les suivantes :

- Les agréments et permis d'exploitation qui sont acquis au moment de la reprise sont valorisés, lors de la première intégration dans la consolidation, sur la base de leur valeur intrinsèque ou de la juste valeur.
- Les permis de bâtir exécutables qui sont acquis au moment de la reprise sont valorisés, lors de la première intégration dans la consolidation, sur la base de leur valeur

intrinsèque ou de la juste valeur. Il est uniquement tenu compte ici de l'extension possible de la capacité nette.

- Ces agréments et permis préalables sont repris sous la rubrique 'immobilisations incorporelles'. Le montant qui est affecté aux permis de bâtir exécutables est amorti sur une période de 33 ans. Si un bail emphytéotique est conclu, la durée d'amortissement est égale à la durée du bail. L'amortissement commence dès la réception provisoire et la mise en exploitation du bâtiment. Les permis d'exploitation ne sont pas amortis étant donné qu'ils ont en principe une durée de vie illimitée.
- Conformément à l'IAS 36, les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilisation illimitée sont soumises chaque année à un test de perte de valeur en comparant leur valeur comptable à leur valeur réalisable. La valeur réalisable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des frais de vente et la valeur intrinsèque.

Goodwill

Le goodwill est l'excédent du coût d'acquisition par rapport à la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs acquis, des passifs repris et des passifs éventuels de la filiale, de la filiale contrôlée conjointement ou de la participation associée au moment de la reprise.

Le goodwill n'est pas amorti mais subit annuellement un test de dépréciation à la clôture de l'exercice ou lorsque des indications suggèrent une perte de valeur éventuelle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de fabrication, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité prévue. La durée d'utilité prévue est évaluée sur une base annuelle, ainsi que la valeur résiduelle éventuelle. Les frais de réparation des immobilisations corporelles sont imputés au résultat de l'exercice, sauf s'ils entraînent une augmentation de l'utilité économique future des immobilisations corporelles concernées, ce qui justifie leur capitalisation.

Les immobilisations en cours sont amorties à partir de la mise en service.

Les subventions de l'état sont présentées au bilan en produits différés et sont reprises en résultat basé sur la durée d'utilité de l'actif auquel elles se rapportent.

Réductions de valeur d'immobilisations

A chaque date de clôture, le groupe vérifie la présence d'indications suggérant qu'un actif peut être soumis à une réduction de valeur. Le cas échéant, on procède à une estimation de la valeur recouvrable. Si la valeur comptable d'un actif est supérieure à la valeur recouvrable, une réduction de valeur est actée pour ramener la valeur comptable de l'actif à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est définie comme la valeur maximale de la juste valeur moins les frais de vente (résultant d'une vente non forcée) ou la valeur d'utilité (à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés). Les réductions de valeur en résultant sont actées à charge du compte de résultats.

Les réductions de valeur actées antérieurement, sauf en cas du goodwill et des actifs financiers disponibles à la vente, sont reprises par le biais du compte de résultats, lorsque ceux-ci ne sont plus valables.

Location-financement et droits similaires - immeubles de placement

1. La société du groupe est le preneur

Location-financement

(la société du groupe supporte par essence tous les risques et avantages inhérents à la propriété)

Au début de la période de location-financement, les actifs et passifs sont portés au bilan à la juste valeur de l'actif loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux de location, comme définis au moment du début de la location-financement. Le taux d'escompte utilisé pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimaux de location est le taux d'intérêt implicite du contrat de bail, tel que celui-ci peut être déterminé. Dans l'autre cas, le taux d'intérêt marginal du preneur doit être utilisé.

Location simple

(les avantages et risques restent par essence dans le chef du bailleur)

Les paiements de location sont repris en charges sur une base linéaire sur la période de location à moins qu'une autre base systématique traduise mieux la planification des avantages pour l'utilisateur.

2. La société du groupe fait office de bailleur

Location-financement

Les contrats de location-financement sont repris dans le bilan parmi les créances à court et long terme à la valeur actualisée des paiements futurs de location et de la valeur résiduelle garantie ou non. Les intérêts courus sont repris dans le résultat, calculés au taux d'intérêt implicite.

Les frais d'acquisition liés à un contrat de location-financement, attribuables au contrat, sont repris dans le compte de résultats, répartis sur la durée du contrat. Les frais d'acquisition qui ne sont pas attribuables à un contrat (commissions exceptionnelles, certaines campagnes) sont immédiatement repris dans le résultat.

Location simple

Les locations simples concernent les locations qui ne sont pas qualifiées comme une location-financement. Une distinction est opérée entre les locations simples qui sont évaluées au prix d'acquisition à l'aide de l'IAS 17 et les locations simples qui sont considérées comme un immeuble de placement et qui sont évaluées à la juste valeur à l'aide de l'IAS 40.33, de telle sorte que les variations de la juste valeur soient reprises dans le compte de résultats.

La distinction entre les deux types dépend du mode de calcul de l'option. Si l'option d'achat tient compte de la juste valeur, le contrat sera qualifié comme un immeuble de placement. Dans tous les autres cas, ces contrats sont considérés comme une location simple conformément à l'IAS 17.

3. Immeubles de placement - bâtiments loués et projets de développement

Les immeubles de placement comprennent aussi bien les bâtiments qui sont en état d'être loués (immeubles de placement en exploitation) que les bâtiments en construction ou en développement destinés à être utilisés dans le futur comme immeubles de placement en exploitation (projets de développement).

Les immeubles de placement sont repris dans le bilan à leur juste valeur de telle sorte que les variations de la juste valeur soient reprises dans le compte de résultats. La juste valeur est estimée chaque année sur base des rapports d'évaluation.

Instruments financiers

1. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actions et titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont rapportées dans l'état des résultats non-réalisés jusqu'à la vente ou à une perte de valeur considérée comme durable, la réévaluation cumulée étant portée dans le compte de résultats. Lorsque la juste valeur d'un actif financier ne peut être déterminée fiablement, ce dernier est évalué au prix d'acquisition.

Lorsqu'une baisse de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente est reconnue dans l'état des résultats non-réalisés et que des indications objectives d'une réduction de valeur sont présentes, les réductions cumulatives qui ont précédemment été rapportées directement dans l'état des résultats non-réalisés sont portées au compte de résultats.

2. Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultats

Les variations de la juste valeur des 'actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultats' sont prises en compte dans le compte de résultats.

3. Instruments dérivés

Chaque filiale opérationnelle faisant partie du groupe AvH est responsable de la gestion de ses risques, tels que les risques de change, d'intérêt, de crédit, de matières premières, etc. Les risques, qui varient en fonction du secteur dans lequel opère la filiale ne sont donc pas gérés de manière centralisée au niveau du groupe. Les directions concernées doivent toutefois rendre compte de leur couverture de risque à leur conseil d'administration ou comité d'audit.

Au niveau d'AvH et de ses sous-holdings, les risques (principalement d'intérêt) sont par contre gérés de façon centralisée par le Centre de Coordination de AvH. Les instruments dérivés sont valorisés initialement à leur prix d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, ces instruments sont repris dans le bilan à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant actées dans le résultat à moins que ces instruments ne fassent partie des opérations de couverture.

Couvertures de flux de trésorerie

Les variations de valeur d'un instrument financier dérivé qui satisfait aux strictes conditions de couverture de flux de trésorerie sont reprises dans l'état des résultats non-réalisés pour la partie efficace. La partie inefficace est directement comptabilisée dans le compte de résultats. Les résultats de la couverture sont transférés de l'état des résultats non-réalisés vers le compte de résultats au moment où la transaction couverte a elle-même une influence sur le résultat.

Couvertures de juste valeur

Les fluctuations de valeur d'un instrument dérivé qui a été formellement affecté à la couverture des variations de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés, sont reprises dans le compte de résultats, au même titre que les bénéfices et pertes qui découlent de la réévaluation à la juste valeur de l'élément couvert. Les fluctuations de valeur d'instruments financiers dérivés qui ne sont pas reconnus comme étant affectés à la couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie, sont immédiatement reprises dans le compte de résultats.

4. Dettes et créances productives d'intérêts

Les dettes et créances financières sont évaluées au prix de revient amorti à l'aide de la méthode du taux effectif.

5. Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances sont évaluées à la valeur nominale, réduite des pertes de valeur éventuelles pour créances irrécouvrables.

6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de valeurs au comptant et de placements à court terme, sont portés au bilan à leur valeur nominale.

Stocks / Contrats de constructions

Les stocks sont valorisés à leur prix de revient (coût d'acquisition ou de fabrication) ou à leur valeur nette réalisable lorsque celle-ci est inférieure. Le coût de fabrication comprend tous les frais directs et indirects qui sont nécessaires pour amener les marchandises à leur stade d'achèvement à la date de clôture, ce qui correspond au prix de vente estimé dans des circonstances normales, diminué des frais de finition, de marketing et de distribution (valeur réalisable nette). Les contrats de construction sont valorisés selon la méthode 'Percentage of Completion', le résultat étant pris en compte en fonction de l'avancement des travaux. Les pertes prévues sont par contre immédiatement imputées au résultat.

Capitaux et réserves

Les frais en rapport avec une transaction de capitaux sont déduits du capital. Les actions propres rachetées sont actées en réduction des fonds propres à leur prix d'acquisition. Une vente ou annulation ultérieure ne donne pas lieu à un impact sur le résultat ; les bénéfices et pertes relatifs aux actions propres sont actés directement dans les fonds propres.

Ecarts de conversion

Comptes statutaires

Les transactions en devises étrangères sont actées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les écarts de conversion positifs et négatifs non réalisés résultant de la conversion d'actifs et de passifs monétaires au cours de change à la date de clôture, sont repris dans le résultat au titre, respectivement, de produit ou de charge.

Comptes consolidés

Les éléments d'actif et de passif des filiales consolidées sont convertis au cours de clôture selon la méthode du cours de clôture, tandis que les éléments du compte de résultats sont convertis au cours moyen, ce qui donne lieu à des écarts de conversion repris immédiatement dans l'état des résultats non-réalisés consolidé.

Provisions

Si une entreprise du groupe a une obligation (légale ou indirecte) résultant d'un événement passé, s'il est probable que le règlement de cette obligation s'accompagnera d'une dépense et si, par ailleurs, le montant de cette obligation peut être déterminé de manière fiable, une provision est constituée à la date de clôture. Si l'écart entre la valeur nominale et escomptée est matériel, une provision est actée à concurrence de la valeur escomptée des dépenses estimées. L'augmentation de la provision en résultant est actée en charge d'intérêt proportionnellement au temps.

Restructuration

Les provisions pour restructuration sont actées uniquement lorsque le groupe a approuvé formellement un plan de restructuration détaillé et lorsque la restructuration prévue a déjà pris cours ou que les membres du personnel touchés par la restructuration en sont informés. Pour les frais relatifs aux activités normales du groupe, des provisions ne sont pas constituées.

Garanties

Pour les obligations de garantie sur les produits et services fournis et les travaux réceptionnés, une provision est constituée sur la base des informations statistiques du passé.

Créances et obligations conditionnelles

Les créances et obligations conditionnelles sont mentionnées dans la note 'Droits et engagements hors bilan' en cas d'impact d'une importance matérielle.

Impôts

Les impôts comprennent à la fois les impôts exigibles et les impôts différés. Les deux types d'impôts sont actés au compte de résultats sauf s'il s'agit d'éléments qui font partie des fonds propres et leur sont par conséquent attribués. Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilantaire, appliquée aux différences temporelles entre la valeur comptable de l'actif et du passif portés au bilan et leur base fiscale. Les principales différences temporelles résultent des rythmes d'amortissement différents des immobilisations corporelles, des provisions pour pensions et des pertes fiscales récupérables.

Les passifs d'impôt différé sont reconnus pour toutes les différences temporelles imposables :

- sauf lorsque le passif d'impôt différé découle de la reconnaissance initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale du passif et de l'actif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a pas d'influence sur le bénéfice imposable ;

- sauf en ce qui concerne les investissements dans des filiales, entreprises contrôlées conjointement et associées, dans lesquelles le groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle sera éliminée et que l'on ne prévoit pas d'éliminer la différence temporelle dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé sont actés pour les pertes temporelles déductibles et sur les crédits d'impôts récupérables reportés et pertes fiscales, dans la mesure où il est probable qu'il y aura des bénéfices imposables dans un avenir proche pour pouvoir bénéficier de l'avantage fiscal. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est contrôlée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour pouvoir imputer la totalité ou une partie des impôts différés. Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des législations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Rémunérations du personnel

Les rémunérations du personnel comprennent des rémunérations du personnel à court terme, des avantages postérieurs à l'emploi, d'autres rémunérations du personnel à long terme, des indemnités de licenciement et des rémunérations fondées sur des actions. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les plans de pension, assurances vie et assurances pour assistance médicale. Les plans de pension, répartis en régimes à cotisations définies ou à prestations définies, sont fournis par le biais de fonds ou de plans d'assurance distincts. Par ailleurs, il existe également des rémunérations du personnel fondées sur des actions.

Régimes de pension

Régimes à cotisations définies ('Defined Contribution Plans')

Au sein du groupe, différentes filiales ont souscrit des assurances de groupe au profit de leur personnel. Etant donné que pour les plans belges, l'employeur peut être requis d'effectuer des paiements supplémentaires si le rendement moyen sur les contributions patronales et sur les contributions personnelles n'est pas atteint, ces plans doivent, selon l'IAS 19, être considérés comme des plans de pension à prestations définies. L'obligation est valorisée selon la méthode "Projected Unit Credit Method".

Régimes à prestations définies ('Defined Benefit Plans')

Le groupe compte une série de plans de pension à prestations définies pour lesquels les cotisations sont payées à un fonds géré séparément. Le coût des plans de pension à prestations définies est déterminé de manière actuarielle par la méthode 'projected unit credit'.

Les revalorisations, qui proviennent de bénéfices et pertes actuariels, de l'effet du plafond d'actif et du rendement sur les placements en fonds, sont reprises directement au bilan, un montant correspondant au profit ou à charge du bénéfice retenu étant inscrit via les résultats non-réalisés dans la période où elles se produisent. Les revalorisations ne sont pas transférées vers le compte de résultats au cours des périodes suivantes.

Le coût des services passés est repris dans le compte de résultats à la date initiale de la modification ou de la limitation du régime de pension ou, si elle est antérieure, à la date à laquelle le groupe justifie des frais de réorganisation. Le solde d'intérêts est calculé en appliquant le taux d'escompte à l'engagement net ou à l'actif net au titre des plans de pension à prestations définies et est repris dans le compte de résultats consolidé.

Rémunérations du personnel fondées sur des actions

Il existe au sein du groupe AvH, à différents niveaux, des plans d'options sur actions qui donnent aux employées le droit d'acheter des actions d'AvH ou des actions de certaines filiales à un prix préalablement fixé. Ce prix est déterminé au moment de l'attribution des options et est basé sur le prix du marché ou la valeur intrinsèque.

Des plans de warrant sont élaborés également au niveau de certaines filiales.

Les prestations des bénéficiaires sont (au moment de l'attribution) évaluées à l'aide de la juste valeur des options et warrants attribués et portées en charge au compte de résultats au moment des prestations fournies pendant la période d'acquisition des droits.

Produits

Les produits sont comptabilisés conformément aux normes IFRS, compte tenu des activités spécifiques de chaque secteur.

Activités opérationnelles abandonnées

L'actif, le passif et les résultats nets des activités opérationnelles abandonnées sont rapportés séparément dans une rubrique dans le bilan et le compte de résultats consolidé. Les éléments de l'actif et du passif détenus en vue d'être vendus sont rapportés de la même manière (au plus faible de sa valeur comptable et de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente).

Événements postérieurs à la date de clôture

Des événements peuvent se produire après la date de clôture et donnent des informations complémentaires à propos de la situation financière de l'entreprise à la date de clôture ('adjusting events'). Ces informations permettent d'améliorer les estimations et de donner un meilleur reflet de la situation réelle à la date de clôture. Ces événements exigent une adaptation du bilan et du résultat. D'autres événements après la date de clôture sont mentionnés dans les notes s'ils peuvent avoir un impact important.

Bénéfice par action

Le groupe calcule à la fois le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action conformément à l'IAS 33. Le bénéfice de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon le nombre moyen d'actions en circulation pendant la période plus l'effet dilué des warrants et options sur actions pendant la période.

Information sectorielle

AvH est un groupe diversifié opérant dans les secteurs clés suivants :

1. **Marine Engineering & Contracting** avec DEME, l'une des plus grandes entreprises de dragage au monde, CFE et Algemene Aannemingen Van Laere, deux groupes de construction qui ont leur siège central en Belgique, Rent-A-Port et Green Offshore ;
2. **Private Banking** avec Delen Private Bank, l'un des plus grands gestionnaires indépendants de fonds privés en Belgique, et le gestionnaire de fortune JM Finn & Co au R.-U., la Banque J. Van Breda & C^o, banque orientée vers les entrepreneurs et professions libérales en Belgique et le groupe d'assurance ASCO-BDM ;
3. **Real Estate & Senior Care** avec Leasinvest Real Estate, une société immobilière réglementée cotée ; Extensa Group, acteur important en matière de lotissements et de projets immobiliers ; et Anima Care et HPA (Residalya et Patrimoine & Santé) actives dans le secteur des soins et de la santé ;
4. **Energy & Resources**, Sipef, un groupe agro-industriel spécialisé dans l'agriculture tropicale, Sagar Cements, Oriental Quarries & Mines et la Société Nationale de Transport par Canalisations ;
5. **AvH & Growth Capital** avec Sofinim et GIB et leurs participations respectives en Growth Capital.

L'information sectorielle reprise dans les états financiers d'AvH est établie conformément à l'IFRS 8.

Note 2 : filiales et entités contrôlées conjointement

1. Filiales consolidées globalement

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2016	% d'intérêt 2015	% Minoritaires 2016	% Minoritaires 2015
Marine Engineering & Contracting						
CFE ⁽¹⁾	0400.464.795	Belgique	60,40%	60,40%	39,60%	39,60%
DEME ⁽¹⁾	0400.473.705	Belgique	60,40%	60,40%	39,60%	39,60%
Rent-A-Port	0885.565.854	Belgique	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
International Port Engineering and Management (IPEM)	0441.086.318	Belgique	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
Infra Asia Consultancy and Project Management	0891.321.320	Belgique	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
Rent-A-Port Green Energy ⁽²⁾	0832.273.757	Belgique	72,18%		27,82%	
IPEM Holdings		Chypre	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
Port Management Development		Chypre	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
Infra Asia Consultancy Ltd.		Hong Kong	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
Rent-A-Port Reclamation		Hong Kong	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
OK SPM FTZ Enterprise		Nigéria	72,18%	72,18%	27,82%	27,82%
Société d'Investissement Portuaire de Guinée ⁽³⁾		Guinée	50,53%		49,47%	
Green Offshore (ex-Rent-A-Port Energy) ⁽⁴⁾	0832.273.757	Belgique	80,20%	73,15%	19,80%	26,85%
Algemene Aannemingen Van Laere	0405.073.285	Belgique	100,00%	100,00%		
Anmeco	0458.438.826	Belgique	100,00%	100,00%		
Groupe Thiran	0425.342.624	Belgique	100,00%	100,00%		
TPH Van Laere	43.434.858.544	France	100,00%	100,00%		
Vandendorpe	0417.029.625	Belgique	100,00%	100,00%		
Wefima	0424.903.055	Belgique	100,00%	100,00%		
Alfa Park	0834.392.218	Belgique	100,00%	100,00%		
Galiliège ⁽⁵⁾	0550.717.104	Belgique	49,00%	49,00%	51,00%	51,00%
Private Banking						
Banque J.Van Breda & C°	0404.055.577	Belgique	78,75%	78,75%	21,25%	21,25%
ABK bank	0404.456.841	Belgique	78,74%	78,74%	21,26%	21,26%
Beherman Vehicle Supply	0473.162.535	Belgique	63,00%	63,00%	37,00%	37,00%
Finaxis	0462.955.363	Belgique	78,75%	78,75%	21,25%	21,25%
Real Estate & Senior Care						
Extensa Group	0425.459.618	Belgique	100,00%	100,00%		
Extensa	0466.333.240	Belgique	100,00%	100,00%		
Extensa Development	0446.953.135	Belgique	100,00%	100,00%		
Extensa Istanbul	566454 / 514036	Turquie	100,00%	100,00%		
Extensa Luxembourg	1999.2229.988	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Extensa Participations I	2004.2421.120	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Extensa Participations II	2004.2421.090	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Extensa Participations III	2012.2447.996	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Extensa Romania	J40.24053.2007	Roumanie	100,00%	100,00%		
Extensa Slovakia	36.281.441	Slovaquie	100,00%	100,00%		
Grossfeld Developments ⁽⁶⁾	2012.2448.267	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Grossfeld Immobilière	2001.2234.458	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Grossfeld Participations	2012.2447.856	Luxembourg	100,00%	100,00%		
Implant	0434.171.208	Belgique	100,00%	100,00%		
Leasinvest Finance (fusionnée avec Extensa Group)	0461.340.215	Belgique		100,00%		
Leasinvest Real Estate Management	0466.164.776	Belgique	100,00%	100,00%		
RFD	0405.767.232	Belgique	100,00%	100,00%		
RFD CEE Venture Capital	801.966.607	Pays-Bas	100,00%	100,00%		
Projet T&T	0476.392.437	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Entrepôt Public	0863.093.924	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Parking	0863.091.251	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Tréfonds	0807.286.854	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Services	0628.634.927	Belgique	100,00%	100,00%		
T&T Douanehotel ⁽⁷⁾	0406.211.155	Belgique	100,00%			
Beekbaarimmo	19.992.223.718	Luxembourg	100,00%	100,00%		
UPO Invest	0473.705.438	Belgique	100,00%	100,00%		
VAC De Meander ⁽⁸⁾	0628.888.216	Belgique	100,00%	51,00%		49,00%
Vilvlease	0456.964.525	Belgique	100,00%	100,00%		
Leasinvest Real Estate ⁽⁹⁾	0436.323.915	Belgique	30,01%	30,01%	69,99%	69,99%

Note 2 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

1. Filiales consolidées globalement (suite)

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise		Siège social	% d'intérêt 2016		% d'intérêt 2015		% Minoritaires 2016		% Minoritaires 2015	
Real Estate & Senior Care (suite)											
Anima Care ⁽¹⁰⁾	0469.969.453		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Gilman	0870.238.171		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Anima Vera	0452.357.718		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Engagement	0462.433.147		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Le Gui	0455.218.624		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Au Privilège	0428.283.308		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Huize Philemon & Baucis	0462.432.652		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Anima Cura	0480.262.143		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Glamar	0430.378.904		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Zorgcentrum Lucia	0818.244.092		Belgique	61,67%		61,67%		38,33%		38,33%	
Résidence Parc des Princes	0431.555.572		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Résidence St. James	0428.096.434		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Château d'Awans	0427.620.342		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Home Scheut	0458.643.516		Belgique	92,50%		92,50%		7,50%		7,50%	
Le Birmingham	0428.227.284		Belgique	92,50%				7,50%			
Duneroze	0536.809.777		Belgique	92,50%				7,50%			
Zandsteen	0664.573.823		Belgique	92,50%				7,50%			
HPA (ex-Ligno Power) ⁽¹¹⁾	0818.090.674		Belgique	70,86%				29,14%			
Exploitation / Immobilier résidences ⁽¹¹⁾											
Residalya / Patrimoine & Santé	480.081.397	484.065.586	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Real Estate / P&S Real Estate	480.081.819	487.599.102	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Inova	450.720.883		France	35,57%		43,89%		64,43%		56,11%	
La Chenaie / Saint Ciers Invest	343.356.028	491.430.781	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Le Jardin Des Loges / Bonnet Invest	394.806.541	485.191.951	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Le Mont Des Landes / Saint Savest	401.600.481	491.485.371	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Les Alysés / Troyes Invest	527.799.811	503.163.123	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Les Portes De Champagne	338.568.389		France	70,86%		87,42%		29,14%		12,58%	
Les Portes De Nîmes / Poulx Invest	423.582.055	491.006.300	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Les Portes Du Jardin / Tonnay Invest	481.193.027	479.843.146	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Bésançon / Chazal Invest	509.668.950	505.407.221	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya BL	534.425.574		France	70,86%		87,42%		29,14%		12,58%	
Residalya Courchelettes / Courchelettes Invest	531.354.801	510.895.162	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Dijon / Dijon Invest	522.014.059	510.800.824	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Garons / Garons Invest	534.425.608	808.415.368	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Haute Goulaine / Goulaine Invest	492.700.885	495.191.918	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Le Lavandou / Grand Batailler Invest	534.860.036	510.895.337	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Le Rove / Marseille Le Rove Invest	490.173.614	499.376.457	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Les Rives D'Allier / Pont Du Château Invest	491.818.779	492.578.505	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Orléans / Orléans Invest	534.476.536	519.062.228	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Résidence Automne / Champs Invest	501.535.371	534.103.262	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Séolanes / Seolanes Invest	501.479.638	387.965.502	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya St. Marcel / Saint Marcel Invest	531.418.564	522.169.861	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Villers Semeuse / Villers Semeuse invest	527.736.441	510.800.808	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Residalya Projet 7	815.347.711		France	70,86%		87,42%		29,14%		12,58%	
Résidence Du Littoral / Saint Augustinvest	482 162 542	491.430.575	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Résidence Marguerite	950.537.233		France	70,86%		87,42%		29,14%		12,58%	
Sogécom	343.296.760		France	70,86%		87,42%		29,14%		12,58%	
SRG / Saint Genis Invest	398.710.921	394.584.742	France	70,86%	52,22%	87,42%		29,14%	47,78%	12,58%	
Villa Charlotte	390.719.193		France	70,86%		87,42%		29,14%		12,58%	
La Demeure Du Bois Ardent / Turquoise	399.793.173	394.597.488	France	70,86%	52,22%			29,14%	47,78%		
Sérénalto	344.503.545		France	42,52%		52,45%		57,48%		47,55%	
Ambroise Paré / Paradin	395.190.226	395.190.374	France	40,39%	42,52%			59,61%	57,48%		
Cigma Holding / Cidevim	789.479.185	478 101 025	France	70,86%	52,22%			29,14%	47,78%		
Cigma De Laval / Cigma du Tertre	527.946.131	511 972 721	France	70,86%	52,22%			29,14%	47,78%		
Crèche du Tertre / Cigma du Tertre	528.379.001	511 972 721	France	70,86%	52,22%			29,14%	47,78%		

Note 2 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

1. Filiales consolidées globalement (suite)

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2016	% d'intérêt 2015	% Minoritaires 2016	% Minoritaires 2015
Energy & Resources						
Société Nationale de Transport par Canalisations	0418.190.556	Belgique	75,00%	75,00%	25,00%	25,00%
Quinten Matsys	0424.256.125	Belgique	75,00%	75,00%	25,00%	25,00%
Canal-Re	2008.2214.764	Luxembourg	75,00%	75,00%	25,00%	25,00%
Ligno Power (nom changé en HPA) ⁽¹¹⁾	0818.090.674	Belgique		70,00%		30,00%
AvH Resources India	U74300DL2001 PTC111685	Inde	100,00%	100,00%		
AvH & Growth Capital						
Sofinim ⁽¹²⁾	0434.330.168	Belgique	100,00%	74,00%		26,00%
Sofinim Luxembourg	2003.2218.661	Luxembourg	100,00%	74,00%		26,00%
Agidens International	0468.070.629	Belgique	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens Life Sciences	0411.592.279	Belgique	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens Infra Automation	0630.982.030	Belgique	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens Proce Automation	0465.624.744	Belgique	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens Proce Automation BV	005469272B01	Pays-Bas	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens Life Sciences BV	850983411B01	Pays-Bas	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens Infra Automation BV	856220024B01	Pays-Bas	86,25%		13,75%	
Agidens Inc		USA	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens SAS	10.813.818.424	France	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens GmbH	76301	Allemagne	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Agidens AG	539301	Suisse	86,25%	63,82%	13,75%	36,18%
Baarbeek Immo	651.662.133	Belgique	86,25%		13,75%	
Subholdings AvH						
Anfima	0426.265.213	Belgique	100,00%	100,00%		
AvH Coordination Center	0429.810.463	Belgique	99,99%	99,99%	0,01%	0,01%
Brinvest	0431.697.411	Belgique	99,99%	99,99%	0,01%	0,01%
Profimolux	1992.2213.650	Luxembourg	100,00%	100,00%		

⁽¹⁾ Dans le rapport annuel de CFE, société cotée en bourse, figure la liste des filiales. DEME est une filiale à 100% de CFE.

⁽²⁾ Début 2016, Rent-A-Port Green Energy a été créée dans le but de poursuivre les activités énergétiques terrestres de Rent-A-Port, les participations dans l'éolien offshore (Rentel, Otary, Seastar et Mermaid) étant détenues par Green Offshore (Rent-A-Port Energy a été rebaptisée Green Offshore en 2016).

⁽³⁾ La Société d'Investissement Portuaire de Guinée a été constituée le 16 juillet 2016 dans le but de développer un port en Guinée pour l'exportation de bauxite.

⁽⁴⁾ AvH a, tout comme CFE, relevé sa participation dans Rent-A-Port Energy à 50% en reprenant la participation de la direction de Rent-A-Port. En même temps, la société a été rebaptisée Green Offshore. Green Offshore détient des participations dans Rentel (12,5% directement et indirectement), Otary (12,5%) et dans les projets éoliens offshore Seastar et Mermaid qui sont encore à développer.

⁽⁵⁾ La consolidation intégrale de Galilée SA (dans le cadre d'un projet PPP à Liège) découle de la convention d'actionnaires qui se traduit par un pouvoir de décision déterminant dans le chef de Van Laere.

⁽⁶⁾ En vertu de la convention d'actionnaires, Extensa n'a droit, économiquement, qu'à 50% des résultats de cette société.

⁽⁷⁾ Sur le site de Tour & Taxis, Extensa a acquis (via sa filiale Extensa Land II) l'ancien 'Hôtel des Douanes' (6.511 m² en surface) en vue de le réaffecter en synergie avec les autres bâtiments historiques du site. La société Extensa Land II a ensuite été rebaptisée T&T Douanehotel.

⁽⁸⁾ Fin 2016, la participation minoritaire dans la société qui développe l'immeuble Herman Teirlinck (VAC De Meander) a été acquise.

⁽⁹⁾ La direction de Leasinvest Real Estate CVA est assurée par son gérant statutaire Leasinvest Real Estate Management SA, une filiale à 100% d'Extensa Group SA, qui est à son tour une filiale à 100% d'Ackermans & van Haaren. Le conseil d'administration de Leasinvest Real Estate Management ne peut, conformément à l'article 12 des statuts, prendre une décision relative à la stratégie de la SIRP (société immobilière réglementée publique) Leasinvest Real Estate qu'avec l'approbation de la majorité des administrateurs nommés sur proposition d'Ackermans & van Haaren ou de ses sociétés liées. Pour un aperçu des participations détenues par Leasinvest Real Estate, société cotée en bourse, nous renvoyons au rapport annuel de LRE.

⁽¹⁰⁾ Au dernier trimestre 2016, Anima Care a finalisé les acquisitions de 'Le Birmingham' (60 lits, Molenbeek-Saint-Jean) et de 'Duneroze' (160 lits en maison de repos, 40 lits en centre de convalescence, Wenduine).

⁽¹¹⁾ En janvier 2016, AvH a échangé une tranche supplémentaire (16%) dans Holding Groupe Duval contre 25% dans Patrimoine & Santé. Patrimoine & Santé est une société française qui investit dans l'immobilier exploité par le groupe Residalya, actif dans les maisons de repos. AvH et les membres de la direction de Residalya ont ensuite regroupé leurs parts respectives détenues à la fois dans Residalya et Patrimoine & Santé au sein de la nouvelle holding HPA. Fin 2016, HPA détient 100% du capital de Residalya et 73,7% de Patrimoine & Santé. HPA consolide intégralement ces deux sociétés. AvH détient à son tour 70,86% du capital de HPA et consolide cette participation intégralement.

⁽¹²⁾ Le 30 septembre 2016, AvH a racheté la participation dans Sofinim de l'actionnaire minoritaire (26%) NPM Capital et possède désormais 100% de Sofinim. Etant donné que le suivi et la direction de Sofinim et de ses participations sont entièrement intégrés dans AvH, ceci est désormais présenté comme un seul et même segment dans l'information sectorielle, sous le titre 'AvH & Growth Capital'. Auparavant AvH reprenait Sofinim déjà par consolidation intégrale, avec un intérêt minoritaire de 26%. L'acquisition de cette participation minoritaire entraîne (mécaniquement) une augmentation du pourcentage de participation dans les participations détenues via Sofinim. Ces pourcentages plus élevés qui en résultent sont appliqués dans le compte de résultats à partir du 4e trimestre 2016.

Note 2 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

2. Entités contrôlées conjointement mises en équivalence - année 2016

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2016	% Minoritaires 2016	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port								
Consortium Antwerp Port	0817.114.340	Belgique	43,31%	16,69%	4.010	1.168	1.538	11
Rent-A-Port Utilities	0846.410.221	Belgique	36,09%	13,91%	2.194	2.476	0	-291
C.A.P. Industrial Port Land	0556.724.768	Belgique	36,09%	13,91%	1.351	3	0	-9
Infra Asia Investment Fund ⁽¹⁾	648.714.620	Belgique	36,09%	13,91%	32.278	32.208	890	9
S Channel Management Limited		Chypre	36,09%	13,91%	0	74	0	-7
Infra Asia Investment (Dinh Vu) (USD 1.000) ⁽²⁾		Vietnam	40,46%	15,60%	158.475	80.986	40.870	9.023
Algemene Aannemingen Van Laere								
Parkeren Roeselare	0821.582.377	Belgique	50,00%		8.850	8.385	1.810	71
Parkeren Asse	0836.630.641	Belgique	50,00%		159	77	434	76
Private Banking								
Asco	0404.454.168	Belgique	50,00%		66.390	54.609	27.794	1.145
BDM	0404.458.128	Belgique	50,00%		20.214	14.947	52.685	47
Delen Investments sca ⁽³⁾	0423.804.777	Belgique	78,75%	21,25%	2.181.343	1.560.139	313.071	87.877
Real Estate & Senior Care								
Extensa Group								
CBS Development	0831.191.317	Belgique	50,00%		29.134	26.298	355	-540
CBS-Invest	0879.569.868	Belgique	50,00%		20.004	12.644	635	114
Delo 1 ⁽⁴⁾	2016.2450.523	Luxembourg	50,00%		79.452	69.152	0	10.288
Alto 1 ⁽⁴⁾	2016.2450.590	Luxembourg	50,00%		22.494	20.204	0	2.278
DPI	0890.090.410	Belgique	50,00%		1.639	817	50	33
Exparom I	343.081.70	Pays-Bas	50,00%		13.076	14.695	0	-465
CR Arcade	J02.2231.18236250	Roumanie	50,00%		11.366	6.417	0	-68
Exparom II	343.081.66	Pays-Bas	50,00%		5.127	5.694	0	-250
SC Axor Europe	J40.9671.21765278	Roumanie	50,00%		8.171	9.778	0	-23
Grossfeld PAP	2005.2205.809	Luxembourg	50,00%		48.288	49.596	1.619	876
Les Jardins d'Oisquercq	0899.580.572	Belgique	50,00%		2.696	3.314	16	-237
Immobilière Du Cerf	0822.485.467	Belgique	33,33%		577	-87	0	-55
Top Development	35 899 140	Slovaquie	50,00%		12.292	2.613	1.529	-168
TMT Energy (filiale de Top Developm.)	47 474 238	Slovaquie	50,00%		1.840	1.972	2.487	244
TMT RWP (filiale de Top Developm.)	47 144 513	Slovaquie	50,00%		12.292	2.613	1.529	-168
Energy & Resources								
Sipef ⁽⁵⁾ (USD 1.000)	0404.491.285	Belgique	27,83%		615.332	167.269	266.962	39.874
Société Nationale de Transport par Canalisations								
Napro	0437.272.139	Belgique	37,50%	12,50%	590	181	211	134
Nitraco	0450.334.376	Belgique	37,50%	12,50%	31.051	29.200	2.112	229
Oriental Quarries & Mines (INR millions)	U10100DL2008PTC181650	Inde	50,00%		693	136	676	-3
AvH & Growth Capital ⁽⁶⁾								
Amsteldijk Beheer	33.080.456	Pays-Bas	50,00%		3.658	1.473	741	746
Distriplus	0890.091.202	Belgique	50,00%		174.653	123.791	203.841	-2.394
Manuchar	0407.045.751	Belgique	30,00%		538.827	454.813	1.105.746	11.697
Turbo's Hoet Groep	0881.774.936	Belgique	50,00%		277.040	179.475	393.046	9.279
Telemond Consortium ⁽⁷⁾		Belgique	50,00%		71.882	24.477	69.006	2.176
Subholdings AvH								
GIB sa	0404.869.783	Belgique	50,00%		16.800	55.098	0	-62.419

Note 2 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

3. Entités contrôlées conjointement mises en équivalence - année 2015

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2015	% Minoritaires 2015	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port								
Consortium Antwerp Port	0817.114.340	Belgique	43,31%	16,69%	3.924	1.088	2.155	100
Rent-A-Port Utilities	0846.410.221	Belgique	36,09%	13,91%	2.693	2.877	0	-205
C.A.P. Industrial Port Land	0556.724.768	Belgique	36,09%	13,91%	1.372	15	0	-18
S Channel Management Limited		Chypre	36,09%	13,91%	0	66	0	-8
Infra Asia Investment (Dinh Vu) (USD 1.000)		Vietnam	38,36%	14,79%	111.679	48.548	25.570	7.509
Algemene Aannemingen Van Laere								
Parkeren Roeselare	0821.582.377	Belgique	50,00%		9.219	8.863	1.856	77
Parkeren Asse	0836.630.641	Belgique	50,00%		162	156	341	-13
Private Banking								
Asco	0404.454.168	Belgique	50,00%		64.260	53.646	32.175	248
BDM	0404.458.128	Belgique	50,00%		14.746	9.569	53.631	72
Delen Investments sca	0423.804.777	Belgique	78,75%	21,25%	2.090.164	1.507.610	314.094	92.417
Real Estate & Senior Care								
Extensa Group								
CBS Development	0831.191.317	Belgique	50,00%		27.803	24.427	606	1.868
CBS-Invest	0879.569.868	Belgique	50,00%		21.626	14.379	480	-1.613
DPI	0890.090.410	Belgique	50,00%		1.012	223	50	-5
Exparom I	343.081.70	Pays-Bas	50,00%		13.066	14.220	0	-455
CR Arcade	J02.2231.18236250	Roumanie	50,00%		11.372	6.339	0	-124
Exparom II	343.081.66	Pays-Bas	50,00%		5.128	5.446	0	-244
SC Axor Europe	J40.9671.21765278	Roumanie	50,00%		8.251	9.841	0	-115
Grossfeld PAP	2005.2205.809	Luxembourg	50,00%		55.419	57.603	383	1.296
Les Jardins d'Oisquercq	0899.580.572	Belgique	50,00%		2.446	2.828	23	-176
Immobilière Du Cerf	0822.485.467	Belgique	33,33%		779	60	0	-65
Top Development	35 899 140	Slovaquie	50,00%		12.667	2.819	675	-73
TMT Energy (filiale de Top Developm.)	47 474 238	Slovaquie	50,00%		1.054	1.430	359	155
TMT RWP (filiale de Top Developm.)	47 144 513	Slovaquie	50,00%		8.907	6.318	940	87
Holding Groupe Duval⁽⁸⁾	522734144	France	37,80%		71.880	6.636	0	97
Financière Duval	401922497	France	31,10%		602.431	486.400	454.653	8.142
Energy & Resources								
Sipef (USD 1.000)	0404.491.285	Belgique	27,65%		579.032	163.603	225.935	18.708
Société Nationale de Transport par Canalisations								
Napro	0437.272.139	Belgique	37,50%	12,50%	653	244	208	134
Nitraco	0450.334.376	Belgique	37,50%	12,50%	12.204	10.353	1.608	232
Oriental Quarries & Mines (INR millions)	U10100DL2008PTC181650	Inde	50,00%		682	122	445	-2
AvH & Growth Capital								
Amsteldijk Beheer	33.080.456	Pays-Bas	37,00%	13,00%	3.399	1.961	550	190
Distriplus	0890.091.202	Belgique	37,00%	13,00%	173.285	120.029	203.226	-13.127
Hermes Finance BV⁽⁹⁾	63.135.906	Pays-Bas	35,15%	12,35%	30.184	5.297	0	-113
CKT Offshore ⁽⁹⁾	63.140.101	Pays-Bas	35,15%	12,35%	29.499	26.033	76.262	-19.799
Manuchar	0407.045.751	Belgique	22,20%	7,80%	538.782	461.909	1.196.725	8.245
Turbo's Hoet Groep	0881.774.936	Belgique	37,00%	13,00%	247.639	160.754	350.573	8.425
Telemond Consortium		Belgique	50,00%		74.397	27.171	69.869	-2.623
Financière Flo⁽⁹⁾	39.349.570.937	France	33,00%		80.341	111.615	0	-61.861
Groupe Flo ⁽⁹⁾	09.349.763.375	France	23,56%		313.854	237.863	294.555	-51.494
Subholdings AvH								
GIB sa	0404.869.783	Belgique	50,00%		75.925	51.804	0	-17.671

Note 2 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

3. Entités contrôlées conjointement mises en équivalence (suite)

- ⁽¹⁾ Infra Asia Investment Fund a été créée en vue de l'émission d'une obligation visant à financer les développements au Vietnam.
- ⁽²⁾ La participation dans Infra Asia Investment (Dinh Vu) a légèrement augmenté.
- ⁽³⁾ AvH détient une participation de 78,75% dans Delen Investments SCA. Conformément aux dispositions de la convention d'actionnaires entre AvH et la famille Delen, chaque partenaire a le droit de désigner un gérant statutaire. Les gérants statutaires de Delen Investments SCA décident à l'unanimité des voix.
- ⁽⁴⁾ Ces sociétés ont été créées dans le cadre de la construction des immeubles préloués à long terme à Deloitte Luxembourg (Delo 1) et Alter Domus (Alto 1).
- ⁽⁵⁾ La convention d'actionnaires entre la famille Baron Bracht et AvH débouche sur un contrôle commun de Sipef. Fin 2016, AvH a légèrement relevé sa participation dans Sipef, de 27,65% à 27,83%. Comme indiqué à la Note 1 Règles d'évaluation IFRS, Sipef a retraité ses chiffres correspondants pour l'exercice 2015.
- ⁽⁶⁾ Le 30 septembre 2016, AvH a racheté la participation dans Sofinim de l'actionnaire minoritaire (26%) NPM Capital'. L'acquisition de cette participation minoritaire entraîne (mécaniquement) une augmentation du pourcentage de participation dans les participations détenues par Sofinim. Ces pourcentages plus élevés qui en résultent sont appliqués dans le compte de résultats à partir du 4e trimestre 2016.
- ⁽⁷⁾ Le consortium est constitué des 3 filiales communes Telemond Holding, Telehold & Henschel Engineering.
- ⁽⁸⁾ En janvier 2016, AvH a relevé sa participation dans Patrimoine & Santé de 22,5% (fin 2015) à 47,5%. Simultanément et en application des accords conclus avec monsieur Eric Duval, AvH a ramené sa participation dans Holding Groupe Duval (détenue en vue de la vente) de 37,8% à 21,8%.
- ⁽⁹⁾ Dans les comptes au 31/12/2016, les participations détenues dans Financière Flo/Groupe Flo et dans Hermes Finance/CKT Offshore ont été transférées vers le poste "actifs détenus en vue de la vente". Ce faisant, ces participations ont été ramenées à leur valeur de marché.

4. Les principales filiales et entités contrôlées conjointement qui ne sont pas reprises dans le périmètre de consolidation

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2016	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Subholdings AvH								
BOS	0422.609.402	Belgique	100,00%	⁽¹⁾	249	1	0	-5

- ⁽¹⁾ Investissement d'importance mineure (valorisé au prix d'achat).

Note 3 : entreprises associées

1. Entreprises associées mises en équivalence - année 2016

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2016	% Minoritaires 2016	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port								
Ontwikkelingsmaatschappij Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%	4,64%	11.554	4.310	1.463	1.408
Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%	4,64%	18	0	84	0
Port of Duqm (OMR 1.000)		Oman	21,65%	8,35%	34.429	30.070	9.143	-176
Duqm Industrial Land Company (OMR 1.000)		Oman	25,23%	9,72%	7.910	2.186	177	24
Algemene Aannemingen Van Laere								
Lighthouse Parkings	0875.441.034	Belgique	33,33%		871	5	554	-117
Private Banking								
Banque J.Van Breda & C°								
Finauto	0464.646.232	Belgique	39,38%	10,63%	1.711	1.450	1.304	1
Antwerpse Financiële Handelsmaatschappij	0418.759.886	Belgique	39,38%	10,63%	863	252	899	360
Financieringsmaatschappij Definco	0415.155.644	Belgique	39,38%	10,63%	310	3	98	57
Informatica J.Van Breda & C°	0427.908.174	Belgique	31,50%	8,50%	7.604	6.402	9.985	5
Real Estate & Senior Care								
Patrimoine & Santé ⁽¹⁾	492902101	France						
HPA ^{(1) (2)}								
Cigma Holding	789 479 185	France						
Cigma De Laval	527 946 131	France						
Crèche du Tertre	528 379 001	France						
Energy & Resources								
Sagar Cements (INR millions) ⁽³⁾	L26942AP- 1981PLC002887	Inde	19,91%		13.719	7.743	7.690	216
AvH & Growth Capital ⁽⁴⁾								
Atenor	0403.209.303	Belgique	10,53%		686.090	549.436	156.830	20.375
Axe Investments	0419.822.730	Belgique	48,34%		13.335	191	718	14.898
Corelio ⁽⁵⁾	0415.969.454	Belgique	26,13%		424.492	349.890	513.078	13.904
Financière EMG	801.720.343	France	22,24%		289.864	273.948	318.638	-4.431
MediaCore	0428.604.297	Belgique	49,99%		35.557	7.966	0	3.135
Transpalux ⁽⁶⁾	582.011.409	France	45,02%		23.464	14.874	29.695	1.368
Agidens International								
Keersluis Limmel Maintenance BV (MTC)	62058630	Pays-Bas	43,12%		168	167	140	0
SAS van Vreeswijk (MTC van Beatrix)	65067096	Pays-Bas	17,25%		479	479	463	0

⁽¹⁾ En janvier 2016, AvH a échangé une tranche supplémentaire (16%) dans Holding Groupe Duval contre 25% dans Patrimoine & Santé. Patrimoine & Santé est une société française qui investit dans l'immobilier exploité par le groupe Residalya, actif dans les maisons de repos. AvH et les membres de la direction de Residalya ont ensuite regroupé leurs parts respectives détenues à la fois dans Residalya et Patrimoine & Santé au sein de la nouvelle holding HPA. Fin 2016, HPA détient 100% du capital de Residalya et 73,7% de Patrimoine & Santé. HPA consolide intégralement ces deux sociétés. AvH détient à son tour 70,86% du capital de HPA et consolide cette participation intégralement.

⁽²⁾ HPA a acquis en 2016 le contrôle de CIGMA, située à Laval (Mayenne), avec comme conséquence une consolidation intégrale. Outre une maison de repos et de soins de 60 lits, CIGMA compte aussi une crèche de 50 berceaux et est propriétaire de l'immobilier.

⁽³⁾ Le droit d'AvH d'avoir un représentant au Conseil d'Administration de Sagar Cements et un droit de veto en ce qui concerne, entre autres, les modifications de statuts et l'achat/vente d'activités expliquent pourquoi cette participation est reprise dans le périmètre de consolidation d'AvH. Au cours de l'année 2016, AvH a relevé légèrement son pourcentage de participation dans Sagar Cements à 19,91%.

⁽⁴⁾ Le 30 septembre 2016, AvH a racheté la participation dans Sofinim de l'actionnaire minoritaire (26%) NPM Capital'. L'acquisition de cette participation minoritaire entraîne (mécaniquement) une augmentation du pourcentage de participation dans les participations détenues par Sofinim. Ces pourcentages plus élevés qui en résultent sont appliqués dans le compte de résultats à partir du 4e trimestre 2016.

⁽⁵⁾ En 2016, AvH a relevé sa participation dans Corelio pour la porter à 26,13%.

⁽⁶⁾ Sofinim détient 45% des actions de Transpalux, dont la moitié a été acquise sur la base d'un prix d'acquisition variable.

Note 3 : entreprises associées (suite)

2. Entreprises associées non reprises selon la méthode de mise en équivalence - année 2016

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2016	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
AvH & Growth Capital								
Nivelinvest	0430.636.943	Belgique	25,00%	(1)	62.305	54.591	626	-690

(1) Investissement d'importance mineure (valorisé au prix d'achat).

3. Entreprises associées mises en équivalence - année 2015

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2015	% Minoritaires 2015	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Rent-A-Port								
Ontwikkelingsmaatschappij Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%	4,64%	10.492	4.656	25	19
Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%	4,64%	18	0	75	0
Port of Duqm (OMR 1.000)		Oman	21,65%	8,35%	29.720	25.336	4.162	-175
Duqm Industrial Land Company (OMR 1.000)		Oman	25,23%	9,72%	1.671	1.244	70	-1
Algemene Aannemingen Van Laere								
Lighthouse Parkings	0875.441.034	Belgique	33,33%		998	13	0	56
Private Banking								
Banque J.Van Breda & C°								
Finauto	0464.646.232	Belgique	39,38%	10,63%	1.355	1.095	1.131	-8
Antwerpse Financiële Handelsmaatschappij	0418.759.886	Belgique	39,38%	10,63%	748	226	631	269
Financieringsmaatschappij Definco	0415.155.644	Belgique	39,38%	10,63%	299	6	88	43
Informatica J.Van Breda & C°	0427.908.174	Belgique	31,50%	8,50%	7.325	6.128	9.502	5
Real Estate & Senior Care								
Residalya - HPA								
Cigma Holding	789 479 185	France	29,72%	4,28%	2.168	1.616	0	-13
Cigma De Laval	527 946 131	France	29,72%	4,28%	2.185	3.220	2.556	-274
Crèche du Tertre	528 379 001	France	29,72%	4,28%	1.159	1.271	700	257
Patrimoine & Santé	492902101	France	22,50%					
Energy & Resources								
Sagar Cements (INR millions)	L26942AP- 1981PLC002887	Inde	18,55%		12.733	7.282	7.524	458
AvH & Growth Capital								
Atenor	0403.209.303	Belgique	7,79%	2,74%	552.208	425.409	116.748	19.958
Axe Investments	0419.822.730	Belgique	35,77%	12,57%	19.076	3.494	614	402
Corelio	0415.969.454	Belgique	18,69%	6,57%	452.376	386.332	521.898	11.379
Financière EMG	801.720.343	France	16,45%	5,78%	294.614	270.699	294.000	-18.803
MediaCore	0428.604.297	Belgique	36,99%	13,00%	30.221	5.764	0	3.055
Transpalux	582.011.409	France	33,31%	11,71%	22.307	15.203	24.570	-100

Note 3 : entreprises associées (suite)

4. Entreprises associées non reprises selon la méthode de mise en équivalence - année 2015

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2015	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Contracting								
Algemene Aannemingen Van Laere								
Proffund (liquidée en 2016)	0475.296.317	Belgique	33,33%	(1)	411	1.038	0	188
AvH & Growth Capital								
Nivelinvest	0430.636.943	Belgique	25,00%	(1)	46.405	38.002	698	0

(1) Investissement d'importance mineure.

Note 4 : acquisitions et cessions d'entreprises

1. Acquisition de 26% de Sofinim

(€ 1.000)	Sofinim	Agidens	Total
Immobilisations financières	204.856	170	205.026
Trésorerie et équivalents de trésorerie	287.242	8.545	295.787
Autres actifs	3.518	40.657	44.175
Total actifs	495.616	49.372	544.989
Capitaux propres - part du groupe	490.137	19.028	509.165
Intérêts minoritaires	0	3.034	3.034
Autres passifs	5.479	27.310	32.790
Total des capitaux propres et passifs	495.616	49.372	544.989
Total actifs	495.616	49.372	544.989
Total passifs	-5.479	-27.310	-32.790
Intérêts minoritaires	0	-3.034	-3.034
Exclusion des réserves de réévaluation	3.687	-226	3.461
Actif net	493.824	18.801	512.626
% d'intérêt			26,00%
Actif net - part du groupe			133.294
Goodwill négatif			-27.294
Prix d'achat			106.000

Le 30 septembre 2016, AvH a racheté la participation dans Sofinim de l'actionnaire minoritaire (26%) NPM Capital et possède désormais 100% de Sofinim. Etant donné que le suivi et la direction de Sofinim et de ses participations sont entièrement intégrés dans AvH, ceci est désormais présenté comme un seul et même segment dans l'information financière, sous le titre 'AvH & Growth Capital'. Auparavant AvH re-

prenait Sofinim déjà par consolidation intégrale, avec un intérêt minoritaire de 26%. La différence de 27,3 millions d'euros entre le prix qui a été négocié pour l'achat de cette participation minoritaire et sa valeur comptable est comptabilisée directement en capitaux propres dans les comptes consolidés d'AvH, étant donné qu'AvH était déjà, avant cette transaction, l'actionnaire de contrôle de Sofinim.

2. Autres acquisitions d'entreprises

(€ 1.000)	HPA	Anima Care	2016
Actifs non-courants	35.538	4.373	39.912
Actifs courants	6.643	1.950	8.594
Total actifs	42.182	6.323	48.505
Capitaux propres - part du groupe	19.122	599	19.721
Parts des tiers	1.449	0	1.449
Passifs à long terme	16.029	953	16.982
Passifs à court terme	5.582	4.772	10.354
Total des capitaux propres et passifs	42.182	6.323	48.505
Total actifs	42.182	6.323	48.505
Total passifs	-21.611	-5.724	-27.336
Actif net (100%)	20.571	599	21.170
Intérêts minoritaires non-repris	-3.300	0	-3.300
Actif net - part du groupe	17.270	599	17.869
Goodwill (après allocation)	6.420	0	6.420
Prix d'achat	23.690	599	24.289

Les autres acquisitions d'entreprises sont toutes attribuables à l'activité Senior Care. HPA a poursuivi l'expansion de ses activités en 2016. Depuis janvier 2016, La Demure du Bois Ardent à Saint-Lô (76 lits) et La Résidence Ambroise Paré (HPA 60%) à Lyon (88 lits) ont rejoint le réseau. En juillet 2016, HPA a procédé à l'intégration complète de SCI Cigma du Tertre, propriétaire du complexe immobilier dans lequel sont exploitées une maison de repos et de soins de 60 lits (Le Cigma de Laval) et une crèche d'entreprise de 50 berceaux (Crèche du Tertre). Depuis, ces deux établissements ont également été intégrés dans le réseau de HPA.

En novembre 2016, Anima Care a repris Le Birmingham à Molenbeek-Saint-Jean et Duneroze à Wenduine. Le Birmingham compte 60 lits en maison de repos. Duneroze totalise 160 lits en maison de repos et 40 lits en centre de convalescence en exploitation.

Après l'affectation du prix d'achat aux immobilisations incorporelles et corporelles, le goodwill s'élève à 6,4 millions d'euros.

3. Cessions d'entreprises - Handling Automation Egemin

(€ 1.000)	2015
Actifs non-courants	3.740
Actifs courants	32.690
Total actifs	36.430
Capitaux propres - part du groupe	12.688
Parts des tiers	0
Passifs à long terme	1.403
Passifs à court terme	22.339
Total des capitaux propres et passifs	36.430
Total actifs	36.430
Total passifs	-23.742
Parts des tiers	0
Actif net	12.688
% d'intérêt	100%
Actif net - part du groupe	12.688
Plus-value réalisée	59.794
Prix de vente	72.482

Il n'y a eu aucune cession d'entreprises en 2016.

En 2015, le groupe Egemin a vendu sa division Handling Automation au groupe allemand Kion pour une valeur d'entreprise de 72 millions d'euros et a réalisé une plus-value de 59,8 millions d'euros (part AvH : 31,7 millions d'euros). Les autres

activités du groupe Egemin (Process automation, Life sciences, Infra Automation et Consulting & Services) se poursuivent désormais sous le nouveau nom Agidens. Les résultats de la division Handling Automation sont regroupés, dans le compte de résultats de 2015, dans la rubrique 'Résultat après impôts des activités abandonnées'.

Note 5 : information sectorielle

Modification de l'information sectorielle

Le 30 septembre 2016, AvH a racheté la participation dans Sofinim de l'actionnaire minoritaire (26%) NPM Capital et possède désormais 100% de Sofinim, sa filiale de 'Development Capital'. Etant donné que le suivi et la direction de Sofinim et de ses participations sont entièrement intégrés dans AvH, ceci est désormais présenté comme un seul et même segment dans l'information sectorielle, sous le titre 'AvH & Growth Capital'. Auparavant AvH reprenait Sofinim déjà par consolidation intégrale, avec un intérêt minoritaire de 26%. L'acquisition de cette participation minoritaire entraîne (mécaniquement) une augmentation du pourcentage de participation dans les participations détenues par Sofinim. Ces pourcentages plus élevés qui en résultent sont appliqués dans le compte de résultats à partir du 4^e trimestre 2016.

Au moment de ce changement dans l'organisation des segments, plusieurs autres ajustements mineurs ont été opérés. C'est ainsi que la participation dans la Société Nationale de Transport par Canalisations est désormais reprise dans le segment "Energy & Resources" et que la participation dans Telemond fait désormais partie du segment "AvH & Growth Capital". Ces modifications ont uniquement un impact (mineur) sur la présentation de l'information sectorielle. Ceci n'influence en rien les résultats totaux, ni le bilan ou les flux de trésorerie. L'information sectorielle pour 2015 a été retraitée de façon analogue.

Autres modifications en 2016

AvH et CFE ont relevé leur participation dans Rent-A-Port Energy à 50% chacune par l'acquisition de la participation qui était détenue par la direction de Rent-A-Port. La société a ensuite été rebaptisée Green Offshore. A la fin de l'année 2016, le pourcentage de participation d'AvH dans Green Offshore s'établit à 80,2%.

En janvier 2016, AvH a échangé une tranche supplémentaire (16%) dans Holding Groupe Duval contre 25% dans Patrimoine & Santé. Patrimoine & Santé est une société française qui investit dans l'immobilier exploité par le groupe Residalya, actif dans les maisons de repos. AvH et les membres de la direction de Residalya ont ensuite regroupé leurs parts respectives détenues à la fois dans Residalya et Patrimoine & Santé au sein de la nouvelle holding HPA. Fin 2016, HPA détient 100% du capital de Residalya et 73,7% de Patrimoine & Santé. HPA consolide intégralement ces deux sociétés. AvH détient à son tour 70,86% du capital de HPA et consolide cette participation intégralement.

Au cours de l'année 2016, AvH a relevé légèrement son pourcentage de participation dans Sipef (à 27,83%), dans Sagar Cements (à 19,91%) et dans Corelio (à 26,13%), sans que ceci ne modifie la méthode de consolidation de ces participations.

Dans les comptes au 31/12/2016, les participations détenues dans Financière Flo / Groupe Flo et dans CKT Offshore ont été transférées vers le poste "actifs détenus en vue de la vente". Ce faisant, ces participations ont été ramenées à leur valeur de marché.

Secteur 1

Marine Engineering & Contracting:

DEME (intégration globale 60,40%), CFE (intégration globale 60,40%), Rent-A-Port (intégration globale 72,18%), Green Offshore (intégration globale 80,20%) et Van Laere (intégration globale 100%)

Secteur 2

Private Banking:

Delen Investments CVA (méthode mise en équivalence 78,75%), Banque J.Van Breda & C° (intégration globale 78,75%), Finaxis (intégration globale 78,75%) et ASCO-BDM (méthode mise en équivalence 50%)

Secteur 3

Real Estate & Senior Care:

Extensa (intégration globale 100%), Leasinvest Real Estate (intégration globale 30%), Anima Care (intégration globale 92,5%) et HPA (intégration globale 70,86%). HPA est la nouvelle structure qui détient 100% de Residalya (exploitation de maisons de repos) et 73,70% de Patrimoine & Santé (propriétaire d'immobilier exploité par Residalya). Tant Residalya que Patrimoine & Santé sont consolidées intégralement par HPA.

Secteur 4

Energy & Resources:

Sipef (méthode mise en équivalence 27,8%), SNTC (intégration globale 75%), AvH India Resources (intégration globale 100%), Sagar Cements (méthode mise en équivalence 19,9%) et Oriental Quarries and Mines (méthode mise en équivalence 50%)

Secteur 5

AvH & Growth Capital:

- AvH, Sofinim & subholdings (intégration globale 100%)
- Participations intégrées globalement : Agidens (anciennement Egemin International) (86,2%)
- Participations reprises selon la méthode de mise en équivalence : Atenor (10,5%), Axe Investments (48,3%), Amsteldijk Beheer (50%), Corelio (26,1%), Distriplus (50%), Financière EMG (22,2%), Manuchar (30,0%), MediaCore (49,9%), Transpalux (45,0%), Turbo's Hoet Groep (50%), Consortium Telemond (50%) et GIB (50%)
- Participations non-consolidées : OncoDNA (15%)
- Actifs détenus en vue de la vente à la valeur de marché : Groupe Flo (23,6%) et CKT Offshore (47,5%)/Hermes Finance (47,5%)

Note 5 : information sectorielle - compte de résultats 2016

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2016
Produits	3.051.586	164.381	341.397	13.600	80.826	-2.673	3.649.117
Prestations de services	4.290		162.016	13.539	2.585	-2.533	179.897
Produits provenant des leasings		6.956	1.590				8.546
Produits immobiliers	12.186		167.128				179.314
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		106.615					106.615
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		48.011					48.011
Produits provenant des contrats de construction	2.945.215				75.026		3.020.241
Autres produits des activités ordinaires	89.895	2.799	10.663	62	3.215	-140	106.493
Autres produits opérationnels	3.452	1.940	3.505	3	1.265	-383	9.782
Intérêts sur créances immobilisations financières	117		61		243	-104	317
Dividendes	3.213	1.940	3.445	3	691		9.292
Subventions de l'état	121						121
Autres produits opérationnels					332	-280	52
Charges opérationnelles (-)	-2.824.699	-113.145	-282.660	-13.784	-116.448	2.953	-3.347.785
Matières premières et consommables utilisées (-)	-1.630.999		-102.500		-36.343		-1.769.842
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)	25.515		91		175		25.780
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-32.544					-32.544
Frais de personnel (-)	-552.777	-39.275	-91.692	-689	-33.137		-717.569
Amortissements (-)	-235.293	-5.586	-17.456	-1.911	-2.664		-262.910
Réductions de valeur (-)	242	-795	-4.527	-3.090	-22.059		-30.230
Autres charges opérationnelles (-)	-430.449	-32.289	-66.359	-8.095	-18.463	2.953	-552.702
Provisions	-937	-2.656	-216		-3.957		-7.766
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	22	0	40.565	0	0	0	40.587
Actifs financiers détenus à des fins de trading							0
Immeubles de placement	22		40.565				40.587
Profit (perte) sur cessions d'actifs	12.842	835	3.877	102	-21	0	17.635
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	3.420		-32	102	24		3.514
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement			3.584				3.584
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières	9.422		325		-398		9.350
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs		835			353		1.188
Résultat opérationnel	243.202	54.011	106.685	-79	-34.378	-104	369.337
Produits financiers	26.948	14	3.874	20	765	-187	31.433
Revenus d'intérêt	8.280	14	2.801	20	496	-187	11.423
Autres produits financiers	18.668		1.073		269		20.010
Charges financières (-)	-63.687	0	-24.995	-124	-1.976	291	-90.491
Charges d'intérêt (-)	-33.130		-16.092	-111	-503	291	-49.546
Autres charges financières (-)	-30.557		-8.904	-13	-1.472		-40.946
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	-649	771	0	0		122
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	1.636	88.679	5.664	10.793	1.889		108.660
Autres produits non-opérationnels	0	1.429	356	0	0		1.785
Autres charges non-opérationnelles (-)	0	0	0	0	0		0
Résultat avant impôts	208.100	143.483	92.354	10.609	-33.700	0	420.847
Impôts sur le résultat	-30.250	-18.479	-4.631	-645	-789	0	-54.794
Impôts différés	15.862	-3.932	1.080	78	58		13.146
Impôts	-46.112	-14.547	-5.710	-723	-847		-67.940
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies	177.850	125.005	87.723	9.964	-34.489	0	366.053
Résultat après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0		0
Résultat de l'exercice	177.850	125.005	87.723	9.964	-34.489	0	366.053
Part des tiers	72.658	26.498	41.547	731	382		141.816
Part du groupe	105.192	98.506	46.176	9.234	-34.872		224.237

Commentaire sur l'information sectorielle - compte de résultats 2016

Les produits d'exploitation diminuent de 362,1 millions d'euros en 2016 par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte avant tout de la baisse des produits d'exploitation (-464,9 millions d'euros) dans le segment Marine Engineering & Contracting et d'une hausse dans le segment Real Estate & Senior Care. La diminution dans le segment Marine Engineering & Contracting s'explique par le recul du chiffre d'affaires chez DEME qui, comme prévu et annoncé, n'a pas pu égaler en 2016 l'année record 2015 (avec entre autres les grands travaux sur le canal de Suez en Egypte). Chez CFE également, les produits d'exploitation diminuent en raison d'une plus grande sélectivité dans l'acceptation de nouveaux contrats, de la cession de l'activité de génie civil et de la réduction de sa présence sur une série de marchés en Afrique et en Europe orientale. La progression du chiffre d'affaires dans le segment Real Estate & Senior Care s'explique par l'expansion des activités d'Anima Care et de Residalya dans le secteur des soins aux personnes âgées, ainsi que par la vente par Extensa de biens immobiliers développés sur les sites Tour & Taxis (Bruxelles) et Cloche d'Or (Luxembourg). Dans le segment AvH & Growth Capital, les produits d'exploitation se composent principalement du chiffre d'affaires réalisé par Agidens, les autres participations étant intégrées par la méthode de mise en équivalence. Dans le segment Private Banking, l'évolution des produits d'intérêts doit évidemment être examinée en lien avec l'évolution des charges d'intérêts. La pression sur la marge d'intérêt nette de la Banque J. Van Breda & C° est plus que compensée, en 2016, par l'augmentation des revenus de commissions.

Le résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats avait, en 2015, été influencé positivement à raison de 60,8 millions d'euros (ou 42,1 millions d'euros après incidence fiscale) par la revalorisation de la participation historique dans Tour & Taxis qui devait être exprimée suite à l'acquisition du contrôle (100%) du site par le rachat des actionnaires minoritaires au début de cette année. Le reste (22,1 millions d'euros) du résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats provenait, en 2015, des autres fluctuations de valeurs dans les portefeuilles immobiliers d'Extensa et de Leasinvest Real Estate. En 2016 également, les justes valeurs des actifs immobiliers de ce type chez Extensa et Leasinvest Real Estate ont évolué de 40,6 millions dans le sens positif, l'essentiel provenant du projet Herman Teirlinck (Extensa) sur le site Tour & Taxis, sur la base du contrat de vente conclu par Extensa avec Baloise.

Suite à l'évolution négative du Groupe Flo en 2016 et à la lumière des discussions qui sont menées en vue d'attirer de nouveaux investisseurs et/ou de vendre certaines activités du Groupe Flo, AvH a réduit de 22,1 millions d'euros son exposition à Financière Flo / Groupe Flo, en ligne avec la valeur boursière de Groupe Flo au 31.12.2016 (0,67 euros par action).

Des réductions de valeur ont par ailleurs été actées en 2016 sur le goodwill d'AvH sur sa participation dans Oriental Quarries & Mines (3,1 millions d'euros) et par HPA lors de la première consolidation de Patrimoine & Santé (4,1 millions d'euros).

Comparé à 2015, année où Agidens avait pu réaliser une plus-value de 59,8 millions d'euros (part du groupe 31,7 millions d'euros) sur la vente d'Egemin Handling Automation et où Sofinim avait vendu sa participation dans Hertel, le profit sur cessions d'actifs est sensiblement moins élevé en 2016. CFE a ainsi réalisé des plus-values sur ses parts dans les participations PPP dans Locorail (tunnel ferroviaire Liefkenshoek) et Coentunnel (Amsterdam). Leasinvest Real Estate a clôturé la vente annoncée précédemment du nouvel immeuble de bureaux Royal20 au Grand-Duché de Luxembourg, réalisant une plus-value sur cette vente, au-delà du bénéfice qui avait été déjà constaté dans le compte de résultats lors des périodes précédentes par le biais d'ajustements de la juste valeur.

L'évolution du bénéfice opérationnel est le résultat d'un ensemble de facteurs dans les différents segments qui y contribuent. Mais en comparaison avec 2015, la différence la plus marquante apparaît dans le segment AvH & Growth Capital, où les plus-values sur les ventes (notamment) d'Egemin Handling Automation et de Hertel en 2015 ont disparu, et où l'on observe par contre, en 2016, des réductions de valeur sur Groupe Flo et CKT Offshore.

Malgré l'intégration dans le périmètre de consolidation de Patrimoine & Santé en 2016, le résultat financier net n'affiche qu'un léger recul par rapport à l'année précédente.

De même, le quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, malgré une composition différente, s'établit en 2016 (108,7 millions d'euros) à un niveau similaire à celui de 2015 (110,5 millions d'euros).

Les impôts sur le résultat sont en diminution compte tenu d'un résultat avant impôts moins élevé, en raison d'un taux d'imposition inférieur chez DEME suite à une autre répartition géographique du chiffre d'affaires et aux investissements opérés et d'une diminution dans le segment immobilier (en 2015, il y avait eu un impôt différé substantiel sur la plus-value de revalorisation T&T). Il est à noter par ailleurs que la contribution des entreprises mises en équivalence reflète uniquement la part du groupe dans le résultat net de ces entreprises et que les impôts appliqués sur ces résultats n'apparaissent pas dans les comptes consolidés d'AvH.

Le bénéfice de l'exercice (part du groupe) est en recul de 59,8 millions d'euros par rapport à 2015. Cette variation négative s'explique pour l'essentiel par le segment AvH & Growth Capital qui, comme indiqué ci-avant, ne comptabilise plus de plus-values sur la vente de participations et enregistre au contraire des contributions négatives et des réductions de valeur sur Groupe Flo et CKT Offshore.

Note 5 : information sectorielle - actifs 2016

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2016
I. Actifs non-courants	2.456.874	4.050.951	1.598.499	174.483	248.792	-6.336	8.523.262
Immobilisations incorporelles	95.516	5.179	66.136		1		166.832
Goodwill	177.060	134.247	31.232				342.539
Immobilisations corporelles	1.697.794	40.054	359.876	9.231	27.683		2.134.639
Immeubles de placement			1.010.754				1.010.754
Participations mises en équivalence	159.540	633.263	15.933	165.113	179.450		1.153.300
Immobilisations financières	172.125	625	88.952		33.780	-6.336	289.146
Participations disponibles à la vente	16.578	3	88.237		8.225		113.043
Créances et cautionnements	155.547	622	715		25.554	-6.336	176.103
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	510	1.481	1.584				3.576
Créances à plus d'un an	26.143	105.906	23.623		4.997		160.669
Créances commerciales	1.884				2.346		4.230
Créances location-financement		105.906	23.366				129.272
Autres créances	24.259		256		2.651		27.167
Impôts différés	128.184	2.624	409	138	2.881		134.236
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an		3.127.572					3.127.572
II. Actifs courants	2.013.435	1.708.521	375.617	32.522	155.094	-38.029	4.247.159
Stocks	96.613		17.516		407		114.536
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	56.019		189.742		2.042		247.803
Placements de trésorerie	3	582.069	317		39.019		621.408
Actifs financiers disponibles à la vente		582.069	317		39.019		621.405
Actifs financiers détenus à des fins de trading	3						3
Instruments financiers dérivés à un an au plus	2.324	1.227					3.551
Créances à un an au plus	1.174.961	71.569	98.247	26.416	71.848	-37.781	1.405.260
Créances commerciales	1.105.991		34.373	4.781	22.583	-1.563	1.166.164
Créances location-financement		47.303	547				47.850
Autres créances	68.970	24.266	63.327	21.635	49.265	-36.218	191.245
Impôts sur le résultat à récupérer	18.954		4.515	26	933		24.429
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus		1.041.064					1.041.064
Banques - créances sur les établissements de crédit		74.156					74.156
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		931.915					931.915
Banques - créances sur des banques centrales		34.993					34.993
Trésorerie et équivalents de trésorerie	639.458	5.857	63.191	6.046	39.762		754.315
Dépôts à terme à trois mois au plus	124.658	1	4.853		27.261		156.773
Valeurs disponibles	514.801	5.856	58.338	6.046	12.501		597.542
Comptes de régularisation	25.101	6.734	2.089	34	1.083	-248	34.793
III. Actifs détenus en vue de la vente	21.416		75.191		8.031		104.637
Total actifs	4.491.724	5.759.472	2.049.307	207.005	411.917	-44.366	12.875.059

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
Information sectorielle - chiffre d'affaires pro forma	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2016
Chiffre d'affaires pays-membre de l'Union européenne	2.050.245	476.627	328.144	55.329	664.451	-2.533	3.572.263
Autres pays en Europe	75.206	137	2.590	10.875	40.061		128.870
Pays en dehors de l'Europe	836.184	0	0	39.820	323.785		1.199.789
Total	2.961.635	476.764	330.735	106.025	1.028.297	-2.533	4.900.923

Le chiffre d'affaires pro forma comprend le chiffre d'affaires de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère, par conséquent, du chiffre d'affaires mentionné dans la consolidation IFRS légale, établie sur la base du périmètre de consolidation décrit à la p. 123-131. Dans cette présentation pro forma, toutes les participations de contrôle exclusif sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement.

Note 5 : information sectorielle - capitaux propres et passifs 2016

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5	Eliminations entre secteurs	Total 2016
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital		
I. Capitaux propres	1.550.265	1.277.714	633.966	194.112	260.290		3.916.348
Capitaux propres - part du groupe	947.977	1.036.961	354.349	186.609	257.186		2.783.083
Capital souscrit					113.907		113.907
Capital					2.295		2.295
Prime d'émission					111.612		111.612
Réserves consolidées	968.111	1.032.278	354.278	167.855	159.568		2.682.090
Réserves de réévaluation	-20.133	4.683	71	18.754	8.541		11.915
Titres disponibles à la vente		4.053	11.446	-9	15.656		31.145
Réserves de couverture	-4.939	-337	-13.282		-77		-18.635
Ecarts actuariels plans de pensions à prestations définies	-11.878	-49	-19	-664	1.041		-11.569
Ecarts de conversion	-3.317	1.016	1.926	19.427	-8.079		10.974
Actions propres (-)					-24.830		-24.830
Intérêts minoritaires	602.287	240.753	279.617	7.503	3.104		1.133.265
II. Passifs à long terme	1.003.847	732.951	897.578	8.354	38.981	-6.336	2.675.375
Provisions	91.968	3.588	6.297		4.135		105.989
Obligations en matière de pensions	51.544	3.404	606	407	60		56.021
Impôts différés	153.792	283	97.957	2.940	1.713		256.685
Dettes financières	681.798		727.785	5.008	5.049	-6.336	1.413.303
Emprunts bancaires	315.577		572.227	5.008			892.811
Emprunts obligataires	303.537		130.512				434.049
Emprunts subordonnés	1.294		2.050				3.344
Contrats de location-financement	51.808		22.589		5.049		79.446
Autres dettes financières	9.583		407			-6.336	3.654
Instruments financiers dérivés non-courants	18.988	14.148	51.215				84.352
Autres dettes	5.756	6.848	13.717		28.024		54.346
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		704.680					704.680
Banques - dépôts des établissements de crédit							0
Banques - dépôts des clients		647.175					647.175
Banques - titres de créances, y compris les obligations							0
Banques - dettes subordonnées		57.505					57.505
III. Passifs à court terme	1.931.608	3.748.807	517.763	4.538	112.645	-38.029	6.277.332
Provisions	37.758	34	74				37.865
Obligations en matière de pensions		206	8				214
Dettes financières	170.021		370.673	1.440	54.715	-36.218	560.632
Emprunts bancaires	107.246		190.924	1.440			299.610
Emprunts obligataires							0
Contrats de location-financement	48.122		2.583		1.498		52.202
Autres dettes financières	14.653		177.166		53.218	-36.218	208.819
Instruments financiers dérivés courants	23.515	1.632					25.147
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	218.377				4.439		222.816
Autres dettes à un an au plus	1.393.472	13.511	112.534	2.839	52.578	-1.563	1.573.372
Dettes commerciales	1.200.026	4	57.964	1.568	12.311	-1.563	1.270.310
Avances reçues			2.638	1.176			3.814
Dettes salariales et sociales	149.279	7.947	17.378	95	9.165		183.864
Autres dettes	44.168	5.560	34.554		31.102		115.384
Impôts	32.885	1.070	17.509	156	369		51.989
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		3.727.271					3.727.271
Banques - dépôts des établissements de crédit		24.422					24.422
Banques - dépôts des clients		3.532.914					3.532.914
Banques - titres de créances, y compris les obligations		161.693					161.693
Banques - dettes subordonnées		8.242					8.242
Comptes de régularisation	55.579	5.083	16.966	103	544	-248	78.027
IV. Passifs détenus en vue de la vente	6.004						6.004
Total des capitaux propres et passifs	4.491.724	5.759.472	2.049.307	207.005	411.917	-44.366	12.875.059

Commentaire sur l'information sectorielle - bilan 2016

Le total du bilan d'AvH a de nouveau augmenté en 2016 et s'établit à 12.875,1 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ceci représente une hausse de 622,0 millions d'euros par rapport à fin 2015. L'augmentation se situe principalement dans le segment Private Banking, où elle reflète l'accroissement des volumes commerciaux à la Banque J.Van Breda & C° ainsi que la croissance des capitaux propres de Delen Investments, et dans le segment Real Estate & Senior Care, où les projets d'Extensa sont en plein développement et où, suite à la constitution de HPA en 2016, tant Residalya que Patrimoine & Santé ont été consolidées intégralement, ce qui n'était pas encore le cas en 2015 pour cette dernière.

Comme déjà souligné les années précédentes, la consolidation intégrale de la participation dans la Banque J.Van Breda & C° et l'ampleur du total bilantaire de cette société (4.992,2 millions d'euros) par rapport aux autres participations ont un impact majeur sur la présentation du bilan consolidé d'AvH. Une série de postes du bilan de la Banque J.Van Breda & C° sont résumés sur des lignes séparées afin de mieux pouvoir les distinguer.

L'augmentation des immobilisations corporelles de 1.945,8 millions d'euros (2015) à 2.134,6 millions d'euros fin 2016 s'explique principalement par la consolidation intégrale (via HPA) de Patrimoine & Santé, qui possède des maisons de repos et des équipements pour 220,9 millions d'euros.

L'augmentation des immeubles de placement est liée au dynamisme d'Extensa sur le site de Tour & Taxis avec l'achat de l'Hôtel des Douanes et le développement de l'immeuble Herman Teirlinck. Le portefeuille immobilier de Leasinvest Real Estate de 859,9 millions d'euros a légèrement diminué en 2016 suite, d'une part, à la vente des immeubles Royal20 et Zeutestraat et d'autre part, à l'achat – entre autres – d'un centre commercial en Autriche.

L'augmentation du poste "Participations mises en équivalence" signifie que ces participations ont réalisé plus de bénéfices qu'elles n'ont distribué de dividendes. Dans 3 segments, on observe une diminution due aux effets liés à des modifications du périmètre de consolidation. C'est ainsi qu'en 2015, la participation dans Patrimoine & Santé avait encore été intégrée par mise en équivalence, contrairement à 2016 où elle a été consolidée intégralement, tandis que dans le segment AvH & Growth Capital, les participations dans Financière Flo/Groupe Flo et dans CKT Offshore ont été transférées vers le poste "actifs détenus en vue de la vente". Un transfert analogue d'une société de promotion immobilière par CFE explique la diminution dans le segment Marine Engineering & Contracting.

Dans les "Immobilisations financières disponibles à la vente" sont notamment reprises les actions Retail Estates détenues par Leasinvest Real Estate, ainsi qu'un nombre limité de participations non consolidées d'AvH et de Green Offshore.

On notera par ailleurs, comme les années précédentes, que le bilan de Delen Investments, une participation intégrée par la méthode de mise en équivalence, comporte un important poste 'Clientèle' qui, à la fin de l'année 2016, s'élève à 235,5 millions d'euros (2015 : 239,8 millions d'euros).

Les Placements de trésorerie comprennent principalement le portefeuille de placements de la Banque J.Van Breda & C° et dans une moindre mesure, des placements d'AvH.

La trésorerie et équivalents de trésorerie ont encore augmenté et s'établissent à 754,3 millions d'euros fin 2016, contre 705,0 millions d'euros l'année précédente. Une grande partie de ces valeurs disponibles se situe dans le segment Marine Engineering & Contracting. Ceci s'explique par l'important volume de liquidités généré par DEME, allié à un certain retard sur les chantiers navals où DEME a commandé de nouveaux navires, si bien que certains paiements s'y rapportant n'étaient pas encore dus à la fin de l'année 2016.

Les actifs détenus en vue de la vente se composent principalement de bâtiments ou de terrains détenus en vue de la vente par CFE, Algemene Aannemingen Van Laere et Leasinvest Real Estate. Est également reprise dans ce poste, fin 2016, la dernière tranche (21,8%) de la participation dans Holding Groupe Duval qui, conformément aux accords conclus à cet égard, a été échangée début 2017 contre des actions Patrimoine & Santé, tout comme la participation qu'AvH détient dans Financière Flo/Groupe Flo et dans CKT Offshore.

Pour des commentaires sur les variations de fonds propres, il est renvoyé à la note à la page 117 de ce rapport.

Dans les provisions est encore repris à la fin de l'année 2016, dans le segment Marine Engineering & Contracting, un montant de 46,3 millions d'euros (2015 : 49,3 millions d'euros) pour des "obligations conditionnelles" identifiées par AvH lors de l'acquisition du contrôle sur CFE fin 2013.

L'augmentation de 76,4 millions d'euros des dettes financières à long terme s'explique avant tout par l'intégration dans le périmètre de consolidation de Patrimoine & Santé, qui finance ses actifs immobiliers essentiellement à long terme. Comparativement à la fin de l'année 2015, l'impact de Residalya/Patrimoine & Santé est de 145,3 millions d'euros. Si l'on excepte cet effet lié à la modification du périmètre de consolidation, les dettes financières à long terme du groupe ont diminué.

Des emprunts obligataires ont été émis par différentes entités du groupe, dont CFE (100 millions d'euros), DEME (200 millions d'euros), Leasinvest Real Estate (95 millions d'euros) et HPA (34 millions d'euros).

Lors de l'acquisition de la participation de 26% que NPM Capital détenait dans Sofinim, AvH a obtenu un paiement différé de 56 millions d'euros dont la moitié est due fin septembre 2017 et l'autre moitié fin septembre 2018. Cette dernière tranche est reprise dans les autres dettes à long terme.

Les dépôts de clients à la Banque J.Van Breda ont augmenté par rapport à l'année précédente. Les clients de la Banque ont, comparativement à l'année précédente, conservé une part plus importante de ces avoirs sous la forme de dépôts à court terme.

Note 5 : information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2016

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5 & 6		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2016
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	519.386	7.292	58.691	4.984	114.633		704.987
Résultat opérationnel	243.202	54.011	106.685	-79	-34.378	-104	369.337
Reclassement 'Profit (perte) sur cessions d'actifs' vers flux de trésorerie provenant des désinvestissements	-20.309	-835	-3.877	-102	21		-25.102
Dividendes des participations mises en équivalence	15.205	45.477		409	4.518		65.608
Autres produits (charges) non-opérationnels		1.429	356				1.785
Impôts sur le résultat	-40.629	-18.479	-4.631	-645	-789		-65.173
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie							
Amortissements	235.293	5.586	17.456	1.911	2.664		262.910
Réductions de valeur	-244	902	4.364	3.090	22.059		30.171
Paielements fondés sur des actions	-20	-2.567	186		784		-1.618
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-22		-40.565				-40.587
Augmentation (diminution) des provisions	-5.838	2.955	269		3.957		1.342
Augmentation (diminution) des impôts différés	-15.862	3.932	-1.080	-78	-58		-13.146
Autres charges (produits) non cash	-1.518	3.631	-139	16	-598		1.391
Cashflow	409.256	96.041	79.025	4.521	-1.821	-104	586.920
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	29.221	-34.342	39.265	3.346	39.332	-5.531	71.291
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	79.790		31.103		5.101		115.994
Diminution (augmentation) des créances	11.503	-21.115	-18.105	3.447	-21.111	8.154	-37.227
Diminution (augmentation) des créances sur établ. de crédit et clients (banques)		-265.930					-265.930
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	-57.528	-996	23.446	-61	55.862	-13.685	7.038
Augmentation (diminution) des dettes envers établ. de crédit, clients & titres (banques)		261.979					261.979
Diminution (augmentation) autre	-4.544	-8.280	2.822	-40	-521		-10.563
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	438.477	61.699	118.290	7.867	37.511	-5.634	658.211
Investissements	-299.596	-537.371	-206.388	-4.858	-119.875		-1.168.089
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-192.042	-5.313	-16.992	-268	-2.522		-217.138
Acquisitions d'immeubles de placement			-114.766				-114.766
Acquisitions d'immobilisations financières	-31.196		-72.618	-4.590	-114.158		-222.562
Nouveaux emprunts accordés	-76.358	-262	-2.012		-3.062		-81.695
Acquisitions de placements de trésorerie		-531.796			-133		-531.929
Désinvestissements	74.707	536.288	82.040	102	8.465		701.601
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	8.604		509	102	59		9.275
Cessions d'immeubles de placement	1.291		64.855				66.146
Cessions d'immobilisations financières	33.551		14.875		3.137		51.563
Remboursements d'emprunts accordés	31.260		767		3.500		35.527
Cessions de placements de trésorerie		536.288	1.033		1.769		539.090
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-224.890	-1.083	-124.349	-4.756	-111.410		-466.488
Opérations financières							
Revenus d'intérêt	7.999	14	2.801	20	496	-187	11.142
Charges d'intérêt	-40.610		-16.487	-111	-503	291	-57.421
Autres produits (charges) financiers	-12.101		-7.049	-13	-1.203		-20.366
Diminution (augmentation) des actions propres					-801		-801
Augmentation (diminution) des dettes financières	12.626		43.418	-1.444	-6.852	5.531	53.279
Répartition du bénéfice					-64.980		-64.980
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-61.355	-62.065	-16.468	-1.406	76.577		-64.717
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-93.441	-62.051	6.215	-2.954	2.734	5.634	-143.863
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	120.146	-1.435	156	157	-71.165		47.859
Transferts entre secteurs	456		2.335	922	-3.713		0
Variation du périmètre ou méthode de consolidation			1.814				1.814
Augmentations de capital (part des tiers)	88		188				275
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-618		8	-18	7		-620
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	639.458	5.857	63.191	6.046	39.762		754.315

Commentaire sur l'information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2016

Bien que le résultat opérationnel diminue de 127,2 millions d'euros en 2016 par rapport à l'exercice 2015, AvH réalise, au niveau consolidé, un cash-flow en augmentation, celui-ci passant de 577,9 millions d'euros à 586,9 millions d'euros. Pour les éléments qui expliquent l'évolution du résultat opérationnel, nous renvoyons aux comptes de résultats consolidés et aux notes qui s'y rapportent. L'augmentation en 2016 du cash-flow s'explique par (i) une diminution des bénéfices sur cessions d'actifs (reclassés en cash-flow de désinvestissement) et des valorisations à la juste valeur par le biais du compte de résultats, (ii) une augmentation des dividendes reçus de sociétés intégrées par mise en équivalence et (iii) des réductions de valeur plus élevées prises en résultat en 2016.

Les bénéfices reclassés en 'cash-flow de désinvestissement' s'élevaient à 97,3 millions d'euros en 2015 et provenaient alors principalement de la vente par Agidens de la division Handling Automation d'Egemin (sur laquelle un bénéfice de 59,8 millions d'euros a été réalisé) et de la participation de Sofinim dans Hertel. En 2016, ces plus-values représentaient 25,1 millions d'euros. Ce montant comprend notamment les plus-values réalisées, dans le segment Marine Engineering & Contracting, sur la cession des participations dans Locorail (CFE), Coentunnel (CFE et DEME) et une partie de la participation dans C-Power (DEME).

Suite aux bons résultats réalisés par les participations d'AvH en 2015, les participations mises en équivalence ont distribué 23,1 millions d'euros de dividendes en plus à AvH et à ses filiales. Les sociétés ayant le plus contribué (et augmenté) dans cette rubrique étaient les filiales non intégralement consolidées de CFE/DEME et Delen Investments.

Les réductions de valeur ont été commentées dans les notes relatives au compte de résultats, tout comme les résultats sur les actifs valorisés à la juste valeur par le biais du compte de résultats.

Le fonds de roulement du groupe consolidé a diminué dans tous les segments en 2016, à l'exception du segment Private Banking, où l'octroi de crédits a augmenté plus rapidement que les dépôts de clients et le financement interbancaire. La diminution du chiffre d'affaires entre autres chez DEME et les ventes de développements immobiliers par Extensa, sont les principaux facteurs à l'origine de cette baisse.

En 2016, les sociétés du groupe AvH consolidées intégralement ont investi pour un total de 1.168,1 millions d'euros, soit 256,1 millions d'euros de plus qu'en 2015. Bien que les investissements dans la flotte de DEME et les autres investissements en immobilisations corporelles et incorporelles dans le groupe se soient maintenus

à un niveau élevé (217,1 millions d'euros au total) en 2016, le groupe a investi dans des immeubles de placement chez Extensa (dans les bâtiments à Tour & Taxis, dont l'immeuble Herman Teirlinck et l'Hôtel des Douanes) et chez Leasinvest Real Estate (acquisition d'un centre commercial en Autriche et investissements supplémentaires dans des bâtiments en portefeuille). Des liquidités plus élevées ont aussi été affectées, en 2016, à l'achat des immobilisations financières, avec l'acquisition de la part de 26% que NPM Capital détenait dans Sofinim (avec un paiement de 50 millions d'euros déjà effectué et des paiements différés de 28 millions d'euros chacun en 2017 et 2018), une augmentation de la participation dans la société qui développe de l'immeuble Herman Teirlinck, l'acquisition d'une participation supplémentaire de 25% dans Patrimoine & Santé début 2016 et enfin, l'acquisition de nouvelles résidences pour les soins aux personnes âgées par Anima Care et HPA.

Les cessions d'immeubles de placement réalisées par les sociétés du groupe AvH consolidées intégralement ont été plus élevées en 2016 (66,1 millions d'euros) qu'en 2015 (23,9 millions d'euros). Ces ventes se situent principalement dans le portefeuille de Leasinvest Real Estate (immeubles Royal20 à Luxembourg et Zeutestraat à Malines).

La cession d'immobilisations financières a atteint 51,6 millions d'euros, un chiffre bien en deçà des 207,0 millions d'euros de 2015 (avec entre autres Hertel et Agidens). Les désinvestissements de 2016 comprennent notamment les désinvestissements transférés au départ du cash-flow opérationnel du segment Marine Engineering & Contracting, déjà évoqués précédemment, et l'échange d'une tranche supplémentaire (16%) de la participation dans Holding Groupe Duval (échangée début 2016 contre des actions Patrimoine & Santé).

Les nouveaux prêts octroyés (en dehors du segment Private Banking) se situent principalement dans le segment Marine Engineering & Contracting et sont liés au financement des projets éoliens Merkur et Rentel.

L'acquisition de placements de trésorerie par la Banque J. Van Breda & C^o pour 531,8 millions d'euros s'inscrit dans la gestion normale de son portefeuille de placements et correspond presque intégralement à la cession de placements de trésorerie (536,3 millions d'euros).

Après une forte réduction des dettes financières en 2015, celles-ci remontent légèrement en 2016, principalement en raison des développements dans le segment Real Estate & Senior Care.

Le poste 'dividendes distribués aux tiers' comprend les dividendes qui, en 2016, ont été distribués en dehors du périmètre, à savoir principalement aux actionnaires minoritaires de CFE, Finaxis, Leasinvest Real Estate, Sofinim et Agidens.

Evolution de la trésorerie du groupe AvH 2012-2016⁽¹⁾

€ millions	2016	2015	2014	2013	2012
Actions propres ⁽²⁾	29,0	28,4	24,5	21,2	18,4
Autres investissements					
- Actions en portefeuille	39,0	41,1	27,2	23,6	20,0
- Dépôts à terme	26,2	33,2	55,9	73,3	82,3
Liquidités	5,3	5,6	6,5	6,4	6,5
Dettes financières	-31,2	-32,0	-92,7	-127,6	-39,3
Position de trésorerie nette	68,3	76,3	21,3	-3,1	87,9

⁽¹⁾ Comprend la trésorerie et les dettes financières envers des institutions de crédit et envers des marchés financiers, des subholdings consolidés incluses dans le secteur 'AvH & Growth Capital', ainsi que la trésorerie de GIB (50%) et de Finaxis.

⁽²⁾ Dans la mesure où les actions propres sont conservées pour la couverture des obligations en matière d'options, la valeur des actions propres est déterminée sur cette base.

Fin 2016, AvH (subholdings inclus) disposait d'une trésorerie nette de 68,3 millions d'euros, contre 76,3 millions d'euros fin 2015. Outre des liquidités et des dépôts à court terme, la trésorerie comprend notamment des placements de trésorerie (actions propres incluses) pour 68,0 millions d'euros et des dettes à court terme sous forme de

commercial paper pour 30,4 millions d'euros. La trésorerie nette du groupe ne diminue que très légèrement par rapport à 2015, malgré les investissements de l'année dans Sofinim et Green Offshore/Rentel, entre autres.

Note 5 : information sectorielle - compte de résultats 2015

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5	Eliminations entre secteurs	Total 2015
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital		
Produits	3.516.487	171.412	244.739	14.030	67.297	-2.733	4.011.231
Prestations de services	4.422		138.558	13.970	2.579	-2.595	156.934
Produits provenant des leasings		7.016	1.591				8.607
Produits immobiliers	27.331		91.722				119.053
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		116.083					116.083
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		44.663					44.663
Produits provenant des contrats de construction	3.391.250				61.930		3.453.179
Autres produits des activités ordinaires	93.483	3.650	12.869	59	2.788	-138	112.712
Autres produits opérationnels	3.952	592	1.798	0	2.317	-791	7.869
Intérêts sur créances immobilisations financières	250		21		1.150	-553	869
Dividendes	3.703	592	1.777		810		6.881
Subventions de l'état							0
Autres produits opérationnels					356	-238	118
Charges opérationnelles (-)	-3.310.402	-114.329	-188.126	-11.161	-81.228	2.971	-3.702.275
Matières premières et consommables utilisées (-)	-1.929.773		-32.735		-27.325		-1.989.833
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)	-14.340		873		187		-13.281
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-38.986					-38.986
Frais de personnel (-)	-574.337	-41.503	-79.717	-876	-29.108		-725.540
Amortissements (-)	-255.525	-5.592	-8.771	-2.217	-2.907		-275.012
Réductions de valeur (-)	-16.285	-760	-1.566		-2.664		-21.275
Autres charges opérationnelles (-)	-512.618	-26.894	-66.019	-8.068	-19.400	2.971	-630.028
Provisions	-7.524	-594	-191		-11		-8.319
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-397	0	82.860	0	0	0	82.463
Actifs financiers détenus à des fins de trading							0
Immeubles de placement	-397		82.860				82.463
Profit (perte) sur cessions d'actifs	27.419	409	498	11	68.944	0	97.281
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	18.802		210	11	14		19.037
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement	2.746		485				3.231
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières	5.871		-187		68.162		73.846
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs		409	-10		768		1.167
Résultat opérationnel	237.059	58.084	141.770	2.880	57.330	-553	496.569
Produits financiers	46.112	43	2.055	61	2.516	-78	50.709
Revenus d'intérêt	8.328	43	1.227	48	924	-78	10.492
Autres produits financiers	37.783		828	13	1.592		40.216
Charges financières (-)	-84.195	0	-21.298	-184	-3.556	631	-108.603
Charges d'intérêt (-)	-29.261		-13.123	-179	-1.036	631	-42.970
Autres charges financières (-)	-54.934		-8.175	-5	-2.519		-65.633
Instruments financiers dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	445	-4.793	0	0		-4.348
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	40.148	92.603	-4.646	6.150	-23.705		110.549
Autres produits non-opérationnels	0	1.566	0	0	0		1.566
Autres charges non-opérationnelles (-)	0	0	0	0	0		0
Résultat avant impôts	239.124	152.740	113.087	8.906	32.585	0	546.442
Impôts sur le résultat	-60.263	-20.646	-26.018	-800	-318	0	-108.046
Impôts différés	-24.042	-5.360	-21.311	-243	509		-50.447
Impôts	-36.221	-15.286	-4.707	-558	-827		-57.599
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies	178.860	132.094	87.069	8.106	32.267	0	438.395
Résultat après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	-1.141		-1.141
Résultat de l'exercice	178.860	132.094	87.069	8.106	31.126	0	437.254
Part des tiers	69.629	28.114	27.900	689	26.844		153.175
Part du groupe	109.231	103.980	59.169	7.417	4.282		284.079

Note 5 : information sectorielle - actifs 2015

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2015
I. Actifs non-courants	2.451.187	3.777.568	1.291.208	161.440	273.942	-3.283	7.952.062
Immobilisations incorporelles	97.928	7.081	51.968		35		157.012
Goodwill	177.113	134.247	22.522				333.882
Immobilisations corporelles	1.742.431	38.423	126.218	10.874	27.826		1.945.772
Immeubles de placement	2.419		952.671				955.090
Participations mises en équivalence	166.715	593.935	22.109	150.444	204.045		1.137.249
Immobilisations financières	138.874	364	89.692		35.739	-3.283	261.386
Participations disponibles à la vente	7.729	3	86.372		7.387		101.491
Créances et cautionnements	131.145	361	3.319		28.352	-3.283	159.894
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	1.381	1.251	1.597				4.228
Créances à plus d'un an	20.475	90.042	24.125		3.803		138.445
Créances commerciales	945				900		1.845
Créances location-financement		90.042	23.914				113.956
Autres créances	19.530		211		2.904		22.644
Impôts différés	103.851	6.499	307	122	2.493		113.272
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an		2.905.726					2.905.726
II. Actifs courants	1.990.617	1.668.997	382.832	35.124	213.583	-29.756	4.261.397
Stocks	80.079		18.707		194		98.981
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	144.836		221.034		4.226		370.095
Placements de trésorerie	10	594.926			41.146		636.083
Actifs financiers disponibles à la vente		594.926			41.146		636.073
Actifs financiers détenus à des fins de trading	10						10
Instruments financiers dérivés à un an au plus	8.765	690					9.455
Créances à un an au plus	1.171.301	66.318	76.104	30.101	51.696	-29.528	1.365.992
Créances commerciales	1.109.469		22.523	3.537	15.474	-1.464	1.149.540
Créances location-financement		43.226	524				43.750
Autres créances	61.832	23.092	53.057	26.564	36.221	-28.064	172.703
Impôts sur le résultat à récupérer	8.505		2.743	28	472		11.748
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus		994.336					994.336
Banques - créances sur les établissements de crédit		85.220					85.220
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		879.746					879.746
Banques - créances sur des banques centrales		29.370					29.370
Trésorerie et équivalents de trésorerie	519.386	7.292	58.691	4.984	114.633		704.987
Dépôts à terme à trois mois au plus	96.250		4.610	1.774	101.700		204.333
Valeurs disponibles	423.137	7.292	54.081	3.210	12.933		500.654
Comptes de régularisation	57.735	5.434	5.553	11	1.216	-228	69.720
III. Actifs détenus en vue de la vente			39.462		125		39.587
Total actifs	4.441.805	5.446.565	1.713.502	196.564	487.650	-33.039	12.253.045

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
Information sectorielle - chiffre d'affaires pro forma	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2015
Chiffre d'affaires pays-membre de l'Union européenne	1.819.829	496.092	297.467	44.119	608.695	-4.577	3.261.626
Autres pays en Europe	244.114	157	4.960	12.563	21.776		283.570
Pays en dehors de l'Europe	1.425.227	0	0	36.541	262.260		1.724.028
Total	3.489.171	496.249	302.427	93.222	892.731	-4.577	5.269.224

Le chiffre d'affaires pro forma comprend le chiffre d'affaires de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère, par conséquent, du chiffre d'affaires mentionné dans la consolidation IFRS légale, établie sur la base du périmètre de consolidation décrit à la p.123-131. Dans cette présentation pro forma, toutes les participations de contrôle exclusif sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement.

Note 5 : information sectorielle - capitaux propres et passifs 2015

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2015
I. Capitaux propres	1.443.134	1.218.433	583.586	182.121	388.336		3.815.612
Capitaux propres - part du groupe	885.400	990.154	315.751	173.786	242.248		2.607.339
Capital souscrit					113.907		113.907
Capital					2.295		2.295
Prime d'émission					111.612		111.612
Réserves consolidées	899.817	981.544	312.604	159.139	142.902		2.496.006
Réserves de réévaluation	-14.417	8.610	3.147	14.646	9.831		21.817
Titres disponibles à la vente		4.404	12.400	47	15.302		32.153
Réserves de couverture	-6.661	-605	-10.258		-296		-17.821
Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	-4.651	232		-589	1.097		-3.912
Ecart de conversion	-3.104	4.579	1.006	15.188	-6.272		11.397
Actions propres (-)					-24.392		-24.392
Intérêts minoritaires	557.735	228.279	267.835	8.336	146.088		1.208.273
II. Passifs à long terme	1.054.953	807.912	736.304	9.825	11.490	-3.283	2.617.200
Provisions	96.741	932	5.340		179		103.191
Obligations en matière de pensions	41.540	3.250	429	359	22		45.600
Impôts différés	152.319	488	60.631	3.015	1.533		217.986
Dettes financières	713.270		614.084	6.451	6.384	-3.283	1.336.904
Emprunts bancaires	308.111		497.987	6.448			812.546
Emprunts obligataires	305.216		111.824				417.040
Emprunts subordonnés			2.200				2.200
Contrats de location-financement	95.984		1.712	3	6.384		104.083
Autres dettes financières	3.958		360			-3.283	1.035
Instruments financiers dérivés non-courants	33.807	10.484	40.853				85.145
Autres dettes	17.276	10.614	14.967		3.373		46.230
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		782.144					782.144
Banques - dépôts des établissements de crédit							0
Banques - dépôts des clients		719.359					719.359
Banques - titres de créances, y compris les obligations		3					3
Banques - dettes subordonnées		62.782					62.782
III. Passifs à court terme	1.943.717	3.420.219	393.612	4.618	87.824	-29.756	5.820.233
Provisions	34.339		54				34.392
Obligations en matière de pensions		246					246
Dettes financières	113.252		292.031	1.441	60.232	-28.064	438.892
Emprunts bancaires	97.975		175.583	1.440			274.998
Emprunts obligataires							0
Contrats de location-financement	15.218		1.104	1	1.454		17.776
Autres dettes financières	58		115.345		58.778	-28.064	146.118
Instruments financiers dérivés courants	35.146	995	47				36.188
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	210.870				1.309		212.179
Autres dettes à un an au plus	1.470.234	15.336	70.353	3.039	24.568	-1.464	1.582.065
Dettes commerciales	1.240.004	7	28.983	1.502	12.014	-1.464	1.281.046
Avances reçues			2.741	1.396			4.138
Dettes salariales et sociales	156.928	8.338	13.414	141	9.821		188.642
Autres dettes	73.301	6.991	25.214		2.732		108.239
Impôts	28.881	1.671	18.519	15	517		49.603
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		3.395.076					3.395.076
Banques - dépôts des établissements de crédit		42.007					42.007
Banques - dépôts des clients		3.183.127					3.183.127
Banques - titres de créances, y compris les obligations		166.179					166.179
Banques - dettes subordonnées		3.763					3.763
Comptes de régularisation	50.996	6.896	12.608	124	1.197	-228	71.593
IV. Passifs détenus en vue de la vente							0
Total des capitaux propres et passifs	4.441.805	5.446.565	1.713.502	196.564	487.650	-33.039	12.253.045

Note 5 : information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2015

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5		
	Marine Engineering & Contracting	Private Banking	Real Estate & Senior Care	Energy & Resources	AvH & Growth Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2015
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	722.647	97.450	23.668	4.388	74.073		922.226
Résultat opérationnel	237.059	58.084	141.770	2.880	57.330	-553	496.569
Reclassement 'Profit (perte) sur cessions d'actifs' vers flux de trésorerie provenant des désinvestissements	-27.419	-409	-498	-11	-68.944		-97.281
Dividendes des participations mises en équivalence	1.174	32.136		287	8.951		42.548
Autres produits (charges) non-opérationnels		1.566					1.566
Impôts sur le résultat	-84.203	-20.646	-26.018	-794	-324		-131.986
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie							
Amortissements	255.525	5.592	8.771	2.217	2.907		275.012
Réductions de valeur	16.285	668	1.566		2.664		21.183
Paielements fondés sur des actions	62	127	1.315		689		2.194
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	397		-82.860				-82.463
Augmentation (diminution) des provisions	6.796	768	271		-779		7.056
Augmentation (diminution) des impôts différés	24.042	5.360	21.311	243	-509		50.447
Autres charges (produits) non cash	-11.182	4.418	-312	-3	89		-6.989
Cashflow	418.537	87.663	65.316	4.819	2.074	-553	577.855
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	-26.016	-128.999	-8.091	-1.175	1.295	-867	-163.854
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	-1.431		11.170		-6.656		3.082
Diminution (augmentation) des créances	-101.791	-6.925	-16.427	-1.079	15.552	-867	-111.537
Diminution (augmentation) des créances sur établ. de crédit et clients (banques)		-332.534					-332.534
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	79.444	-1.501	1.679	-58	-8.305		71.259
Augmentation (diminution) des dettes envers établ. de crédit, clients & titres (banques)		213.169					213.169
Diminution (augmentation) autre	-2.238	-1.208	-4.514	-38	705		-7.294
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	392.520	-41.337	57.225	3.644	3.369	-1.420	414.001
Investissements	-355.047	-323.520	-182.427	-3.392	-56.773	9.132	-912.027
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-278.943	-4.242	-23.252	-34	-1.694		-308.165
Acquisitions d'immeubles de placement			-36.223				-36.223
Acquisitions d'immobilisations financières	-59.628		-122.642	-3.358	-23.880		-209.509
Nouveaux emprunts accordés	-16.476	-220	-309		-11.571	9.132	-19.444
Acquisitions de placements de trésorerie		-319.058			-19.627		-338.685
Désinvestissements	60.899	319.739	24.800	11	212.139	-14.132	603.454
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	31.880		603	11	75		32.568
Cessions d'immeubles de placement			23.974				23.974
Cessions d'immobilisations financières	24.655				182.320		206.975
Remboursements d'emprunts accordés	4.364		215		18.146	-14.132	8.593
Cessions de placements de trésorerie		319.739	8		11.597		331.344
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-294.149	-3.781	-157.627	-3.381	155.366	-5.000	-308.573
Opérations financières							
Revenus d'intérêt	8.008	43	1.227	48	924	-420	9.830
Charges d'intérêt	-40.281		-14.430	-179	-1.036	972	-54.954
Autres produits (charges) financiers	-17.416		-6.176	-18	-1.354		-24.964
Diminution (augmentation) des actions propres					-4.110		-4.110
Augmentation (diminution) des dettes financières	-238.359		125.631	-1.440	-61.551	5.867	-169.852
Répartition du bénéfice					-60.363		-60.363
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-50.629	-45.082	-16.032	-1.470	64.041		-49.172
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-338.678	-45.040	90.220	-3.059	-63.450	6.420	-353.586
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-240.307	-90.157	-10.182	-2.797	95.285		-248.158
Transferts entre secteurs	2.738		35.819	3.358	-41.915		0
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	33.450		7.289		-12.882		27.857
Augmentations de capital (part des tiers)	574		1.225				1.799
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	284		873	35	71		1.263
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	519.386	7.292	58.691	4.984	114.633	0	704.987

Note 6 : immobilisations incorporelles

(€ 1.000)	Frais de développement	Concessions, brevets et licences	Goodwill	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Acomptes versés	Total
Mouvements des immobilisations incorporelles - exercice 2015							
Immobilisations incorporelles, solde d'ouverture	2.698	4.872	9.708	12.879	88.934	0	119.091
Valeur brute	3.230	17.132	12.159	25.815	94.414	0	152.751
Amortissements cumulés (-)	-533	-12.261	-2.451	-12.936	-5.480	0	-33.661
Investissements	2	2.557	604	1.489	40	382	5.074
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		44.186	1.290	759	5	601	46.841
Cessions et mises hors service (-)	17	-103		-76			-161
Cessions d'entreprises (-)	-897						-897
Amortissements (-)	-1.789	-2.487		-6.298	-2.344		-12.918
Ecart de conversion	-26	-2			-1		-28
Transferts (vers) d'autres rubriques				10			10
Immobilisations incorporelles, solde de clôture	5	49.023	11.602	8.764	86.635	982	157.012
Valeur brute	2.060	67.692	14.053	28.401	94.354	982	207.542
Amortissements cumulés (-)	-2.054	-18.669	-2.451	-19.637	-7.719	0	-50.530
Mouvements des immobilisations incorporelles - exercice 2016							
Immobilisations incorporelles, solde d'ouverture	5	49.023	11.602	8.764	86.635	982	157.012
Valeur brute	2.060	67.692	14.053	28.401	94.354	982	207.542
Amortissements cumulés (-)	-2.054	-18.669	-2.451	-19.637	-7.719	0	-50.530
Investissements	1.268	1.623	1.099	800	500	179	5.469
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		10.390	2.650	3			13.043
Cessions et mises hors service (-)				-26	-5		-32
Cessions d'entreprises (-)							0
Amortissements (-)	-1.286	-3.339		-3.322	-890		-8.836
Ecart de conversion	17	-33		-1	-1		-18
Transferts (vers) d'autres rubriques				14	179		193
Immobilisations incorporelles, solde de clôture	5	57.664	15.351	6.233	86.418	1.161	166.832
Valeur brute	3.347	73.607	17.802	29.056	93.443	1.161	218.416
Amortissements cumulés (-)	-3.342	-15.943	-2.451	-22.822	-7.025	0	-51.584

La croissance des activités du groupe dans le domaine des soins aux personnes âgées explique, pour la plus grande part, l'augmentation des immobilisations incorporelles en 2016, avec notamment les acquisitions du 'Birmingham' (60 lits, Molenbeek-Saint-Jean) et de 'Duneroze' (160 lits en maisons de repos, 40 lits en

centre de convalescence, Wenduine) par Anima Care, ainsi que des résidences 'Ambroise Paré' (88 lits) à Lyon, 'Demeure du Bois Ardent' (76 lits) à Saint-Lô et d'une maison de repos et de soins avec 60 lits et une crèche à Laval (Mayenne) par HPA.

Note 7 : goodwill

(€ 1.000)	2016	2015
Mouvements du goodwill		
Goodwill, solde d'ouverture	333.882	319.358
Valeur brute - filiales consolidées globalement	349.075	331.436
Cumul des réductions de valeur - filiales consolidées globalement (-)	-15.193	-12.078
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises ⁽¹⁾	12.850	17.639
Réductions de valeur (-)	-4.137	-3.116
Autres augmentations (diminutions)	-55	
Goodwill, solde de clôture	342.539	333.882
Valeur brute - filiales consolidées globalement	361.870	349.075
Cumul des réductions de valeur - filiales consolidées globalement (-)	-19.331	-15.193

⁽¹⁾ Nous renvoyons à la Note 4 Acquisitions d'entreprises pour plus de détails.

Les acquisitions d'entreprises par HPA (résidences à Lyon, Saint-Lô et Laval) ainsi que le regroupement des intérêts d'AvH et de la direction de Residalya à la fois dans Residalya et Patrimoine & Santé pour les intégrer dans HPA, une nouvelle holding, sont à l'origine de l'augmentation du goodwill. A la fin de l'année 2016, HPA a décidé d'amortir la partie du goodwill de Patrimoine & Santé (4,1 millions d'euros) qui ne pouvait pas être attribuée aux bâtiments dans le portefeuille.

Au total, le goodwill est principalement attribuable à Finaxis, à DEME (suite à l'acquisition du contrôle fin 2013) et aux filiales détenues par DEME, CFE, Van Laere, Anima Care et HPA. Il est à noter que ceci n'inclut pas le goodwill (clientèle) de 235,5 millions d'euros dans le bilan consolidé de Delen Investments, étant donné que Delen Investments est reprise selon la méthode de mise en équivalence. Ce goodwill provient pour l'essentiel de la reprise de Capital & Finance en 2007, de JM Finn & Co en 2011 et, dans une moindre mesure, d'Oyens & Van Eeghen (fin 2015).

En cas d'indications d'une réduction de valeur éventuelle et au moins une fois par an, AvH soumet le goodwill figurant à son bilan à une analyse d'impairment. Sont visés ici à la fois le goodwill imputé comme tel sous le poste 'goodwill' dans le bilan consolidé et le goodwill qui est contenu dans le poste d'actif 'participations mises en équivalence'. Chaque participation d'AvH est considérée, à cet égard, comme une 'cash generating unit' (CGU) distincte. Ensuite, dans le cadre du test d'impairment, une juste valeur est déterminée pour chaque CGU sur la base des valorisations de marché disponibles publiquement (broker reports / cours boursier pour les entreprises cotées). S'il apparaît après cette première étape, sur la base d'une approche 'juste valeur', qu'un élément de soutien supplémentaire est nécessaire, une valeur d'utilité sera également déterminée selon la perspective propre à AvH sur la base d'un modèle 'discounted cash flow' (DCF) ou 'market multiples'. Si, au terme de cette deuxième étape, le goodwill dans le bilan n'est pas encore suffisamment étayé, on procède à une réduction de valeur exceptionnelle ou 'impairment'.

Note 8 : immobilisations corporelles

L'extension et le renouvellement de la flotte de DEME, l'achat du terrain et du bâtiment Duneroze (Wenduine) par Anima Care et les investissements courants en équipement dans le pôle Contracting sont les principaux investissements. Les acquisitions par voie de regroupements d'entreprises s'expliquent par la consolidation intégrale (via HPA) de Patrimoine & Santé qui, fin 2016, possède des maisons de repos et des équipements pour 220,9 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles des entreprises du pôle Marine Engineering & Contracting représentent ensemble environ 80% du total des immobilisations corporelles. Le solde est constitué par les maisons de repos et de soin d'Anima Care et de Patrimoine & Santé (qui représentent ensemble 17%), le réseau d'agences de la Banque J. Van Breda & C° et divers autres bâtiments d'entreprise au sein du groupe.

Note 8 : immobilisations corporelles

(€ 1.000)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Locations simples en tant que bailleur (IAS 17)	Total 2015
I. Mouvements des immobilisations corporelles - exercice 2015							
Immobilisations corporelles, solde d'ouverture	218.698	1.436.646	19.453	4.484	16.031	349	1.695.661
Valeur brute	310.404	2.972.424	87.799	21.112	16.031	1.381	3.409.152
Amortissements cumulés (-)	-91.683	-1.535.778	-68.347	-16.628		-1.032	-1.713.468
Cumul des réductions de valeur (-)	-24						-24
Investissements	20.395	180.454	12.999	553	88.794		303.195
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	3.735	208.298	13.344	182	773		226.332
Cessions et mises hors service (-)	-3.975	-7.883	-1.076	-1	-148		-13.084
Cessions d'entreprises (-)		-107	-1.376	-185	-593		-2.261
Amortissements (-)	-17.079	-232.138	-11.109	-1.726		-43	-262.095
Réductions de valeur (-)	-2.463		-817				-3.280
Ecart de conversion	-278	136	-28	877	-130		577
Transferts (vers) d'autres rubriques	12.080	2.129	639	-111	-14.746		-9
Autres augmentations (diminutions)		425	90	26	194		736
Immobilisations corporelles, solde de clôture	231.112	1.587.959	32.120	4.100	90.174	306	1.945.772
Valeur brute	334.779	3.247.848	112.683	22.798	90.174	1.381	3.809.663
Amortissements cumulés (-)	-101.180	-1.659.889	-79.745	-18.699		-1.075	-1.860.588
Cumul des réductions de valeur (-)	-2.487		-817				-3.304
II. Autres informations							
Contrats de location-financement							
Valeur nette des immobilisations corporelles sous contrat de location-financement	24.646	113.550	5.143				143.339
Immobilisations corporelles acquises par un contrat de location-financement		59.790	789				60.579

(€ 1.000)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Locations simples en tant que bailleur (IAS 17)	Total 2016
I. Mouvements des immobilisations corporelles - exercice 2016							
Immobilisations corporelles, solde d'ouverture	231.112	1.587.959	32.120	4.100	90.174	306	1.945.772
Valeur brute	334.779	3.247.848	112.683	22.798	90.174	1.381	3.809.663
Amortissements cumulés (-)	-101.180	-1.659.889	-79.745	-18.699		-1.075	-1.860.588
Cumul des réductions de valeur (-)	-2.487		-817				-3.304
Investissements	19.659	110.715	9.388	837	72.895		213.494
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	233.548	599	846	1	90		235.083
Cessions et mises hors service (-)	-2.567	-2.864	-330	1	-11		-5.770
Cessions d'entreprises (-)		-1					-1
Amortissements (-)	-19.680	-222.762	-10.693	-896		-43	-254.074
Réductions de valeur (-)			-2				-2
Ecart de conversion	56	-764	-190		102		-797
Transferts (vers) d'autres rubriques	13.270	15.985	271	321	-28.949		898
Autres augmentations (diminutions)	37						37
Immobilisations corporelles, solde de clôture	475.433	1.488.867	31.411	4.364	134.301	263	2.134.639
Valeur brute	599.583	3.213.697	120.799	12.782	134.301	1.381	4.082.542
Amortissements cumulés (-)	-121.663	-1.724.829	-88.652	-8.418		-1.118	-1.944.681
Cumul des réductions de valeur (-)	-2.487		-736				-3.223
II. Autres informations							
Contrats de location-financement							
Valeur nette des immobilisations corporelles sous contrat de location-financement	75.747	110.573	5.486				191.806
Immobilisations corporelles acquises par un contrat de location-financement		6.462	2.021				8.483

Note 9 : immeubles de placement évalués à leur juste valeur

(€ 1.000)	Immeubles loués	Contrats de location simple en tant que bailleur - IAS 40	Projets de développement	Actifs détenus en vue de la vente	Total
I. Mouvements des immeubles de placement évalués à leur juste valeur - exercice 2015					
Immeubles de placement, solde d'ouverture	696.301	0	33.860	18.137	748.298
Valeur brute	696.301	0	33.860	18.137	748.298
Investissements	10.105		26.119		36.223
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	142.044		10.929		152.974
Cessions et mises hors service (-)				-24.158	-24.158
Profits (pertes) résultant d'ajustements de la juste valeur	8.309		13.354		21.663
Profits (pertes) résultant d'ajustements de la juste valeur - réévaluation Tour&Taxis	14.161		10.929		25.090
Transferts (vers) d'autres rubriques	-16.833		21.509	10.378	15.054
Autres augmentations (diminutions)	-15.697				-15.697
Immeubles de placement, solde de clôture	838.390	0	116.700	4.392	959.482
Valeur brute	838.390	0	116.700	4.392	959.482
I. Mouvements des immeubles de placement évalués à leur juste valeur - exercice 2016					
Immeubles de placement, solde d'ouverture	838.390	0	116.700	4.392	959.482
Valeur brute	838.390	0	116.700	4.392	959.482
Investissements	42.846		84.936	455	128.237
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	0				0
Cessions et mises hors service (-)	-1.291		-57.369	-4.392	-63.053
Profits (pertes) résultant d'ajustements de la juste valeur	-5.332		45.575	344	40.587
Transferts (vers) d'autres rubriques	-68.722		13.999	55.542	818
Autres augmentations (diminutions)	542		481	125	1.148
Immeubles de placement, solde de clôture	806.432	0	204.322	56.466	1.067.220
Valeur brute	806.432	0	204.322	56.466	1.067.220

(€ 1.000)	Immeubles loués	Contrats de location simple en tant que bailleur - IAS 40	Projets de développement		Total
II. Autres informations					
Produits locatifs et charges opérationnelles 2015					
Produits locatifs des immeubles de placement	59.714				59.714
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles loués	-2.503				-2.503
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles non-loués	-808				-808
Produits locatifs et charges opérationnelles 2016					
Produits locatifs des immeubles de placement	61.335				61.335
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles loués	-3.186				-3.186
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles non-loués	-1.080				-1.080
Engagements d'acquisition					
Engagements contractuels d'acquisition d'immeubles de placement 2015					0
Engagements contractuels d'acquisition d'immeubles de placement 2016					0

(€ 1.000)	Total 2016	Total 2015
Subdivision des produits immobiliers dans le compte de résultats		
Ventes de terrains	1.920	356
Produits locatifs	61.335	59.714
Autres services immobiliers (e.a. produits de promotion)	116.059	58.983
	179.314	119.053
Chiffres clés - immeubles en portefeuille (hors projets de développement)		
Loyers contractuels	56.540	55.240
Rendement locatif (%)	6,78%	6,88%
Taux d'occupation (%)	96,77%	95,80%
Durée moyenne pondérée jusqu'à la première possibilité de résiliation (# années)	4,37	4,84

L'augmentation des immeubles de placement est liée au dynamisme d'Extensa sur le site de Tour & Taxis avec l'achat de l'Hôtel des Douanes et le développement de l'immeuble Herman Teirlinck. Le portefeuille immobilier de Leasinvest Real Estate de 859,9 millions d'euros a légèrement diminué en 2016 suite, d'une part, à la vente des immeubles Royal20 et Zeutestraat et d'autre part, à l'achat du centre commercial Frun Retailpark à Asten (Autriche) et à des ajustements de valeur limités sur les autres bâtiments en portefeuille.

L'évolution de la valeur de l'immeuble Herman Teirlinck, prêté à long terme, est prise en compte en fonction de l'avancement des travaux et fournit la plus grande contribution au 'profits résultant d'ajustements de la juste valeur'.

Les transferts (vers) d'autres rubriques concernent le redéveloppement de l'immeuble de bureaux Montoyer 63 à Bruxelles (transféré vers les projets de développement), ainsi que trois bâtiments logistiques du portefeuille de Leasinvest Real Estate qui ont été transférés vers les actifs détenus en vue de la vente.

Valorisation des immeubles de placement

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur. Les variations de valeur sont traitées via le compte de résultats.

Immeubles loués

La juste valeur des immeubles loués est définie, au moins une fois par an, sur base de rapports d'expertise. Pour plus de détails à ce sujet, nous renvoyons au rapport annuel de Leasinvest Real Estate. Les chiffres clés ci-dessus concernant les bâtiments donnés en location sont également les chiffres clés de Leasinvest Real Estate, étant donné que 94% des bâtiments donnés en location sont la propriété de LRE.

Contrats de location simple en tant que bailleur - IAS 40

Les contrats de location simple dont l'option d'achat tient compte de la juste valeur sont qualifiés comme immeubles de placement. Dans les autres cas, ces contrats sont considérés comme étant des contrats de location simple conformément à l'IAS 17.

Note 10 : participations mises en équivalence

(€ 1.000)	2016	2015
Participations mises en équivalence		
Marine Engineering & Contracting	159.540	166.715
Private Banking	633.263	593.935
Real Estate & Senior Care	15.933	22.109
Energy & Resources	165.113	150.444
AvH & Growth Capital	179.450	204.045
Total	1.153.300	1.137.249

(€ 1.000)	Méthode de mise en équivalence	Goodwill incorporé dans la valeur comptable	Total 2016	Total 2015
Mouvements des participations mises en équivalence				
Participations mises en équivalence : solde d'ouverture	1.049.447	87.802	1.137.248	1.169.019
Acquisitions	33.114	1.539	34.653	45.468
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises			0	696
Cessions (-)	-13.826		-13.826	-30.617
Quote-part du bénéfice (perte) des entreprises mises en équivalence	108.660		108.660	110.549
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)	-22.066	-3.090	-25.156	-8.831
Augmentation (diminution) par variations de taux de change	-4.871		-4.871	5.888
Impact de la distribution des dividendes par les participations (-)	-65.609		-65.609	-42.548
Transferts (vers) d'autres rubriques	-40.434	195	-40.240	-122.338
Autres augmentations (diminutions)	22.439		22.439	9.963
Participations mises en équivalence : solde de clôture	1.066.854	86.445	1.153.300	1.137.249

Evolution générale

La participation de DEME aux augmentations de capital dans les projets éoliens Rentel et Merkur, le relèvement de la participation d'AvH dans Sagar Cements et Sipef ainsi que le financement des pertes de CKT Offshore via des augmentations de capital constituent les principaux investissements. Le 30 septembre 2016, AvH a racheté la participation dans Sofinim de l'actionnaire minoritaire (26%) NPM Capital et possède désormais 100% de Sofinim. Auparavant AvH reprenait Sofinim déjà par consolidation intégrale, avec un intérêt minoritaire de 26%. L'acquisition de cette participation minoritaire entraîne (mécaniquement) une augmentation du pourcentage de participation dans les participations détenues par Sofinim. Ces pourcentages plus élevés qui en résultent sont appliqués dans le compte de résultats à partir du 4e trimestre 2016.

Les cessions sont principalement attribuables à la vente par DEME de la moitié de sa participation dans C-Power. La vente par CFE, en 2016, de sa participation de 25% dans Locorail (tunnel ferroviaire Liefkenshoek à Anvers) et de ses parts dans Coentunnel Company n'a aucun impact à ce niveau, la valeur comptable de ces actifs chez CFE ayant, dans le passé, été ramenée à zéro.

Les réductions de valeur portent sur les intérêts d'AvH dans Groupe Flo et Oriental Quarries & Mines. Suite à l'évolution négative du Groupe Flo en 2016 et à la lumière des discussions qui sont menées en vue d'attirer de nouveaux investisseurs et/ou de vendre certaines activités du Groupe Flo, AvH a réduit de 22,1 millions d'euros son exposition à Financière Flo / Groupe Flo, afin de la ramener à la valeur boursière de Groupe Flo au 31.12.2016. Une réduction de valeur a par ailleurs été actée en 2016 sur le goodwill d'AvH sur sa participation dans Oriental Quarries & Mines (3,1 millions d'euros).

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, malgré une composition différente, s'établit en 2016 (108,7 millions d'euros) à un niveau similaire à celui de 2015 (110,5 millions d'euros). Les piliers restent Delen Investments (87,9 millions d'euros) et Sipef (10,1 millions d'euros). En 2016 également, les quote-parts dans le résultat des participations dépassent les dividendes distribués par elles.

Dans le poste 'Transferts (vers) d'autres rubriques' sont notamment incluses les modifications du périmètre de consolidation. C'est ainsi qu'en 2015, la participation

dans Patrimoine & Santé avait encore été intégrée par mise en équivalence, contrairement à 2016 où elle a été consolidée intégralement, tandis que dans le segment AvH & Growth Capital, les participations dans Financière Flo/Groupe Flo et dans CKT Offshore ont été transférées vers le poste "détenu en vue de la vente". Un transfert analogue d'une société de promotion immobilière par CFE explique e.a. la diminution dans le segment Marine Engineering & Contracting.

Participations détenues directement, reprises selon la méthode de mise en équivalence

AvH applique la méthode de mise en équivalence aux entités contrôlées conjointement Delen Investments (78,75%), ASCO-BDM (50%), Sipef (27,8%), Oriental Quarries & Mines (50%), Amsteldijk Beheer (50%), Distriplus (50%), Manuchar (30,0%), Turbo's Hoet Groep (50%), Consortium Telemond (50%) et le groupe GIB (50%).

Dans ce poste du bilan sont également repris les participations associées dans Sagar Cements (19,9%), Atenor (10,5%), Axe Investments (48,3%), Corelio (26,1%), Financière EMG (22,2%), MediaCore (49,9%) et Transpalux (45,0%). Pour une description plus détaillée des changements intervenus dans le périmètre, nous renvoyons à la p. 133 'Information sectorielle'.

Plusieurs des participations susmentionnées sont cotées en bourse. Si les participations dans Sipef, Sagar Cements et Atenor étaient valorisées sur la base du cours boursier de fin 2016, ces participations représenteraient respectivement, en valeur boursière, 150,7 millions d'euros, 31,6 millions d'euros et 27,0 millions d'euros.

Participations détenues indirectement, reprises selon la méthode de mise en équivalence

La consolidation intégrale de CFE, DEME et Rent-A-Port entraîne l'intégration de leurs entités contrôlées conjointement et de leurs participations associées pour un montant total de 159,1 millions d'euros. Les participations dans C-Power (6,5%), Rentel (18,9%) et Medco (44,1%) sont les plus importantes chez DEME, de même que les projets immobiliers et PPP mis sur pied avec des partenaires chez CFE et le développement de la zone industrielle de Dinh Vu (Vietnam) par Rent-A-Port.

Note 11 : actifs financiers

1. Actifs et passifs financiers par catégorie

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2016	2015	2016	2015
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de trading				
Actifs financiers du portefeuille trading	3	10	3	10
Actifs financiers disponibles à la vente				
Immobilisations financières disponibles à la vente	113.043	101.491	113.043	101.491
Placements disponibles à la vente	621.405	636.073	621.405	636.073
Créances et liquidités				
Créances et cautionnements	176.103	159.894	176.103	159.894
Créances de location-financement	188.203	167.764	177.122	157.706
Autres créances	218.412	195.347	218.412	195.347
Créances commerciales	1.170.394	1.151.385	1.170.394	1.151.385
Dépôts à terme à trois mois au plus	156.773	204.333	156.773	204.333
Liquidités	597.542	500.654	597.542	500.654
Banques - créances sur établissements de crédit et clients	4.498.663	4.236.263	4.168.636	3.900.062
Instruments financiers dérivés	7.127	13.683	7.127	13.683

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2016	2015	2016	2015
Passifs financiers				
Passifs financiers évalués à leur coût amorti				
Dettes financières				
Emprunts bancaires	1.212.127	1.112.527	1.192.421	1.087.544
Emprunts obligataires	447.815	430.377	434.049	417.040
Emprunts subordonnés	3.500	2.295	3.344	2.200
Contrats de location-financement	136.284	132.280	131.648	121.859
Autres dettes financières	212.472	147.153	212.473	147.153
Autres dettes				
Dettes commerciales	1.270.310	1.281.046	1.270.310	1.281.046
Avances reçues	3.814	4.138	3.814	4.138
Dettes salariales et sociales	183.864	188.642	183.864	188.642
Autres dettes	169.730	154.469	169.730	154.469
Dettes envers établissements de crédit, clients & titres	4.474.065	4.232.152	4.431.951	4.177.220
Instruments financiers dérivés	109.499	121.333	109.499	121.333

(€ 1.000)	2016			2015		
	Niveau 1	Niveau 2	Intérêts à recevoir	Niveau 1	Niveau 2	Intérêts à recevoir
Actifs financiers						
Actifs financiers détenus à des fins de trading						
Actifs financiers du portefeuille trading		3			10	
Actifs financiers disponibles à la vente						
Immobilisations financières disponibles à la vente	70.763	42.280		70.425	31.066	
Placements disponibles à la vente	615.900	730	4.775	627.767	1.661	6.644
Créances et liquidités						
Créances de location-financement		188.203			167.764	
Banques - créances sur établissements de crédit et clients		4.498.663			4.236.263	
Instruments financiers dérivés		7.126	1		13.683	
Passifs financiers						
Dettes financières						
Emprunts bancaires		1.212.127			1.112.527	
Emprunts obligataires	393.399	54.416		394.573	35.804	
Emprunts subordonnés		3.500			2.295	
Contrats de location-financement		136.284			132.280	
Dettes envers établissements de crédit, clients & titres		4.474.065			4.232.152	
Instruments financiers dérivés		109.040	459		121.020	313

La juste valeur des titres dans le portefeuille de placements est déterminée sur la base de la cotation sur le marché public (niveau 1). Ceci vaut également pour les obligations publiques émises par DEME, CFE et Leasinvest Real Estate. La juste valeur des créances sur (et dettes envers) établissements de crédit et clients de la Banque J. Van Breda & C° est basée sur les hypothèses suivantes : il est tenu compte des marges

commerciales lors de la réévaluation et d'un pourcentage de remboursements anticipés, tandis qu'il n'est pas tenu compte d'un pourcentage de pertes de crédit. Pour les instruments de couverture, il s'agit de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs compte tenu du taux swap en vigueur et de la volatilité (niveau 2).

(€ 1.000)	Plus- (moins-) valeurs réalisées	Produits (charges) d'intérêts	Plus- (moins-) valeurs réalisées	Produits (charges) d'intérêts
		2016		2015
Actifs financiers détenus à des fins de trading				
Actifs financiers disponibles à la vente	10.538	4.149	75.013	6.869
Créances et liquidités		20.286		19.968
Instruments financiers dérivés		175		305
Banques - créances sur établissements de crédit et clients		102.291		108.909
Passifs financiers évalués à leur coût amorti		-49.546		-42.970
Instruments financiers dérivés		-5.040		-3.923
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		-27.504		-35.063

2. Risque de crédit

Tant **CFE** que **DEME** ont établi des procédures afin de limiter le risque de leurs créances clients. En outre, une partie du chiffre d'affaires consolidé est réalisée avec des services publics ou des clients liés à des administrations publiques. D'autre part, la concentration du risque de contrepartie est limitée en raison du grand nombre de clients. Pour canaliser le risque, les participations concernées surveillent en permanence les créances commerciales et ajustent, le cas échéant, leurs dispositions. C'est ainsi que DEME, dans le cadre d'importants contrats à l'étranger, fait régulièrement appel au Credendo Group (l'ancien Office national du Ducroire), pour autant que le pays en question entre en ligne de compte et que le risque puisse être couvert par une assurance crédit. Pour les grands travaux, DEME dépend de la capacité des clients d'obtenir le financement requis et peut, le cas échéant, aider à organiser le financement du projet. Le risque de crédit, bien qu'il soit limité, ne peut néanmoins jamais être totalement exclu. En tant qu'acteur mondial, DEME est en outre exposé aux risques politiques et aux développements négatifs qui peuvent se manifester sur le plan macroéconomique. Les activités et le carnet de commandes de CFE en Afrique ont encore été réduits en 2016. Fin 2016, CFE avait encore, au Tchad, une créance nette d'environ 60 millions d'euros sur l'Etat. Dans les négociations avec le gouvernement tchadien en vue de résoudre cette créance impayée, des progrès ont été enregistrés, sans pour autant avoir abouti à une solution. Le recouvrement de cette créance constituera, en 2017 également, un défi majeur.

Rent-A-Port, compte tenu du type d'activités dans lesquelles le groupe est actif, a un nombre limité de clients et de contreparties. Il court, de ce fait, un risque accru en matière de concentration de crédit. Le groupe parvient à réduire ce risque en s'assurant une couverture contractuelle adéquate, mais aussi en nouant et en entretenant des relations solides avec ses clients. Rent-A-Port étant actif dans des pays comme Oman, le Qatar, le Vietnam et le Nigéria, le groupe y est aussi exposé aux risques politiques. Ici aussi, les relations personnelles et un solide réseau local constituent les principaux facteurs de gestion du risque.

Le chiffre d'affaires de **Van Laere** et ses filiales se compose à 30% de marchés publics et à 70% de commandes privées (B2B). Dans les marchés publics, le risque de crédit n'est pas présent. Pour les commandes privées, une analyse financière concernant le maître d'ouvrage potentiel (consultation éventuelle du contrat de crédit, demande de la parent company guarantee, accords tripartites avec le créancier et le maître d'ouvrage, etc.) est réalisée au cours de la phase d'adjudication. Les recettes de l'entreprise de parkings Alfa Park sont essentiellement en espèces.

Pour les risques de crédit liés au portefeuille de leasing de la **Banque J. Van Breda & C°** nous nous référons à la politique de gestion de risque de crédit telle que décrite dans la note 12.

Leasinvest Real Estate tend à veiller à un bon étalement à la fois du nombre de locataires et des secteurs dans lesquels ces locataires sont actifs en vue de limiter le défaut de paiement et la faillite des locataires. La solvabilité des locataires est aussi analysée régulièrement avec l'aide d'un bureau de notation externe et l'on s'efforce, par le biais de contrats de bail à long terme, d'assurer la durabilité du flux de revenus locatifs et par conséquent, d'accroître la 'duration' des contrats de bail.

Extensa Group est une société essentiellement active dans le développement de projets immobiliers. Préalablement à la signature d'un nouveau projet, une analyse approfondie des risques techniques, juridiques et financiers qui y sont liés, est effectuée.

Chez **Anima Care** et **HPA**, le risque de crédit est limité. La plupart des résidents paient par domiciliation. En outre, le loyer est facturé à l'avance et les débiteurs sont suivis attentivement. Les subventions de l'état constituent une importante source de revenus.

Le risque de crédit de **SNTC** est couvert par la conclusion de contrats à long terme dans le cadre desquels le réseau de canalisations est mis à la disposition de tiers pour le transport de leurs produits. Vu que les clients de SNTC sont des grandes entreprises nationales ou internationales, le risque sur la discontinuité des revenus est évalué comme plutôt faible.

Chez **Agidens**, la maîtrise du risque débiteurs passe par l'application de la politique, des procédures et des contrôles établis par le groupe en la matière. Les créances commerciales font l'objet d'un suivi périodique et les grands projets sont généralement couverts par des garanties bancaires ou similaires.

Dans le secteur **AvH & Growth Capital** le groupe investit à long terme dans un nombre restreint d'entreprises au potentiel de croissance internationale. Le caractère diversifié de ces investissements contribue à un étalement équilibré des risques économiques et financiers. AvH finance en outre généralement ces investissements au moyen de fonds propres.

(€ 1.000)		Non échu	Echu < 30 jours	Echu < 60 jours	Echu < 120 jours	Echu > 120 jours
	Total					
Bilan des échéances 2015						
Actifs financiers détenus à des fins de trading	10	10				
Actifs financiers disponibles à la vente	737.564	737.564				
Créances	1.664.332	1.144.829	82.102	45.299	170.304	221.799
Bilan des échéances 2016						
Actifs financiers détenus à des fins de trading	3	3				
Actifs financiers disponibles à la vente	734.448	734.448				
Créances	1.742.031	1.349.339	74.460	44.904	20.575	252.753

Les créances échues concernent principalement l'activité 'contracting' de CFE, DEME et Van Laere, ainsi que le portefeuille de leasing de la Banque J. Van Breda & C°. Dans l'activité contracting les arriérés de créances concernent pour l'essentiel des décomptes et des imputations supplémentaires qui font encore l'objet d'inscriptions budgétaires ou qui font partie d'un accord global. Chez Van Laere, une procédure judiciaire est en cours dans le cadre du projet Président à Luxembourg. Aucune provision n'a été constituée à cet effet. Chez CFE et DEME également, il y a un nombre de négociations et/ou procédures en cours.

Les pertes attendues sur les chantiers sont adéquatement prévues par le biais de réductions de valeur sur les chantiers, comptabilisées dans la rubrique du bilan 'Contrats de construction' (Note 13).

(€ 1.000)	Actifs financiers détenus à des fins de trading	Actifs financiers disponibles à la vente	Créances
Exercice 2015			
Réductions de valeur cumulées - solde d'ouverture	0	-71.590	-44.284
Variation du périmètre de consolidation			-319
Réductions de valeur actées au cours de l'exercice		-807	-13.438
Réductions de valeur reprises au cours de l'exercice		252	6.050
Réductions de valeur annulées à la suite de cessions et retraits au cours de l'exercice		167	33
Ecart de conversion			-144
Transferts (vers) d'autres rubriques		542	-1.747
Réductions de valeur cumulées - solde de clôture	0	-71.436	-53.849
Exercice 2016			
Réductions de valeur cumulées - solde d'ouverture	0	-71.436	-53.849
Variation du périmètre de consolidation		-9	-267
Réductions de valeur actées au cours de l'exercice		-207	-5.789
Réductions de valeur reprises au cours de l'exercice			7.623
Réductions de valeur annulées à la suite de cessions et retraits au cours de l'exercice		4.475	2.533
Ecart de conversion			-832
Transferts (vers) d'autres rubriques			5.613
Réductions de valeur cumulées - solde de clôture		-67.177	-44.968

Sur les actifs financiers disponibles à la vente, des réductions de valeur cumulées pour un total de 67,2 millions d'euros sont enregistrées. Elles sont attribuées principalement au segment AvH & Growth Capital, la plus importante étant la réduction de valeur actée en 2008 sur les actions Ageas (ex-Fortis) (44,3 millions d'euros), et un certain nombre d'investissements anciens qui avaient été dévalorisés dans le passé. Les réductions de valeur sur créances découlent pour l'essentiel de la consolidation intégrale de DEME, CFE et Rent-A-Port. Le recouvrement d'une ancienne créance par cette dernière a donné lieu à une reprise de réduction de valeur. L'annulation de réductions de valeur est attribuable en partie au règlement de l'une des activités roumaines d'Extensa, ce qui lui a permis de réduire partiellement les réductions de valeur historiques constituées sur ces activités. Cette rubrique comprend également les réductions de valeur sur le portefeuille de leasings de la Banque J. Van Breda & C°.

3. Risque de taux de change

En raison du caractère international de ses activités et de l'exécution de contrats en devises étrangères, **DEME** est exposée aux devises et aux fluctuations de valeur de ces devises. DEME couvre généralement ces risques en ayant recours à des couvertures financières et des contrats à terme. Chez **CFE**, la plupart des activités se déroulent à l'intérieur de la zone euro et on s'efforce néanmoins de limiter l'exposition aux fluctuations de devises étrangères.

Rent-A-Port est surtout actif dans des pays extérieurs à la zone euro et le groupe est principalement exposé à l'USD étant donné que la plupart des contrats commerciaux sont conclus dans cette devise. C'est aussi le cas au Vietnam, où les ventes sont réalisées en USD.

Extensa Group est présent en Turquie et en Roumanie avec, par conséquent, des activités locales sujettes aux fluctuations des taux de change. En Turquie, Extensa encourt un risque sur la livre turque sur les marges des projets provenant de la vente sur plan d'appartements. Lors de l'étude de projets sujets à fluctuations de change, les attentes de résultats tiennent compte d'une décote reflétant ce risque de volatilité.

Par le fait de l'activité et des investissements en Suisse, **Leasinvest Real Estate** est exposée à un risque de change, en particulier la volatilité du franc suisse par rapport à l'euro. Il peut en résulter une modification de la valeur d'actifs, ainsi qu'une variabilité des flux de trésorerie nets. Pour atténuer ce risque, on recourt à un échange de devises croisées ('cross-currency swap') afin que la variabilité de la juste valeur de l'actif soit neutralisée par les fluctuations dans la juste valeur du swap. La variabilité des cash-flows nets est atténuée par une couverture naturelle, les dépenses en franc suisse étant, autant que possible, accordées avec les revenus en franc suisse.

Le risque de taux de change de la **Banque J. Van Breda & C°** est limité puisque la

banque est uniquement active en Belgique et, par la nature de sa clientèle, n'a pas de positions propres significatives en devises.

Étant exposé, par sa présence au niveau mondial, à un risque de change (limité) par rapport au dollar US et au franc suisse, **Agidens** maîtrise son risque de change en faisant en sorte que les charges et produits des différentes sociétés du groupe se fassent autant que possible dans une seule et même monnaie (couverture naturelle). Le cas échéant, un swap de devises est conclu avec des contreparties reconnues et réputées.

La stratégie d'**AvH** de se tourner vers les marchés émergents a conduit à 2 investissements en roupies indiennes (participation de 19,9% dans Sagar Cements, 50% dans Oriental Quarries & Mines). Le risque de change n'a pas été couvert, les investissements ayant un caractère long terme.

Les autres participations consolidées intégralement ne sont pas sujettes au risque de change, étant essentiellement actives dans la zone euro.

Plusieurs participations non consolidées intégralement, comme Delen Investments et Sipef, mais aussi Manuchar, le Groupe Telemond et Turbo's Hoet Groep, entre autres, sont dans une large mesure actives en dehors de la zone euro. Le risque de change est suivi et contrôlé au niveau de la participation elle-même.

Le risque de taux de change de **Delen Investments** se limite aux participations en devises (JM Finn & Co et dans une moindre mesure Delen Suisse). Le risque net sur le Livre Sterling est limité étant donné que l'impact d'une variation du taux de change sur les fonds propres de JM Finn & Co est neutralisé par l'impact opposé sur l'engagement de liquidité envers les actionnaires minoritaires (20% du capital) de JM Finn & Co. Chez **Sipef**, la majeure partie des coûts est réalisée à l'étranger (Indonésie et Papouasie-Nouvelle-Guinée) tandis que les ventes se font en USD. Ceci est un risque structurel qui n'est pas couvert par l'entreprise et qui est donc considéré comme un risque général d'exploitation. Les risques transactionnels sont en général couverts par des délais de paiement courts et les écarts de conversion sont limités en alignant autant que possible la devise fonctionnelle et la monnaie de présentation. **Manuchar** est exposée aux risques de change entre l'USD et les monnaies locales des pays dans lesquelles elle prévoit des activités de distribution. Pour couvrir ces risques, les positions sont surveillées et des couvertures sont constituées si nécessaire. Le **Groupe Telemond** produit en Pologne tandis que les ventes sont réalisées dans la zone euro. Le risque de change qui en résulte n'est pas couvert et est considéré comme un risque général d'exploitation. **Turbo's Hoet Groep** enfin, a développé au fil des ans une forte présence en Europe orientale, plus particulièrement en Bulgarie, Roumanie, Russie et Biélorussie. Le groupe réalise son chiffre d'affaires dans ces marchés sur la base de la monnaie locale. Bien que Turbo's Hoet Groep tente de faire en sorte que les baisses éventuelles de la monnaie locale soient supportées par le client final, les conditions du marché ne le permettent pas toujours.

Les cours mentionnés ci-dessous ont été utilisés pour recalculer les bilans et les résultats des entités étrangères en euro :

1 euro = x devise	Cours de clôture	Cours moyen
Dollar australien	1,46	1,49
Livre sterling	0,85	0,82
Lev bulgare	1,96	1,96
Franç CFA	655,96	655,96
Forint hongrois	309,83	311,42
Rupie indien	71,55	74,22
Dirahm marocain	10,69	10,85
Naira du Nigéria	321,75	286,59
Zloty polonais	4,41	4,36

	Cours de clôture	Cours moyen
Rial du Qatar	3,84	4,03
Leu roumain	4,54	4,49
Rouble russe	64,35	73,15
Dollar Singapour	1,52	1,53
Dinar tunisien	2,43	2,38
Lire turque	3,71	3,34
Dollar US	1,05	1,11
Dong vietnamien	23.989,80	24.686,19

4. Actifs financiers disponibles à la vente

(€ 1.000)	Immobilisations financières	Placements de trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente - exercice 2015		
Actifs financiers disponibles à la vente : solde d'ouverture de la juste valeur	148.847	634.713
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	128.735	606.088
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	20.112	20.273
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		8.352
Acquisitions	11.439	338.685
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		
Rendement actuariel		-7.915
Cessions (-)	-68.818	-331.372
Augmentations (diminutions) résultant d'ajustements de la juste valeur	14.939	1.847
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)	-391	-416
Ecart de conversion		1.822
Transferts (vers) d'autres rubriques	-4.348	416
Autres augmentations (diminutions)	-177	-1.708
Actifs financiers disponibles à la vente : solde de clôture de la juste valeur	101.491	636.073
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	66.440	608.041
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	35.051	21.388
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		6.644

(€ 1.000)	Immobilisations financières	Placements de trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente - exercice 2016		
Actifs financiers disponibles à la vente : solde d'ouverture de la juste valeur	101.491	636.073
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	66.440	608.041
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	35.051	21.388
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		6.644
Acquisitions	16.854	531.929
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		1.355
Rendement actuariel		-6.234
Cessions (-)	-2.113	-539.090
Augmentations (diminutions) résultant d'ajustements de la juste valeur	-3.179	-1.808
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)		-207
Ecart de conversion		1.055
Transferts (vers) d'autres rubriques	-15	207
Autres augmentations (diminutions)	4	-1.874
Actifs financiers disponibles à la vente : solde de clôture de la juste valeur	113.043	621.405
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	81.170	598.033
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	31.873	18.598
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		4.775

La rubrique 'Immobilisations financières disponibles à la vente' est constituée, pour environ 70,8 millions d'euros, par la participation de 10% détenue par Leasinvest Real Estate dans la société immobilière réglementée Retail Estates.

Green Offshore a participé en 2016 à l'augmentation de capital et aux financements de Rentel et Otary, tandis qu'AvH a souscrit à l'augmentation de capital d'Ogeda (ex-Euroscreen) et a acquis une participation de 15% dans OncoDNA.

Les ventes ont été limitées, la principale étant une nouvelle réduction de la participation d'AvH dans Koffie F. Rombouts (ramenée à 8%).

La baisse du cours de bourse de Retail Estates explique la diminution de 3,2 millions d'euros de la plus-value latente (à 31,9 millions d'euros).

Les placements de trésorerie comprennent (€ 1.000) :	Nombre d'actions	Juste valeur
Portefeuille de placements de la Banque J.Van Breda & C°		582.039
Fonds gérés par Delen Private Bank		26.504
Ageas	278.284	10.466
KBC	20.000	1.177
Autres		1.220
		621.405

Les acquisitions et les cessions doivent être attribuées en grande partie à la Banque J.Van Breda & C° et concernent des opérations réalisées dans le cadre de son Asset & Liability Management (ALM).

Par secteur, la juste valeur des placements de trésorerie se répartit comme suit (€ 1.000) :	Juste valeur
Private Banking (principalement Banque J.Van Breda & C°)	582.069
AvH & Growth Capital	39.019
Real Estate & Senior Care	317
Marine Engineering & Contracting	0
Energy & Resources	0
	621.405

Risque de crédit du portefeuille de placements de la Banque J.Van Breda & C°

Le profil de risque du portefeuille de placements est délibérément maintenu très bas depuis des années. Au niveau consolidé, le portefeuille de placements contenait, fin 2016, 80% d'obligations d'Etat (dont des obligations avec garantie d'Etat) avec au minimum un rating Aa3 (Moody), 19% d'obligations industrielles (y compris commercial paper) et moins de 1% d'obligations financières et d'actions. Le portefeuille de placements ne contient pas d'obligations d'Etat du Portugal, d'Italie, d'Irlande, de

Grèce ou d'Espagne.

Le cadre global d'investissement, qui fixe les instruments et les limites de placement, est approuvé chaque année par le conseil d'administration de la Banque J.Van Breda & C°. Le tableau ci-après donne la composition du portefeuille de placements selon le rating et l'échéance finale.

Composition du portefeuille de placements au 31/12/2016	Selon le rating	Selon la durée restante	
Obligations d'Etat Aaa	24,2%	2017	29,8%
Obligations d'Etat Aa1	25,5%	2018	25,0%
Obligations d'Etat Aa2	10,0%	2019	19,2%
Obligations d'Etat Aa3	20,8%	2020	12,8%
Obligations d'entreprise et commercial paper	18,7%	2021	3,8%
Obligations financières et perpétuels	0,7%	>2022	9,0%
Actions et autres	0,1%	indéfini	0,3%

Note 12 : banques - créances sur établissements de crédit et clients

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2016	2015	2016	2015
I. Créances sur établissements de crédit				
Banques nationales	36.207	48.253	36.177	48.249
Banques étrangères	37.853	36.900	37.853	36.900
Intérêts à recevoir	126	71	126	71
Total établissements de crédit	74.186	85.224	74.156	85.220
II. Prêts et créances sur les clients				
Effets de commerce et acceptations propres				
Crédits d'investissements et financements	2.295.302	2.263.952	2.092.793	2.057.908
Variation de la juste valeur du portefeuille couvert (FV hedge)	11.469	8.096	11.469	8.096
Prêts hypothécaires	1.661.081	1.454.294	1.535.556	1.325.626
Crédits de fonctionnement	407.839	384.281	405.880	382.798
Autres	7.752	4.883	7.748	4.881
Intérêts à recevoir	6.041	6.163	6.041	6.163
Total clients	4.389.484	4.121.669	4.059.487	3.785.472
III. Créances sur des banques centrales				
Banques centrales	34.993	29.370	34.993	29.370
Intérêts à recevoir				
Total banques centrales	34.993	29.370	34.993	29.370
Total créances sur établissements de crédits et clients	4.498.663	4.236.263	4.168.636	3.900.062

La consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° a pour conséquence la reprise de certaines créances et dettes bancaires spécifiques dans le bilan d'AvH. Ces rubriques ont été centralisées à des fins de transparence maximale.

Les prêts et créances sur clients comprennent :

- des crédits accordés par la Banque J.Van Breda & C° à des entrepreneurs familiaux et des titulaires de professions libérales, ainsi par ABK bank aux particuliers et indépendants. Les nombreux entrepreneurs et titulaires de professions libérales qui sont devenus clients au cours des années précédentes, confient à la banque une part toujours croissante de leurs affaires bancaires ;
- des financements de véhicules accordés par Van Breda Car Finance (ABK bank), filiale à 100% de la banque.

Les bonnes prestations de la banque expliquent l'augmentation des prêts et créances sur clients.

Risque de crédit

Le portefeuille de crédits de la Banque J.Van Breda & C° est largement réparti à l'intérieur du tissu économique local d'entreprises familiales et de professions libérales. ABK bank s'adresse aux particuliers et a encore une relation historique avec des indépendants. La banque applique à cet effet des limites de concentration par secteur et des plafonds de crédit par relation. Le portefeuille de crédits de la division Van Breda Car Finance (ABK bank) se compose de financements auto et de leasings financiers automobiles et se caractérise par une répartition très large. En affinant constamment les critères d'acceptation et en assurant un suivi proactif des débiteurs, il est fait en sorte que ce portefeuille bénéficie lui aussi d'un profil de risque bas.

Le portefeuille de crédits est subdivisé en catégories de risques, chacune suivie d'une manière spécifique. Les crédits de la plus haute catégorie de risque font l'objet d'un rapport périodique au conseil d'administration de la Banque J.Van Breda & C°.

Les créances douteuses sont transmises au service Contentieux. En fonction de certains critères, ce transfert a lieu automatiquement lorsque certains événements surviennent auprès de clients, débiteurs ou cautions. Des réductions de valeur sont actées sur les crédits à risque maximum et sur les créances douteuses.

(€ 1.000)		Non échu	Echu < 30 jours	30 jours < échu < 60 jours	60 jours < échu < 120 jours	120 jours < échu	Contentieux
	Total						
Bilan des échéances 2015							
Banques nationales	48.249	48.249					
Banques étrangères	36.900	36.900					
Intérêts à recevoir	71	71					
Total établissements de crédit	85.220	85.220	0	0	0	0	0
Effets de commerce et acceptations propres	0	0					
Crédits d'investissements et financements	2.066.004	2.009.362	34.884	6.846	2.621	2.985	9.306
Prêts hypothécaires	1.325.626	1.305.361	12.175	4.045	3.294	32	719
Crédits de fonctionnement	382.798	372.195	8.641	227	434	30	1.271
Autres	4.881	4.881					
Intérêts à recevoir	6.163	6.163					
Total clients	3.785.472	3.697.962	55.700	11.118	6.349	3.047	11.296
Total banques centrales	29.370	29.370	0	0	0	0	0

(€ 1.000)		Non échu	Echu < 30 jours	30 jours < échu < 60 jours	60 jours < échu < 120 jours	120 jours < échu	Contentieux
	Total						
Bilan des échéances 2016							
Banques nationales	36.177	36.177					
Banques étrangères	37.853	37.853					
Intérêts à recevoir	126	126					
Total établissements de crédit	74.156	74.156	0	0	0	0	0
Effets de commerce et acceptations propres	0	0					
Crédits d'investissements et financements	2.104.262	2.048.033	35.209	6.166	2.996	612	11.246
Prêts hypothécaires	1.535.556	1.517.057	11.609	3.338	1.485	266	1.801
Crédits de fonctionnement	405.880	399.463	3.723	163	60	0	2.471
Autres	7.748	7.748					
Intérêts à recevoir	6.041	6.041					
Total clients	4.059.487	3.978.342	50.541	9.667	4.541	878	15.518
Total banques centrales	34.993	34.993	0	0	0	0	0

Note 13 : stocks et contrats de construction en cours

(€ 1.000)	2016	2015
I. Stocks, montant net	114.536	98.981
Valeurs comptables brutes	117.507	100.884
Matières premières et approvisionnements	59.482	35.655
En-cours de fabrications	0	0
Produits finis	0	0
Marchandises	439	232
Biens immobiliers destinés à la vente	57.586	64.997
Amortissements et autres pertes de valeur (-)	-2.972	-1.903
Réductions de valeur comptabilisées sur les stocks dans le compte de résultats au cours de l'exercice	-2.217	-749
Reprise de réductions de valeur comptabilisées sur les stocks dans le compte de résultats au cours de l'exercice	252	644
II. Contrats de construction		
Montant dû par les (aux) clients pour des contrats de construction, net	453.377	418.079
Montant dû par les clients pour des contrats de construction (y incl. créances commerciales)	547.580	489.121
Montant dû aux clients pour des contrats de construction (y incl. dettes commerciales) (-)	-94.203	-71.042
Avances reçues	-127.874	-70.046
Contrats de construction à la date de clôture		
Montant des frais encourus plus les bénéfices moins les pertes comptabilisés	6.057.646	6.423.580
Montant des produits des contrats de construction	-5.604.269	-6.005.501
Montants retenus	6.100	5.255

Les projets de promotion immobilière de CFE sont repris principalement dans la rubrique 'Biens immobiliers destinés à la vente'.

Les contrats de construction de CFE, de DEME, d'Algemene Aannemingen Van Laere et d'Agidens sont évalués selon la méthode de 'Percentage of Completion', aboutissant à une reconnaissance de résultat au fur et à mesure de l'évolution des travaux. Les pertes prévues, par contre, sont immédiatement déduites des résultats. Les

projets de promotion immobilière d'Extensa (principalement Tour&Taxis, Cloche d'Or Luxembourg et en Turquie) sont également repris dans cette rubrique, étant donné que la reconnaissance du résultat des entités vendues encore en cours de construction s'effectue aussi selon la méthode 'Percentage of Completion'.

La progression des travaux est déterminée sur base des coûts par rapport au coût total estimé du projet.

Note 14 : Intérêts minoritaires

(€ 1.000)	Intérêts minoritaires %		Intérêts minoritaires au bilan d'AvH		Part des tiers au résultat de l'exercice	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
I. Marine Engineering & Contracting						
CFE - DEME	39,60%	39,60%	596.755	554.519	70.079	69.988
II. Private Banking						
Finaxis	21,25%	21,25%	54.945	53.664	-272	-191
Banque J.Van Breda & C°	21,25%	21,25%	77.232	74.252	8.097	8.668
Delen Investments ⁽¹⁾	21,25%	21,25%	108.577	100.364	20.496	22.133
III. Real Estate & Senior Care						
Leasinvest Real Estate	69,99%	69,99%	249.376	253.579	21.470	21.540
HPA ⁽²⁾	29,14%		21.070		2.412	
IV. AvH & Growth Capital ⁽³⁾						
Sofinim et ses participations consolidées		26,00%	3.104	146.084	438	26.844
Autres			22.207	25.812	19.095	4.195
Total			1.133.265	1.208.273	141.816	153.175

⁽¹⁾ Le contrôle commun sur Delen Investments entraîne la comptabilisation par mise en équivalence. Bien que les intérêts minoritaires concernant JM Finn & Co, du fait de cette intégration par la méthode de mise en équivalence, ne soient pas visibles dans le bilan consolidé d'AvH, ils sont malgré tout repris dans cet aperçu compte tenu de la cohérence avec les comptes annuels consolidés de Delen Investments.

⁽¹⁾ En janvier 2016, AvH a échangé une tranche supplémentaire (16%) dans Holding Groupe Duval contre 25% dans Patrimoine & Santé. Patrimoine & Santé est une société française qui investit dans l'immobilier exploité par le groupe Residalya, actif dans les maisons de repos. AvH et les membres de la direction de Residalya ont ensuite regroupé leurs parts respectives détenues à la fois dans Residalya et Patrimoine & Santé au sein de la nouvelle holding HPA. Fin 2016, HPA détient 100% du capital de Residalya et 73,7% de Patrimoine & Santé. HPA consolide intégralement ces deux sociétés. AvH détient à son tour 70,86% du capital de HPA et consolide cette participation intégralement.

⁽²⁾ Le 30 septembre 2016, AvH a racheté la participation dans Sofinim de l'actionnaire minoritaire (26%) NPM Capital et possède désormais 100% de Sofinim. Auparavant AvH reprenait Sofinim déjà par consolidation intégrale, avec un intérêt minoritaire de 26%. L'acquisition de cette participation minoritaire entraîne (mécaniquement) une augmentation du pourcentage de participation dans les participations détenues par Sofinim. Ces pourcentages plus élevés qui en résultent sont appliqués dans le compte de résultats à partir du 4e trimestre 2016.

Compte de résultats résumé - 2016

	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Chiffre d'affaires	2.797.085	133.964	313.071	56.647	105.578	75.026
Résultat opérationnel	227.570	53.593	118.902	43.895	3.734	2.636
Résultat financier	-23.954			-10.188	-5.877	-408
Résultat avant impôts	202.832	55.232	118.902	33.707	-2.143	2.228
Résultat de l'exercice	172.252	37.815	89.695	31.118	4.493	1.588
Au niveau de l'entreprise	172.252	37.815	89.695	31.118	4.493	1.588
- Part des tiers	3.841	79	1.818		1.557	
- Part du groupe	168.411	37.736	87.877	31.118	2.936	1.588
Au niveau d'AvH ⁽¹⁾	171.102	37.815	89.695	31.540	4.493	1.588
- Part des tiers	70.079	8.097	20.496	21.470	2.412	438
- Part du groupe	101.023	29.718	69.199	10.070	2.080	1.150

⁽¹⁾ Y compris un nombre limité de retraitements de consolidation

Compte de résultats résumé - 2015

	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate		Growth Capital
Chiffre d'affaires	3.239.406	133.872	314.094	50.455		64.373
Résultat opérationnel	228.905	58.725	128.660	48.158		57.578
Résultat financier	-32.589			-17.069		244
Résultat avant impôts	233.075	60.446	128.660	31.089		35.320
Résultat de l'exercice	174.024	40.544	94.907	30.618		33.869
Au niveau de l'entreprise	174.024	40.544	94.907	30.618		
- Part des tiers	-937	65	2.490	0		
- Part du groupe	174.961	40.479	92.417	30.618		
Au niveau d'AvH ⁽¹⁾	178.158	40.544	94.907	31.462		33.869
- Part des tiers	69.988	8.668	22.133	21.540		26.844
- Part du groupe	108.171	31.876	72.774	9.922		7.025

⁽¹⁾ Y compris un nombre limité de retraitements de consolidation

Etat résumé des résultats réalisés et non-réalisés - 2016

	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Au niveau de l'entreprise	162.894	36.830	85.653	17.192	4.596	1.450
Résultat de l'exercice	172.252	37.815	89.695	31.118	4.493	1.588
- Part des tiers	3.841	79	1.818	0	1.557	0
- Part du groupe	168.411	37.736	87.877	31.118	2.936	1.588
Résultat non-réalisés	-9.358	-985	-4.042	-13.926	103	-138
- Part des tiers	-125	0	0	0	34	0
- Part du groupe	-9.233	-985	-4.042	-13.926	70	-138
Au niveau d'AvH	161.744	36.830	85.653	18.066	4.596	1.450
Résultat de l'exercice	171.102	37.815	89.695	31.540	4.493	1.588
- Part des tiers	70.079	8.097	20.496	21.470	2.412	438
- Part du groupe	101.023	29.718	69.199	10.070	2.080	1.150
Résultat non-réalisés	-9.358	-985	-4.042	-13.474	103	-138
- Part des tiers	-3.758	-209	-859	-9.431	54	-119
- Part du groupe	-5.600	-776	-3.183	-4.043	49	-19

Etat résumé des résultats réalisés et non-réalisés - 2015

	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate		Growth Capital
Au niveau de l'entreprise	166.255	38.942	95.861	48.901		
Résultat de l'exercice	174.024	40.544	94.907	30.618		
- Part des tiers	-937	65	2.490	0		
- Part du groupe	174.961	40.479	92.417	30.618		
Résultat non-réalisés	-7.769	-1.602	954	18.283		
- Part des tiers	703	0	0	0		
- Part du groupe	-8.472	-1.602	954	18.283		
Au niveau d'AvH	170.389	38.942	95.861	49.404		
Résultat de l'exercice	178.158	40.544	94.907	31.462		33.869
- Part des tiers	69.988	8.668	22.133	21.540		26.844
- Part du groupe	108.171	31.876	72.774	9.922		7.025
Résultat non-réalisés	-7.769	-1.602	954	17.942		1.548
- Part des tiers	-2.667	-340	203	12.558		543
- Part du groupe	-5.102	-1.262	751	5.384		1.006

Bilan résumé - 2016

	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate	HPA	Agidens
Actifs non-courants	2.400.217	3.284.508	327.465	896.179	313.148	18.790
Actifs courants	1.928.002	1.707.732	1.853.878	92.262	24.076	34.032
Passifs à long terme	941.074	726.103	98.870	444.362	210.500	6.019
Passifs à court terme	1.850.668	3.747.742	1.460.752	187.672	49.594	24.240
Capitaux propres	1.536.477	518.395	621.721	356.407	77.130	22.564
- Part du groupe	1.521.559	518.257	621.204	356.407	61.062	22.564
- Intérêts minoritaires	14.918	138	517	0	16.068	
Dividende distribué aux intérêts minoritaires	-24.060	-4.361	-9.633	-16.236	-56	-9.212

Bilan résumé - 2015

	CFE	Banque J. Van Breda & C°	Delen Investments	Leasinvest Real Estate		Growth Capital
Actifs non-courants	2.405.671	3.050.400	326.855	954.243		213.637
Actifs courants	1.896.488	1.667.433	1.763.309	22.059		343.390
Passifs à long terme	990.578	797.298	116.287	395.948		7.130
Passifs à court terme	1.877.181	3.418.777	1.390.876	217.944		27.306
Capitaux propres	1.434.400	501.758	583.001	362.410		522.591
- Part du groupe	1.423.277	501.633	582.554	362.405		376.507
- Intérêts minoritaires	11.123	125	447	5		146.084
Dividende distribué aux intérêts minoritaires	-20.050	-3.108	-6.800	-15.728		-1.560

Note 15 : location-financement et location simple

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2016	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2015
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
I. Bailleur - location-financement								
Investissements bruts dans les contrats de location	52.032	121.648	37.348	211.027	48.346	105.805	39.544	193.695
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	45.822	108.858	20.414	175.095	42.208	92.727	21.229	156.164
Produits financiers non acquis				35.933				37.531
Valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables				3.760				4.525
Débiteurs de location-financement	2.028			2.028	1.542			1.542

Via sa filiale Van Breda Car Finance (ABK bank), la Banque J. Van Breda & C° est active dans le secteur du financement et du leasing financier automobile. D'autre part, Ex-tensa détient en portefeuille un nombre limité de leasings immobiliers et la location

à long terme par Leasinvest Real Estate des Archives de l'Etat à Bruges à la Régie des Bâtiments est reprise dans ce poste du bilan.

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2016	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2015
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
II. Preneur - location-financement								
Paielements minimaux futurs au titre de la location - total	55.247	64.547	24.058	143.851	22.253	82.543	29.316	134.112
Paielements minimaux futurs au titre de la location - intérêts (-)	-3.044	-7.397	-1.762	-12.203	-4.476	-5.686	-2.090	-12.253
Paielements minimaux futurs au titre de la location - valeurs actualisées	52.202	57.150	22.296	131.648	17.776	76.856	27.226	121.859
Allocation des dettes de contrats de location-financement vers les actifs : terrains et constructions				38.922				17.306
Installations, machines & outillage				88.516				100.603
Mobilier et matériel roulant				4.211				3.950

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2016	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2015
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
III. Preneur - location simple								
Paielements futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables	14.094	17.524	10.603	42.221	14.074	18.403	11.182	43.660
Paielements de location et de sous-location comptabilisés dans les résultats				13.781				10.883

Suite à la consolidation intégrale de Patrimoine & Santé, les contrats de location-financement augmentent d'environ 25 millions d'euros étant donné qu'un quart environ des bâtiments concernent des contrats de location-financement. Les autres

dettes de location-financement portent notamment sur des navires de DEME (Charlemagne, Victor Horta et Thor) et sur des bâtiments chez CFE, Van Laere et Agidens.

Note 16 : provisions

(€ 1.000)	Provisions pour garanties	Provisions pour procédures juridiques	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructurations	Provisions pour obligations contractuelles	Autres provisions	
							Total
Provisions - exercice 2015							
Provisions, solde d'ouverture	15.180	5.258	99	2.721	0	108.586	131.844
Provisions supplémentaires	4.131	5.047		13.509		13.220	35.907
Augmentation des provisions existantes	150	1				6	157
Augmentation lors d'un regroupement d'entreprises		91				146	237
Montants utilisés (-)	-1.758	-248		-11.415		-14.302	-27.721
Montants non utilisés repris (-)						-16	-16
Diminutions à la suite de cessions d'entreprises (-)	-2.068	-50		-313		-1.202	-3.633
Ecart de conversion	3			3		-10	-4
Transferts (vers) d'autres rubriques	-1.337	-23		-3.236		5.667	1.071
Autres augmentations (diminutions)	10			313		-582	-258
Provisions, solde de clôture	14.311	10.076	99	1.582	0	111.515	137.583

(€ 1.000)	Provisions pour garanties	Provisions pour procédures juridiques	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructurations	Provisions pour obligations contractuelles	Autres provisions	
							Total
Provisions - exercice 2016							
Provisions, solde d'ouverture	14.311	10.076	99	1.582	0	111.515	137.583
Provisions supplémentaires	4.038	102			245	3.389	7.773
Augmentation des provisions existantes	3.108	1.042		8.482		7.246	19.878
Augmentation lors d'un regroupement d'entreprises		65		560		48	672
Montants utilisés (-)	-1.612	-583		-9.499		-4.322	-16.017
Montants non utilisés repris (-)		-710				-3.156	-3.865
Diminutions à la suite de cessions d'entreprises (-)							0
Ecart de conversion	-62					-87	-149
Transferts (vers) d'autres rubriques	20	4.191	-99	2.827		-9.049	-2.111
Autres augmentations (diminutions)						89	89
Provisions, solde de clôture	19.801	14.182	0	3.952	245	105.674	143.854

L'acquisition du contrôle sur CFE fin 2013 a entraîné l'inscription d'un passif éventuel pour risques potentiels de 60,3 millions d'euros en relation avec les activités de construction et de promotion immobilière de CFE. Au cours des années 2014-2015, 11,0 millions d'euros (part du groupe 6,6 millions d'euros) ont été repris dans la mesure où les risques correspondants chez CFE soit ont disparu, soit ont été exprimés dans les comptes de CFE elle-même. En 2016, ce montant a encore été réduit de 3,0 millions

d'euros (part du groupe 1,8 millions d'euros). En 2016, AvH a constitué des provisions pour des garanties et des déclarations accordées lors de la vente de participations et pour des dépenses encore à prévoir pour le règlement de litiges et de risques.

Les 'Autres provisions' comprennent par ailleurs des provisions pour valeurs de mise en équivalence négatives à concurrence de 28,4 millions d'euros.

Note 17 : dettes financières

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 2016	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 2015
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
I. Dettes financières								
Emprunts bancaires	299.610	710.537	182.274	1.192.421	274.998	658.280	154.266	1.087.544
Emprunts obligataires		396.625	37.424	434.049		396.562	20.478	417.040
Emprunts subordonnés		3.344		3.344		1.250	950	2.200
Contrats de location-financement	52.202	44.869	34.577	131.648	17.776	76.866	27.217	121.859
Autres dettes financières	208.819	3.246	407	212.473	146.118	675	360	147.153
Total	560.632	1.158.621	254.682	1.973.935	438.892	1.133.633	203.271	1.775.796

Risque de liquidité

Les dettes financières, après élimination intragroupe, proviennent des secteurs suivants :

	CT	LT
Marine Engineering & Contracting	170.021	681.798
Real Estate & Senior Care	370.673	727.785
Energy & Resources	1.440	5.008
AvH & Growth Capital	54.715	5.049
Intragroupe	-36.218	-6.336
	560.632	1.413.303

Le risque de liquidité de **DEME** est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes banques, et d'autre part en les étalant dans une large mesure à long terme. **DEME** dispose d'importantes lignes de crédit et de garantie auprès d'un grand nombre de banques internationales. Dans les contrats de crédit auprès des banques concernées, des ratios (covenants) déterminés ont été convenus et doivent être respectés par **DEME**. Elle dispose en outre d'un programme 'commercial paper' pour les besoins financiers à court terme. Les investissements de **DEME** portent principalement sur du matériel qui a une longue durée de vie et qui est amorti sur plusieurs années. **DEME** veille par conséquent à structurer une partie importante de ses dettes sur le long terme. Par ailleurs, pour diversifier ses sources de financement, **DEME** a émis en janvier 2013 un emprunt obligataire pour 200 millions d'euros. Cet emprunt a été placé auprès d'un groupe diversifié d'investisseurs (principalement privés). Conformément aux modalités de l'émission, **DEME** ne procédera à aucun remboursement intermédiaire du capital, mais remboursera la totalité à l'échéance en 2019. **CFE** a également procédé, le 21 juin

2012, à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 100 millions d'euros. En 2014 **CFE** a pu négocier dans des conditions favorables de nouvelles lignes de crédit bilatérales permettant ainsi à la société de réduire le risque de liquidité.

Le groupe **Rent-A-Port** est principalement financé par des fonds propres et par des prêts d'actionnaires. **Infra Asia Investment Fund**, une participation de 56% de **Rent-A-Port** reprise par la méthode de mise en équivalence, a émis en 2016 une obligation ('non-recourse') d'une valeur de 29,2 millions d'euros + 1,8 million USD pour le financement des activités au Vietnam. Cette obligation est remboursable après 7 ans.

Van Laere a terminé 2016 avec une solide position financière nette de 15,4 millions d'euros, ce qui représente toutefois une baisse de 2,4 millions d'euros par rapport à 2015. Les dettes financières concernent principalement le parking 'Centrumparking Langestraat' sous les Archives de l'Etat à Bruges et un bâtiment en location-financement.

Leasinvest Real Estate et **Extensa Group** disposent auprès de leurs banques des facilités de crédit à long terme et des lignes de backup nécessaires pour leur commercial paper afin de couvrir les besoins d'investissement actuels et futurs. Du fait de ces facilités de crédit et lignes de backup, le risque de financement est couvert. Le risque de liquidité est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes contreparties financières et en faisant appel à diverses sources de financement, et d'autre part en diversifiant les dates d'échéance. Le recours à des sources de financement diverses s'est déjà concrétisé, en 2013, par le placement réussi d'un emprunt obligataire public et privé par Leasinvest Real Estate pour un montant, respectivement, de 75 millions d'euros et 20 millions d'euros, ceci pour une durée respective de 6 et 7 ans. La durée moyenne des financements chez Leasinvest Real Estate s'établissait fin 2016, après diverses opérations de refinancement, à 3,9 ans (contre 3,0 ans fin 2015).

L'expansion d'**Anima Care** via l'acquisition de résidences existantes et la construction de nouvelles maisons de repos est financée d'une part via augmentations de capital et d'autre part, par le financement externe. Dans le financement des projets, il est tenu compte du "cash drain" pendant la phase de démarrage. **Residalya** a constitué en 2016 quatre lignes de crédit bilatérales qui lui ont permis de refinancer une partie de sa

dette d'exploitation, mais aussi de disposer, pour des investissements, d'une possibilité de financement utilisable à court terme à des conditions fixées au préalable. Les activités immobilières de **Patrimoine & Santé** sont financées au moyen d'emprunts à long terme, avec des durées de 15 à 25 ans.

Les dettes encourues par la **SNTC** pour le financement de la pose des canalisations (6,4 millions d'euros) s'inscrivent dans la mise à disposition des canalisations, l'entièreté du capital et les charges d'intérêts étant répercutés sur l'utilisateur de la canalisation.

Les dettes financières dans le segment AvH & Growth Capital doivent être imputées à la dette de leasing d'**Agidens** portant sur le bâtiment principal et aux dettes financières à court terme d'**AvH & subholdings**, principalement le commercial paper émis par AvH. AvH et AvH Coordination Center disposent de lignes de crédit confirmées, réparties entre différentes banques, qui dépassent largement le commercial paper émis. Au-delà des dettes financières sous la forme de commercial paper, le secteur a encore 22,5 millions d'euros de dettes vis-à-vis d'autres entreprises du groupe (il s'agit en l'occurrence de participations qui mettent une partie de leurs excédents de trésorerie en dépôt auprès d'AvH Coordination Center). Ces montants sont bien entendu éliminés en consolidation.

(€ 1.000)	2016	2015
II. Dettes (ou partie des dettes) garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs des entreprises comprises dans la consolidation		
Emprunts bancaires	620.068	646.189
Contrats de location-financement	0	265
Autres dettes financières	28.878	26.591
Total	648.946	673.046

Note 18 : banques - dettes envers des établissements de crédit, clients & titres

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2016	2015	2016	2015
I. Dettes envers des établissements de crédit				
Dépôts à vue	9.115	9.728	9.115	9.728
Dépôts à terme fixe	15.313	32.283	15.291	32.254
Contrats de rachat (repo)		0		0
Autres dépôts		0		0
Intérêts à payer	16	25	16	25
Total	24.444	42.036	24.422	42.007
II. Dettes envers des clients				
Dépôts à vue	2.020.471	1.631.474	2.020.471	1.631.474
Dépôts à terme fixe	1.359.837	1.521.663	1.326.074	1.476.878
Dépôts spéciaux	48.145	43.750	48.145	43.750
Dépôts d'épargne réglementés	758.971	723.742	758.971	723.742
Autres dépôts	12.613	5.612	12.611	5.610
Système de protection des dépôts	0	0	0	0
Intérêts à payer	13.817	21.032	13.817	21.032
Total	4.213.854	3.947.273	4.180.089	3.902.486
III. Dettes représentées par un titre				
Certificats de dépôts	161.817	166.286	161.690	166.174
Bons de caisse	3	8	3	8
Emprunts obligataires non convertibles		0		0
Intérêts à payer		0		0
Total	161.820	166.294	161.693	166.182
IV. Dettes subordonnées				
Dettes subordonnées	72.700	75.278	64.500	65.274
Intérêts à payer	1.247	1.271	1.247	1.271
Total	73.947	76.549	65.747	66.545
Total des dettes envers des établissements de crédit, clients et titres	4.474.065	4.232.152	4.431.951	4.177.220

La consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° explique la reprise dans le bilan d'AvH des créances et dettes bancaires spécifiques. Ces rubriques sont regroupées à des fins de transparence maximale.

Risque de liquidité Banque J.Van Breda & C°

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne dispose pas des moyens suffisants ou ne puisse pas libérer assez rapidement et à un prix acceptable les moyens nécessaires pour satisfaire à ses engagements directs. Les activités de banque commerciale sont la principale source de risque de liquidité. Les sources de financement d'une banque ont, traditionnellement, une durée plus courte que les actifs financés, ce qui crée un décalage au niveau des échéances. La gestion des liquidités de la Banque J.Van Breda & C° assure le suivi de ce décalage et établit une stratégie de financement pour le réduire, dans le respect des directives qui sont fixées dans un cadre de contrôle des liquidités. Dans ce domaine également, la banque vise un profil de risque délibérément bas. La Banque J.Van Breda & C° conserve un matelas de liquidités conséquent et de qualité pour pouvoir faire face aux fluctuations dans la trésorerie. Ce matelas s'élève à 641 millions d'euros et se compose principalement d'un portefeuille obligataire très liquide.

Le mix de financement de la banque est très stable et la principale source de financement est constituée par les dépôts des clients du groupe-cible. Ces clients utilisent la banque pour leurs placements et pour leur fonctionnement quotidien. La banque surveille aussi de très près le ratio crédits/dépôts et applique des limites strictes pour

ce rapport entre le portefeuille de crédits de clients et les dépôts de clients. Fin 2016, ce ratio était de 99,97%. La dépendance de financement institutionnel externe est limitée à un minimum et ne dépasse pas 3,7% du total du bilan en 2016.

Dans la réglementation Bâle III et la directive CRR/CRD IV, deux nouveaux ratios de liquidité ont été introduits :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) est un critère pour la position de liquidité dans un scénario de crise aiguë pendant 30 jours. Les institutions doivent disposer à cet effet de liquidités suffisantes et de qualité. Le législateur impose une limite de 100% minimum.
- Le NSFR (Net Stable Funding Ratio) établit le rapport entre le financement stable disponible et le financement stable requis sur un horizon d'un an. Le législateur impose une limite de 100% minimum à partir de 2018.

Fin 2016, ces ratios étaient respectivement de 150% et 123%. Ces deux ratios dépassent largement le seuil de 100% qui est imposé par l'autorité de surveillance, ou qui le sera dans le cas du NSFR.

Le risque de liquidité est surveillé en permanence par une gestion de trésorerie proactive, à l'intérieur des lignes directrices du cadre "Asset & Liability Management" et du cadre d'investissement. Pour la gestion de ses liquidités, la banque a notamment recours à des rapports d'écart de liquidité, des analyses de ratios et des prévisions de volumes à court et long terme.

Le tableau ci-après illustre les éléments de l'actif et du passif regroupés par période d'échéances.

(€ 1.000)	≤ 1 mois	1-3 mois	3-12 mois	1-5 ans	5-10 ans	> 10 ans	Indéfini
31/12/2016							
Actifs	531.000	236.000	677.000	2.092.000	1.017.000	392.000	39.000
Passifs	-219.000	-275.000	-1.687.000	-2.245.000	-66.000	0	-55.000
Produits dérivés	0	-1.000	-4.000	-12.000	3.000	1.000	0
Ecart de liquidité	312.000	-40.000	-1.014.000	-165.000	954.000	393.000	-16.000
31/12/2015							
Actifs	450.000	265.000	625.000	1.919.000	941.000	451.000	74.000
Passifs	-234.000	-188.000	-1.638.000	-1.972.000	-102.000	0	-142.000
Produits dérivés	0	-1.000	-3.000	-8.000	3.000	0	0
Ecart de liquidité	216.000	76.000	-1.016.000	-61.000	842.000	451.000	-68.000

Le tableau ci-dessus tient compte d'hypothèses internes pour les dépôts sans échéance.

Note 19 : instruments financiers

Risque de taux d'intérêt de la Banque J. Van Breda & C°

Le risque de taux d'intérêt peut être défini comme la mesure dans laquelle les résultats ou la valeur d'une transaction financière sont influencés par une variation des taux d'intérêt du marché. Appliqué à une institution financière, le risque de taux d'intérêt est la mesure dans laquelle les revenus (d'intérêts) et/ou la valeur de marché de cette institution courent le risque de subir des effets néfastes suite à une variation des taux d'intérêt du marché.

La banque choisit de maintenir le risque de taux d'intérêt à un niveau relativement bas :

- Pour corriger le décalage, la banque fait appel à des instruments de couverture. Ceci prend la forme d'une combinaison de swaps de taux d'intérêt (les engagements variables de taux d'intérêt étant convertis en engagements fixes) et d'options (offrant par exemple une protection contre une hausse des taux au-delà de certains niveaux).
- La sensibilité des capitaux propres est l'exposition de la valeur économique de l'entreprise aux variations de taux d'intérêt défavorables. La sensibilité des revenus

(€ 1.000)	sensibilité des revenus	sensibilité patrimoniale
Dépôts à vue insensibles aux taux	60 mois	
Dépôts à vue sensibles aux taux	1 jour	
Dépôts à vue semi-sensibles aux taux	6 mois	2 ans
Dépôts d'épargne réglementés	6 mois	2 ans

Dans l'analyse de la répartition de l'actif et du passif par échéance, les produits financiers au bilan tout comme les produits financiers hors bilan sont répartis entre les dif-

est l'exposition des revenus (d'intérêts) de l'institution à ces mêmes variations de taux d'intérêt défavorables. L'intensité de cette exposition s'exprime à travers le 'duration gap'. Nous entendons par là la différence entre la durée de tous les actifs et la durée de tous les passifs (décalage), la durée étant la moyenne pondérée des durées d'un ensemble de valeurs à rendement fixe.

La sensibilité aux taux d'intérêt des capitaux propres et des revenus d'intérêts est surveillée à l'aide d'analyses de scénarios avec des conditions de marchés variables, qui permettent d'évaluer l'impact de scénarios de crise. Cette sensibilité du capital et des revenus est calculée au moyen de la méthodologie 'basis-point-value' qui indique la variation de valeur du portefeuille en cas d'augmentation des taux d'intérêt sur l'ensemble de la courbe. Pour la sensibilité aux taux d'intérêt de produits sans date d'échéance, les hypothèses telles qu'elles sont décrites par la Banque Nationale de Belgique (BNB) sont retenues. Celles-ci sont vérifiées périodiquement. Les hypothèses n'ont pas changé par rapport à 2015.

Toutes les limites de risque de taux d'intérêt ont été largement respectées durant l'année 2016.

Impact d'une hausse du taux d'intérêt parallèle de 100 points de base (1%) :	2016	2015
Le résultat d'intérêt (sensibilité des revenus)	-964	809
La juste valeur des capitaux propres (sensibilité patrimoniale) (= BPV)	-19.446	-27.728

férents intervalles de temps en fonction de la date d'échéance. Ceci rend visible l'écart entre les échéances ('gap' ou 'mismatch') qui peut exister pour la banque.

(€ 1.000)	≤ 1 mois	1-3 mois	3-12 mois	1-5 ans	5-10 ans	> 10 ans	Indéfini
31/12/2016							
Actifs	665.000	501.000	1.040.000	1.945.000	561.000	227.000	42.000
Passifs	-207.000	-272.000	-2.847.000	-1.091.000	-65.000	0	-40.000
Produits dérivés	188.000	269.000	-18.000	-123.000	-275.000	-40.000	0
Ecart	646.000	498.000	-1.825.000	731.000	221.000	187.000	2.000

31/12/2015							
Actifs	575.000	515.000	810.000	2.052.000	453.000	240.000	77.000
Passifs	-228.000	-185.000	-2.608.000	-1.089.000	-99.000	0	-30.000
Produits dérivés	206.000	133.000	-13.000	-111.000	-215.000	0	0
Ecart	553.000	463.000	-1.811.000	852.000	139.000	240.000	47.000

Risque d'intérêt des autres participations intégralement consolidées

La gestion du risque de taux au sein du groupe **CFE** s'effectue en fonction de l'activité. Pour les concessions, la gestion du risque de taux est fondée sur deux horizons de gestion : un horizon à long terme qui vise à assurer et optimiser l'équilibre économique de la concession, et un horizon à court terme visant à optimiser le coût moyen de la dette. Pour couvrir le risque de taux, CFE a recours aux swaps de taux d'intérêt. **DEME** est confrontée à d'importants financements dans le cadre d'investissements dans sa flotte. Pour atteindre un équilibre optimal entre les coûts de financement et la volatilité des résultats financiers, DEME a recours aux swaps de taux d'intérêt.

Le groupe **Rent-A-Port** est principalement financé par des fonds propres et par des prêts d'actionnaires, si bien que le risque de taux n'a, par définition, aucun impact significatif sur les états financiers consolidés d'Ackermans & van Haaren. Infra Asia Investment Fund, une participation de 56% de Rent-A-Port reprise par la méthode de mise en équivalence, a émis en 2016 une obligation ('non-recourse') d'une valeur de 29,2 millions d'euros + 1,8 million USD pour le financement des activités au Vietnam. Cette obligation est remboursable après 7 ans et porte un taux d'intérêt variable. En vue de couvrir à la fois les flux d'intérêts et le risque de change (USD), un swap de devises ayant qualité d'instrument de couverture de flux de trésorerie a été conclu.

Les dettes financières de **Van Laere** sont couvertes contre les hausses de taux d'intérêt via des instruments financiers (interest rate swap, collar, cap) ou consistent en emprunts souscrits à des taux d'intérêt fixes.

La politique de couverture de **Leasinvest Real Estate** est destinée à garantir le risque de taux d'intérêt à raison d'environ 75% des dettes financières pour une période de 4 à 5 ans et d'environ 50% pour les 5 années suivantes. Etant donné que le financement de la dette de Leasinvest Real Estate fin 2016 est basé sur un taux d'intérêt flottant, le risque est réel qu'en cas de hausse des taux d'intérêt, les frais de financement augmentent. Ce risque d'intérêt est principalement couvert par des interest rate swaps. Les dates d'échéance des couvertures d'intérêts se situent entre 2017 et 2024. La durée s'élève à 6,30 ans fin 2016 (6,58 ans fin 2015).

Si l'on fait abstraction des dettes financières qui seront remboursées à court terme (au cours du premier semestre 2017), les dettes à long terme d'**Extensa** à la fin de l'année 2016 sont couvertes à 47%. Pour les années à venir également, une couverture de l'ordre de 50% est envisagée.

Anima Care couvre son risque de taux d'intérêt en contractant au maximum des emprunts avec un taux d'intérêt fixe. A la fin 2016, le solde des emprunts avec un taux

d'intérêt variable s'élève à 18,6% de la dette financière totale. Les dettes financières de **Residalya** sont, pour 83%, à taux d'intérêt fixes ou couvertes. Celles de **Patrimoine et Santé**, sont constituées à hauteur de 39 % de taux fixe ou couverts, et à 61 % par des taux assis sur le Livret A (fixé par l'Etat), donc d'une grande stabilité.

La **SNTC** n'est très peu exposée au risque de taux d'intérêt étant donné que les charges d'intérêt sont intégralement imputées aux utilisateurs dans le cadre de la mise à disposition des canalisations.

Les dettes financières du segment **AvH & Growth Capital** sont constituées du commercial paper émis par AvH (30,4 millions d'euros) et la dette de leasing d'**Agidens**.

Le risque de taux d'Agidens est limité à la révision quinquennale de la dette de location-financement avec échéance en 2018.

Analyse de sensibilité pour le risque d'intérêt

Une augmentation de l'Euribor de 50 pb entraînerait une hausse des charges d'intérêt de 4,1 millions d'euros (CFE-DEME), de 1,3 million d'euros (Extensa), de 0,7 million d'euros (Leasinvest Real Estate), de 0,01 million d'euros (Anima Care), de 0,5 million d'euros (HPA) et de 0,2 million d'euros (AvH & subholdings). Chez Van Laere, l'impact est quasiment nihil par la couverture ou des taux d'intérêt fixes. Ceci ne tient toutefois pas compte des impacts que l'on retrouverait à l'actif.

(€ 1.000)	Montant notionnel 2016	Valeur comptable 2016	Montant notionnel 2015	Valeur comptable 2015
I. Couverture du risque de taux d'intérêt				
Actifs				
Couverture de la juste valeur - Banque J.Van Breda & C°	60.000	1.420	65.000	1.179
Couverture du flux de trésorerie				
Instruments de couverture qui ne répondent pas aux conditions pour la couverture de flux de trésorerie	125.000	1.656	185.750	1.783
Intérêts à recevoir		1		
Total		3.077		2.962
Passifs				
Couverture de la juste valeur - Banque J.Van Breda & C°	396.636	-14.029	290.221	-10.487
Couverture du flux de trésorerie	1.216.489	-64.668	917.733	-56.794
Instruments de couverture qui ne répondent pas aux conditions pour la couverture de flux de trésorerie	41.200	-694	42.150	-766
Intérêts à payer		-459		-313
Total		-79.850		-68.360
II. Couverture du risque de change				
Actifs	84.707	3.331	201.418	10.722
Passifs	335.022	-12.163	816.779	-5.736
		-8.831		4.985
III. Risques liés aux matières premières				
Actifs		719		0
Passifs		-17.486		-47.237
		-16.768		-47.237
Réconciliation au bilan consolidé				
		A l'actif		A l'actif
Instruments financiers dérivés à plus d'un an		3.576		4.228
Instruments financiers dérivés à un an au plus		3.551		9.455
		7.127		13.683
		Au passif		Au passif
Instruments financiers dérivés à plus d'un an		-84.352		-85.145
Instruments financiers dérivés à un an au plus		-25.147		-36.188
		-109.499		-121.333

Le **risque de taux d'intérêt** de la Banque J.Van Breda & C° et des autres participations consolidées intégralement est décrit à la page 164.

Pour une description du **risque de change**, nous renvoyons à la page 153. Les instruments financiers visant à couvrir ce risque relèvent principalement des participations consolidées intégralement DEME et Banque J.Van Breda & C°. Les positions en devises

prises par la Banque J.Van Breda & C° via des opérations de change à terme découlent des activités de ses clients. La banque couvre les positions ouvertes de manière inter-bancaire, si bien qu'aucun risque de change significatif ne peut survenir.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des instruments financiers utilisés dans ce contexte chez DEME et CFE :

(€ 1.000)	Montant notionnel						Juste valeur					
	USD	SGD Singapour Dollar	GBP Pound	BRL Rial brésilien	Autres	Total	USD	SGD Singapour Dollar	GBP Pound	BRL Rial brésilien	Autres	Total
Achats à terme	41.213	9.476	6.713	0	6.175	63.577	1.111	0	3	0	34	1.148
Ventes à terme	125.394	143.404	7.188	20.544	19.511	316.041	-4.619	-921	594	-4.980	-152	-10.078

Les **risques relatifs aux matières premières** sont également liés à DEME, qui se couvre contre les fluctuations des prix pétroliers en concluant des contrats forward.

Note 20 : impôts

1. Actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

(€ 1.000)	Actifs 2016	Passifs 2016	Net 2016	Actifs 2015	Passifs 2015	Net 2015
Immobilisations incorporelles	0	44.499	-44.499	0	43.051	-43.051
Immobilisations corporelles	12.254	136.936	-124.682	11.282	105.245	-93.963
Immeubles de placement	0	20.363	-20.363	0	12.983	-12.983
Placements de trésorerie	-354	1.672	-2.026	-475	1.464	-1.939
Avantages du personnel	16.143	712	15.430	11.721	867	10.854
Provisions	223	37.785	-37.562	692	35.479	-34.787
Instruments financiers dérivés	6.227	-598	6.825	4.690	-513	5.202
Rubriques fonds de roulement	58.467	68.528	-10.061	45.962	72.403	-26.441
Pertes fiscales & crédits d'impôts / déduction pour investissement	93.489	-1.002	94.490	91.026	-1.367	92.393
Compensation	-52.212	-52.212	0	-51.626	-51.626	0
Total	134.236	256.685	-122.448	113.272	217.986	-104.714

La rubrique 'Compensation' reflète la compensation entre les actifs et les passifs d'impôts différés par entité chez DEME.

2. Actifs d'impôts différés non-comptabilisés

(€ 1.000)	2016	2015
Créances non-comptabilisées en raison de pertes fiscales	108.899	99.091
Autres actifs d'impôts différés non-comptabilisés ⁽¹⁾	25.006	20.162
Total	133.905	119.253

⁽¹⁾ Les autres actifs d'impôts différés non-comptabilisés concernent principalement des montants dont la récupération est limitée dans le temps et dépend de l'importance du résultat imposable qui est comptabilisé au cours de cette période. Les créances qui résultent de la récupération d'excédents de RDT non-utilisés ne sont pas reprises dans ce relevé.

3. Charges (produits) d'impôt exigibles et différés

(€ 1.000)	2016	2015
Impôts exigibles, nets		
Impôts sur le résultat de l'exercice	-70.158	-61.718
Ajustements aux impôts exigibles des exercices antérieurs	2.218	4.119
Total	-67.940	-57.599
Impôts différés, nets		
Afférents à l'origine et à l'extourne des différences temporaires	12.779	-49.911
Variations des taux d'imposition ou impôts nouveaux	293	0
Dotations pertes fiscales (utilisées)	-91	-453
Autres impôts différés	164	-83
Total	13.146	-50.447
Total des charges (produits) d'impôt exigibles et différés	-54.794	-108.046

4. Rapprochement entre le taux d'impôt applicable et le taux d'impôt effectif

Résultat avant impôts	420.847	546.442
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (-)	-108.660	-110.549
Résultat avant impôts, résultats des sociétés mises en équivalence exclus	312.186	435.892
Taux d'impôt applicable (%)	33,99%	33,99%
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt applicable	-106.112	-148.160
Impact des taux dans d'autres juridictions	28.573	8.853
Impact des revenus non-taxables	24.260	47.916
Impact des frais non-deductibles	-19.509	-19.872
Impact des pertes fiscales	-6.577	-11.076
Impact des variations des taux d'imposition	7.231	98
Impact des sur- ou sous-estimations pendant les exercices antérieurs	4.883	2.093
Autres augmentations (diminutions)	12.457	12.100
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt effectif	-54.794	-108.046
Résultat avant impôts	420.847	546.442
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (-)	-108.660	-110.549
Résultat avant impôts, résultats des sociétés mises en équivalence exclus	312.186	435.892
Taux d'impôt effectif (%)	17,55%	24,79%

Les impôts sur le résultat sont en diminution compte tenu d'un résultat avant impôts moins élevé, en raison d'un taux d'imposition inférieur chez DEME suite à une autre répartition géographique du chiffre d'affaires et aux investissements opérés et d'une diminution dans le segment immobilier (en 2015, il y avait eu un impôt différé substantiel sur la plus-value de revalorisation T&T). Il est à noter par ailleurs que la con-

tribution des entreprises mises en équivalence reflète uniquement la part du groupe dans le résultat net de ces entreprises et que les impôts appliqués sur ces résultats n'apparaissent pas dans les comptes consolidés d'AvH. Les revenus non-taxables portent principalement sur les plus-values (exonérées) et les dividendes.

Note 21 : paiement fondé sur des actions

1. Plan d'options d'AvH - réglé en instruments de capitaux propres au 31 décembre 2016

Année d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options exercées	Nombre d'options échues	Solde	Prix d'exercice (€)	Période d'exercice
2007	45.000	-26.000		19.000	62,12	01/01/2011 - 08/01/2015 + 5a
2008	46.500	-10.000	-2.000	34.500	66,05	01/01/2012 - 02/01/2016 + 5a
2009	49.500	-47.500	-2.000	0	37,02	01/01/2013 - 05/01/2017
2010	49.000	-30.000	-2.000	17.000	52,05	01/01/2014 - 04/01/2018
2011	49.000	-17.000	-2.500	29.500	60,81	01/01/2015 - 04/01/2019
2012	47.000	-6.000		41.000	56,11	01/01/2016 - 03/01/2020
2013	49.500			49.500	61,71	01/01/2017 - 03/01/2021
2014	49.500			49.500	82,32	01/01/2018 - 02/01/2022
2015	50.500			50.500	100,23	01/01/2019 - 05/01/2023
2016	40.500			40.500	130,95	01/01/2020 - 03/01/2024
	476.000	-136.500	-8.500	331.000		

Le plan d'options d'AvH, approuvé en mars 1999, vise la motivation à long terme des administrateurs exécutifs, des membres du comité exécutif et des cadres dont les activités sont essentielles au succès du groupe. Les options donnent droit à l'acquisition du nombre équivalent d'actions AvH.

Le comité des rémunérations est chargé du suivi de ce plan et de la sélection des bénéficiaires. Les options sont offertes gratuitement et ont une durée de 8 ans. La société a fait usage de la possibilité de prolonger d'un maximum de 5 ans, sans

charges supplémentaires, le délai d'exercice des options offertes par la société entre le 2 novembre 2002 et le 31 août 2008, ceci dans les limites fixées par la Loi de Relance économique du 27 mars 2009.

La juste valeur (basée sur la juste valeur au moment de l'attribution) des options accordées 2007-2016 s'élève à 5,4 millions d'euros et est calculée par une partie externe, à l'aide du modèle Black & Scholes modifié, dont les critères principaux sont :

Année d'attribution	Cours de bourse (€)	Rendement en dividende	Volatilité	Taux d'intérêt	Durée estimée	Valeur Black & Scholes (€)
2007	66,90	1,35%	22,05%	4,04%	5,75	21,74
2008	65,85	1,75%	20,24%	4,34%	5,90	17,78
2009	37,02	2,66%	42,84%	3,39%	6,50	15,47
2010	52,23	2,66%	34,34%	3,28%	7,29	16,53
2011	63,80	2,26%	23,42%	2,82%	7,22	15,77
2012	58,99	3,26%	31,65%	2,14%	7,40	15,13
2013	63,62	3,26%	25,00%	1,27%	7,84	11,26
2014	83,69	2,27%	21,00%	1,78%	7,79	15,35
2015	101,35	2,19%	19,00%	0,47%	7,79	13,76
2016	131,95	1,28%	23,00%	0,59%	7,79	27,72

En 2016, 40.500 nouvelles options ont été attribuées au prix d'exercice de 130,95 euros par action. La juste valeur lors de l'attribution a été fixée à 1,1 million d'euros et est prise en résultats sur la période 'vesting' de 4 ans. Pour la couverture de cet engagement et des options offertes début 2017, AvH (avec sa filiale Brinvest) avait au total 352.000 actions en portefeuille.

2. Plans d'options réglés en trésorerie des filiales consolidées d'AvH

Les bénéficiaires des plans d'options de Van Laere, Delen Private Bank, Banque J.Van Breda & C°, BDM-ASCO, Anima Care, Agidens et Distriplus disposent d'une option de vente à charge des sociétés-mère respectives Anfima, Delen Investments, Finaxis, AvH et Sofinim (qui disposent elles-mêmes d'une option d'achat et d'un droit de préemption afin d'empêcher le transfert des actions à des tiers).

Ces plans d'options concernent des actions non cotées, dont la valeur est fixée dans le plan d'options. La fixation du prix d'exercice des options de vente (dépendant du plan d'options) est basée sur la croissance des fonds propres, un multiple sur la croissance du bénéfice consolidé ou une définition de la valeur de marché de la société.

Conformément à l'IFRS 2 l'impact de ces plans d'options est incorporé dans les

dettes, sur base des estimations les plus fiables. Ces dettes sont actualisées lors de l'exercice, la nouvelle attribution ou l'ajustement des paramètres. Ces augmentations ou diminutions des dettes représentent une charge ou un produit dans le compte de résultats.

La dette totale des plans d'options des entités consolidées intégralement au 31 décembre 2016 s'élève à 8,9 millions d'euros repris dans les autres dettes à long terme.

3. Actions propres

En 2016, dans le cadre du plan d'options sur actions au profit du personnel, AvH a vendu 20.000 actions propres et en a acheté 15.000. Au 31 décembre 2016, au total 331.000 options sur actions ont été attribuées. Pour la couverture de cet engagement et des options offertes début 2017, AvH (avec sa filiale Brinvest) avait au total 352.000 actions en portefeuille.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat conclu par AvH avec Kepler Cheuvreux en vue de soutenir la liquidité de l'action AvH, 341.058 actions AvH ont été achetées et 340.912 ont été vendues en 2016. Ces transactions sont gérées en toute autonomie par Kepler Cheuvreux, mais étant donné qu'elles sont réalisées pour le compte d'AvH, l'achat net de 146 actions AvH dans ce cadre a un impact (limité) sur les fonds propres d'AvH.

Actions propres détenues dans le cadre du plan d'options	2016	2015
Solde d'ouverture	357.000	380.000
Achat d'actions propres	15.000	62.500
Vente d'actions propres	-20.000	-85.500
Solde de clôture	352.000	357.000

Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité	2016	2015
Solde d'ouverture	2.132	2.544
Achat d'actions propres	341.058	557.080
Vente d'actions propres	-340.912	-557.492
Solde de clôture	2.278	2.132

Note 22 : droits et engagements hors bilan

1. Droits et engagements hors bilan, CFE-DEME exclus

(€ 1.000)	2016	2015
Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation pour sûreté de dettes ou d'engagements	275.210	299.268
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté des dettes et engagements d'entreprises comprises dans la consolidation	563.506	498.762
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise, s'ils ne sont pas portés au bilan	18.615	16.301
Engagements d'acquisition d'immobilisations	121.857	91.466
Engagements de cession d'immobilisations	204.015	247.965
Droits et engagements hors bilan des banques (Banque J.Van Breda & C°)		
- crédit d'engagement utilisés	337.934	323.399
- garanties bancaires	91.900	73.819
- mobilières et titres négociables prêtés + actifs grevés de sûretés réelles	58.657	89.680

En 2016, les garanties personnelles sont constituées de 24,8 millions d'euros de garanties concernant des projets immobiliers d'Extensa, de 71,9 millions d'euros de garanties concernant l'activité de construction et de parkings d'Algemene Aannemingen Van Laere, de 7,8 millions d'euro de garanties liées aux projets d'Agidens et de 8,8 millions d'euros concernant de projets de développement de Rent-A-Port. Le solde de 161,9 millions d'euros concerne principalement des garanties constituées par AvH & subholdings dans le cadre de la vente de participations.

Les garanties réelles se composent à raison de 243,9 millions d'euros de sûretés constituées par Extensa dans le cadre de ses activités de promotion immobilière et de développement de projets. Par ailleurs, des sûretés ont été constituées pour 198,7 millions d'euros par Anima Care et pour 106,1 millions d'euros par HPA (Patrimoine & Santé) dans le cadre du financement de l'immobilier et pour 6,4 millions d'euros à la SNTC sous la forme de contrats de transport donnés en gage. Le solde est représenté par des sûretés chez Algemene Aannemingen Van Laere (8,3 millions d'euros).

Les sous-traitants d'Algemene Aannemingen Van Laere ont constitué pour 18,6 millions d'euros de garanties.

Les engagements d'acquisition d'immobilisations comprennent des options dans le cadre de plans d'options sur actions ou des options dans le cadre de conventions d'actionnaires pour un total de 88,1 millions d'euros. Le solde est pour le compte de Rent-A-Port (0,7 millions d'euros), HPA (20,3 millions d'euros) et l'engagement d'acquisition d'actions Patrimoine & Santé par AvH (12,8 millions d'euros) qui a expiré fin janvier 2017 suite à l'échange réalisé.

Les engagements de cession d'immobilisations représentent des options call (y incl. options conditionnelles) sur les actifs d'AvH & subholdings à hauteur de 168,3 millions d'euros. Les options d'achat accordées sur des immeubles de placement chez Leasinvest Real Estate expliquent les 35,7 millions d'euros restants.

2. Droits et engagements hors bilan de CFE-DEME

(€ 1.000)	2016	2015
Engagements		
Bonne exécution et performance bonds ⁽¹⁾	856.445	905.798
Soumissions ⁽²⁾	36.175	11.292
Restitution d'acomptes ⁽³⁾	16.812	21.241
Retenues de garanties ⁽⁴⁾	16.782	41.985
Paiement à terme des sous-traitants et fournisseurs ⁽⁵⁾	82.451	77.405
Autres engagements donnés - dont 61.823 de garanties corporate chez DEME	110.869	210.666
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté des dettes et engagements d'entreprises comprises dans la consolidation ⁽⁶⁾	152.112	313.247
Total	1.271.646	1.581.634
Droits		
Bonne exécution et performance bonds	145.112	102.720
Autres engagements reçus	2.825	2.110
Total	147.937	104.830

⁽¹⁾ Garanties données dans le cadre de la réalisation des marchés de travaux. En cas de défaillance du constructeur, la banque (ou la compagnie d'assurance) s'engage à indemniser le client à hauteur de la garantie.

⁽²⁾ Garanties données dans le cadre d'appels d'offres.

⁽³⁾ Garanties délivrées par la banque à un client garantissant la restitution des avances sur contrats (principalement chez DEME).

⁽⁴⁾ Garanties délivrées par la banque à un client se substituant à la retenue de garantie.

⁽⁵⁾ Garantie du paiement de la dette envers un fournisseur ou un sous-traitant.

⁽⁶⁾ Sûretés réelles de DEME pour 152 millions d'euros dans le cadre du financement de la flotte.

Note 23 : emploi

1. Effectifs moyens

	2016	2015
Employés	6.970	6.626
Ouvriers	4.535	4.745

2. Frais de personnel

(€ 1.000)	2016	2015
Rémunérations et charges sociales	-708.009	-707.752
Pensions (prestations définies et cotisations définies)	-8.501	-13.711
Paielement fondé sur des actions	-1.060	-4.077
Total	-717.569	-725.540

L'évolution des effectifs s'explique principalement par CFE (baisse) et Anima Care (en hausse). Au siège social d'AvH 30 personnes sont employées. Dans l'annexe séparée 'Chiffres clés 2016', il est fait mention d'un effectif pro forma de 21.165 collaborateurs. Ce calcul pro forma englobe le personnel de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère par conséquent de l'effectif moyen ci-dessus, calculé sur la base

de la consolidation IFRS, établie en fonction du périmètre de consolidation décrit aux pages 123 à 131. Dans la présentation pro forma, toutes les participations de contrôle (exclusif) sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement.

Note 24 : obligations en matière de pensions

(€ 1.000)	2016	2015
Régimes de pensions à prestations définies	-51.075	-41.361
Autres obligations en matière de pension (prépension)	-5.159	-4.485
Total obligations en matière de pension	-56.234	-45.846
Total actifs en matière de pension	2.651	2.904

1. Régimes à prestations définies

(€ 1.000)	2016	2015
1. Montants repris au bilan		
Actifs (obligations) nets résultant des régimes à prestations définies	-48.424	-38.458
<i>La valeur actualisée des obligations intégralement ou partiellement financées (-)</i>	<i>-262.347</i>	<i>-171.368</i>
<i>Juste valeur des actifs des régimes</i>	<i>213.924</i>	<i>132.909</i>
Actifs (obligations) nets résultant des régimes à prestations définies, total	-48.424	-38.458
Obligations (-)	-51.075	-41.361
Actifs	2.651	2.904

Variation des actifs (obligations) nets au bilan		
Actifs (obligations) repris au bilan, solde d'ouverture	-38.458	-39.030
Effets des regroupements d'entreprises	0	0
Charges prises en résultat	-5.156	-7.058
Charges comptabilisées en capitaux propres	-18.778	-395
Contributions aux actifs des régimes	13.678	7.212
Autres mouvements	290	812
Actifs (obligations) repris au bilan, solde de clôture	-48.424	-38.458

2a. Charges nettes prises en résultat	-5.156	-7.058
Coût des services rendus	-13.244	-6.411
Charges d'intérêt	-4.241	-3.691
Revenus d'intérêt des actifs des régimes (-)	3.551	2.933
Coût des services passés non-reconnus	8.779	112

2b. Charges comptabilisées en capitaux propres	-18.778	-395
Ecart actuariels repris dans les résultats non-réalisés	-43.813	-4.019
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des revenus d'intérêt (-)	24.965	4.236
Effet de la variation des taux de change	0	0
Autres	69	-612

(€ 1.000)	2016	2015
3a. Mouvements des obligations résultant des régimes à prestations définies		
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture	-171.368	-167.125
Diminution à la suite d'une cession d'entreprise	0	1.805
Coût des services rendus	-13.244	-6.411
charges d'intérêt	-4.241	-3.691
Contributions aux actifs des régimes	-1.281	-1.055
Prestations versées aux bénéficiaires (-)	13.495	7.943
Ecart actuariels, net	-43.813	-4.019
<i>Ecart actuariels découlant de variations dans les hypothèses démographiques</i>	<i>-14.161</i>	<i>0</i>
<i>Ecart actuariels découlant de variations dans les hypothèses financières</i>	<i>-28.194</i>	<i>-4.410</i>
<i>Ecart actuariels découlant d'ajustement liés à l'expérience</i>	<i>-1.458</i>	<i>391</i>
Coût des services passés non reconnus	11.156	-24
Autres mouvements	-53.051	1.210
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture	-262.347	-171.368
3b. Mouvements des actifs des régimes à prestations définies		
Juste valeur des actifs, solde d'ouverture	132.909	128.095
Diminution à la suite d'une cession d'entreprise	0	-1.220
Rendement des actifs des régimes (à l'exclusion des revenus d'intérêt)	24.965	4.236
Revenus d'intérêt	3.551	2.933
Contributions aux actifs des régimes	14.806	7.500
Prestations versées aux bénéficiaires (-)	-13.343	-7.617
Autres mouvements	51.036	-1.018
Juste valeur des actifs, solde de clôture	213.924	132.909
4. Principales hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation	1,3%	2,1%
Taux attendus d'augmentation des salaires	3,0%	2,8% < 60a - 1,8% > 60a
Taux d'inflation	1,8%	1,8%
Tables de mortalité	MR/FR	MR/FR
5. Autres informations		
Duration (en années)	15,24	13,54
Rendement moyen réel des actifs des régimes	14,85%	5,8%
Cotisations prévues de verser au régimes au cours de l'exercice prochain	12.958	7.458
6. Analyse de sensibilité		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 25 PB	-3,7%	-3,7%
Diminution de 25 PB	+3,9%	+3,4%
Taux de croissances des salaires		
Augmentation de 25 PB	+2,2%	+2,0%
Diminution de 25 PB	-1,9%	-2,2%

Des plans de pension tant à prestations définies qu'à cotisations définies sont conclus au sein d'AvH. Les plans sont souscrits auprès d'assureurs dans le cadre de la branche 21 (assurances vie avec taux garanti).

La législation belge exige qu'un employeur garantisse, sur les plans à cotisations définies, un rendement minimum de 3,25% sur ses propres cotisations aux plans, et cela pour tous les versements jusqu'au 31/12/2015 et jusqu'à l'âge de la pension. Le 1er janvier 2016 est entrée en vigueur la loi du 18 décembre 2015 qui stipule que la garantie de rendement de la LPC (loi sur les pensions complémentaires) dans le chef de l'employeur sera un taux d'intérêt "variable" couplé au rendement du marché obligataire qui sera établi le 1er janvier de chaque année selon une formule définie dans la LPC. Pour 2016 et 2017, cette garantie de rendement est de 1,75%.

La garantie fournie par l'employeur dans le cadre de la LPC est une garantie secondaire. Si le rendement garanti par l'assureur sur les placements en fonds est inférieur au rendement garanti par la loi, et uniquement dans ce cas, l'employeur doit suppléer la différence.

Conformément à l'IAS 19R AvH a dès lors fait réaliser un calcul actuariel pour les plans à cotisations définies significatifs, comme elle le fait chaque année pour les plans à prestations définies. La première inscription de ces plans (1/1/2016) conduit, dans le tableau ci-dessus, à une augmentation à la fois de l'engagement de pension

brut et des actifs, et est présentée sur la ligne Autre mouvements. La première inscription de l'engagement (net) a été reprise dans l'état des résultats non-réalisés.

Pour les plans à prestations définies, un calcul actuariel est effectué selon la méthode Projected Unit Credit, conformément à l'IAS 19R. A partir de 2016, les actifs sont valorisés à la valeur actualisée des réserves, compte tenu des garanties de taux des assureurs. Les gains et pertes actuariels sont repris comme résultats non-réalisés dans les capitaux propres (voir la rubrique 'écarts actuariels sur les plans à prestations définies' dans l'état des variations des capitaux propres).

Différents régimes de pension (plans à prestations définies) ont été terminés chez CFE/DEME en 2016 (plans belges mais surtout néerlandais), ce qui explique la variation dans le poste 'coût des services passés'.

Le rendement moyen des actifs des régimes augmente en 2016 du fait de l'incidence de la baisse du taux d'actualisation.

La variation des charges nettes reprises dans les résultats non-réalisés est influencée, non seulement par la modification des hypothèses financières (taux d'actualisation, hausse des salaires), mais aussi par l'ajustement des plans en fonction de facteurs démographiques (augmentation de l'espérance de vie, relèvement de l'âge de la pension et moins de rotation).

Note 25 : parties liées

1. Parties liées, à l'exclusion de CFE - DEME

(€ 1.000)	Exercice 2016				Exercice 2015			
	Filiales	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL 2016	Filiales	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL 2015

I. Actifs vers les parties liées - bilan

Immobilisations financières	21.650	17.095	0	38.745	27.554	0	0	27.554
Créances et cautionnements : valeur brute	21.650	17.095		38.745	27.554			27.554
Créances : réductions de valeur				0				0
Créances	80.472	15.675	700	96.847	66.609	9.453	873	76.935
Créances commerciales	2.398	228		2.626	5.404	264		5.668
Autres créances : valeur brute	83.075	15.447	700	99.221	66.205	9.189	873	76.267
Autres créances : réduction de valeur	-5.000			-5.000	-5.000			-5.000
Banques - créances sur instit. crédit et clients	373	2.026	0	2.399	342	2.404	0	2.746
Comptes de régularisation - actif	3.109	73	0	3.182	2.648	216	0	2.864
Total	105.605	34.869	0	141.174	97.153	12.073	0	110.099

II. Passifs vers les parties liées - bilan

Dettes financières	235	0	0	235	235	0	0	235
Dettes subordonnées				0				0
Autres dettes financières	235			235	235			235
Autres dettes	0	567	0	567	391	946	0	1.337
Dettes commerciales				0		9		9
Autres dettes		567		567	391	937		1.328
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	36.123	1.823	0	37.946	48.461	2.046	0	50.507
Comptes de régularisation - passif	0	6	0	6	3	71	0	74
Total	36.358	2.396	0	38.754	49.090	3.063	0	52.153

III. Transactions entre parties liées - compte de résultats

Produits	68.361	774	3	69.139	41.809	693	3	42.505
Prestations de services	1.260	598	3	1.862	1.432	685	3	2.120
Produits immobiliers	199			199	271			271
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		39		39	8	46		54
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires	24.600	-43		24.557	23.555	-38		23.517
Produits provenant des contrats de construction	42.302	180		42.482	16.543			16.543
Autres produits des activités ordinaires				0				0
Autres produits opérationnels	144	223	0	367	1.425	69	0	1.494
Intérêts sur créances immobilisations financières	123	192		315	1.356			1.356
Dividendes				0				0
Autres produits opérationnels	21	31		52	69	69		138
Charges opérationnelles (-)	-250	-3.704	0	-3.954	4.674	-3.510	0	1.164
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)	-34	-185		-219	-94	-21		-115
Réductions de valeur (-)				0	5.000			5.000
Autres charges opérationnelles (-)	-216	-3.519		-3.735	-232	-3.489		-3.721
Produits financiers	1.894	84	0	1.978	455	109	0	563
Revenus d'intérêt	1.894	84		1.978	455	109		563
Autres produits financiers				0				0
Charges financières (-)	0	-13	0	-13	0	-18	-6	-24
Charges d'intérêt (-)	0	-13		-13		-18	-6	-24

Les prêts accordés par AvH (& subholdings) et Sofinim à des participations non reprises par consolidation intégrale figurent dans ce tableau. Sur ces prêts intragroupes sont appliqués des intérêts conformes au marché. Ceci vaut également pour les financements accordés par Extensa (et dans une moindre mesure) par Van Laere, Rent-A-Port et Green Offshore à leurs filiales intégrées par mise en équivalence.

Compte tenu de la consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° et de l'intégra-

tion de Delen Investments par la méthode de mise en équivalence, le commercial paper de la Banque J.Van Breda & C° qui est détenu par la Delen Private Bank (32,2 millions d'euros) et le dépôt à terme (3,1 millions d'euros) sont inscrits en tant que dette de la Banque J.Van Breda & C° à l'égard d'une partie liée.

L'activité de construction menée par Van Laere pour le compte de Tour&Taxis est contenue dans la rubrique "Produits provenant des contrats de construction".

2. Transactions avec des parties liées - CFE - DEME

- Ackermans & van Haaren (AvH) détient 15.289.521 actions de CFE, étant par conséquent l'actionnaire principal de CFE, à hauteur de 60,40% des actions.
- Dans le cadre des contrats de prestations de services que DEME et CFE ont conclus avec AvH (en 2001 et 2015 respectivement), des honoraires ont été versés à raison de 1,1 million d'euros et 0,15 million d'euros respectivement.

- Les transactions avec les parties liées concernent essentiellement les opérations avec les sociétés dans lesquelles CFE et DEME exercent une influence notable ou détiennent un contrôle conjoint. Ces transactions sont effectuées sur une base de prix de marché.

(€ 1.000)	2016	2015
Actifs vers les parties liées CFE - DEME	429.373	333.963
Actifs financiers non courants	152.629	129.966
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	249.703	195.383
Autres actifs courants	27.041	8.614
Passifs vers les parties liées CFE - DEME	83.187	121.433
Autres passifs non courants	4.905	11.461
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	78.282	109.972

(€ 1.000)	2016	2015
Charges & produits envers les parties liées CFE- DEME	219.391	96.383
Chiffre d'affaires & produits des activités annexes	229.925	129.240
Achats & autres charges opérationnelles	-15.569	-35.672
Charges & produits financiers	5.035	2.815

3. Rémunération

(€ 1.000)	2016	2015
Rémunération des administrateurs		
Tantièmes à charge d'AvH	540	494
Rémunération des membres du comité exécutif		
Rémunération fixe	2.702	2.759
Rémunération variable	2.427	2.561
Options sur actions	440	458
Assurance groupe et assurance hospitalisation	538	900
Bénéfice en nature (voiture de société)	43	46

4. Le commissaire Ernst & Young a reçu les rémunérations suivantes liées aux :

(€ 1.000)	AvH	Filiales ⁽¹⁾	Total 2016	AvH	Filiales ⁽¹⁾	Total 2015
Mandat statutaire	55	1.120	1.175	48	879	928
Missions spéciales						
- Autres missions de controle		96	96		74	74
- Conseils fiscaux	6	156	162	3	114	117
- Autres missions hormis les missions de réviseur	1	206	207	107	103	210
Total	62	1.577	1.640	159	1.171	1.330

⁽¹⁾ Entités contrôlées conjointement reprises selon la méthode de mise en équivalence incluses.

Note 26 : résultat par action

1. Activités poursuivies et abandonnées

(€ 1.000)	2016	2015
Résultat consolidé net, part du groupe (€ 1.000)	224.237	284.079
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.140.199	33.126.066
Résultat de base par action (€)	6,77	8,58
Résultat consolidé net, part du groupe (€ 1.000)	224.237	284.079
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.140.199	33.126.066
Impact options sur actions	110.619	135.411
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions	33.250.818	33.261.477
Résultat dilué par action (€)	6,74	8,54

2. Activités poursuivies

(€ 1.000)	2016	2015
Résultat consolidé net des activités poursuivies, part du groupe (€ 1.000)	224.237	284.683
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.140.199	33.126.066
Résultat de base par action (€)	6,77	8,59
Résultat consolidé net des activités poursuivies, part du groupe (€ 1.000)	224.237	284.683
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.140.199	33.126.066
Impact options sur actions	110.619	135.411
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions	33.250.818	33.261.477
Résultat dilué par action (€)	6,74	8,56

⁽¹⁾ Sur base des actions émises, corrigée pour actions propres en portefeuille.

Note 27 : dividendes proposés et distribués

1. Déterminé et distribué durant l'année

(€ 1.000)	2016	2015
Dividendes sur actions ordinaires :		
- dividende final 2015: 1,96 euro par action (2014 : 1,82 euro par action) ⁽¹⁾	-64.980	-60.363

2. A proposer pour l'approbation à l'assemblée générale du 22 mai 2017

(€ 1.000)	
Dividendes sur actions ordinaires :	
- dividende final 2016 : 2,04 euro par action ⁽¹⁾	-67.611

3. Dividende par action (€)

(€ 1.000)	2016	2015
Brut	2,0400	1,9600
Net (précompte mobilier de 27% en 2016 ; 30% à partir de 2017)	1,4280	1,4308

⁽¹⁾ Dividendes distribués aux actions propres détenues par AvH & subholdings exclus.

RAPPORT DU COMMISSAIRE

Rapport du commissaire à l'assemblée générale des actionnaires de la société Ackermans & van Haaren SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que les annexes (formant ensemble "les Comptes Consolidés"), et inclut également notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

Rapport sur les Comptes Consolidés - opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des Comptes Consolidés de Ackermans & van Haaren SA (la «Société») et de ses filiales (conjointement le «Groupe») pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, établis sur la base des normes internationales d'informations financières (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne, dont le total du bilan consolidé s'élève à 12.875.059.(000) euros et dont le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice (attribuable aux propriétaires de la Société) de 224.237.(000) euros.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des Comptes Consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des Comptes Consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'informations financières telles qu'adoptées par l'Union européenne. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement des Comptes Consolidés donnant une image fidèle et ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces Comptes Consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) telles qu'elles ont été adoptées en Belgique. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les Comptes Consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les Comptes Consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre relève du jugement du commissaire, y compris l'évaluation des risques que les Comptes Consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne du Groupe relatif à l'établissement des Comptes Consolidés donnant

une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des Comptes Consolidés.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit et nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les Comptes Consolidés du Groupe au 31 décembre 2016 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble consolidé ainsi que de ses résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'informations financières telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les Comptes Consolidés conformément à l'article 119 du Code des Sociétés.

Dans le cadre de notre audit et à la norme Belge complémentaire aux ISA's applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur base du résultat de ces procédures, nous faisons la déclaration complémentaire suivante, qui n'est pas de nature à modifier notre opinion sur les Comptes Consolidés :

- Le rapport de gestion sur les Comptes Consolidés traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par la loi, concorde avec les Comptes Consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Anvers, le 30 mars 2017

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL

Commissaire

Représentée par

Patrick Rottiers - Associé*

Wim Van Gasse - Associé*

* Agissant au nom d'une SPRL

COMPTES STATUTAIRES

Conformément à l'article 105 de la loi belge sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires d'Ackermans & van Haaren sont présentés ci-après sous forme abrégée. Conformément aux articles 98 et 100 de la loi belge sur les sociétés commerciales, le rapport de gestion, les comptes annuels d'Ackermans & van Haaren, ainsi que le rapport du commissaire sont déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Le commissaire a émis une opinion sans réserve sur les comptes annuels statutaires d'Ackermans & van Haaren.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du commissaire se trouvent au siège de la société pour information et sont disponibles sur simple demande.

Les comptes statutaires sont établis conformément aux normes comptables belges.

Adresse : Begijnenvest 113 - 2000 Anvers, Belgique

Tél. : +32 3 231 87 70 - E-mail : info@avh.be

Bilan

(€ 1.000)	Note	2016	2015	2014
Actif				
Actifs immobilisés		2.467.325	2.346.969	2.319.157
I. Frais d'établissement				
II. Immobilisations incorporelles		1	35	74
III. Immobilisations corporelles	(1)	10.598	10.828	11.324
A. Terrains et constructions		7.037	7.372	7.707
C. Mobilier et matériel roulant		1.310	1.105	1.167
D. Leasing et droits similaires		0	0	0
E. Autres immobilisations corporelles		2.252	2.351	2.450
F. Immobilisations en cours et acomptes versés				
IV. Immobilisations financières		2.456.726	2.336.106	2.307.759
A. Entreprises liées	(2)	2.275.420	2.152.174	2.127.037
I. Participations		2.269.084	2.145.391	2.123.818
2. Créances		6.336	6.783	3.219
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	(3)	174.016	176.194	172.861
I. Participations		174.016	176.194	172.861
2. Créances		0	0	0
C. Autres immobilisations financières		7.289	7.738	7.861
I. Actions et parts		7.282	7.731	7.854
2. Créances et cautionnements en numéraire		8	8	8
Actifs circulants		69.720	105.534	77.158
V. Créances à plus d'un an		2.346	900	
A. Créances commerciales				
B. Autres créances		2.346	900	
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution				
A. Stocks				
1. Approvisionnements				
2. En cours de fabrication				
3. Produits finis				
4. Marchandises				
5. Immeubles destinés à la vente				
6. Acomptes versés				
B. Commandes en cours d'exécution				
VII. Créances à un an au plus		10.533	28.781	27.416
A. Créances commerciales		1.672	3.514	3.682
B. Autres créances	(4)	8.861	25.267	23.734
VIII. Placements de trésorerie	(5)	52.137	71.147	44.724
A. Actions propres		24.400	23.963	21.600
B. Autres placements		27.737	47.185	23.124
IX. Valeurs disponibles		4.206	4.131	4.670
X. Comptes de régularisation		498	575	348
Total de l'actif		2.537.045	2.452.503	2.396.315

Bilan

(€ 1.000)	Note	2016	2015	2014
Passif				
Fonds propres	(6)	1.679.714	1.426.185	1.424.610
I. Capital		2.295	2.295	2.295
A. Capital souscrit		2.295	2.295	2.295
B. Capital non appelé (-)				
II. Primes d'émission		111.612	111.612	111.612
III. Plus-values de réévaluation				
IV. Réserves		81.703	79.716	71.514
A. Réserve légale		248	248	248
B. Réserves indisponibles		24.435	23.997	21.634
1. Actions propres		24.400	23.963	21.600
2. Autres		35	35	35
C. Réserves immunisées				
D. Réserves disponibles		57.020	55.470	49.631
V. Bénéfice reporté		1.484.103	1.232.562	1.239.188
Perte reportée (-)				
VI. Subsidés en capital				
Provisions et impôts différés		0	0	4
VII. A. Provisions pour risques et charges		0	0	4
1. Pensions et obligations similaires		0	0	4
2. Charges fiscales				
3. Grosses réparations et gros entretien				
4. Autres risques et charges				
B. Impôts différés				
Dettes		857.331	1.026.318	971.701
VIII. Dettes à plus d'un an	(7)	28.000	0	60.000
A. Dettes financières		0	0	60.000
B. Dettes commerciales				
C. Acomptes reçus sur commandes				
D. Autres dettes		28.000		
IX. Dettes à un an au plus		829.088	1.025.182	909.739
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		0	0	0
B. Dettes financières	(7)	728.209	954.885	844.687
1. Etablissements de crédit				
2. Autres emprunts		728.209	954.885	844.687
C. Dettes commerciales		442	430	429
1. Fournisseurs		442	430	429
E. Dettes fiscales, salariales et sociales		2.914	3.150	2.632
1. Impôts		158	191	156
2. Rémunérations et charges sociales		2.756	2.959	2.476
F. Autres dettes	(8)	97.523	66.718	61.991
X. Comptes de régularisation		243	1.136	1.962
Total du passif		2.537.045	2.452.503	2.396.315

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2016	2015	2014
Charges				
A. Charges des dettes		3.905	4.802	7.237
B. Autres charges financières		879	924	1.246
C. Services et biens divers		8.006	8.842	8.686
D. Rémunérations, charges sociales et pensions		1.876	2.114	2.373
E. Autres charges d'exploitation		927	766	260
F. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles		695	680	657
G. Réductions de valeur	(9)	36.118	6.373	5.419
1. Sur immobilisations financières		15.170	6.373	5.011
2. Sur actifs circulants		20.948	0	408
H. Provisions pour risques et charges		0	0	0
I. Moins-values sur réalisation		3.195	3.100	515
1. D'immobilisations incorporelles et corporelles		0	0	0
2. D'immobilisations financières	(10)	2.292	927	20
3. D'actifs circulants		903	2.173	495
J. Charges exceptionnelles		0	0	0
K. Impôts		126	18	4
L. Bénéfice de l'exercice		322.518	67.769	60.278
M. Transfert aux réserves immunisées				
N. Bénéfice de l'exercice à affecter		322.518	67.769	60.278
Affectations et prélèvements				
A. Bénéfice à affecter		1.555.079	1.306.957	1.306.107
1. Bénéfice de l'exercice à affecter		322.518	67.769	60.278
2. Résultat reporté de l'exercice précédent		1.232.562	1.239.188	1.245.829
Total		1.555.079	1.306.957	1.306.107

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2016	2015	2014
Produits				
A. Produits des immobilisations financières		343.761	75.476	78.199
1. Dividendes	(11)	342.293	73.604	76.535
2. Intérêts		120	547	310
3. Tantièmes		1.348	1.326	1.354
B. Produits des actifs circulants		1.221	1.339	1.289
C. Autres produits financiers		9	4	4
D. Produits des services prestés		2.596	4.611	4.599
E. Autres produits courants		370	337	361
F. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles				
G. Reprises de réductions de valeur		261	9.691	219
1. Sur immobilisations financières		62	5.214	116
2. Sur actifs circulants		200	4.477	103
H. Reprises de provisions pour risques et charges		0	4	113
I. Plus-values sur réalisations :	(12)	30.028	3.926	1.890
1. D'immobilisations incorporelles et corporelles		23	8	7
2. D'immobilisations financières		29.636	3.560	836
3. D'actifs circulants		369	357	1.047
J. Produits exceptionnels		0	0	0
K. Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales				
L. Perte de l'exercice		0	0	0
M. Prélèvements sur les réserves immunisées				
N. Perte de l'exercice à affecter		0	0	0
Affectations et prélèvements				
C. Dotations aux fonds propres		1.988	8.202	5.460
3. Aux autres réserves		1.988	8.202	5.460
D. Résultat à reporter		1.484.103	1.232.562	1.239.188
1. Bénéfice à reporter		1.484.103	1.232.562	1.239.188
F. Bénéfice à distribuer		68.989	66.194	61.458
1. Rémunération du capital		68.334	65.654	60.964
2. Administrateurs ou gérants		655	540	494
Total		1.555.079	1.306.957	1.306.107

Bilan

Actif

1. Immobilisations corporelles : la composition de ce poste est restée pour l'essentiel inchangée par rapport aux années précédentes : il s'agit principalement des bâtiments et installations des immeubles situés Begijnenvest 113 et Schermersstraat 44 à Anvers où est établi le siège social d'Ackermans & van Haaren. Le bâtiment situé Schermersstraat 42, qui est donné en location à la filiale Leasinvest Real Estate, est repris sous les 'autres immobilisations corporelles'.
2. Immobilisations financières – Entreprises liées : le 30 septembre 2016, AvH a relevé sa participation dans Sofinim de 74% à 100% par l'acquisition, pour un montant de 106,0 millions d'euros, de la participation minoritaire détenue par NPM Capital. Par ailleurs, un apport de capital a été effectué, au cours de l'année, dans Anima Care et AvH Resources India (la filiale indienne via laquelle AvH est indirectement actionnaire de Sagar Cements). Une nouvelle réduction de la participation d'AvH dans Holding Groupe Duval (HGD) a été opérée par l'échange de 16% dans HGD contre 25% des actions de la société immobilière française Patrimoine & Santé. AvH et les membres de la direction de Residalya ont ensuite regroupé toutes leurs parts respectives détenues dans Residalya et Patrimoine & Santé au sein de la nouvelle holding belge HPA, dont AvH détient 70,86%.
3. Immobilisations financières – Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation : AvH a légèrement relevé, en 2016, sa participation dans Sipef pour la porter à 27,83%.
4. Les autres créances à un an au plus comprennent, outre des impôts à récupérer et un acompte accordé à la filiale Green Offshore, la valeur comptable nette des financements octroyés à GIB dans le cadre de son financement de Financière Flo. Au cours de l'année 2016, AvH a fourni un financement supplémentaire de 2,2 millions d'euros à GIB.
5. La diminution du poste 'placements de trésorerie' résulte de la diminution des placements d'excédents de trésorerie sur des comptes à terme. Le poste 'actions propres' a augmenté et s'établit à 24,4 millions d'euros. Suite aux transactions effectuées, à la fois en exécution du programme de liquidités et dans le cadre du plan d'options sur actions et de la couverture de ce plan, AvH a pourtant vendu en net 4.854 actions propres. (Pour d'autres explications en ce qui concerne les mouvements sur les actions propres, nous renvoyons aux commentaires fournis aux pages 167-168 de ce rapport).

Passif

6. Les fonds propres d'AvH ont augmenté de 253,5 millions d'euros par rapport à la situation fin 2015 (les deux chiffres incluant l'affectation du bénéfice proposée à l'assemblée générale des actionnaires). Cet accroissement est lié au résultat de l'exercice 2016, qui s'élève à 322,5 millions d'euros (2015 : 67,8 millions d'euros) et qui dépasse très largement le dividende de 65,7 millions d'euros payé au cours de l'année 2016.
7. L'acquisition par AvH de la participation minoritaire de 26% dans Sofinim qui était détenue par NPM Capital représentait un investissement de 106 millions d'euros au total, dont 56 millions d'euros doivent encore être payés en tranches égales étalées sur 2017 et 2018. Cette transaction a permis à Sofinim, dans le même temps, de distribuer un dividende conséquent de 250 millions d'euros approuvé par une assemblée générale extraordinaire de Sofinim au quatrième trimestre 2016. Cette distribution a permis à AvH de diminuer ses dettes financières à court terme à l'égard d'AvH Coordination Center pour un montant équivalent. Outre les dettes au niveau de la filiale AvH-CC, au 31 décembre 2016, AvH n'avait plus que des dettes financières à court terme sous la forme de 'commercial paper' pour un montant de 30,4 millions d'euros.
8. Le montant des autres dettes au 31 décembre 2016, soit 97,5 millions d'euros, inclut l'affectation du bénéfice proposée à l'assemblée générale des actionnaires. Ce dividende est en hausse de 4% par rapport à fin 2015. L'augmentation des autres dettes s'explique, à raison de 28 millions d'euros, par la tranche due en 2017 sur l'acquisition des actions Sofinim.

Compte de résultats

Charges

9. Les réductions de valeur portent principalement, en 2016, sur les participations et, le cas échéant, les financements dans Financière Flo/Groupe Flo et Oriental Quarries & Mines, conformément aux corrections de valeur intégrées par AvH dans ses comptes consolidés à la fin de l'année 2016.
10. L'apport dans HPA de la participation dans Patrimoine & Santé a généré une moins-value statutaire de 2,3 millions d'euros.

Produits

11. AvH a reçu de ses participations directes, en 2016, des dividendes sensiblement plus élevés que les années précédentes. Il est à noter à cet égard que 250 millions d'euros proviennent du dividende distribué par Sofinim au quatrième trimestre 2016, après qu'AvH ait acquis la totalité des 100%. Mais les dividendes provenant de Profimolux, Finaxis et CFE ont également augmenté.
12. AvH a réalisé en 2016 des plus-values statutaires de 29,5 millions d'euros sur la transaction d'échange d'une tranche supplémentaire dans Holding Groupe Duval (16%) contre 25% dans Patrimoine & Santé et sur l'apport dans HPA de sa participation dans Residalya.

DONNÉES GÉNÉRALES CONCERNANT LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

Données générales concernant la société

Siège social

Begijnvest 113, 2000 Anvers, Belgique
TVA BE 0404.616.494
RPM Anvers

Date de constitution, dernières modifications des statuts

La société fut constituée le 30 décembre 1924 par acte notarié, paru in extenso dans les annexes au Moniteur Belge du 15 janvier 1925 sous le numéro 566. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et ce pour la dernière fois par acte notarié le 26 novembre 2014, publié par extrait dans les annexes au Moniteur Belge du 16 décembre 2014 sous le numéro 14223121.

Durée de la société

Indéterminée.

Forme juridique, droit d'application

Société anonyme de droit belge faisant ou ayant fait appel public à l'épargne au sens de l'article 438 du Code des Sociétés.

Raison sociale de la société

La société a pour objet :

- (a) l'étude, la surveillance et la direction de tous travaux publics ou privés, particulièrement dans le domaine de la construction en général, l'organisation, la gestion de toutes sociétés ou entreprises et l'assistance à celles-ci sous toutes formes ;
- (b) l'entreprise maritime et terrestre de tous travaux publics ou privés dans le domaine de la construction et notamment l'entreprise de tous travaux maritimes et fluviaux, gros travaux d'irrigation et de régularisation des cours d'eau, gros travaux d'assèchement et de pompage, de dragage, de forage, de sondage et fonçage de puits, de drainage, de construction d'ouvrages d'art, de terrassement et d'entreprise générale de construction, ainsi que le renflouage de bateaux et navires ;
- (c) la prospection terrestre et maritime dans le domaine de l'industrie extractive, notamment : le pétrole brut ou gaz naturel et les produits minéraux en général ;

(d) l'exploitation, la production, la transformation, la distribution, l'achat, la vente et le transport de tous produits de l'industrie extractive ;

(e) l'acquisition, l'exploitation, la mise en valeur, la cession de terrains, immeubles et droits immobiliers quelconques ;

(f) l'acquisition, l'exploitation et la réalisation, sous quelque forme que ce soit, de droits intellectuels, de brevets et de concessions ;

(g) l'acquisition d'un intérêt ou d'une participation, par voie de souscription, d'apport, de fusion, d'intervention financière ou de toute autre manière, dans toutes sociétés existantes ou à constituer, entreprises, exploitations ou associations en Belgique ou à l'étranger ;

(h) la gestion, la valorisation et la réalisation de ces intérêts ou participations ;

(i) la participation directe ou indirecte à la gestion, à la direction, au contrôle ou à la liquidation de sociétés, d'entreprises, d'exploitations et d'associations dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation ;

(j) accorder avis et assistance en toute matière possible de gestion d'entreprise à la direction des sociétés, des entreprises, des exploitations et associations dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation, et en général tous actes se rapportant, en son entier ou partiellement, directement ou indirectement aux activités d'un holding.

L'entreprise peut exercer toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou étant de nature à en activer la réalisation. Elle peut se porter caution ou accorder son aval en faveur de sociétés, d'entreprises, d'exploitations ou d'associations dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation, se présenter comme agent ou représentant, accorder des avances, des crédits et des sûretés hypothécaire ou autres.

L'activité commerciale de la société peut s'exercer tant à l'étranger qu'en Belgique.

Consultation des documents concernant la société

Les comptes annuels statutaires et consolidés de la société sont déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique. La version coordonnée des statuts de la société peut être consultée au greffe du tribunal de commerce d'Anvers. Le rapport annuel financier est envoyée aux actionnaires nominatifs, ainsi qu'à quiconque en fait la demande. La version coordonnée des statuts et le rapport annuel financier sont également disponibles sur le site internet (www.avh.be).

Données générales concernant le capital

Capital souscrit

Le capital souscrit s'élève à 2.295.277,90 euros. Le capital totalement libéré, est représenté par 33.496.904 actions, sans désignation de valeur nominale.

Augmentations de capital

L'augmentation de capital la plus récente date du 11 octobre 1999, dans le cadre de la fusion par reprise de Belcofi SA par Ackermans & van Haaren SA.

Capital autorisé

Le conseil d'administration peut, dans les cas prévus dans le rapport spécial approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 26 novembre 2014, augmenter le capital social d'un montant maximum de 500.000 euros en une ou plusieurs fois sur une période de 5 ans prenant cours le 16 décembre 2014.

Le conseil d'administration peut également faire appel au capital autorisé, dans le cas d'une offre publique d'acquisition sur les titres émis par la société, aux conditions et dans les limites de l'article 607 du Code des Sociétés. Le conseil d'administration peut utiliser cette autorisation, si la notification de l'Autorité des Services et Marchés Financiers (FSMA) selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition, n'a pas été donnée plus que trois ans après le 26 novembre 2014.

Les augmentations de capital auxquelles il est décidé de procéder en vertu de ces autorisations peuvent être réalisées selon les modalités à définir par le conseil d'administration, avec ou sans émission de nouvelles actions, par l'émission d'obligations convertibles subordonnées ou non ou de warrants ou d'autres valeurs mobilières attachées ou non à d'autres titres de la société.

L'autorisation inclut le pouvoir de procéder à :

- (i) des augmentations de capital ou des émissions d'obligations convertibles ou de warrants à l'occasion desquelles le droit préférentiel des actionnaires est limité ou supprimé ;
- (ii) des augmentations de capital ou des émissions d'obligations convertibles à l'occasion desquelles le droit préférentiel des actionnaires est limité ou supprimé au profit d'une ou plusieurs personnes déterminées, autres que des membres du personnel de la société ou de ses filiales ; et
- (iii) des augmentations de capital réalisées par la conversion de réserves.

Les pouvoirs peuvent être renouvelés conformément aux dispositions légales.

Nature des actions

Les actions entièrement libérées et autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés. Chaque titulaire peut demander à tout moment et à ses frais la conversion de ses titres entièrement libérés sous une autre forme, dans les limites de la loi et sans faire préjudice aux dispositions du troisième paragraphe de l'article 9 des statuts.

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société, qui peut suspendre les droits de chaque action pour lesquels il existerait des contestations au sujet de la propriété, de l'usufruit ou de la nue-propriété. En cas d'usufruit, le nu-propriétaire de l'action sera représenté par l'usufruitier vis à vis de la société, sauf disposition contraire expressément convenue entre les parties.

Actions au porteur

Depuis le 1er janvier 2008 la société ne peut plus émettre des actions au porteur et les actions nominatives ne peuvent plus être converties en actions au porteur.

Les actions au porteur qui n'avaient pas été converties en actions nominatives ou en actions dématérialisées pour le 31 décembre 2013 au plus tard, sont converties de

plein droit en actions dématérialisées depuis le 1er janvier 2014.

Ces actions ont été inscrites sur un compte-titres au nom d'Ackermans & van Haaren. Les droits liés à ces actions (droit de vote, droit de participation au bénéfice, etc.) ont été suspendus. Depuis le 1er janvier 2015, Ackermans & van Haaren est en droit de vendre en bourse les actions dont l'ayant droit ne s'est pas fait connaître, après publication d'un avis en ce sens. Conformément à la procédure légale, Ackermans & van Haaren a vendu 10.872 actions en bourse au cours de l'année 2015 et le produit de cette vente a été mis en dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Contact

Les questions peuvent être posées par téléphone au numéro +32 3 231 87 70 ou par e-mail : dirsec@avh.be à l'attention de Jan Suykens ou Tom Bamelis.

Ackermans & van Haaren SA
Begijnenvest 113
2000 Anvers, Belgique
Téléphone +32 3 231 87 70
E-mail : info@avh.be
Site web : www.avh.be
RPR Anvers
TVA : BE 0404.616.494

Photos

© Koen Fasseur
© Michel Muylle
© Nicolas van Haaren
© Philippe Van Gelooven

La version numérique de ce rapport annuel peut être consultée sur www.avh2016.be.

Dit jaarverslag is ook verkrijgbaar in het Nederlands.

This annual report is also available in English.

La version néerlandaise de ce rapport doit être considérée comme référence officielle.

Concept et réalisation

FBD SA (www.fbd.be)



CALENDRIER FINANCIER

19 mai 2017	Déclaration intermédiaire T1 2017
22 mai 2017	Assemblée générale
31 août 2017	Résultats semestriels 2017
22 novembre 2017	Déclaration intermédiaire T3 2017



Ackermans & van Haaren SA
Begijnenvest 113
2000 Anvers - Belgique
Tél. +32 3 231 87 70
info@avh.be
www.avh.be